

B.D.I.C

3428

C.N.T A.I.T Le combat



SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

28^e année - Nouvelle série, N° 128

20 FRANCS

JANVIER 1955

LA NOTION DE CONTRAT

L'HOMME est un « animal sociable ». Tous les philosophes, sociologues, ethnologues l'ont reconnu. Ceux qui vivent seuls : indépendants farouches, « sauvages », ermites, sont des exceptions qui ne font que confirmer la règle.

La constitution des groupements humains, quel que soit le nombre de leurs composants, dépend de règles, ou, si l'on préfère, de contrats dont la diversité est infinie.

C'est cette notion de contrat que je voudrais étudier aujourd'hui avec vous. Il faut toujours en revenir à l'Histoire. Aux anciens âges, nous ne trouvons que la loi du plus fort, loi spécifiquement individuelle. Si le fort a tué la bête, il assouvit sa faim. Les restes sont la part des femmes et des faibles. Lorsque c'est le faible qui, par hasard, a abattu la proie, le fort s'en empare, et il en est de même. Souvenez-vous de la fable de La Fontaine : « Le Lion et les Animaux », et entendez les arguments : « Je prends ce morceau parce que c'est ma proie; je réclame cet autre parce que je suis le Roi; quant au reste, que ceux qui l'osent viennent le prendre ».

C'est la part du Lion, c'est-à-dire tout : le plus fort dicte sa loi : c'est le contrat léonin.

Le contrat léonin a régi la Société jusqu'à ce jour. La force n'a cessé de jouer son rôle maléfisant aux divers titres : individuel ou collectif, matériel ou spirituel. Au titre matériel, nous dénombrons comme maîtres de la toute-puissance : la brute, puis le guerrier, le chef, le seigneur, le roi, l'empereur, et plus près de nous, le capitalisme libéral, enfin, dernier venu, le capitalisme d'Etat, sans doute plus oppresseur que ses devanciers.

En face, du côté spirituel, luttant aux premiers âges contre la toute-puissance de la force brutale, le faible, le sorcier maître des « esprits » courbe sous la loi de ses tabous la brute, le guerrier, le chef. Plus tard, le seigneur, le roi et l'empereur trembleront devant l'évêque, le pape, et s'inclineront à leur tour devant le contrat léonin de l'Eglise.

Cependant, le temporel prendra le dessus du spirituel et l'Eglise qui, non seulement possède une faculté d'adaptation infinie, mais encore pratique avec la plus grande virtuosité le phénomène dit « de restriction mentale » sera le plus sûr soutien des puissants : rois, empereurs, états capitalistes, sans jamais renoncer à son but final : sa domination sur le monde.

Ainsi donc, du fond des âges jusqu'aux temps présents, le contrat régissant les relations entre humains a toujours été le contrat léonin, unilatéral, l'exécution de la volonté du plus fort, la règle, qu'elle s'appelle Loi de l'Etat ou Morale de l'Eglise, exigeant toujours l'obéissance et la soumission du faible.

Est-ce à dire que rien n'a changé; que les révoltes des faibles voulant opposer leur violence à la force établie, depuis Spartacus et ses frères esclaves, les Jacqueries, les Révolutions en notre France ou ailleurs; que la protestation aussi haute que véhémente des individualités éprises de liberté, premiers révolutionnaires qui, au cours des siècles, se sont élevés contre les maîtres de leur temps et ont fini accrochés aux gibets, décapités sur l'échafaud, roués ou réduits en cendres sur le bûcher, ont été inutiles? Non! Rien n'est inutile de ce qui fraie le chemin vers la libération humaine!

Au cours du dernier siècle et maintenant, ont été et sont également fructueux les mouvements de masses, de ces masses de faibles (syndicats, fédérations, confédérations) qui ont tenté de modifier en leur faveur le contrat toujours léonin que la Société — organisée pour le seul bénéfice des puissants — leur imposait.

Tous ceux qui ont lutté ainsi ne savaient même pas qu'ils combattaient pour un contrat dont ils n'avaient pas notion. Ils ne savaient pas non plus que tout est contrat.

L'ouvrier qui, à l'usine, se présente à l'embauche, l'ouvrier agricole, le manœuvre de l'entreprise, le vendeur dans un magasin, l'employé d'une administration sont mis en présence d'un contrat à accepter ou à refuser. Le contrat est toujours, en appa-

rence du moins, bipartite : le salarié vend son travail : il l'exécutera dans telles conditions d'horaires et de rendement dûment posés. Le patron paiera le salaire. Ce salaire était, auparavant débattu entre les deux parties. Aujourd'hui, et cela vicia au premier chef le contrat, il est arbitrairement fixé par l'Etat, avec, comme base, ce que les maîtres de ce temps ont curieusement appelé « le minimum vital ».

Certains privilégiés obtiennent un contrat écrit avec quelques garanties dûment spécifiées; les employés de certaines Administrations jouissent d'un contrat (statut) qui les préserve, au moins en partie, d'injustices par trop flagrantes.

Les conventions collectives, dont on a dit parfois tant de mal, ne sont autre chose qu'un contrat généralisé, valable pour toute une profession, et dont les clauses, à un moment donné, le moment où il fallait efficacement intervenir, ont fait l'objet de longs débats, souvent acharnés entre employeurs et salariés.

Les marchés conclus entre acheteurs et vendeurs, et précisant le montant des traites commerciales, définissant les échéances, ne sont également que contrats, quelque passagers qu'ils puissent être. Il semble qu'ils soient mieux respectés.

Au contraire, pour le salarié, dans la plupart des cas, le contrat est purement verbal. L'ouvrier, pressé d'échapper au chômage, et de nourrir — hélas toujours mal — sa famille, passe trop souvent sous les fourches caudines du patron qui impose sa loi.

Il faut le reconnaître, la notion de contrat, la nécessité de faire face à celui avec qui l'on traite, de discuter avant tout accord possible ou impossible n'est pas encore entrée dans les mœurs, même si l'un des contractants est un révolutionnaire; je dis : un vrai.

Je ne prendrai qu'un exemple. Il s'agit de la communauté la plus simple, de cette communauté à deux qui s'appelle la famille. Il existe un contrat prévu par la loi : c'est celui que les futurs époux peuvent passer devant notaire. Il est presque toujours écarté. Les couples qui comparaitraient devant le Maire pour la cérémonie du mariage civil ne se doutent pas que leur union est quand même régie par un contrat prévu par la loi qui s'appelle le « régime de la communauté légale », par lequel le mari, l'homme a tous les droits puisqu'il est seul gérant de la communauté.

La cérémonie à la Mairie n'est pas autre chose que la signature d'un autre contrat imposé par la loi :

« La femme doit obéissance à son mari... Elle doit le suivre partout où il juge à propos de résider... Le mari est obligé de la recevoir, de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de sa vie, selon ses facultés et son état » Ce contrat n'est pas sujet à discussion : il faut répondre, et tout de suite, par « oui » ou par « non ». Telle est la loi.

Mais l'autre contrat, le vrai, le contrat humain qui réglera la vie de deux êtres qui s'aiment ou croient s'aimer, qui donc y pense?

Je pose la question et je ne suis pas sûr que, de mille couples, un seul ait envisagé ce contrat, y ait réfléchi, en ait franchement discuté avec le partenaire, et enfin l'ait signé

(suite page 4)

LE FEDERALISME

DE LA C. N. T.

Les partisans les plus acharnés de l'Etat invoquent la nécessité de recourir au fédéralisme, mais pour redonner à cet Etat son autorité (car personne n'ignore qu'elle tombe en désuétude). Ici, pour raffermir l'autorité de l'Etat, il suffirait de le perfectionner en le décentralisant. Reconnaissons à ceux qui épousent cette thèse la franchise de dire qu'en l'occurrence, c'est l'Etat qu'ils veulent sauver, et que leur pseudo-fédéralisme est avant tout de l'étatisme. La structure de la Russie stalinienne, des Etats-Unis et à plus forte raison celle de la Confédération Helvétique (cette dernière prévoyant que chaque loi doit être soumise à la « ratification » du peuple) devrait les satisfaire, car elle implante l'autorité, la contrainte de l'Etat, sur l'ensemble du territoire national tout en feignant de respecter l'autonomie des régions et des collectivités locales. Pour renforcer sa position l'Etat fait alors ressortir son respect des particularismes, des traditions régionales ou locales — même si elles sont rétrogrades.

Mais il y a bien d'autres néo-fédéralistes, plus dangereux encore, ceux-là, car ils utilisent le masque du gauchisme, ou du christianisme social. Beaucoup d'entre eux se réclament de Proudhon et n'hésitent pas à se dire anticapitalistes et antiétatistes. Dans les titres qu'ils s'attribuent on trouve généralement un des trois termes suivants : fédéralisme, fédéraliste ou fédération. Mais les uns et les autres oublient toujours — ou ne veulent pas savoir — deux choses essentielles : la véritable fédération ne peut exister que si elle est libre; et elle ne le devient effectivement que dans la mesure où la liberté économique de ses membres (c'est-à-dire l'égalité sociale) est une réalité. La réalisation de cette liberté économique supposant la disparition des chaînes qui pèsent aujourd'hui sur le peuple, il s'ensuit que la solution pratiquement révolutionnaire, insurrectionnelle, s'impose comme première phase de l'ère fédéraliste. Qui dit insurrection sociale en admet du même coup la conséquence inéluctable : l'emploi éventuel de la violence révolutionnaire. C'est devant cette éventualité que reculent les indécidés, les timides et les timorés.

Or, on ne peut se prétendre fédéraliste, au sens profond du mot, si l'on n'en accepte pas tout le contenu révolutionnaire. Tout le monde sait que théoriquement le fédéralisme tend à ce que les individus s'associent librement, se groupent, pour atteindre plus facilement (que s'ils demeureraient isolés) un but commun, que cette libre association par en bas, mettant en commun les forces de chaque associé pour leur donner plus d'efficacité dans l'action tout en respectant leur personnalité, doit permettre un contrôle permanent des organismes de gestion. Il va de soi que selon le même processus, les collectivités et les subdivisions territoriales, se groupant librement, s'organisent sur tout le territoire fédéré. Mais le mécanisme d'une telle structure fédérale ne peut fonctionner pour la liberté que si la contrainte économique d'une partie de la population sur l'autre, génératrice de toutes les formes légales de l'autorité est supprimée, car les contraintes morales et politiques n'en sont en partie que le prolongement.

On peut d'autant moins parler de libre fédération sans la disparition du patronat, que celui-ci se confond de plus en plus avec l'Etat. Vouloir sur le fond, faire une démarcation sérieuse entre l'Etat et le patronat est une erreur dangereuse qui fausse toute analyse en détruisant l'ordre d'importance que doivent conserver chacune des données de ce problème.

Qu'est-ce donc que l'Etat? Seulement un organisme destiné à coordonner les diverses activités humaines dans l'intérêt général? Non! Est-ce comme l'affirment tous les théoriciens de la contrainte organisée, un ensemble ayant pour objet de faire respecter la liberté individuelle? Encore moins! En effet, il a pour mission essentielle de faire respecter le droit : non pas le droit à la vie, mais le droit de toute jouissance des fruits de la propriété des moyens de production. Toutes les législations, sous

tous les régimes (en Russie comme ailleurs) s'inspirent de cette notion inhumaine du droit. En réalité, c'est bien le privilège économique que protège la loi. Même si elle modifie les apparences (ce qui est le cas en France avec les nationalisations), toujours elle tend à faire respecter le droit d'opprimer économiquement et, par voie de conséquence, moralement son prochain.

C'est bien le privilège économique (qu'il soit l'apanage d'un employeur ou d'un haut fonctionnaire) qui nécessite tout un ensemble de réglementations devant servir à faire appliquer les règles du jeu de l'exploitation des uns par les autres. Les oppresseurs économiques n'ayant point pour eux la raison pure ni le droit humain, et constituant le petit nombre, sont naturellement amenés à employer la force pour faire respecter un « droit » échafaudé par eux, pour eux, et malheureusement toléré par le peuple. De sorte que pour renforcer, dans l'application, des réglementations ne répondant pas aux aspirations populaires, la classe privilégiée (peu importe le nom dont elle s'affuble) doit recourir : à la magistrature, à la police et à l'armée.

Le privilège économique rend donc inévitable la création d'un Etat (de la violence organisée), lequel n'est pas autre chose qu'un vaste contentieux, un « comité de vigilance », des privilégiés. Il est l'aspect juridique de l'oppression économique. Aussi en invoquant la nécessité de combattre l'Etat pour les multiples vexations dont il se rend coupable dans l'exercice de ses fonctions, ne faut-il pas cesser de voir, bien qu'il se cache derrière lui, le privilège économique, le capital, dont il n'est qu'un des aspects — et pour le moins le domestique.

Il serait vain, par conséquent, en s'en prenant plus spécialement à l'Etat, de négliger la lutte contre le capital (ou si l'on préfère, contre

(suite page 4)

Il faut empêcher le travail entrepris pour saper le prestige de l'A. I. T.

Durant les dernières années ont pris corps, au sein de certaines sections, un travail qui, s'il continue, aura comme conséquence de porter préjudice et désinformer l'A.I.T. Pour cette raison l'A.I.T. et certaines sections doivent veiller en prenant une position claire et ferme contre les tendances de dissolution.

Ces tendances sont notables, tout particulièrement en Suède. La force motrice en est Helmiut Rudiger. Dans une certaine mesure, il est parvenu à amener les organismes centraux de la S.A.C. et son organe « Arbetaren » à sa ligne de conduite et à ses points de vue.

Rudiger a publié il y a quelque temps déjà des éditions et des articles dans lesquels il dépréciait l'A.I.T. et ses sections. Dans de multiples occasions, il faisait ressortir l'influence insignifiante de l'A.I.T. et de ses sections en différents pays. Par conséquent, Rudiger a grossi l'importance qu'il y aurait d'établir d'autres « contacts » internationaux.

Nous savons tous que notre mouvement international travaille avec contre-temps et dans certains pays

avec des difficultés extraordinaires, mais la situation n'est pas si mauvaise que Rudiger le prétend dans ses articles de presse. En même temps qu'il développe ce qui peut donner une mauvaise impression de l'A.I.T., Rudiger se tait quant à un développement positif des activités des sections et de l'émulation constante dans notre propre mouvement international. En général, il ne mentionne ni les congrès des sections, ni leurs déclarations importantes auxquelles on devrait donner une publicité en bonne place du journal « Arbetaren » où Rudiger traite d'événements internationaux. En d'autres termes, il s'agit d'un sabotage destiné à étouffer les informations de notre propre mouvement international au moyen du silence. Mais, simultanément, il donne une place importante, en dédiant un bon espace dans l'organe « Arbetaren », à d'autres tendances et à d'autres groupes de plusieurs pays qui, en beaucoup de cas, se sont montrés ennemis de l'A.I.T. et de ses sections.

Rudiger a aussi pris contact directement avec des groupes de diffé-

rents pays qui luttent contre notre mouvement. Il y a environ un an, Rudiger visita Copenhague, capitale du Danemark, en laquelle il donna une conférence devant une réunion constituée par des trotskistes, socialistes de gauche, ex-staliniens et d'autres tendances politiques. Ces éléments ont toujours combattu, selon leurs capacités, le syndicalisme révolutionnaire; il était donc tout naturel que Rudiger n'ait rien à voir avec la section danoise de l'A.I.T. durant sa visite à Copenhague au moment où il établissait des contacts avec les éléments cités.

La connexion de Rudiger avec les individus qui combattent le syndicalisme révolutionnaire eut pour conséquence que la section danoise de l'A.I.T. envoya à la S.A.C. une protestation dénonçant sa collaboration avec les ennemis du syndicalisme révolutionnaire.

Malgré tout Rudiger continue la même ligne, maintenant il est parvenu à faire accepter par les organismes centraux de la S.A.C. la colla-

(Suite page 4)

Le syndicalisme de paix sociale et de collaboration ne saurait avoir qu'une existence momentanée.
Tôt ou tard, la réalité reprendra ses droits. Et cette réalité est que des intérêts opposés ne peuvent se confondre indéfiniment.
Alors, les masses retourneront à ce syndicalisme qui, par sa lutte implacable contre l'exploitation, les conduira à leur libération.
Luigi BERTONI.

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 16 janvier à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunions au siège les samedis 8 et 22 janvier à 14 h. 30.

Présence indispensable.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine).

C.C.P. 1536-03 Paris.

2^e U. R.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e, tous les samedis de 16 à 18 heures. Assemblée mensuelle, même lieu, le 23 janvier à 9 h. 30.

Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, r. R-Losserand, Paris-14^e.

U. L. DE NANTERRE

Dimanche 9 janvier 1955, au Relais Fleuri, impasse de la Gare, causerie sur la Franc-Maçonnerie, par Yves Prigent.

Invitation cordiale à tous.

Une bibliothèque de prêts de livres est à la disposition de nos adhérents. La liste peut en être consultée au siège.

Un droit de 20 frs sera perçu pour chaque livre prêt.

Il est superflu de recommander aux camarades de soigner ces ouvrages.

le 1^{er} vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U. R.

Le matériel 1955 est à la disposition des syndicats. Vous pouvez passer le prendre au siège, les samedis de 14 h. 30 à 18 h. 30, les lundis de 18 h. à 19 h. ou passez vos commandes à Yvernel, 16, rue du Commerce, C.C.P. 7243-69 Paris 15^e.

Syndicat de l'Habillement de la R. P.

Permanence : tous les samedis de 16 à 18 heures, au siège : 39, rue de la Tour d'Auvergne.

Assemblée Générale Corporative

Dimanche 16 Janvier à 9 h. 30 à la C.N.T., même adresse

Avec l'aide de notre C.N.T. et de la 2^e Région, nous avons pu reconstruire notre syndicat. Trop de nôtres se croient seuls dans leurs ateliers, bien que la lutte qu'ils y mènent ne soit pas négligeable, elle ne peut être comparable à celle qu'ils pourraient mener avec leurs camarades du Syndicat C.N.T. de l'Habillement. Qu'ils nous rejoignent ! Ensemble nous ferons plus et mieux.

19^e UNION REGIONALE

Permanence : tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège : vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

SERVICE SOCIAL

Une camarade spécialiste de la question est à la disposition de tous les militants et sympathisants pour tous renseignements litigieux aux mêmes jours et heures.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

Un centre de formation sociale vient de se constituer pour la vulgarisation de nos idées.

Les causeries auront lieu les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois à 18 heures au siège de l'U.L.

Le Bureau de l'Union locale invite tous ses adhérents et sympathisants à y participer afin de parfaire leur éducation sociale et connaître les problèmes économiques et leurs solutions, par l'instauration de notre conception égalitaire du syndicalisme fédéraliste.

UNE VICTOIRE CENETISTE

Le Syndicat des Employés qui depuis quelque temps prend un essor nouveau, vient de remporter une grande victoire aux élections des délégués du personnel d'une importante maison de Négoce de tissus du Sentier.

Cet établissement, dont le quart des employés est Cénétiste, a procédé le 10 novembre aux élections des délégués ; 4 sièges étaient à pourvoir, la C.N.T. les a remportés tous les quatre avec une majorité écrasante.

Là encore il est prouvé que l'action est la seule arme de l'employé pour conserver et améliorer les avantages acquis avec tant de peine par nos aînés.

Tous les travailleurs doivent être syndiqués car personne ne peut rester indifférent à la lutte qui oppose chaque jour l'employé et le patron. Dans l'entreprise citée plus haut, les délégués de la C.N.T., par leur acharnement, ont réussi à obtenir satisfaction au maximum de leurs revendications. C'est la première fois dans cet établissement fondé pourtant en 1870, qu'un syndicat soit aussi représentatif.

L'exemple est montré, il n'y a plus qu'à le suivre.

SOUSCRIPTION

en faveur

du « Combat Syndicaliste »

Coutelle	40
Pérez François	200
Juliot N.	70
Fernandez	50
Charbonneau	200
Nevot	290
X.	10
Employés	60
Houon	200
Gravot	200
Arlhac	50
Arlhac	70
Dupont	300
	1.740

A toutes et à tous : MERCI.



Le Directeur-Gérant:

AKOUN Elie.

SO.FR.IM.

17, rue de Clignancourt.

Les Travailleurs du port à l'action

Les dockers marseillais ont engagé depuis plusieurs semaines la lutte pour la défense des salaires, ainsi que la révision des conventions collectives et le respect de la personne.

Depuis de nombreuses années, les Aconiers marseillais, en s'inspirant du fameux « retroussons nos manches » et de l'inoubliable Stakhanovisme, exigeaient un rendement excessif. Gens sans scrupules, ils réduisirent la main-d'œuvre, bousculèrent les normes établies par les conventions collectives et, en gratifiant les grutiers de quelques billets de cent francs, réussirent à doubler le nombre de palanquées qui, de 24 ou 25 à l'heure, atteignent le chiffre de 50, voire 55.

Les dockers, soumis à un rythme accéléré, abrutissant, exténuant, en avaient plein le dos, ils étaient en rogne contre des méthodes de pression et, las de pointer, devant l'attitude mi-figue, mi-raisin des bonzes syndicaux, ils décidèrent de passer à l'action. Un camarade dévoué fut désigné comme délégué et chargé de se présenter au Syndicat patronal afin d'exiger : 1^o Respect des normes établies par les conventions collectives ; 2^o 10 frs d'augmentation par tonne pour les chargeurs ou homme de « tête » ; 3^o Augmentation de 21 frs de l'heure pour les dockers.

Le Président du Syndicat patronal, gouailleur, renvoya le délégué en lui disant : « Personne ne vous a dit de travailler comme des brutes, il est impossible de donner satisfaction à vos revendications ». Le camarade délégué rapporta aux dockers les propos de M. le Président et les travailleurs du port, outrés par l'attitude patronale, décidèrent, sans tambour ni trompette, de ne plus dépasser les normes prescrites par les conventions collectives.

Le mouvement débuta spontanément à la Joliette ; là on décida : 1^o de réduire le nombre de palanquées (24 ou 25 à l'heure) ; 2^o mettre 20 ou 30 caisses par palanquée au lieu de 50 ou 60. Résultat, diminution brusque du tonnage et, pour pallier cela, les Aconiers furent obligés d'augmenter les équipes. L'action des dockers de la Joliette fit boule de neige, elle s'étendit très rapidement à tout le port. Devant l'ampleur de la protestation ouvrière, les Aconiers se cabrèrent, menacèrent, brandirent cette arme redoutable qu'est le lock-out. Ce fut là autant de coups d'épée dans l'eau puisque l'action des dockers continue en dehors de toute ingérence des Centrales syndicales réformistes.

L'ouvrier a-t-il compris que pour obtenir satisfaction, il suffit de serrer les coudes, de passer à l'action ? A l'instar des grands seigneurs de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture, osera-t-il affirmer : « Je pense, donc je suis. Je suis, donc je pense. Je travaille, donc par mon rendement journalier je participe à la production et la richesse nationale, internationale, et étant donné que je suis soumis tout comme ces messieurs aux lois bio-chimio-physiques pour la conservation de l'espèce, il s'ensuit que j'ai le droit de vivre aussi convenablement que tous les parasites qui infestent les rouages politiques, administratifs, bureaucratiques de la Sainte République.

Enfin, sur les quais, la solidarité ouvrière est totale. Dockers, grutiers, manutentionnaires etc., marchent la main dans la main. Cela nous encourage à soumettre la question suivante : sur les quais il existe des syndicats des dockers, des grutiers, des chargeurs, etc. Dans l'intérêt des ouvriers, il est urgent que tous ceux qui travaillent à l'intérieur des grilles soient tous inscrits au même syndicat en l'occurrence le Syndicat des Ports. Mais, direz-vous, pourquoi voulez-vous changer cela ? La réponse est facile, c'est que souvent, l'action d'un syndicat est en formelle contradiction avec celle d'un autre syndicat et en cas de grève ou d'un mouvement de protestation, cette attitude contradictoire est cause d'échec. Ensuite, lorsque les grutiers, les dockers, les chargeurs, etc. seront réunis au sein d'un seul syndicat (nous disons syndicat et non pas une organisation syndicale spécifique), ce sera là une démonstration de solidarité, d'unité, de puissance ouvrière.

Certes il existe des ouvriers (les grutiers par exemple) qui prétendent que pour eux, il est impossible d'appartenir au même syndicat que les dockers, etc., parce que, disent-ils « nos intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des dockers ». C'est là un raisonnement digne d'un réactionnaire ; raisonner ainsi c'est démontrer qu'on n'a pas compris la nécessité de la solidarité dans la lutte de classe, c'est aussi raisonner comme de vulgaires égoïstes qui ignorent tout de l'évolution prolétarienne et qui ne savent pas que l'histoire est jalonnée de cadavres de pionniers, ou de grévistes qui tombèrent dans la lutte pour l'émancipation ouvrière.

Ensuite, étant donné que sur les quais, grutiers, dockers, chargeurs, etc., ont le même devoir, à savoir assurer le bon fonctionnement du

port, il est normal que tous aient les mêmes droits et qu'ils profitent des mêmes avantages.

Est-ce là de l'utopie ou est-ce un raisonnement conforme à la Vérité, à la Justice, au bon sens ? Aux ouvriers du port de répondre.

BREGLIANO Luc.

Liberté, Liberté...

Dès qu'un événement prend une certaine ampleur, dès que celui-ci met en contradiction flagrante les déclarations et écrits d'un gouvernement, la mise en place de la répression policière se fait automatiquement.

Démocratie, liberté, droit d'expression écrite ou parlée deviennent des mots, de simples mots dont le gouvernement se gausse.

Les événements du Maroc prouvent, une fois de plus, cette vérité première. Le fait d'approuver les tentatives de libération des Marocains s'est traduit par la saisie d'un journal. Une meeting de protestation contre ce geste autoritaire et de solidarité vis-à-vis des travailleurs Nord-Africains fut interdit et ceci à la dernière heure.

Une foule nombreuse vint pour y assister et, toute étonnée, se trouva nez à nez devant un sévère cordon de policiers. Non moins important était le nombre d'agents civils qui déambulaient ostensiblement sur les trottoirs de l'avenue Wagram. Une note gouvernementale dut parvenir aux quotidiens car aucun n'en parla le lendemain. Ces déploiements de force, ce silence commandé n'empêchera pas les hommes épris de liberté de continuer la lutte en faveur de tous les opprimés contre tous les oppresseurs.

Fidèles amants de la liberté, nous sommes fraternellement unis avec tous les travailleurs de l'univers. Rien ne nous rebute, nous continuerons notre tâche afin que s'écroulent tous les gouvernements, qu'ils soient démocrates, populistes ou républicains, ils sont les ennemis conscients de la liberté, de la fraternité, de la solidarité du monde ouvrier.

Pour que cessent les répressions en Algérie, en Tunisie, au Maroc, agissons.

P. BRISSET.

LIBRAIRIE C.N.T.

LIVRES : HISTOIRE et DOCUMENTS.

	Prix Franco		Prix Franco
La Révolution Russe en Ukraine (N. Makno)	200	230	
Mon Communisme (S. Faure)	260	290	
Propos Subversifs (S. Faure)	280	310	
L'Imposture Religieuse (S. Faure)	300	330	
La Douleur Universelle (S. Faure)	300	345	
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure)	120	150	
La Vie ardente et intrépide de Louise Michel (F. Planche)	260	290	
Kropotkine (F. Planche et J. Delphy)	230	260	
Syndicalisme Français (J. Rennes)	300	330	
Histoire du Mouvement ouvrier (E. Dolleaux) :			
Tome I - 1830-1871	700	745	
Tome II - 1871-1936	775	820	
Tome III - 1921 à nos jours	1.100	1.170	
Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux)	420	450	
Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950 (M. Collinet)	510	540	
Esprit du Syndicalisme (M. Collinet)	550	580	
Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron)	550	580	
Jun 36 (J. Danos et M. Gibelin)	550	595	
Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale (P. Besnard)	400	445	
Le Monde Nouveau (P. Besnard)	150	180	
L'Éthique du Syndicalisme (P. Besnard)	100	130	
La Paix (P. Besnard)	100	130	
L'Indispensable Révolution (G. Leval)	250	280	
Histoire du Mouvement Syndical en France (P. Louis) :			
Tome I : 1789-1918 - Tome II : 1918-1948. Chaque volume	330	360	
Histoire du Socialisme en France (P. Louis)	600	645	
Réflexions sur la violence (Georges Sorel)	450	495	
La Faim du Monde (William Vogt)	450	495	
L'Internationale Chrétienne (P. Lefranc)	370	400	
La Révolution Inconnue (Voline)	450	520	
Histoire de la Commune de 1871 (Lissagaray)	600	670	
Sébastien Faure (J. Humbert)	200	230	
Eugène Humbert (J. Humbert)	350	395	
Au Café (E. Malatesta)	150	180	
La Révolution Sociale (P. J. Proudhon)	600	670	
Histoire de l'Anarchie (A. Sergent et C. Harmel)	750	820	
Un Anarchiste de la belle époque	390	420	
Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lamberet)	645	675	
Précis de Socialisme (B. Malon)	200	245	
La Morale Sociale (B. Malon)	200	245	
Vie et Mort des Corporations (J. Jacques)	125	155	
Révolution et Drapeau rouge (M. Dommanget)	80	110	
Jacques Roux le Curé rouge (M. Dommanget)	100	130	
Sylvain Maréchal « l'Égalitaire » (M. Dommanget)	600	645	
Histoire du 1 ^{er} Mai (M. Dommanget)	750	820	
Partir de l'homme (D. Mac Donald)	150	180	
La Commune de Cronstadt 1921 (Jan Mett)	100	130	
Spartacus, la Commune de Berlin (1918-1919) (Prudhommeaux)	150	180	
Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution (E. Hureau)	100	130	
L'Unique et sa propriété (Max Stirner)	600	645	
Avènement de la France ouvrière (C. Albert et J. Duchêne)	100	130	
Pierre Kropotkine, le Prince anarchiste (G. Woodkoeh et I. Avakoumovitch)	300	345	
Rakouline : la Vie d'un Révolutionnaire (H. E. Kaminski)	790	835	
De Prison en Prison (L. Lecoq)	350	395	
Joyeusé de l'exil (Ch. Malato)	160	190	
Force et Matière (L. Buchner)	150	195	
Histoire de la création (E. Haeckel)	300	345	
Anthologie de l'objection de conscience et de raison (Hem Day)	645	715	
Hommage à Gandhi (Hem Day)	320	365	
Hommage à G. Eckhoud (Hem Day)	180	225	
	180	225	

Passez les commandes et adressez les fonds à Hélène MUNOZ, 51, rue Berthe, à Paris (18^e) - C.C.P. 11.861-87 Paris.

LA MANIFESTATION

des Employés de commerce

Vendredi 17 décembre 1954, à partir de 18 h. 45, à l'appel des trois Fédérations d'employés : C.G.T., F.O. et C.F.T.C., les employés des magasins manifestaient sous les fenêtres du Syndicat Patronal des magasins multiples, 11, rue St-Florentin.

Un service d'ordre imposant protégeait le siège du groupement d'exploiteurs et malgré les provocations policières jusque dans la rue Royale, toute la manifestation se déroula dans le calme.

Nos camarades des Galeries Lafayette, particulièrement nombreux, furent dispersés par la police avant de rejoindre la rue Saint-Florentin.

Néanmoins, aux cris plusieurs fois répétés de « Nos salaires, nos deux jours », l'attention publique fut attirée sur les manifestants.

Qu'à cela ne tienne, c'est sur le lieu du travail que le combat grandira au fur et à mesure de la prise de conscience des exploités.

A cette enseigne, nous signalons l'entreprise Renou, 19, rue de Montmorency, Paris, sise dans le vieil hôtel de Valois, qui exploite féroce-ment son personnel. Personnel féminin, composé en grande partie de saïonnnières et de jeunes adolescentes de 17 ans. On offre aux adultes 121 fr. 50 de l'heure et 75 frs aux moins de 18 ans (abattement dû à l'âge).

Durant toute la journée, 8 heures debout, nos camarades confectionnent avec leurs mains de fées des poupées qui seront vendues 1.490 frs dans les Grands Magasins. Le prix de revient pour le patron n'excède pas 475 frs.

Il ne s'agit pas d'un travail manuel, automatique. Découper les petites soies et dentelles exige du soin.

Les salariés ne réclament pas l'aumône ; ils veulent vivre dignement du fruit de leur travail, à plus forte raison le personnel féminin.

Les brigades des contre-maitresses, les licenciements empêcheront nullement nos camarades d'être pleinement conscientes de leurs droits.

Elles s'uniront dans l'action sur des bases simples en exigeant un salaire décent sur la base de 40 heures.

Par leur cohésion et leur force, elles feront reculer l'exploiteur Renou, ce qui servira d'exemple pour les autres Renou. Vigilance et confiance ! Nous vaincrons.

L'action des postiers

La fin de l'année 52 fut pour les Postiers le point de départ de leurs mouvements revendicatifs. Novembre 1952 un comité du Bureau-Gare de Paris-Nord formé par des postiers de toutes tendances syndicales, lancent un appel à tous les Postiers pour la revendication du mois double et la convocation d'une conférence régionale. Au cours de celle-ci les délégués précisent leur revendication et la formule sous la forme d'une prime de fin d'année (égale au 1/12 du traitement et ne pouvant être inférieure à 20.000 frs). Une conférence nationale justifie les espérances (300 délégués) et nous nous trouvons fin 52 prêts à tenter un mouvement de grève. Mais les réticences des autonomes dans la matière, « un arrêt de travail décidé à l'avance et en l'absence de gouvernement constitué peut constituer un échec », limite notre action à la tenue de deux meetings (19 décembre-22 janvier) à la Mutualité où se trouvait réunis 3.000 Postiers. Ce furent là les premiers pas vers une action plus intensive.

Avant 53. La grève contre les décrets-lois du gouvernement Laniel, pour les revendications légitimes des Postiers et de tous les travailleurs, la prime uniforme de 20.000 francs, voilà l'essentiel de ce que nous défendions pendant les 22 jours qu'a duré cette grève. Puis ce fut la reprise du travail, battus mais non vaincus. Malgré les vives déceptions, nous enregistrons la magnifique sur-saut des travailleurs contre leurs exploiters. Des mouvements postérieurs démontraient que les Postiers voulaient continuer la lutte pour d'autres objectifs, tel que le paiement des jours de grève (les avis étaient partagés) et de meilleures conditions de travail (débrayage spontané à Paris-Chèques, journée revendicative du 6 octobre, refus des chargés du P.L.M. d'effectuer des heures supplémentaires (californiens) indispensables à l'acheminement postal). Ces poussées revendicatives se concrétisent enfin dans les bureaux-gares, points stratégiques importants pour l'écoulement du trafic postal par une préparation, à la veille des fêtes, d'un mouvement généralisé (grève d'avertissement 21-25 décembre) par solidarité avec les grévistes de Marseille-Gare (19 décembre). Or le 25 décembre, devant le refus du gouvernement de recevoir les représentants des Fédérations en lutte (G.G.T., F.N.S.A.), l'ordre de grève est reconduit. C'est alors que se pose le problème de savoir ce que vont faire les Fédérations et si elles vont généraliser le mouvement. Les zones d'influences syndicales F.N.S.A. (Bureaux-Gares) et C.G.T. (Bureaux mixtes et centraux) nécessitent une coordination des efforts pour une réussite totale. Or la période de fin d'année n'est pas favorable dans les bureaux de Paris pour un mouvement de grève. Malgré cela, des bureaux impatients de soutenir l'action de leurs camarades en lutte, débrayent quel-ques jours, parfois quelques heures grévistes. Il faut dire que les responsables syndicaux, surtout ceux de la F.P. n'étaient pas très convaincus de la nécessité de pousser jusqu'au bout l'action entreprise, les faits sont là pour le prouver. La Fédération Postale donnait l'ordre de reprise pour le 2 janvier, prétextant que la F.N.S.A. avait entrepris des pourparlers sans elle, et démontrant qu'il n'était plus nécessaire d'appuyer un mouvement qui allait en s'effilochant sous la pression de la base, et des autonomes, les Postiers des bureaux-gares continuaient la lutte jusqu'au

4 janvier avec comme résultats de leur action : la levée des sanctions, un acompte versé sur la prime dont le montant va être élevé au delà des 12.000 frs promis pour 54, des congés annuels établis sur 6 mois au lieu de 8. Enfin des commissions vont étudier le renforcement des effectifs. A ce propos, citons un extrait du Journal du Dimanche (19 décembre 54) :

« Alors que du 15 décembre au 15 janvier l'échange de vœux provoque une augmentation moyenne du trafic postal de 80 % (du 28 au 31 décembre on dépose deux fois plus de lettres et de paquets), le nombre des employés de tri reste le même. On suppose donc durant cette période tout congé, on annule le repos hebdomadaire et l'on fait appel aux brigades de réserve, détachées de services moins chargés. Un employé de tri arrive à faire jusqu'à 11 heures de travail par jour, réparties de façon à lui permettre de se reposer un peu et de prendre des repas debout — ils travaillent tous debout — un paquet d'enveloppes à la main, un jeune homme envoie d'un mouvement rapide et régulier les lettres dans une série de cases.

Normalement il trie environ 500 lettres au quart d'heure, 2.000 lettres à l'heure. Mais il faudra bientôt envoyer les sacs à la gare et il se presse. Il trie au moins 850 lettres en ce moment.

Le travail est tributaire des heures de départ des voitures postales. Mais il ne s'arrête pas au moment où la dernière quitte le bureau. Dès 22 h. 30, et à intervalles plus ou moins réguliers, les voitures qui apportent le courrier à distribuer se succèdent jusqu'au lendemain matin 9 heures. Nous avons expédié hier 100.000 lettres, 65.000 imprimés, 2.000 paquets et 3.000 journaux. 900 sacs partent chaque jour et pendant la période qui va du 20 décembre au 10 janvier, nous en expédions 1400 par jour.

Lorsque les voitures postales emportant le courrier ont quitté le bureau, le travail de tri n'est pas terminé. Dans les wagons, les « ambulants » trient encore pendant tout le voyage et continuent à l'arrivée... Le trafic postal annuel pour toute la France est de l'ordre de cinq milliards. En 1954 on a échangé 2 milliards 390 millions de lettres et factures. 110 millions de cartes postales, 58 millions de paquets ordinaires, 58 millions de paquets recommandés, 34 millions de lettres recommandées. Du 21 au 24 décembre, le trafic représente près de deux fois et demi celui d'une période normale.

C'est donc comme chaque année un rendez-vous pour les Postiers. Rendez-vous pour formuler leurs légitimes revendications au moment où le trafic s'accroît. Cette année, à la suite de la Conférence des bureaux-gares (C.G.T.-F.N.S.A.) qui s'est tenue à la Bourse du Travail, les 185 délégués présents (Province et Paris) ont décidé d'appuyer leurs revendications (service actif, heures de nuit) par des arrêts de travail, la grève perdue (application stricte du règlement) qui apportent de graves perturbations dans l'acheminement du courrier. C'est ainsi que la lutte revendicative se poursuit. Elle a changé d'aspect, mais elle n'en est pas moins efficace par ces répercussions. L'année 53 a été pour les Postiers l'année des gros sacrifices, et malgré les temps difficiles, ils ont quand même décidé de mener à bien l'action revendicative en restant fidèles aux principes de la lutte des classes et aux combats prolétariens massés.

Ch. MARTIN.

Ephémérides du prolétariat

1^{er} janvier 1881. — Mort de Auguste Blanqui, dont la vie s'écoula dans l'ombre des geôles royales, républicaines et bonapartistes.

3 janvier 1925. — Au cours des grèves de Douarnenez, des provocations patronales causent de sanglantes bagarres. L'attitude arrogante d'un patronat de droit divin devra s'incliner quatre jours plus tard devant la volonté ouvrière.

10 janvier 1905. — Louise Michel, l'héroïne de la Commune, est terrassée à Marseille par une pneumonie contractée au cours d'un périple de propagande en Algérie et en Provence. L'ex-déportée de la Nouvelle-Calédonie repose au cimetière de Levallois. Vainement, les bolchevistes ont tenté d'accaparer la Vierge Rouge.

11 janvier 1924. — Inauguration du Fascisme rouge à Paris. Dans un meeting organisé à la Grange-aux-Belles, des militants ouvriers tentent de s'opposer à la dictature bolcheviste. Une provocation du capitaine Treint entraîne un feu de salve qui réédite la fusillade de Cronstadt. En plus d'une vingtaine de blessés, les camarades Clos et Poncet trouvent la mort au cours de cette soirée où la politique assassine chez eux les syndicalistes.

13 janvier 1898. — Emile Zola adresse au Président Félix Faure sa lettre célèbre l'accuse, relative aux Faux de l'Etat-Major établis contre le capitaine Dreyfus. Le journal l'Aurore de l'époque publie cette lettre désormais historique.

15 janvier 1919. — Assassinat par la réaction militaire allemande et la dictature de Noske de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, deux héros du spartakisme allemand.

Janvier 1921. — Le gouvernement poursuit la C.G.T. De lourdes amandes suivies d'une liquidation sont prononcées; de plus, sa dissolution est déclarée. Mais, sur l'ordre et l'exécution, il y a quelque distance. Les forces ouvrières ne peuvent être brisées ou disloquées par le bon plaisir du Pouvoir.

Ce que n'a pu obtenir le Pouvoir, les politiciens se sont chargés de le faire et la division s'est insinuée dans l'activité sociale où les travailleurs ne connaissent de haine que pour leurs camarades exploités pour laisser dans une complète quiétude leurs adversaires de toujours.

Janvier 1921. — Une sanglante répression s'abat sur les syndicalistes espagnols. Pestana ainsi que de nombreux camarades sont emprisonnés à Montjuich.

Le mirage unitaire

La peur de soi

Dans des circonstances données, la peur des autres peut s'expliquer par une connaissance de l'infériorité de forces dans laquelle on se trouve (si infériorité il y a et s'il ne s'agit pas simplement d'un malheureux complexe d'infériorité). Elle est alors une de ces formes que revêt la sagesse quand cette dernière frôle de trop près une lâcheté qui se cache. Elle a tout de même, cette peur, une excuse : que la raison du plus fort soit souvent celle qui gagne, même si elle n'est pas la meilleure. Mais la peur de soi, qui se traduit par la honte de ce que l'on est, par la timidité à laisser paraître ce que l'on a de plus particulier, de plus personnel, voilà bien la pire des formes que peut revêtir la peur.

Elle implique chez celui qui en est atteint, cette forme de la peur : qu'il se fait de lui-même une trop triste opinion pour laisser paraître ce qu'en lui, à tort ou à raison, il croit mauvais ou, pour le moins, déplaisant. Elle implique que s'il ne se montre pas sous un jour suffisamment commun pour être assimilé aux autres il se voit perdu, car il se croit trop faible pour continuer d'exister sans cette sorte de parenté (qu'il croit indispensable) avec ce qui l'entoure et lui est complètement dissemblable. Cette « dépersonnalisation » volontaire (familière aux gens de théâtre, qui la pratiquent par modestie que d'une fierté qui pourrait être louable, est sur le plan individuel une lâcheté, qui se transpose vite sur le plan collectif lorsque dans un même groupe des hommes ont le comportement qu'elle porte en germe.

Les fractions et individualités syndicales qui, se voulant révolutionnaires et se classant comme anarchistes ou anarcho-syndicalistes tout en renforçant par leur présence chez les réformistes la tendance juridique et envahissante du moment, que cependant elles voudraient voir disparaître sans la combattre énergiquement, ne sont-elles pas atteintes de cette peur de soi, qui fait tant de dégâts chez ceux qu'elle affecte ? Ces fractions et individualités, si elles ont comme elles le disent des affinités solides avec l'anarcho-syndicalisme, c'est en s'affirmant sans ambiguïté que des milieux où elles paraissent se compléter, elles se verraient obligées de se séparer, pour se replier sur elles-mêmes, pour redevenir elles-mêmes avant de se regrouper entre elles et de donner, à l'affirmation de ce qu'elles seraient, beaucoup plus de résonance.

Comme elle est vieillie cette querelle entre syndicalistes ! Querelle qui place en face de nous des non-politiciens, que l'on ne voudrait pas appeler des frères ennemis, ni même des faux-frères : ceux qui entendent la cohabitation, le mélange avec les fractions, les majorités manifestement opposées à l'esprit révolutionnaire profondément anti-étatique qui est le nôtre, en prétendant que tel est le moyen de demeurer en contact avec la réalité sociale, de ne pas se couper des « masses », de ces masses qui vous acclament, qui vous encensent avec la même facilité qu'elles vous désavouent — quand elles ne vont pas jusqu'à vous écraser.

Ceux qui sur le fond pensent comme nous, aspirent à la même finalité que la nôtre (ils n'arrêtaient pas de l'affirmer) mais croient la mieux servir en s'accrochant aux oripeaux d'un réformisme dans lequel ils n'ont pas foi, ne symbolisent-ils pas un syndicalisme révolutionnaire atteint lui aussi de la peur de

EN MARGE DE LA MORT DE JACOB

— En marge de la mort de Jacob — De nombreux articles ont été publiés après la mort volontaire de Jacob, cet homme épris d'une vraie justice sociale contredite par l'esprit de domination qu'on rencontre si souvent.

L'article qu'on va lire, montre qu'à l'époque on trouvait des esprits que n'avaient pas aveuglés une faiblesse politique, même ouvrière, ni l'appétit d'une factice jouissance.

Pour nombre d'entre nous qui ne connaissions Jacob, ce rude anarchiste, autrement que par la petite brochure éditée avant la guerre de 1914, « Pourquoi j'ai cambriolé », déclarations de Jacob en Cour d'Assises, sa mort volontaire ne fut pas une surprise. Cette brochure contenant ses déclarations était l'objet de discussions passionnées à l'époque de notre jeunesse, et si, en syndicalistes fervents et révolutionnaires nous n'adoptions pas cette forme de « Propagande par le fait », nous la comprenions comme nécessaire et sympathiques avec ces hommes qui avaient le courage de s'y adonner. A cette époque, quelques hommes déterminés mettant en échec un ordre social policé, tels Jacob et ses amis, et tant d'autres par la suite et même avant, étaient pour nous, jeunes syndicalistes révolutionnaires, un exemple de ce que pouvait réaliser une organisation de travailleurs conscients de leur force et aussi de leur capacité réalisatrice.

On pouvait ne pas les considérer comme des nôtres. Ils n'étaient pas syndicalistes, semblait-il. Erreur. Leur non-conformisme et leur courage dans l'action contre l'autorité faisait qu'ils étaient de nous les meilleurs.

On a parlé de Jacob et de ses amis, de la bande des Marseillais. Jacob s'appelait Alexandre, il fut surnommé Marius. Or, dans cette bande de Marseillais il y avait un Marius autre que Jacob, mort assassiné sur les chantiers du canal de Panama, après s'être évadé du bagne. C'est de ce Marius et d'un de ses amis Rémy de ce je veux vous entretenir en vous relatant une petite anecdote. Vous jugerez ainsi de quel acier étaient trempés ces hommes. J'ai eu l'occasion de rencontrer Rémy lors d'un séjour à Marseille et de devenir un de ses amis. Il était revenu à la vie civile après de nombreuses années passées en Centrale et dans les bagnes militaires. Travailleur consciencieux, bon père de famille, deux enfants. Je le connus à la Bourse du Travail où il fréquentait peu de copains, sa modestie et sa discrétion l'avaient que ceux-ci ne connaissaient rien de son passé. Les vieux militants de Marseille, Casanova, Brisson, Mayoux, l'ont connu comme moi, mais peut-être n'ont-ils pas eu l'occasion de le fréquenter dans

l'intimité. Si ce papier lui tombait sous les yeux, j'en serais heureux, et si cela était, mon cher Rémy, crois bien à toute ma gratitude et à mon affection pour les moments que nous avons passés ensemble.

Et voici la petite anecdote. Un jour, Marius et Rémy se trouvaient mêlés à la foule, place de l'Opéra à Paris, alors que passait sur les boulevards un Roi en visite en France. Cette foule de Républicains groupés sur le passage du monarque se chiffrait par centaines de mille, hurlant à gueule que veux-tu : « Vive le Roi ! » Exaspérés par ces gueulements imbeciles, Marius s'adressant à Rémy : « Tu parles d'une bande de fadas. Des Républicains qui crient « Vive le Roi », lui dit-il. Et aussi fort qu'il put le faire, il se mit à crier : « A bas le Roi ! » On peut juger de la réaction de la foule. Deux hommes seuls se permettant de crier « A bas le Roi » au milieu d'une foule en délire qui criait « Vive le Roi ». Elle se précipita sur nos deux compagnons et aurait assouvi sa passion de lynchage si ceux-ci, sortant leur vendetta, ne s'étaient frayé un passage en piquant les fesses de ceux qui leur obstruaient le passage. Ils purent ainsi s'enfuir par la rue du 4-Septembre, poursuivis par la foule de piqués et par la police. Marius fut arrêté et conduit au poste de Police rue de la Banque, suivi par la foule qui hurlait à mort. Rémy ne fut pas pris. Que croyez-vous qu'il fit ? Abandonner son copain Marius parce qu'il était au poste de Police ? Allons donc ! Impossible pour un homme de cette trempe. Alors ? Alors il laissa tout simplement partir la foule des piqués qui, lasse de hurler, s'en alla, et lorsque la rue se fut vidée, il entra par la rue des Petits-Champs dans la rue de la Banque comme un simple promeneur, et lorsqu'il se trouva devant le poste de Police, résolument il entra, vit son ami assis sur un banc, entouré de flics, sortit son revolver, tira un coup en l'air en criant : « A moi, Marius ! » Celui-ci comprit, et avant que les flics aient réagi, tous deux étaient dehors et ne furent pas rejoints. Cela n'a l'air de rien, mais ne croyez-vous pas qu'il fallait un certain courage pour accomplir de tels gestes ?

Et c'était ce courage qui animait la bande des Marseillais, à qui l'on s'est plu à donner Jacob comme chef, mais qui était composée d'anarchistes. Comme si de tels hommes pouvaient avoir un chef. C'est insulter à la mémoire de Jacob que de lui conférer ce titre de chef, lui qui a toujours refusé d'obéir. Comment aurait-il été assez inconscient pour s'arroger le droit de commander ? Et les autres étaient de sa trempe.

Ph. P.

soi ? Et ce syndicalisme, qui n'a pas l'audace de repousser du pied ce que du fond du cœur il condamne, c'est dans les cercles « unitaires », dans les comités qui baillent à perdre haleine les bienfaits d'une unité syndicale qui se dérobe d'autant plus quand on parle beaucoup, qu'on le rencontre le plus. Or l'unité d'action des travailleurs, quand ceux-ci décident d'agir, ne s'embarrasse pas de tant de formules compliquées.

Ainsi ces militants dont la prudence est excessive (car ils ne veulent pas plus rompre avec le réformisme qu'ils ne sont décidés à rejeter sans appel un révolutionnarisme dont ils ne peuvent se défaire entièrement) gaspillent leur temps et usent leur énergie dans des controverses plus propices à l'éloquence et à une moisson de témoins dont le besoin ne se fait aucunement sentir, qu'à la réalisation de cette unité organique qui les obsède et dont ils nous entretiennent à longueur de colonnes et de discours.

Entre le syndicalisme juridique qui caractérise le réformisme d'aujourd'hui et celui des revendications par formulation directe que nous professons, ils ne jugent pas opportun de faire un choix. Grignotés par l'un, ils ne veulent pas se réclamer totalement de l'autre. C'est donc qu'avec ce dernier (l'anarcho-syndicalisme), ils n'ont rien de tellement commun, ou bien s'ils ont avec lui une sérieuse parenté, pourquoi ne se consacrent-ils pas à lui, en lutant sur le terrain qui lui est propre ?

Ce langage n'est pas — qu'on

se le dise bien — celui du sectarisme. Le mouvement syndical est parti à la dérive. En fermant les yeux sur les restrictions qu'impose à la liberté individuelle le renforcement d'une législation ouvrière basée sur l'officialisation de la vie syndicale, sur la domestication du syndicat, il s'est éloigné de cette pensée anarchisante de laquelle il est sorti. Et maintenant au lieu de susciter chez les travailleurs un esprit noblement revendicatif, peu soucieux des formes légales dans une action qui, pour être efficace, doit savoir à l'occasion les ignorer, il tend au contraire à immobiliser, à figer les organisations syndicales dans une attitude basement résignée à faire appliquer la loi en attribuant à celle-ci des vertus libératrices qu'elle n'a pas.

Ce n'est donc pas le moment (amis unitaires), pour ceux qui comme nous sont convaincus que le syndicalisme de ministères est en train de faire sombrer les libertés ouvrières et avec elles toutes les autres, de mettre une voile sur le visage de l'anarcho-syndicalisme. Que celui-ci ne soit pas hanté par la peur de soi, et il demeurera pour les travailleurs le grand espoir de leur libération.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

La notion de contrat

(Suite de la page 1)

d'un commun accord, matériellement ou moralement.

Et pourtant, que de points doivent y être traités : contrat de mariage, relations sentimentales et sexuelles; égalité ou inégalité des sexes; organisation matérielle du foyer; gestion financière du ménage; lieu de résidence; distractions; nombre d'enfants désirés, éducation de ces enfants; laïque ou religieuse, leur avenir; éventualité pour l'homme ou pour la femme d'un autre amour ou d'une autre passion; conduite réciproque à tenir; enfin, en cas de désaccord, modalités envisagées pour une séparation sans drame; règlement de tous les détails.

J'entends nombre de mes lecteurs pousser les hauts cris ou éclater de rire : tant de travail pour se marier ou prendre femme, même sans passer devant M. le Maire !

Pourtant, tout est dans tout. Je répète qu'en véritables révolutionnaires qui désirons construire la Société nouvelle, nous devons nous conduire comme si elle était déjà réalisée, et, en premier lieu, fixer la ligne de conduite qui fera l'unité de notre vie.

J'ai pris volontairement l'exemple du contrat le plus simple, celui qui ne concerne que deux individus. Que sera-ce quand il s'agira de l'ensemble de cette Société nouvelle, dont nous n'avons pas à choisir la forme : les composants s'en chargeront, mais qui sera entièrement basée sur le contrat, qu'il s'agisse des communautés de production, de consommation, ou des organismes de liaison et de coordination entre ces diverses parties ?

Il convient donc que, dès maintenant, les vrais révolutionnaires réfléchissent à cette notion de contrat dont je n'ai voulu, aujourd'hui, que jeter les bases.

1^o Il ne saurait y avoir pour nous de contrat unilatéral, léonin, dicté par l'une des parties, subi par l'autre.

2^o Les contractants devront rejeter les mœurs actuelles qui, même lorsque le contrat a été largement débattu, font que chacune des parties ne songe qu'à assurer son profit personnel en, selon l'expression vulgaire, « roulant » l'autre, soit au cours de la rédaction du contrat, soit par la suite en cherchant à tourner les clauses de la convention signée.

Si l'on peut et doit penser que, par suite de l'éducation des masses pendant la période pré-révolutionnaire, ces 1^o et 2^o rappelés pour mémoire auront progressivement disparu, ainsi que, par l'affaiblissement de degré en degré du régime capitaliste, l'attachement au profit personnel, nous pouvons poser les conditions nécessaires à l'établissement des contrats que nous prévoyons.

L'honnêteté et la bonne volonté devront présider aux pourparlers, débats ou discussions qui précéderont la rédaction des textes. L'honnêteté, qualité qui consiste à abandonner sa propre opinion pour se rallier à celle que l'on reconnaît meilleure. La bonne volonté, je pourrais dire l'amitié, parce qu'il s'agira pour chacun de faire effort en œuvrant pour le plus grand bien de tous.

Cela qu'il s'agisse :

a) de l'établissement du contrat mutuel comportant les droits et les devoirs des membres d'une même

organisation, contrat que nous pourrions aussi appeler règle si ce mot ne rendait à nos oreilles averties un son trop autoritaire.

b) d'un contrat définissant les rapports entre divers organismes : consommation, production, liaison, etc.

Il est bien entendu que l'humain n'étant pas plus immuable que les conditions qui le déterminent, rien de ce qu'il peut conclure ne saurait être définitif, ni même lier d'autres générations que celle qui a établi l'accord de base. Des clauses de révision ou de rupture de contrat seront sagement prévues dans des conditions plus efficaces que celles de trop nombreux statuts de Sociétés d'aujourd'hui : statuts que l'on ne peut que rarement modifier, les conditions exigées pour la révision n'étant pas remplies.

Je m'en voudrais d'affirmer que ce petit « exposé des motifs » de la notion de contrat soit complet, la question dépassant le cadre d'un article.

J'ai voulu simplement, notre but principal étant, je le répète, par la libre discussion, l'éducation des masses, attirer l'attention sur ce sujet tant dédaigné et pourtant de la plus brûlante actualité et de la plus grande importance.

J'insiste particulièrement sur la nécessité absolue de créer une mentalité nouvelle, faite de compréhension mutuelle, du désir de chacun de réaliser son bonheur dans et par le bien-être de tous, l'homme ne devant plus, la révolution accomplie, comme à l'heure actuelle, être un loup pour l'homme.

Mais je dois conclure. Pour étudier un tel problème, il faut des hommes. Ces hommes, pour arriver à un résultat qui compte, doivent fournir un travail considérable. On m'objectera que ce sont toujours les mêmes ! Mais ceux à qui je m'adresse constituent l'élite, je suppose ! Sans eux rien ne se fera, comme rien ne se serait fait sans ceux qui, il y a cinq cents ans, ou plus ou moins, écrivaient à la lueur du foyer ou d'une chandelle les grands principes de l'évolution humaine qui nous servent encore aujourd'hui.

Dans « Etre révolutionnaire », je vous ai parlé de la conquête des métiers Aujourd'hui, je vous demande de vous pencher sur « la notion de contrat », et, cela fait, de jeter sur le papier, la matière même de vos réflexions.

Que les jeunes surtout s'y intéressent : c'est tout le plan de leur vie qu'ils ont à formuler.

Malgré les apparences du moment, la Révolution, est en marche, mais elle ne nous attendra pas. Malheur aux vrais révolutionnaires s'ils ne sont pas prêts à la recevoir pour la guider !

Au travail donc, hommes de bonne volonté, et courage !

8 décembre 1954.

Louis HOBEY.

(1) Se reporter à l'article « Etre révolutionnaire », paru dans notre numéro du 1^{er} Mai et à « Révolution et Conformisme », dans notre numéro du 8 octobre.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

Aux sections de l'A.I.T. A tous les militants

Fédération Ouvrière
Régionale Argentine

Bien que personne n'ignore qu'il existe en Argentine, depuis 24 ans, une dictature de fer, nous devons nous occuper de nouveau de celle-ci afin de soumettre à l'étude ses effets et chercher la méthode de lui opposer résistance ou créer des difficultés à ceux qui la dirigent, pour faire reculer la vague d'outrages et de persécutions ou tout au moins stopper son avance dévastatrice.

Notre mouvement a été le premier à subir les violences de la dictature avec la fermeture de nos locaux et la persécution systématique de nos militants et de leurs activités. Ensuite ce fut le tour des opposants politiques. Enfin, maintenant, il porte ses coups avec un rare acharnement contre les étudiants.

Le cas des étudiants mérite une étude particulière étant donné qu'il ne présente aucune ressemblance avec le nôtre, puisque nous sommes des adversaires déclarés de tout système d'exploitation et de tout régime de tyrannie, donc notre désaccord avec les forces réactionnaires est permanent et tendu.

Il ne peut non plus être comparé au cas des adversaires politiques du parti au pouvoir, lesquels, du fait qu'ils briguent la conquête du pouvoir, sont un motif de friction.

Le cas des étudiants n'a donc rien à voir avec les luttes pour l'amélioration des conditions économiques, avec le combat politique. Le gouvernement, actuellement, par le noyautage direct de ses agents, son immixtion dans les affaires du corps étudiant, ses efforts pour convertir les Universités en comités politiques du régime péroniste a pourtant établi un climat de lutte politique d'opposition, du fait de la résistance des étudiants à se soumettre aux directives qu'il veut imposer par la violence. Se livrent de ce fait de vraies batailles rangées dans les Universités entre les étudiants d'un côté et les groupes de factieux envoyés par le gouvernement, ceux-ci protégés par une escorte policière, afin de les réduire par l'intimidation.

Nombre de faits de cette nature ont amené le corps étudiant à une situation de grève générale violente, déclenchant persécutions et arrestations en masse ayant provoqué parmi les détenus des blessés graves.

Ainsi donc, étant donné la réaction brutale qui sévit, très peu de chose peut s'entreprendre

dans l'intérieur du pays pour la contenir, et moins encore pour donner publicité aux outrages du fait que presque toute la presse est soumise, et celle qui ne l'est pas doit se taire ou périr. Le cas des étudiants se prêtant bien pour développer une campagne de caractère international contre la sanglante dictature du gouvernement argentin, et par contre-coup pour dénoncer la fausse propagande que le gouvernement répand dans le monde dans le sens qu'en Argentine il y a entière liberté de presse, de réunion et d'association, ce Conseil Fédéral estime opportun et de grand intérêt, si vous le considérez faisable, que l'A.I.T. prenne l'initiative de sonder toutes les sections pour l'acceptation d'une telle campagne, effectuée en adoptant comme devise la suppression acharnée contre les étudiants, elle peut atteindre et porter sur toutes les victimes touchées par la dictature gouvernementale.

Par la nature spécialement étrangère aux facteurs politiques et économiques des organismes d'étudiants, la campagne devrait être acceptée favorablement et y intéresser de façon active la collaboration de toutes les volontés individuelles et associées, quelles que soient leur devise idéologique. Il suffit que toutes ces volontés coïncident dans la répudiation des tyrannies.

Etudiants détenus à la suite des derniers événements :

Prison de « Ville Devoto », 5^e section : du Cours, d'ingénieurs Roberto Zubieta, Roberto Almaraz, Juan-Alberto Coffoa et Mario Sekiguchi; cours de Chimie, Alberto Barbosa, Enrique Cabilla; cours de Sciences Economiques, Daniel Rossi, Isidoro Martinez; cours de Droit, Ale-

jandro Astiz, Juan-Andrés Ferrer, Raúl C. Cruz, Julian Borrochio, Santiago Bullrich et Marcos Cohelo; cours de Médecine, Juan M. Gonzalez-Cremona, Osvaldo Mingrino, Horacio Encabo et Gregorio Soobar; cours d'Odontologie, Claudio Ligorio, Jorge Vasquez, Osvaldo Barron, Enrique Feifet et Pedro Saizar.

Dans les cellules de la 2^e section : du cours de Médecine, Roberto Celis, Enrique Schiaenger, Luis Soriapo, Marcelino Cerejeido, Carlos Bauchvite, Manuel Haber, Alberto Barbera et Luis Ferreyra.

Prison correctionnelle de femmes : Olga Golstein, Jorgelina Biasso, Amélia Rodriguez, Frida Patlis, Dora Patlis et Nelly Kenedy-Ourgier.

Hôpital « Ramos-Mejia » : Juan-Carlos Lerman (sérieusement contusionné). Dans la 7^e section : Angel Bugato (contusionné).

A Santa-Fé : Jorge Raúl Odena Castillo, étudiant en Droit de l'Université du Littoral.

Il y a également des détenus dans le Département Central de la Police. Les locaux où fonctionnaient les Secrétariats des Centres des Etudiants ont été scellés. Les domiciles particuliers ont été violés.

Tous les détenus sont à la disposition du gouvernement.

Etant donné que le pays se trouve en état de guerre, « inter-armée » du fait de la dictature, les prisonniers sont confinés dans les prisons de la « nouvelle » Argentine. Dans le pays c'est le règne du cadenas et de la matraque. La réalité argentine est celle-ci : Régime totalitaire !

Dans plusieurs prisons du pays se trouvent un très grand nombre de travailleurs détenus à la disposition du gouvernement.

Le Conseil Fédéral.

Il faut empêcher le travail entrepris pour saper le prestige de l'A.I.T.

(Suite de la première page)

horation internationale non seulement avec l'A.I.T. et ses sections, mais aussi avec d'autres groupes étrangers à l'A.I.T.

Nous n'avons rien à dire sur des contacts avec d'autres groupes, mais de tels contacts doivent se faire par le canal des sections affiliées à l'A.I.T. et en coopération avec elles. Chaque section a le droit et la liberté de décider cette collaboration dans sa démarcation géographique. Si une des sections de l'A.I.T. décide d'établir des contacts et collaborer avec des groupes étrangers dans d'autres pays, en marge de sa propre section de l'A.I.T., cette façon de faire aura comme conséquence, tôt ou tard, que l'A.I.T., comme organisation internationale, sera minée et détruite. Il faut maintenir quelque ordre d'organisation cohérente et coordonnée, dans notre mouvement international.

Il y a peu de temps cette faute d'ordre de conduite a provoqué des faits assez déplorables. Il s'agit d'une visite en France effectuée par Rudiger lors d'une mission de la S.A.C. Avant sa visite à la section de l'A.I.T. en France, s'organisa un meeting ayant Rudiger comme orateur, avec des éléments notables de l'opposition de diverses organisations; des éléments qui en diverses occasions ont combattu la section de l'A.I.T. et ses activités. C'est seulement après que ce meeting eut été organisé, qu'il chercha contact avec la section française de l'A.I.T. et le Secrétariat de l'A.I.T. Dans de telles circonstances, notre section française se refusa à une entrevue avec Rudiger. C'est un cas sans précédent qu'une section de l'A.I.T. refusé une entrevue avec un représentant d'une autre section de l'A.I.T., mais l'explication réside dans l'attitude provocante que Rudiger employa durant sa visite en France : 1^o entrer en contact avec des individus qui, de différentes façons, ont combattu notre section en France; 2^o

après avoir cherché un contact avec celle-ci.

Ce fait démontre le danger de tels comportements, situant les sections de l'A.I.T. dans une opposition interne, détruisant et minant l'A.I.T. dans son aspect d'organisation internationale; telle « ligne » doit être combattue d'une façon résolue.

Pour juger l'inconséquence de Rudiger, je rappellerai que le Comité National de la C.N.T. d'Espagne, durant la guerre civile, tenta d'ouvrir des relations internationales en marge de l'A.I.T., à seule fin d'amplifier la base de solidarité mondiale dans ces années de lutte épiques. Ce procédé provoqua, à ce moment, une forte protestation de la part de Rudiger alors représentant de l'A.I.T. en Espagne. Dans une lettre datée de Barcelone du 6 juillet 1937, adressée au Plénum National de la C.N.T. le 7 août de la même année, Rudiger dit entre autre chose : « Ne croyons pas que l'on pourra constituer une organisation de contacts internationaux en marge de l'A.I.T., c'est-à-dire de l'actuel mouvement anarcho-syndicaliste ».

Le mouvement international, qui aujourd'hui existe, laisse certainement beaucoup à désirer, mais il existe malgré tout. Dans sa lettre, Rudiger continue : « La C.N.T. doit éviter toute tentative de création d'une « Internationale » en marge de l'A.I.T., car un tel organisme ne pourrait vivre et seulement servirait à détruire la C.N.T. elle-même ».

Ce que Rudiger devrait faire, au lieu de nous présenter son « orientation nocturne », c'est étudier et méditer dans l'année 1954 ses paroles mêmes et son rapport de 1937 puis-que maintenant il suit une plus mauvaise ligne que celle d'antan combattue et considérée par lui-même comme étant dangereuse pour notre organisation internationale et pour son progrès.

John ANDERSSON.

Le Fédéralisme de la C.N.T.

(Suite de la première page)

l'accumulation individuelle du capital. Il faut, tout au plus, le mettre sur le même plan que celui-ci et ne l'attaquer qu'en tant qu'exécution des volontés de la classe privilégiée. Il ne faut pas davantage se laisser prendre par des mots. Et si l'Etat se « transformait », se décentralisait en pratiquant un pseudo-fédéralisme coexistant avec l'oppression économique, le problème de la libération humaine demeurerait entier. Le « comité de vigilance » aurait changé de nom, mais l'oppression, bien que fédéralisée, continuerait...

Dans une économie étatisée comme en Russie et en raison des apparences, c'est l'Etat qui symbolise, plus qu'ailleurs, l'oppression, comme s'il était seul coupable de porter atteinte à la liberté. La confusion qui en résulte vient précisément du fait que dans ce pays surtout, du privilégié économique se confond avec le haut

fonctionnaire. Il a changé de nom. Il n'est plus M. X., employeur, c'est maintenant le « camarade Z », grand responsable dans l'entreprise ou dans l'administration. Au lieu que le privilégié jouisse d'une certaine autonomie vis-à-vis de l'Etat, il se voit ici confondu avec lui, non pas seulement par intermittence, mais constamment, car tous les deux ne font plus qu'un. Le privilégié n'est est que plus directement protégé par l'Etat, ce serviteur et protecteur des situations acquises. Grâce au suffrage universel et à la fameuse « souveraineté populaire » qu'il sous-entend, la fiction politique est toujours là pour tromper la victime sur une liberté qu'elle n'a pas, mais que souvent elle croit avoir...

Un étatisme systématique n'a donc de valeur que si le but vers lequel il tend est l'élargissement de la liberté effective, économique, à l'ensemble des membres d'une collectivité en supprimant toutes les causes de

contraintes économiques, c'est-à-dire : le capitalisme quel que soit son degré d'étatisation. Toute affirmation de « fédéralisme » ne s'inspirant pas de cette constatation n'est que platonisme ou littérature.

Le groupement des individus comme celui des collectivités (ou leur fédération) ne peut se faire librement que si préalablement le patronat et l'Etat ont disparu. C'est l'économie sans patron et sans Etat, qui peut rendre possible la naissance d'organismes de liaisons, de coordination vraiment libres, l'édification d'un fédéralisme libre.

Etant donné que l'économie ainsi organisée rend inutile le gouvernement et réalise les conditions nécessaires à l'éclosion de la liberté, elle se différencie de toutes les autres. N'en déplaise aux faiseurs de systèmes et à ceux qui ont peur des mots, le fédéralisme de la liberté ne peut être, en dernière analyse, que le fédéralisme anarchiste, celui pour lequel combat la C.N.T., qui ne rougit pas d'être anarcho-syndicaliste.

Henri BOUYE.

B.D.I.C. 3428

C.N.T. A.I.T.

Le combat

SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

28^e année - Nouvelle série, N° 129

20 FRANCS

FÉVRIER 1955

... entre opprimés, les ran-
cœurs naissent facilement:
on aime à se venger des
outrages du puissant sur le
compagnon de souffrance.

Élisée RECLUS

L'homme et la terre - T. 1, p. 220

NE LAISSONS PAS BROUILLER LES CARTES

A l'issue de la plupart des congrès une minorité se retire insatisfaite. Il est évidemment peu agréable d'être battu, pourtant certains acceptent sportivement leur défaite, avec le secret espoir de faire plus tard triompher leur point de vue. Les autres, eux, contestent, tergiversent, refusent de se plier à une discipline qu'ils ont cependant librement consentie.

Le dernier congrès de l'A.I.T. n'a pas échappé à la règle commune, l'unanimité n'ayant pu être obtenue. C'est malheureusement une réaction violente qui a suivi l'insuccès des promoteurs d'un changement d'orientation de notre organisation internationale.

Des attaques systématiques sont lancées, depuis, contre les principes et tactiques de l'A.I.T. et ses défenseurs incorruptibles et intransigeants, dont nous sommes.

Notre conception du syndicalisme est, paraît-il, périmée, l'action que nous menons de caractère archaïque, l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire n'étant plus de mise et devant être rangés dans l'armoire aux accessoires.

Nous sont proposées, pour remplacer avantageusement ces vieilleries, de nouvelles panacées, tels la « Démocratie Industrielle » et le « Syndicalisme Libertaire », en dehors desquel-

les il y aurait impossibilité pour le prolétariat de trouver son « salut ».

Nous devons en outre vivre avec notre siècle, tenir compte des progrès réalisés dans tous les domaines, ne pas oublier qu'il existe des « Démocraties avancées ».

Cette phraséologie ne manque pas d'un certain cachet, mais là semble se limiter sa valeur intrinsèque et l'on conviendra que c'est insuffisant pour convaincre des gens qui, comme nous, ne se contentent pas d'à peu près. Par contre, elle crée, dans la majorité des esprits, la confusion. Cela se conçoit d'autant mieux que les parrains, eux-mêmes, des formules utilisées quand on les pousse dans leurs retranchements, s'expriment en explications embarrassées qui ne démontrent rien, sinon que leurs théories camouflent une conception économique et sociale apparemment progressiste et révolutionnaire, mais en réalité purement conservatrice.

Nos opposants font bien peu de cas de notre faculté de discernement.

Il est regrettable qu'ils ignorent que nul, plus que nous, ne prend en considération certaines vérités qu'ils clament partout.

Qui pourrait nier, par exemple, que la révolution mécanique est un fait ? Personne.

Tout le monde est d'accord sur

ce point, même les économistes officiels, les plus bornés, mais nous ne voyons pas en quoi l'amélioration, la transformation des techniques, des méthodes de production et l'augmentation imposante de cette dernière interviennent pour condamner les principes et tactiques que nous défendons d'arrache-pied.

Pourquoi vouloir utiliser à contre-sens des réalités qui ne font que renforcer notre position ?

Chacun connaît quelles difficultés insurmontables rencontrent toutes les nations que leurs dirigeants s'inspirent des méthodes de l'économie capitaliste privée ou d'Etat, et sait que seuls des expédients, il serait plus honnête de dire escroqueries, permettent la survivance d'un régime qui a plus que fait son temps, puisqu'il s'avère incapable, malgré des possibilités quasi illimitées, de satisfaire les besoins des collectivités.

La « démocratie », qu'elle soit d'ordre politique ou économique, n'est rien d'autre qu'une monumentale duperie. Il en est de même pour la « démocratie industrielle ».

Nous préconiser cette forme déguisée de l'association capital-travail, au moment où le capitalisme international, malgré des apparences trompeuses, est aux abois, presque exangue, est inconcevable. Nous proposer d'administrer à nos exploités la transfusion sanguine que constituerait notre collaboration, est une trahison.

Quant au « Syndicalisme Libertaire », sachant que ses promoteurs nous ont fait des propositions verbales de modifications, « d'assouplissement » des statuts de l'A.I.T. afin que d'autres organisations « moins révolutionnaires » adhèrent à celle-ci, on admettra facilement que le terme « libertaire » doit prendre dans leur esprit un sens identique à celui qu'accorde la C.I.S.L. au syndicalisme « Libre » qui n'a de libre que le nom.

Nous en serions vite, en cas d'accord, à claironner les mérites de la productivité pour empêcher les millions de substantielles subventions gouvernementales d'origine américaine, à opter pour un bloc belliciste, nous incorporer dans une « Europe militaire », quand il est certain qu'une telle position ne peut mener qu'à un conflit susceptible de provoquer la suppression pure et simple de l'humanité, chose inimaginable de la part de gens qui se réclament de celle-ci. Nous ne nous engageons pas dans une telle voie.

Prétendre que les problèmes qui se posent dans une « démocratie avancée » diffèrent de ceux existant dans d'autres moins évoluées est injustifiable.

(suite page 4)

AU DELA DE LA POLEMIQUE

RÉALITÉS ET VÉRITÉS

Une personnalité, pour être forte, doit prendre conscience de sa faiblesse parce que la conscience c'est la propriété qu'a notre corps d'être au courant de sa structure et de son comportement, donc impossible de nier qu'un événement quelconque impressionne nos sens et que tout événement vécu laisse en nous des traces indélébiles.

La « Lutte de Classes » piétine; le prolétariat, trompé par les uns, trahi par les autres, n'a plus ni feu ni lieu, tandis que le capitalisme devient de plus en plus arrogant, exigeant, exploiteur. Pour faire face à une telle situation, il ne suffit pas de faire appel aux pensées de Bakounine, de Proudhon, de Kropotkine, ce procédé est — peut-être — utile pour une dissertation, il s'avère insuffisant pour trancher un débat idéologique, sociologique ou psychologique. En effet le comportement, les rapports entre les individus déterminent les infra-structures, les structures, les superstructures sociales.

Certains ont écrit : « La C.N.T. meurt de la paperasse et du stupide conformisme ». Cette absurdité n'est qu'une niaiserie qui démontre que son auteur n'a pas conscience de son rôle social; pire que cela, elle exprime une idée refoulée, un désir inconscient de voir réellement disparaître une organisation que, pour des motifs inavouables, on déteste.

Certes, « le syndicalisme a pour but de faire la guerre aux patrons et non de s'occuper de politique », il n'est pas moins vrai que le syndicalisme est, tout simplement, un outil au service des hommes, lesquels doivent être les maîtres incontestés des outils et des théories, parce qu'une théorie est condamnée a priori si elle ne trouve pas des hommes capables de la transformer en réalité concrète.

Que cela plaise ou déplaise, après tant d'autres, nous affirmons qu'il n'existe pas de génie créateur, l'être n'a jamais rien créé, il ne crée rien. Il y a une force créatrice naturelle dont l'homme a su observer l'évolution, l'analyser, la vérifier, de là son génie et sa puissance.

Le savant affirme que « l'Anarchie est la plus haute expression de la pensée »; nous ajoutons qu'elle est la synthèse de la pensée et de l'action, qu'elle n'est pas une politique, non plus une philosophie spécifiquement matérialiste ou spiritualiste, individualiste ou communiste, syndicaliste ou coopérativiste, et que sais-je encore, mais elle est... l'Anarchie tout court, ou si l'on préfère, elle est la négation de l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est l'affirmation, l'intégration, la concrétisation du respect de la personne qui, en tant que telle, est inaliénable. Donc, il est inutile de disserter à l'infini sur des questions bien définies, déterminées.

Voilà pourquoi il est incontestable

que « choisir un syndicat national F.O. ou C.G.T. ce n'est pas rejoindre la classe ouvrière, c'est s'accrocher à une bureaucratie syndicale dont on attend le soutien d'un coefficient hiérarchique, c'est aussi prolonger des luttes de catégories... C'est quelquefois rompre la solidarité corporative au cours d'une grève ou en prévision de grèves. Bref le syndicalisme et l'esprit anarchiste s'accordent parfaitement dans l'opposition à la bureaucratie syndicale ».

Il est clair que le doute n'est plus admissible; l'anarcho-syndicalisme révolutionnaire et l'anarchisme sont deux branches d'un même tronc dont les racines s'abreuvent à une même source théorique. En effet, la Première Internationale et les principes de l'A.I.T., c'est l'anarchie transposée sur le terrain de la lutte de classe, c'est la réfutation, la négation de la fameuse trilogie Etat-Capitalisme-Eglise, ainsi que de l'exploitation de l'homme par l'homme. Donc, il est incontestable que pour lutter efficacement contre cette trilogie, il faut employer les méthodes conformes aux théories que nous défendons, il s'ensuit que lorsqu'on est enclin à respecter, tolérer, admettre certaines méthodes réformistes sous prétexte que celles-ci sont démocratiques, la lutte contre la trilogie susnommée, perd de son efficacité.

Que penser de l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Il est indéniable que celle-ci durera autant que durera l'Etat, le Capitalisme, l'Eglise. Ceci nous oblige à préciser notre pensée. Le syndicalisme réformiste F.O. ou C.G.T., ainsi que celui d'autres centrales indépendantes ou dépendantes, freinent tout mouvement spontané du prolétariat. Ces centrales, par leur rouillardise, leurs grèves partielles, la reconnaissance de la hiérarchie des salaires et la division du travail, leurs revendications pécuniaires, leurs slogans, condamnant la classe ouvrière à tourner indéfiniment dans un cercle vicieux, que les Epigones cessent d'affirmer que « tout est politique, que l'enfant au berceau que la mère emmaillote, c'est déjà de la politique, que la femme qui s'occupe de faire la soupe c'est de la politique, que tout est politique depuis la naissance jusqu'au tombeau ». Ces politiciens, vieux renards, prétendent que l'émancipation prolétarienne n'est possible sans une dictature du prolétariat, que l'Etat disparaîtra en même temps que les classes s'évanouiront, que l'émancipation individuelle n'est pas possible si, à priori, on n'a pas émancipé la masse. Mais la connaissance qui est le fruit de l'expérience vécue, nous montre que c'est là un tour de passe-passe scandaleux, que la mystification est indispensable pour justifier ce qui n'est pas justifiable.

(Suite page 4)

Chez les Cheminots anglais

En octobre dernier, pour protester contre les heures supplémentaires qu'on prétendait leur imposer, les dockers anglais arrêtaient le travail et bloquaient les grands ports britanniques.

Ces jours derniers une nouvelle menace vient de peser sur l'économie anglaise. Pendant trois longues semaines les travailleurs du rail d'outre-Manche ont été placés dans l'alternative d'un arrêt de travail et d'un arbitrage apportant une solution temporaire au problème de leur rémunération.

Inquiet des répercussions possibles d'une paralysie des transports, le gouvernement conservateur, percevant de plus graves conséquences que le mouvement des dockers, s'est fait un devoir de solutionner le conflit dans la crainte de la prochaine consultation électorale.

Mais l'attitude gouvernementale est surtout commandée par la puissance du syndicat des cheminots qui, dans une discipline unanime, enregistre une demi-victoire. C'est grâce à son trésor de guerre que l'Union Nationale des Cheminots de Fer a fait reculer le Ministre du Travail. En effet, avec les deux millions de livres sterling qui se trouvent dans les caisses de l'U.N.C.F., la lutte très âpre pouvait être poursuivie pendant six semaines en accordant un secours hebdomadaire de une livre seize shillings à chacun de ses membres. La même discipline fut observée quand parvint l'ordre de continuer le travail.

Il convient de noter la différence entre les méthodes gouvernementales anglaises et celles pratiquées chez nous dans des entreprises également nationalisées. Tandis qu'en France, les travailleurs de celles-ci peuvent

s'adresser directement au ministre qui a la ressource de combler le déficit produit par une augmentation qui lui est imposée, en faisant appel au budget, le statut de nationalisation anglais impose un équilibre absolu entre les recettes et les dépenses et ce fait implique un blocage des tarifs et des salaires.

Mais il s'avérait toutefois que ces derniers étaient extrêmement bas et la légitimité de leurs revendications dut être reconnue. Pour sauver la face le gouvernement est parvenu à éviter la grève par le principe de la subvention, qui n'est, en l'occurrence, qu'un subterfuge; le mot lui-même est soigneusement camouflé et sera dénommé financement du plan de modernisation des chemins de fer. Le coût de l'opération s'élèvera à un milliard de livres qui, échelonné sur les années à venir, permettra de combler le trou des avantages arrachés par l'action énergique des travailleurs.

Il fut fait état au cours des longues négociations des charges lourdes qui pèsent sur le trésor anglais pour payer chaque année les quarante millions de livres que la nationalisation a attribué aux anciens propriétaires des Réseaux. En dehors de cette source de déficit, il y a celle qui est due au retour à l'exploitation privée des transports routiers. On remarquera que le problème anglais ressemble assez à celui qui préoccupe l'aropage chargé de la coordination du rail et de la route en France.

Le retour éventuel des travailleurs au pouvoir paraît susceptible de modifier la situation des différents moyens de transport anglais pour pallier les avantages accordés in extremis aux cheminots anglais.

LA LIME.

COMMUNIQUÉS DANS NOS RÉGIONS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 20 février à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunions au siège les samedis 12 et 26 février à 14 h. 30. Présence indispensable.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

Mardi 15 février à 20 heures 45, 24, rue Sainte-Marthe, Paris (10^e), métro Belleville, causerie par Michel BOUYE sur : *Le travail du militant dans l'entreprise.*

LIBRAIRIE C.N.T.

CE QU'IL FAUT LIRE...

BROCHURES

	Prix Franco
Socialisme et Humanisme	40 55
La Contre-Révolution Etatiste (Ernestan)	20 35
Valeur de la liberté (Ernestan)	100 115
Le Problème des Salaires (P. Besnard)	10 20
Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard)	25 40
L'Anarchisme et l'abondancisme (G. Leval)	30 45
Le Communisme (G. Leval)	50 65
Le Salariat (P. Kropotkine)	20 35
L'Anarchie : son idéal, sa philosophie (P. Kropotkine)	50 65
Mon opinion sur la dictature (S. Faure)	20 35
Douze preuves de l'existence de Dieu (S. Faure)	20 35
La pourriture parlementaire (S. Faure)	20 35
L'Orateur populaire (S. Faure)	30 35
Catalogue Libertaire 1936-1937 (A. et D. Prudhommeaux)	40 55
L'Anarchie (E. Malatesta)	20 35
Entre paysans (E. Malatesta)	20 35
Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T.S.R.)	30 50
La Charta du Syndicalisme Révolutionnaire (C.N.T.)	10 20
Les Anarchistes et le Problème social (F.A.)	30 45
Le Syndicalisme et l'Etat (E. Rotot)	30 45
Le Syndicalisme et le Problème paysan (P. Camus)	30 45
Les Bulgares parlent au Monde (C.A.A.B.)	30 45
La Société sans Etat (G. Berneri)	30 45
Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane)	30 45
Le Manifeste Communiste (Marx et Engels)	30 45
Les Délégués du Personnel (Syndicat des Métaux)	30 45
Union Sacrée 1914 (Rosmer et Modiano)	40 55
16 Fusillés à Moscou (V. Serge)	40 55
Centralisme et Fédéralisme (XXX)	20 35
L'A.B.C. du Libertaire (J. Lermine)	20 35
Dieu et l'Etat (M. Bakounine)	50 65
L'Organisation du surmenage (E. Pouget)	50 65
Le Sabotage (E. Pouget)	50 65
A bas l'autorité (Mauricius)	20 35

LIVRES : ROMANS

	Prix Franco
Les Damnés de la terre (H. Poulaille)	390 435
L'Enfantement de la Paix (H. Poulaille)	250 280
Ils étaient quatre (H. Poulaille)	200 230
Le Pain quotidien (H. Poulaille)	350 380
Pain de Soldat (H. Poulaille)	450 495
Béton armé (J. Prugnot)	330 360
Durolle (F. Planche)	150 180
Le sixième Evangile (R. Asso)	360 390
Couilles et tréteaux (V. Meric)	250 280
Le Curé Bourgogne (L. Tenars)	200 230
L'Enfant, le Bachelier, l'Insurgé (J. Vallès) (3 vol.)	150 180
Les derniers Temps (V. Serge)	550 595
Chère Pucelle de France (H. Ryner)	150 180
L'Aventure d'amour (H. Ryner)	150 180
Paroles (Prévert)	590 635
Spectacle (Prévert)	625 670
La Maison du Peuple (L. Guilloux)	390 420
La vingt-cinquième heure (C. Virgil Gheorghiu)	690 725
Emigrants (F. de Castro)	390 420
L'Adolescente émerveillée (F. Littré)	330 360
Eugène (J. Celse)	180 210

Passer les commandes et adressez les fonds à Héléne MUNOZ, 51, rue Berthe, à Paris (18^e) - C.C.P. 11.861-87 Paris.

2^e U. R.

Syndicat des employés

Au cours de sa dernière assemblée générale, le syndicat a procédé au renouvellement de son bureau qui se trouve composé comme suit :

Secrétaire : A. Sadik.
 Trésorier : J. Guichardon.

Pour tenir compte des décisions du Congrès de Marseille, le syndicat a porté de 100 à 120 frs le prix du timbre mensuel.

Les cotisations sont à régler au Trésorier : J. Guichardon, 33, rue Emile-Zola à Draveil (S.-et-O.) - C.C.P. 51-660 Paris.

Un plan de propagande a en outre été mis sur pied.

17^e U. R.

Une double page télégramme a paru indispensable pour célébrer les mérites d'une équipe, issue de tous les horizons réformistes, qui a pu réaliser son accord, « en un seul bloc, face au groupe patronal », « en faisant abstraction de tout ce qui pouvait diviser » pour demander un salaire minimum de 130 frs de l'heure.

En province, pour les moins favorisés, compris les abattements de zone, Sécurité sociale et tout... et tout..., ça fait moins de 20.000 frs par mois !

Pas un mot en faveur de ces déshérités qui ont des crocs, le sens du goût, un estomac, au moins aussi exigeants, aussi délicats que n'importe quel Parisien.

Le syndicalisme de ceux-ci, basé sur le plus parfait égoïsme, donne envie de vomir à qui bénéficie encore du pouvoir de raisonner sainement.

C'est plus fort que moi, je ne puis admettre sans révolte des articles de cet ordre où on exploite sans scrupule des interventions de figurants qui ne croient pas un mot de ce qu'ils disent.

Ils aident à tromper le travailleur, à le politiser, à lui faire perdre le sens du syndicalisme. Pas un seul de ces « syndicalistes » n'est réellement digne du titre dont il se réclame.

Le Congrès confédéral de la C.G.T. qui s'est tenu à Paris en avril 1946, a démontré de façon éclatante l'asservissement total de cette organisation au parti communiste. Il n'existe plus depuis, dans la C.G.T., ni démocratie syndicale, ni autonomie, ni indépendance.

De ceci, il résulte que pas un des « Unitaires » de la C.G.T., ni leurs opposants de F.O., ni les comparses égarés dans cette galère ne sont sincères, à moins qu'ils ne soient bernés ou bornés. L'apologie du discours de Benoît Frachon, à Baillet, sur l'Unité, en est la confirmation. Unité pour quoi ? Pour du vent ! Non !

A tous les travailleurs que l'ingérence des partis politiques dans les affaires des organisations syndicales réformistes a dégoûtés, nous disons : seule l'action directe paie ! Une seule Confédération dont l'action est basée sur la lutte de classes, peut satisfaire vos aspirations.

Les syndicalistes révolutionnaires,

LES VICISSITUDES DE LA VIE

Que sera demain, je l'ignore. Le ciel est gris, le soleil se cache, l'air de Paris pue le carbone et l'eau sent la « javel ». Quoi de mieux et quoi de plus ? Pourquoi se plaindre ? Il y a pis, hélas ! Car vous ne voyez pas tout et vous ne savez pas tout, dans le cycle de cette terre d'enfer, peut-être maudite ! Ne vriez pas ! Ne pleurez pas ! car si vous vriez c'est Satan qui se réjouira ; si vous pleurez c'est le monde qui rira. Je ne vous force pas à me croire, mais c'est la vie et la vie, de la naissance à la mort, ce sont les ennuis. On s'y habitue et puis cela devient comme un arrangement entre le ciel, la terre et nous, nous, les petits dindons de cette vie de chien !

C'est que nous ne sommes pas les autres, et qu'entre nous et les autres il y a le gouvernement, les ministres, les partis, les syndicats. Comme disait Prévert « il y a ceux qui pètent dans la soie et les autres qui pètent dans le urs pantalons crasseux et souillés par des haricots mal préparés, parce qu'à la maison il y a le père qui travaille, la mère qui fait les petits, et les petits qui braillent parce que la mère, qui a fait les petits comme une bonne mère lapine, travaille... il faut bien ! » Et il n'y a pas de mot « Fin ». A Alger, à Paris, d'un taudis à un autre taudis c'est comme ça. Le père est au Parti ; on lui a tout promis, sauf les ennuis dans lesquels il nage comme un poisson. La mère, en plus du boulot, a sa lessive, la popote ; elle a aussi sa carte au Syndicat ! on lui a aussi promis le paradis : le paradis c'est l'usine, c'est l'Arbre de Noël, les 125 francs de l'heure avec dix heures de boulot par jour. Demain, peut-être l'usine fermera, on manquera de pain et de rendement ; et vas-y que je te balance ; fini le boulot ! Après, ce sera le père ! Quant à l'avenir de la marmaille, il y aura les allocations familiales, l'indemnité de chômage, la Goutte de Lait, la niche de pain, la peur de la mort, la peur de la guerre, la peur de la misère, le suicide indi-

viduel ou collectif. Il y aura les bonnes visites de l'assistante sociale qui viendra vous voir : elle aussi vous fera des promesses, et puis vous ne la verrez plus !

Ainsi la vie des « crève-la-faim » va son petit bonhomme de chemin. Il est vrai qu'il y a les démerdards, le système « D », la loterie ; il y a même l'alcool, la tuberculose, la syphilis. Sur ce tableau pas d'ombres, tout est clair, net, mais beaucoup de croix figurent les corps humains ensevelis par l'intolérance d'un siècle qui a perdu le sens de la valeur sociale et humaine.

Et je clos ici, car dans mon pays, lorsque le Rhône déborde il n'y a plus que de vastes étendues d'eau ; c'est la ruine, la désolation, peut-être la mort.

J. ARLHAC.

18^e U. R.

Non messieurs, la C.N.T. n'est pas morte dans la région, au contraire, malgré la non collaboration avec les centrales politisées et réformistes, malgré le refus de lier les travailleurs par des conventions collectives, les mettant entre les mains du patronat, malgré le rejet de faire du paternalisme avec les comités d'entreprises, etc., etc...

Un syndicat peut se développer et trouver un écho chez les travailleurs, et nous sommes persuadés de plus en plus de la valeur de nos positions.

N'en déplaise à beaucoup, le syndicalisme révolutionnaire est plus que jamais debout et valable. Dans notre région l'idée de l'amarcho-syndicalisme se développe d'une façon très favorable ; certes en Savoie nos syndicats se sont affaiblis à la fermeture des chantiers, mais surtout au barrage de la Mûre dans l'Isère, et au début 1955 l'action reprendra.

A Grenoble notre section des métaux progresse lentement, mais à côté ce sont une section du bâtiment et une de l'enseignement qui s'organisent avec de jeunes militants dynamiques.

Notre travail idéologique nous permet de trouver continuellement de nouveaux amis et de les rassembler sur un travail positif.

Au début de 54, nous avons créé au sein de la C.N.T. et parallèlement à l'action syndicale pure, une liaison intellectuelle d'avant-garde ; c'était créer une tribune libre permettant aux révolutionnaires et aux militants d'avant-garde de se rassembler, de confronter leurs expériences, leurs idées, et surtout de passer à l'action sur des bases communes.

Cette « liaison » se fait à titre individuel en dehors de l'esprit d'adhésion forcée et de noyautage entre hommes libres désireux de mener un combat d'émancipation. Cette liaison a pour base les principes défendus par la C.N.T.

Nous avons ainsi pu toucher efficacement des camarades d'horizons divers (abondancistes, libre-penseurs, pacifistes, instituteurs de l'Ecole Emancipée, etc.). Cette liaison a permis une série de causeries et de confé-

rences se traduisant par de bons résultats. Nous avons eu à faire face à d'importants frais d'organisation notamment pour le meeting du 1^{er} Mai, mais les camarades ont su prouver leur attachement à nos idées et leur aide financière importante, notamment chez les instituteurs, nous a permis de tenir.

L'organisation des conférences nous a fait remarquer parmi les orateurs une équipe de murgoullins vivant sur le dos des idées révolutionnaires ; qu'ils ne comptent plus sur nous. Toi à qui il faut 1.200 francs net, maintenant 1.500 francs tous frais payés (nourriture, voyage, etc.), toi qui oublies de rendre 4.000 francs de monnaie allant aux objecteurs de conscience et à qui il faut 25.000 frs pour Paris-Grenoble aller et retour. Vous êtes à vomir vous qui faites la morale, parlez de conscience humaine, d'abnégation révolutionnaire aux manœuvres du bâtiment et de la métallurgie, combien gagnent-ils, eux ? Et vous pour deux heures de baratin, en criant « Nous les purs, les vrais ! » ? Vous prenez-vous pour des supérieurs, des professionnels en théories lumineuses ? Détrompez-vous le jour venu, les travailleurs s'occuperont de vous, il n'y aura pas besoin d'exploiteurs.

Pour toute la région, le Congrès de Marseille a été une très nette évolution et le travail très satisfaisant. Il appartient au C.C.N. de février de définir comment traduire dans l'action les positions prises. Maintenant qu'après le congrès nous savons clairement où nous allons, le C.C.N. doit porter presque exclusivement sur les tâches à venir, il nous faut penser à l'avenir de notre organisation et surtout du prolétariat.

La 18^e Région pense que nous n'avons plus besoin de regarder en arrière, le congrès a établi des bases solides et nettes. Il nous faut examiner les besoins immédiats des travailleurs, l'action à la base selon nos principes, la lutte terre à terre et quotidienne, par la présence, l'exemple, etc., au sein des entreprises et des usines. Etre dans le combat ouvrier par l'action directe et non plus exclusivement par des discours comme trop le faisaient par le passé.

Il faut penser que tout d'abord nous sommes au syndicat pour défendre nos droits et ceux de nos camarades. Mais à la C.N.T. nous sommes des syndicalistes révolutionnaires et cela change tout.

Ce n'est plus une action de défense mais une lutte de conquête qu'il nous faut mener, conquérir par la révolution, une société nouvelle basée sur le communisme libertaire.

Préparer et mener un tel combat ce n'est pas faire du syndicalisme, comme on prend une assurance vie ou une adhésion à un organisme de charité. Ce n'est pas se gargariser de philosophie extrémiste en se prenant pour des lumières éclairées du prolétariat. Ce n'est pas se contenter d'avoir quelques idées et de dire « je ne peux rien faire de plus ».

Non, les gens de cette sorte n'ont pas leur place chez nous, ils se sentent trompés, qu'ils aillent à la pêche à la ligne.

Non, ce que nous voulons chez nous ce sont des gens capables d'œuvrer pratiquement, d'apporter leur appui moral et financier à la lutte, capables de faire des sacrifices pour leurs idées, pour l'émancipation des hommes.

Pas besoin de poids morts, de demi-cotisations par habitude. Des hommes de cœur, d'action, des militants. Nous, nous avons une tâche à remplir, nos idées nous l'imposent. Ce n'est que par des activités que nous saurons l'accomplir.

Nous savons que celles-ci peuvent être payantes, nous en avons la preuve en recevant les demandes d'adhésion des instituteurs de Savoie, de l'Ain, de l'Isère, en voyant nos jeunes camarades étudiants, professeurs de l'enseignement technique, etc., animer notre section de S.I.A.

Donc pas d'hésitation, en avant !

PERMANENCES

Bar Dunand, 23, rue Génissieux, Grenoble, 2^e et 4^e lundis du mois, de 26 h. 30 à 21 h. 30, 1^{er} et 3^e dimanches, de 10 h. à 12 h.

Appel à tous les camarades pour régler les Combats Syndicalistes en retard.

Appel à une souscription régionale de soutien pour combler les dettes actuelles.

Correspondance et versements : G. Couget, 3, rue Bayard, Grenoble - C.C.P. 3.117-07 Lyon.

COUGET 18^e U. R.

19^e U. R.

L'Union Locale de Marseille invite tous les militants à la conférence qui aura lieu le 13 février 1955, à 9 h. 30, en la salle Pelloutier, Vieille Bourse du Travail, où les camarades :

Faucher, Secrétaire de l'A.I.T. ; Sans Sicart, Trésorier de l'A.I.T.,

parleront sur le sujet suivant :

La situation internationale de l'A.I.T.

Le Secrétaire de l'Union Locale : A. FERRE.

Souscription C. S.

Lucien Cazes	100
P. Couronne	400
A. Girelli	40
J. Casanova	200
Celsa Persici	500
Vines	200
Sanchez	100
Vertex	200
Luc Bregliano	200
Planes	300
Pascal	100
Gardebled	100
Cauqui	100
Gil	80
Saiz	100
Léon Cabasson	50
Verline	100
Brun Marin	100
Girelli	50
	3.020

A toutes et à tous merci.

CE QUE TOUT PROLETAIRE DOIT SAVOIR

L'application du salaire minimum interprofessionnel garanti

Voici le texte de la circulaire ministérielle Tr 9/54 du 28 octobre 1954 :

1° Eléments de rémunération entrant ou non en ligne de compte pour l'appréciation du minimum social garanti aux travailleurs par le décret du 9 octobre 1954 :

a) DOIVENT ETRE PRISES EN CONSIDERATION :

Les majorations, primes ou indemnités qui ont incontestablement le caractère d'un complément de salaire, telles les primes de rendement, le treizième mois lorsqu'il constitue une obligation contractuelle et toutes indemnités qui, quelle que soit leur dénomination, ont pour objet certain une simple augmentation du salaire de base.

b) DOIVENT ETRE EXCLUES :

Les sommes et indemnités versées à titre de remboursement de frais. Il en est ainsi notamment des primes d'outillage, de salissure, d'usure de vêtements, de bicyclette, de déplacement, etc., et, en outre, pour les travailleurs de la région parisienne, de la prime de transport.

Les primes accordées en raison des conditions particulières de travail : travaux pénibles, dangereux, majoration pour le travail de nuit ou le travail des dimanches et jours fériés, et autres primes indiquées, sans que l'énumération soit limitative, par la circulaire du 25 août 1950.

Les majorations pour heures supplémentaires. A ce sujet, je rappelle que, d'une part, les majorations pour heures supplémentaires prévues par la loi du 25 février 1946 ne sont pas prises en considération pour l'appréciation du droit des salariés au nouveau taux minimum, tel qu'il résulte du décret du 9 octobre 1954 ; et que, d'autre part, ce nouveau taux doit, le cas échéant, supporter les majorations pour heures supplémentaires prévues par ladite loi du 25 février 1946.

Les primes d'ancienneté, qu'elles soient allouées aux ouvriers ou aux travailleurs rémunérés mensuellement.

Les primes d'assiduité, lorsqu'elles possèdent bien ce caractère. En effet, les primes d'assiduité, comme les primes d'ancienneté, ont pour objet essentiel de récompenser la stabilité des travailleurs dans l'entreprise et ce but ne serait pas atteint si ces primes étaient incluses dans le minimum garanti.

Les majorations dont l'objet n'est pas de compléter le salaire, mais d'intéresser le travailleur aux résultats de l'entreprise ; participation aux bénéfices, etc., complément versé dans le système dit de « salaire proportionnel », ainsi que les gratifications de caractère aléatoire et imprévisible.

2° Situation des jeunes et des travailleurs à capacité physique réduite. La circulaire ministérielle du

25 août 1950 avait précisé les modalités d'application du salaire minimum garanti à ces catégories de travailleurs. Le décret du 9 octobre 1954 est applicable dans les mêmes conditions aux intéressés.

« Par ailleurs, j'attache la plus grande importance à ce que les nouveaux taux de salaires minima soient rigoureusement observés par les employeurs.

« En ce sens, les instructions qui ont été déjà données aux inspecteurs divisionnaires et aux directeurs départementaux du travail et de la main-d'œuvre dans la circulaire du 5 avril 1954, relative au contrôle de l'application des textes portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti demeurent valables. J'ajoute que votre contrôle devra porter également sur le paiement des salaires fixés par les conventions collectives ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension.

« S'il apparaît que certaines entreprises placées dans une situation économique difficile ont été amenées à ne pas se conformer rigoureusement aux dispositions relatives au salaire minimum interprofessionnel garanti, la solution des problèmes posés à ces entreprises devra être recherchée désormais dans l'application du décret n° 54-951 du 14 septembre 1954, créant un fonds de reclassement de la main-d'œuvre pour les entreprises dont la conversion ne serait pas possible. Des instructions vous seront envoyées ultérieurement pour vous permettre de fournir aux entreprises intéressées par ce décret tous les renseignements pratiques sur les modalités de recours aux fonds dont il s'agit.

« Je rappelle, en outre, aux inspecteurs divisionnaires qu'ils doivent, chaque mois, m'indiquer le nombre des procès-verbaux dressés dans leur circonscription contre les employeurs coupables d'infraction aux dispositions visant le salaire minimum garanti (décrets du 8 septembre 1951 et du 9 octobre 1954) et me fournir toutes indications sur les résultats des contrôles effectués notamment en ce qui concerne le versement des rappels. Les mêmes renseignements seront donnés aux infractions sanctionnées par l'article 31 z b du livre I^{er} du Code du travail en cas de paiement de salaires inférieurs à ceux fixés par les conventions collectives rendues obligatoires.

« Afin que dans toutes les localités de votre circonscription ou section les travailleurs comme les employeurs soient exactement informés du nouveau taux, je vous prie de faire connaître, par une publicité suffisante, ce nouveau taux pour chaque zone de salaires.»

Les primes de salissure et la Sécurité Sociale

La circulaire ministérielle 82S.S./51 du 26 avril 1951 cite les « primes de salissure » parmi les primes n'ayant pas le caractère de salaire en vue du

calcul des cotisations de Sécurité sociale.

Or, en l'absence de précision sur la définition de ces primes, une caisse de Sécurité sociale a fait interroger le ministère du Travail pour savoir si ces primes devaient être limitées à celles prévues par l'arrêté du 27 mai 1947 pour les travailleurs des combustibles ou, au contraire, s'il fallait considérer toutes les sommes versées à divers salariés sous cette dénomination.

Par lettre du 11 octobre 1954 (Réf. 6212/54 Ag - 6768/54 Ag), le ministère du Travail a donné la réponse suivante à la F.N.O.S.S. (Fédération Nationale des Organismes de Sécurité Sociale) :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'expression employée par la circulaire précitée ne saurait, à mon avis, recevoir une interprétation limitée aux cas prévus par l'arrêté du 27 avril 1947, sous réserve, bien entendu, de l'appréciation souveraine des tribunaux.

« Il s'agit, en l'espèce, des indemnités de salissure allouées aux travailleurs dont la profession comporte, de par la nature même des travaux exécutés, une salissure anormale à la fois des vêtements et de la personne physique des intéressés.

« De toute évidence, il convient de s'assurer que, dans chaque cas, les indemnités en cause couvrent bien ou tendent à couvrir des dépenses réelles engagées par les travailleurs à l'occasion de nettoyages résultant d'une salissure plus importante que celle qu'on a coutume de constater dans la généralité des professions. »

Le Règlement du préavis

La loi du 19 juillet 1928 dont les dispositions font l'objet de l'article 23 du Livre I^{er} du Code du Travail a consacré, en matière de résiliation du contrat de travail à durée indéterminée, le principe de liberté reconnue aux parties contractantes par la loi du 27 décembre 1890 et antérieurement par les usages et la jurisprudence.

L'alinéa premier de l'article 23 s'exprime, en effet, en ces termes : « Le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. »

Mais, il y aura lieu à délai-congé, c'est-à-dire à une période plus ou moins longue pendant laquelle les obligations des deux parties demeurent, mais pour une durée déterminée.

Pendant la période du préavis, le travailleur recevra son salaire normal, celui-ci correspondant au travail effectué.

Pourtant, si la rupture de contrat est le fait de l'employeur, celui-ci peut décider que le préavis ne sera pas travaillé. C'est son droit, mais le préavis doit néanmoins être payé. Cette constante doctrine de la Cour

de Cassation (Cass. civ. 6 mai 1924-19 juillet 1928) vient d'être appliquée par un jugement de la Cour d'appel de Paris (4^e Chambre, 9 janvier 1954). Il y est précisé : « Le caractère péjoratif attribué souvent à tort à cette cessation accélérée des fonctions ne peut mettre obstacle à l'exercice de ce droit. »

Cette décision de l'employeur peut-elle justifier une action en dommages-intérêts de la part du salarié, quand celui-ci a reçu les salaires et indemnités auxquels il avait droit ?

Non, répond la Cour d'appel de Paris, car la cessation immédiate des fonctions d'un salarié peut être justifiée. C'est le cas « lorsque leur continuation (des fonctions) serait de nature à préjudicier à la bonne exploitation de l'entreprise ». Le jugement ajoute même un paragraphe à l'intention des cadres : « Cette nécessité est encore plus évidente lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel de direction susceptible d'apporter par son inertie ou sa mauvaise volonté une entrave sérieuse à la bonne marche de son service. »

Indemnité de repas pour le personnel des hôtels, cafés et restaurants

La chambre sociale de la Cour de cassation a énoncé la solution, attendue depuis longtemps, d'un problème délicat : celui du calcul de l'indemnité de repas due aux salariés des hôtels, des cafés et des restaurants.

L'espèce concernait le cas du veilleur de nuit d'un hôtel parisien, qui, non nourri, avait perçu en sus de son salaire une indemnité compensatrice, calculée au taux de 76 francs par jour du 27 novembre 1950 au 18 avril suivant et de 87 francs du 19 avril au 28 juin 1951. Or le conseil des prud'hommes décidait le 6 septembre 1951 que ces indemnités devaient s'élever à 156 francs par jour pour la période allant jusqu'au 31 mars 1951, puis à 174 francs du 1^{er} avril au 28 juin 1951.

Sur pourvoi de l'employeur, la cour suprême, présidée par M. Carrière, après rapport du conseiller Terrier, observations de M^{rs} Talamon et Le Sueur et conclusions de l'avocat général Blanchet, a finalement confirmé la décision attaquée en déclarant :

« L'article 7 de l'arrêté ministériel du 22 février 1946 fixant les salaires des employés des hôtels, cafés et restaurants, modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 1947, dispose que l'employeur est tenu, soit de nourrir l'ensemble de son personnel, soit de lui allouer une indemnité compensatrice correspondant, sur la base journalière, à deux fois le salaire horaire légal du manoeuvre de la métallurgie classé au coefficient 100. L'arrêté ministériel du 31 décembre 1947 confirme, dans son article 11, que dans le cas où le personnel est nourri par l'employeur cet avantage est, au regard de la réglementation des salaires, évalué sur la base journalière à

une somme égale à deux fois le salaire horaire légal de base correspondant au coefficient 100. Il s'ensuit que le personnel hôtelier non nourri a droit, en sus de son salaire, à une indemnité compensatrice fixée par jour à deux fois le salaire horaire légal correspondant au coefficient 100 et avait donc droit, dans la première zone de la région parisienne, à partir du 1^{er} septembre 1950, à une indemnité égale à deux fois le salaire horaire minimum légal de 78 francs, fixé par le décret du 23 août 1950, et à partir du 1^{er} avril 1951 à une indemnité égale à deux fois le salaire horaire minimum légal de 87 francs, fixé par le décret du 24 mars 1951. »

Certes, « ainsi que l'invoque le pourvoi, le décret du 23 août 1950, portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti, prévoit que des décrets ultérieurs fixeront les conditions d'application de ses dispositions aux professions agricoles, au personnel navigant de la marine marchande, ainsi qu'aux autres professions dans lesquelles la rémunération du personnel est de manière habituelle constituée pour partie par la fourniture de la nourriture ou du logement, au nombre desquelles rentre évidemment la profession hôtelière. D'autre part le décret (ainsi) annoncé... dispose... que, pour les salariés auxquels l'employeur fournit la nourriture en totalité ou en partie, le salaire minimum en espèces garanti est déterminé en déduisant du salaire minimum garanti les sommes fixées par la convention collective ou l'accord pris en application de l'article 21 de la loi du 11 février 1950, et qu'à défaut de convention ou d'accord la nourriture est évaluée par journée à deux fois le salaire horaire minimum garanti dans la localité considérée ou, pour un seul repas, à une fois ledit salaire, et que, pour certains de ces salariés, dont ceux des hôtels, cafés et restaurants, la nourriture n'entre en compte que pour la moitié de sa valeur. »

Mais, affirme la Cour de Cassation, ces « décrets des 23 août 1950, 24 mars 1951 et 17 avril 1951 ne concernent que l'application aux personnels qu'ils visent, dont le personnel hôtelier, du salaire minimum interprofessionnel garanti et non le service ni la détermination de l'indemnité compensatrice de nourriture qui peut leur être due, laquelle, faute de convention collective ou d'accord sur ce point, ou de tout autre texte restrictif, doit, dans la profession hôtelière, continuer d'être payée conformément aux dispositions, demeurées en vigueur postérieurement à la loi du 11 février 1950, des arrêtés ministériels des 1^{er} octobre et 31 décembre 1947, par référence au salaire horaire minimum légal. »

Cet arrêt servira de directive aux conseils de prud'hommes, et en appel aux tribunaux civils, pour trancher de nombreux litiges actuellement demeurés en suspens.

LES CHAMPIONS DE L'INÉGALITÉ

Un des caractères les plus marquants du catholicisme est son horreur de l'égalité.

Aussi loin que l'on remonte dans son histoire depuis que le christianisme devint religion d'Etat, l'Eglise apparaît constamment comme le meilleur soutien du riche contre le pauvre, du seigneur contre le vilain, du puissant contre le faible, du conservateur contre le révolutionnaire.

Cette puissance politique qui prétend avec la plus grande impudence défendre les humbles, alors qu'au nom d'un Ordre inique elle a toujours approuvé et soutenu la répression des mouvements populaires en prenant résolution parti pour les possédants fainéants et malfaisants, au détriment des ouvriers et des paysans, seuls producteurs de toutes les richesses, est parvenue à infiltrer le virus de l'inégalité dans un organisme qu'elle a créé pour mieux accomplir son éternelle œuvre de division : la C.F.T.C.

Ainsi, le syndicat chrétien du Trésor approuve, en se vantant d'avoir été à l'origine, de l'école du Trésor, une forme particulière de l'inégalité : celle qui doit exister entre les porteurs de peaux d'ânes et les autres, les primaires.

Dans le Trésor, le diplômé, depuis quelques années, est l'objet des plus grands égards.

Alors que les simples employés non pourvus du « bac » doivent, pour entrer à l'école du Trésor, qui prépare au grade de sous-chef de service, passer trois à quatre concours ou examens et stationner obligatoirement plusieurs années dans divers emplois, les bacheliers y sont admis directement après un seul concours où les trois quarts des places leur sont réservées, un quart seulement étant destiné aux contrôleurs du Trésor.

D'emblée, ils gagnent donc plusieurs années sur ceux qui ont dû gravir tous les échelons administratifs. Il paraît que c'est légitime, un grand mérite étant attaché à la pos-

session du baccalauréat. Notre éternel esprit de contradiction nous fait plutôt penser qu'une bonne instruction est un précieux privilège pour celui qui la possède, et que l'employé qui a dû se perfectionner en dehors de ses heures de travail est beaucoup plus méritant que l'externe qui a eu, pour se préparer au même concours, loisirs et tranquillité, mais c'est sans doute déraisonnable.

Les admissibles des deux branches se retrouvant à la même école, parcourant désormais les mêmes étapes, c'est-à-dire un an d'école, un an de stage pratique, ou deux, ou trois, le stage devant être recommencé s'il n'est pas probant, affectation dans un poste de sous-chef de service ou de percepteur, inscription sur la liste d'aptitude de chef de service, tout cela agrémenté de nouveaux stages pour la préparation du concours d'inspecteur. Après l'obtention de ce grade, tout semble enfin terminé côté études. Remarquons cependant que pour la nomination au poste de chef de service, les seuls bacheliers doivent être alors licenciés en droit, ce qui laisse craindre qu'une nouvelle faveur ne soit accordée dans l'avenir à cette « élite ».

Quel travail administratif ces super-fonctionnaires auront-ils accompli pendant de longues années ? Ils auront passé leur temps, bien payés par l'Administration, à ne travailler que pour eux !

Voilà donc le système ahurissant dont le syndicat chrétien se glorifie d'avoir été le promoteur !

Certes, il est délicat de prendre parti pour tel ou tel système d'accession à un grade administratif. Cependant, il ne faut pas oublier qu'un sous-chef de service du Trésor gagne à peu près ce que la C.N.T. considère comme le minimum vital, que nous nous attaquons beaucoup plus à la hiérarchie des salaires qu'à celle des fonctions, et que tenter d'introduire un peu plus d'équité dans les concours administratifs, c'est tout de

même défendre les petits (par l'instruction en ce cas) qui, actuellement submergés par les diplômés, vont bientôt être condamnés aux emplois subalternes insuffisamment rétribués ; cette dernière considération est d'importance. Quant aux rapports de supériorité à subordonné, y gagneront-ils avec cette nouvelle hiérarchie de haute extraction ? Il est permis d'en douter.

Préconisons donc l'instauration de l'égalité des chances dans les concours entre ceux qui travaillent intensivement pour améliorer leur situation médiocre et ceux qui ont eu le grand avantage, et non le mérite qui ne peut être attaché qu'aux sacrifices de leurs parents, d'accéder à l'instruction supérieure. Que tous, sans considérations de diplômes, puissent passer les mêmes concours sans ventilation des places. Mieux encore, les bacheliers devraient suivre la même filière que les autres, la présentation directe aux concours d'entrée à l'École du Trésor des candidats tant externes qu'internes assurant un trop grand avantage aux premiers qui, ne travaillant pas et déjà favorisés par leurs études, peuvent se présenter actuellement dans de meilleures conditions.

Mais n'est-il pas à craindre que, condamnée aux mêmes difficultés que tous, l'élite, découragée, n'apporte plus son précieux et combien onéreux savoir à l'Administration ? Il faut tant d'imagination pour appliquer des circulaires qui ne laissent place à aucune initiative, que seuls des cerveaux éclairés peuvent accomplir une tâche aussi délicate. Que deviendrait le Trésor privé d'esprits supérieurs ?

Les malintentionnés rétorqueront certainement qu'avant la guerre le Trésor fonctionnait de façon satisfaisante avec des cadres n'ayant souvent qu'une faible instruction générale, l'intelligence et l'instruction étant deux choses bien différentes !

Attendons cependant avec confiance

que les pseudo-syndicalistes chrétiens, éclairés par la grâce, nous expliquent que ces contradictions ne sont qu'apparentes. Sinon, chose monstrueuse, nous serions obligés de penser que notre très technique IV^e République, si bien pensante, s'est inspirée des Jésuites en gardant dans sa devise le mot « Egalité ».

Un du Trésor,

Déclarations d'impôts

Dans le n° 119 du 2 avril 1954 du Combat Syndicaliste, nous faisons paraître une note sur le mode de déclaration d'impôts.

Nous avons eu connaissance de camarades qui se sont inspirés de notre note et de ce fait ont constaté qu'en effet ils payaient trop d'impôts.

Exemple :
En 1953 : pour un gain de 512.000 francs, un célibataire avec 10 % de rallonge, payait 31.100 francs.

En 1954 : pour le même gain, ce célibataire, avec frais réels déduits, ne payait plus que 15.520 francs.

Nous nous faisons un devoir de répéter ce que tout salarié a droit de déduire de son salaire annuel :

Transports : train, métro, autobus. Restaurant : jours effectifs de repas du midi.

Achats : 2 paires de bleus ou blouses, 1 paire de chaussures.

Blanchissage : blouses ou bleus (semaines effectives).

En plus, déduire les impôts de l'année précédente (revenu ou autres).

Taxe syndicale.
Ajouter le tout et retrancher les 800 frs mensuels de transport.

G. C.

Chez Philips

Ce qui se passe à la Maison Philips, rue Jenner, est très simple. Les employés sont soumis au régime des 45 heures réparties sur 5 jours (du lundi au vendredi), avec une permanence le samedi (permanence qui n'existait pas il y a 18 mois). De ce fait les horaires varient, pour certains, de 45 à 50 heures.

Les presseurs, ainsi que de nombreux ouvriers de la matière, sont soumis, pour le besoin de la cause, à un horaire bien supérieur à celui des 48 heures déjà anormal.

Pour prendre l'exemple d'un ouvrier qui traîne sa carcasse sur un tri, son travail commence à 8 heures pour finir le soir vers 20 heures, mais il ne gagne que 160 frs de salaire, ce qui donne un salaire hebdomadaire de 10.880 frs pour un travail de 60 heures, majoration des heures supplémentaires comprise.

Le calcul nous montre que cet ouvrier accuse un gain annuel de 565.760 frs, contre un salaire réel de 332.160 frs. La différence en argent est donc de 233.600 francs.

L'ensemble du personnel est traité à un horaire de 195 heures par mois (au lieu de 173 heures) pour un salaire moyen de 24.100 frs.

Un autre calcul nous donne : 5 heures supplémentaires multipliées par 110 employés et par 52 semaines donnent un total de 28.600 heures, d'où la possibilité d'embauche de 13 ou 14 employés ; chiffre bien au-dessous de la vérité si l'on tient compte du nombre d'ouvriers qui dépassent, et largement, cet horaire imposé.

A cela la Direction objecte que l'usine est trop petite, les charges trop lourdes, etc... mais les faits sont probants.

La faute incombe aux seules centrales C.G.T., F.O., C.F.T.C., qui n'ont pas osé s'attaquer à cette plaie des heures supplémentaires, de même qu'à la masse inconsciente des ouvriers qui acceptent trop facilement de dépasser l'horaire imposé.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

ET LA FARCE CONTINUE

Orgie d'affiches multicolores, bla-bla-bla en série se sont succédés ces dernières semaines de l'an 1954 pour inciter les cochons de payants — les syndiqués — à choisir leurs « représentants » aux Comités d'entreprise, ce qui en bon français signifie : désigner la sauce à laquelle ils veulent être bouffés !...

En effet, n'est-ce pas une farce de plus à l'actif des bons syndicaux que de faire croire à leurs suiveurs qu'ils pourront avoir droit de contrôle dans les affaires de leurs patrons.

Plaisanterie que cette co-gestion, cette collaboration du maître et de l'esclave !

Ce qui prouve une fois de plus que les syndicats politiques font partie intégrante de l'Etat et du système économique capitaliste.

Quand nous disons qu'entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de différence fondamentale, ce n'est pas pour donner libre cours à nos réflexions de mécontents endémiques comme le prétendent nos bons apôtres dialecticiens et maître-ès-charlatanisme.

La démocratie se sert des esclaves par le chloroforme parlementaire, le fascisme par la violence permanente, mais tous deux sont basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme. A remarquer d'ailleurs que la démocratie pour défendre ses privilèges, n'hésite pas à lancer ses flèches contre « la populace déchaînée » et use des procédés en honneur dans la Gestapo, N.K.V.D. ou autres polices fascistes. (Voir les récents exemples d'Afrique du Nord où la République fait goûter aux « sales bicots » les bienfaits de ses vertus Liberté-Egalité-Fraternité

par un bain de sang et de boue !)

Mais revenons à la farce qui fait l'objet principal de notre propos.

Nous tenons à faire remarquer aux éternelles victimes que cette habitude de vouloir confier leur sort à des gens qui sont étrangers à leur vie de « pue-lasueur » ne pourra que les enchaîner davantage et que les seuls conseils vraiment représentatifs ne peuvent être que l'émanation de la base, composés d'authentiques travailleurs, animés d'un esprit anti-patronal et anti-étatique.

Les délégués permanents tolérés, voire payés par les patrons, ou les fonctionnaires syndicaux inamovibles, cumulés de mandats n'ont rien de commun avec la classe ouvrière, ils n'en sont que les parasites et plus dangereux que les bourgeois, leurs maîtres.

Le véritable syndicalisme doit surgir des besoins des producteurs et des consommateurs, il doit fonctionner de la base au sommet — ou de la périphérie vers le centre — c'est-à-dire par un système fédéraliste embrassant toutes les capacités et les aspirations des intéressés eux-mêmes. Société de résistance et de combat aujourd'hui, organe de production et de distribution en collaboration avec l'association des communes librement fédérées dans l'économie de demain.

Tout le reste n'est que littérature de maquilleurs désireux de maintenir à tout prix un régime qui s'ingénie, à force d'artifices, de sauver son prestige décadent.

Groupe Syndicaliste
Révolutionnaire de Belgique.

Syndicat des Industries

Textiles et de l'Habillement

Les travailleurs du Vêtement de Paris n'échappent pas à la règle commune, tributaires des fluctuations du marché de l'offre et de la demande, morte-saison élastique... puis soumis à des horaires inhumains, des ateliers font produire 13 heures et plus à leur personnel, ceci sans majoration bien entendu. Les prescriptions légales d'hygiène — cubage d'air, aération, lavabos, w.-c. — ainsi que l'affichage obligatoire des heures de travail et l'adresse de l'Inspecteur du travail, sont pratiquement inconnus. L'arrogance du patronat qui réalise des bénéfices scandaleux, n'a d'égale que son cynisme et très souvent sa grossièreté. Les licenciements sont cependant rares, le prolétariat du vêtement de Paris, imprégné d'individualisme, changeant d'atelier quand la situation lui paraît trop écœurante, pour naturellement retourner la même ailleurs. Cependant l'on peut citer par exemple les ateliers-passoires signalés par leur syndicat C.N.T., les Maisons Resnyk, rue de Turenne, Pytel-le-Fou (ainsi surnommé par son propre personnel, qui oscille entre le mépris et la haine) du 52, rue N.-D.-de-Nazareth, et les « Etablissements Pomper », 5, rue Bouchardon, Paris-10, tél. NOR. 19-07, qui employant en

gros 3 ouvrières (trois), s'octroyèrent le droit de renvoyer pour grossesse, au troisième mois, une finisseuse. Que les autres ne s'ingénient pas, nous ne les oublierons pas.

Dans la presque totalité des ateliers intitulés pompeusement « Maison X... », « Etablissement Y... », il y a 3 à 20 ouvrières et ouvrières, les uns presseurs, saladeurs, mécaniciens, gagnent le maximum; les autres, sous-presseurs et mains ramassent les miettes. Nous, syndiqués C.N.T., sommes résolument opposés aux divers modes d'exploitation et partisans de notre propre auto-défense. Nous appelons nos camarades d'atelier à nous rejoindre (nous tenons à leur disposition les tarifs 1955) et ensemble nous défendrons les nôtres par tous les moyens, et ensemble nous attaquerons le patronat du Vêtement Parisien, par tous les moyens dont disposent notre Syndicat des Industries Textiles et Habillement, notre 2^e U.R. et notre C.N.T.

Prochainement nous donnerons à nos camarades de la Confection pour Dames, des éclaircissements sur leur situation et les moyens d'y remédier. Nous verrons ensuite celle de la Confection pour Hommes, quelque peu différente (bien qu'aussi mauvaise). Le Secrétaire.

La Suède réduit ses crédits militaires

Stockholm, 13 janvier. — Sans éclat et sans bruit, par le simple et irréfutable langage des chiffres, le gouvernement suédois vient de réaffirmer sa fidélité à la neutralité. Le nouveau budget présenté au Parlement comporte en effet une diminution de 10 millions de couronnes des crédits militaires. En même temps le ministre de la Défense nationale a laissé entendre que les crédits militaires seraient encore réduits dans les années à venir. C'est donc un « non » à peu près définitif qui est donné aux grands projets de réorganisation et de développement de l'armée suédoise présentés il y a un mois par l'état-major.

Ces projets, dont l'essentiel tient dans l'accroissement considérable de l'aviation et l'acquisition éventuelle d'armes atomiques, devaient apporter un « new look » à la défense suédoise. Le gouvernement jugea sans doute que ce « new look » rapprochait dangereusement la défense suédoise des dispositifs mis en place dans les pays voisins dans le cadre du pacte atlantique. En fait, ce « new look » constituait une sorte de complément au système militaire atlantique peu compatible en vérité avec la neutralité absolue.

Des considérations moins idéalistes purent également entrer en ligne de compte. La défense suédoise ne se reconnaît ouvertement qu'un seul ennemi virtuel : l'U.R.S.S.

Tout le rapport de l'état-major était basé sur l'éventualité d'une « attaque venant de l'Est » et comportait ce préambule : « Si des changements militaires ou politiques intervenaient en Finlande, la Suède se verrait obligée de modifier toute sa stratégie défensive. » De toute évidence, l'argument n'est pas actuel. L'armée finlandaise est inexistante, et l'U.R.S.S. semble peu encline à demander davantage pour l'instant. Un dispositif suédois parallèle au pacte atlantique n'aurait donc qu'un rôle à jouer : celui de chien de garde de la Baltique. Ce rôle, on le sait, sera maintenant assuré par l'Allemagne. De plus, le spectre d'une « attaque venant de l'Est » est difficile à rendre menaçant en Suède. Les Suédois ont constamment sous les yeux l'exemple rassurant de la Finlande. En été, chaque dimanche, des bateaux chargés d'excursionnistes traversent la Baltique dans les deux sens. Les relations suédo-soviétiques, sur tous les plans, sont courtoises, et les prouesses sportives des Russes font beaucoup pour gagner à l'U.R.S.S. sinon la faveur du moins l'estime du sportif public suédois. Axé sentimentalement vers l'Occident, la Suède ne peut cependant se réclamer d'aucun exemple d'agressivité soviétique pour justifier une transformation de sa politique.

La décision du gouvernement ne manquera pas de provoquer dans l'armée et certains milieux conservateurs des commentaires discrètement amers, mais d'avance la cause est entendue dans l'esprit du public : la plus forte dépense inscrite au budget est celle des charges sociales, qui s'élèvent

cette année à 2.519 millions de couronnes, soit une augmentation de 143 millions de couronnes sur l'année précédente. Dans le cadre de ces dépenses s'inscrit l'assurance-maladie obligatoire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier et qui garantit à chaque Suédois les soins médicaux, les congés-maladie payés; bref, à quelques variantes

près, tous les avantages de notre sécurité sociale.

Aux yeux des électeurs, on le sait, une potion vauz mieux qu'un char. Le « new look » militaire a dû céder le pas à l'assurance-maladie, et la neutralité suédoise s'est signée un nouveau bail d'un an.

(Extrait du Monde du 14-1-54.)

Ne laissons pas brouiller les cartes

(Suite de la première page)

Toutes subissent les mêmes vicissitudes, possèdent des faiblesses, des économiquement faibles, des sous-alimentés. Le militarisme, la religion y accomplissent leurs méfaits. La forme d'exploitation diffère peut-être, comporte quelques variantes, mais n'en existe pas moins. Il nous est interdit en outre, sous peine de fouler aux pieds les principes internationalistes qui nous animent, de parler de « démocratie avancée » tant que, derrière les cloisons étanches que constituent les frontières, des populations entières souffrent, disparaissent par la faim ou subissent le joug des despotes. L'égoïsme est aussi condamnable, qu'il soit particulier ou collectif, et nous devons bien nous garder de tomber dans ce travers.

Il est grand temps que nous nous ressaisissions, que ceux qui ont été abusés reprennent conscience et ne s'écartent plus de la ligne droite qui conduit au but que nous nous sommes assigné. Les problèmes à résoudre n'ont pas changé. La lutte de classes est plus que jamais vala-

ble. L'action directe et la grève générale illimitée sont toujours les armes les plus efficaces que nous possédons. Utilisées sur le plan international, elles se révéleraient irrésistibles.

La est la vérité.

Aucun compromis n'est possible avec nos opposants de la « bourgeoisie » et leurs valets politiques et technobureaucrates.

Seuls osent affirmer le contraire, mettent en doute l'efficacité de notre action, ceux qui, camouflés parmi nous ou dans des organisations d'avant-garde ou se prétendant telles, possesseurs de situations bien assises, espèrent que cet état de choses durera au moins autant qu'eux.

C'est contre eux qu'il nous faut pratiquer l'auto-défense, organiser la lutte. Neutraliser leur action, qui est aussi dangereuse que celle de nos adversaires déclarés, est une absolue nécessité.

Le salut de l'organisation syndicaliste révolutionnaire est à ce prix.

Raymond FAUCHOIS.

Au delà de la polémique

(Suite de la page 1)

Ainsi lorsqu'on écrit que « la C.N.T. se meurt », on ne s'aperçoit pas que l'on rend un service inestimable à tous les ennemis du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchie. Certes la C.N.T. n'est pas une centrale qui groupe des millions d'ouvriers, elle est composée d'une minorité consciente, et si actuellement elle est ce qu'elle est, cela n'est pas imputable à la paperasserie et au stupide conformisme, mais cela est imputable à tous ceux qui prétendent courir deux lièvres à la fois, ainsi qu'à tous ceux qui ne cessent jamais de lui administrer des coups de Jarnac.

Soyons francs, ayons le courage de reconnaître que les principes de l'A.I.T. qui régissent le syndicalisme révolutionnaire de la C.N.T. font partie de cette « grande famille anarchiste qui peut créer le germe qui donnera aux ouvriers la vigueur et la force de se dresser face à cette trinité criminelle : l'Armée, l'Eglise et l'Etat que constitue le Capitalisme ». N'oublions jamais que la « Liberté » n'est pas un privilège mais qu'elle s'acquiert; dès lors ceux qui ont besoin d'être guidés ne sont pas libres, c'est pourquoi nous avons le devoir d'éclairer et non pas de mystifier. L'heure est venue d'instruire le prolétariat afin qu'il prenne conscience de son véritable rôle social, afin qu'il puisse diriger sa pensée et son

action, car nul n'a le droit de substituer sa conscience à celle d'autrui.

A quoi sert-il de larmoyer sur le sort de la classe ouvrière si nous excluons à priori l'unité des anarchistes et des syndicalistes de la C.N.T. ? Actuellement l'illusion n'est plus admissible; l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, épaulés par l'action directe des anarchistes et des anarcho-syndicalistes. Dès lors, les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires doivent être solidaires et au lieu de s'exclure réciproquement, ils doivent trouver le chemin qui conduit à une entente durable, efficace; dans le cas contraire, nos dissertations ne seront que piteuse, lamentable comédie.

Depuis de nombreuses années, on a pris l'habitude de voir dans chaque militant un traître possible, c'est ainsi que la méfiance a fait tache d'huile, que la délation s'est transformée en vertu, de sorte qu'au bout de nos querelles empreintes d'infantilisme révolutionnaire, nous trouvons la haine, la médisance, parfois la calomnie, et ce qui est pire, la désunion qui est cause de notre faiblesse.

Est-il permis d'écrire qu'il est temps que tout cela finisse et ce pour le plus grand bien des uns et des autres ?

BREGLIANO Luc.

Ephémérides du prolétariat

6 FEVRIER 1934. — Un sursaut de colère, consécutif à de scandaleuses escroqueries favorisées par un régime décadent, conduit des groupes de factieux sur la Place de la Concorde à Paris; au cri de « A bas les voleurs » ils se proposaient d'envahir le Palais Bourbon.

Des forces imposantes de police, un instant débordées, parvinrent de justesse à endiguer la foule menaçante. Les bandes mercenaires de la Solidarité française de François Coty et des Jeunesses Patriotes de Taittinger, laissent quelque vingt cadavres ainsi que de nombreux blessés sur le théâtre de leurs exploits.

8 FEVRIER 1921. — Mort de Pierre Kropotkine à Dmitrov, à 60 km. au Nord de Moscou. Après quarante ans d'exil forcé, il était rentré triomphalement en Russie dès la Révolution d'octobre 1917; il pensait aider le nouveau régime et l'empêcher de commettre certaines fautes.

Il ne fut que solé par les nouveaux maîtres et ses nombreuses protestations auprès de Lénine furent sans écho.

Dans les champs de la pensée, les germes qu'il a jetés, en précurseur de génie, ne sont pas développés à notre satisfaction; mais l'avenir dé-

montrera la profonde réalité des propositions faites aux générations futures.

12 FEVRIER 1934. — Les émeutiers de la Place de la Concorde ont réveillé la conscience populaire qui réagit spontanément par une grève générale dirigée contre la menace d'une dictature de droite. Ce réveil marquera le début de ce Front Populaire qui devra laisser tant de déceptions parmi les classes opprimées.

19 FEVRIER 1950. — Mort à Paris du Docteur Pierrot qui se lia d'une profonde amitié avec Delesalle, Pelloutier, Pouget et Griffuelhes et collabora aux Temps Nouveaux de Jean Grave.

Les persécutés, les réfugiés du monde entier trouvèrent chez lui un accueil fraternel, jamais démenti, qui caractérisait son attachement à l'indépendance et à la liberté dans une complète intégrité.

27 FEVRIER 1823. — Naissance à Tréguier de Ernest Renan. Le philologue et linguiste qu'il devait devenir ouvrit la voie des recherches sur les origines du christianisme qui sont encore poursuivies de nos jours. Il apparaît que ces origines paraissent plus fondées sur des légendes antiques que sur une réalité probante.

LECOMBAT

SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forcesA chacun
selon ses besoinsOrgane officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 130

20 FRANCS

MARS 1955

Comité Confédéral National

Le Comité Confédéral National de la section française de l'A.I.T. s'est tenu à Paris les 5 et 6 février dernier.

Ce C.C.N., qui s'annonçait sensationnel, se déroula dans la plus parfaite orthodoxie. En un mot beaucoup de bruit fut fait pour rien. Les différents points de l'ordre du jour furent longuement discutés, avec plus ou moins de passion selon les tempéraments.

Tous les rapports présentés furent adoptés.

Chose remarquable, chacun s'engagea à faire le maximum pour assurer la bonne marche de notre C.N.T. Souhaitons ardemment qu'il en soit ainsi.

En vertu des principes de notre organisation, qui réclame l'instauration de l'égalité économique et sociale, les plus déshérités parmi les exploités sont en droit d'exiger qu'avant toute autre chose nous nous occupions de l'amélioration substantielle de leur misérable condition.

Le C.C.N. s'y est engagé en adoptant, pour clôturer les débats, une résolution sur le travail pratique à accomplir, qui confirme succinctement, en termes différents mais de signification identique, celle du Congrès Confédéral de Marseille de juin 1954.

Nous en reproduisons ci-dessous le texte :

RESOLUTION (présentée par la 6^e U.R.)

La 6^e région considère que la C.N.T. doit se trouver à côté des travailleurs sans distinction d'appartenance syndicale dans l'action revendicative économique ou sociale qu'ils entreprennent.

A cet effet, compte tenu du pluralisme syndical existant en France, la C.N.T. et ses syndicats peuvent sans restriction contracter des accords circonstanciés sur le plan local et pour des revendications bien définies, avec les autres Centrales syndicales et leurs syndicats, sans pour cela abandonner ses revendications propres.

Il ne peut y avoir aucune entrave qui interdise cette attitude.

La C.N.T. étant une organisation de travailleurs ne peut se séparer de l'ensemble de ceux-ci.

En outre, les buts qu'elle veut atteindre, la transformation sociale par la révolution ne peuvent se réaliser sans le concours effectif de tous les travailleurs.

C'est par sa présence constante

parmi les exploités, en participant effectivement à toutes leurs luttes, qu'elle fera connaître les postulats qu'elle poursuit et qu'elle fera partager.

En conséquence, comme travail pratique et immédiat, la C.N.T. doit entreprendre une campagne d'agitation et de propagande sur des objectifs susceptibles d'enthousiasmer les travailleurs.

A cet effet, la 6^e U.R. propose dans l'immédiat, au point de vue salaires « Distribution égalitaire de la richesse sociale ».

Respect des 40 heures... réduction des heures de travail, suppression des zones de salaires. Suppression du travail à la prime, à la tâche, au rendement; retraite identique pour les vieux travailleurs correspondant au salaire moyen.

Droit syndical pour les travailleurs nord-africains et étrangers... Lutte contre le colonialisme et la guerre, en toute indépendance.

Scandales du Pool Charbon-Acier

Les espoirs nourris en certains milieux par la naissance à Luxembourg, le 10 août 1952, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) ne se sont pas concrétisés dans les faits; la nationalisation en deux étapes des Charbonnages de France d'une part et d'autre part la profonde instabilité politique qui caractérise une représentation populaire sophistiquée causent de profondes divisions dans cet organisme confié à l'un des plus représentatifs de la lignée des Grands Commis: j'ai nommé Jean Monnet.

La sensationnelle démission du Président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. paraît embarrasser le choix de son successeur. C'est parce que l'idée de supranationalité n'est pas assez mûre et surtout parce que les particularismes nationaux subsistent que des difficultés ont surgi. Les baisses sensationnelles annoncées au grand public se sont au contraire traduites par des hausses continues tant sur les prix du charbon que sur ceux de l'acier. La récente baisse sur les charbons industriels ne montre-t-elle pas que la montée des prix n'était pas justifiée.

On a fait état de l'augmentation constante de l'indice de productivité; on envisage présentement de porter ce dernier de 153 à 180 dans les prochains mois. Il est vraisemblable que ces prévisions n'auront pas de plus grande influence sur le standard de vie des travailleurs des mines de charbon et de fer que les brillants résultats enregistrés jusqu'ici.

Nous ne pouvons que faire remarquer l'un des plus funestes aspects de la C.E.C.A.: la déportation généralisée des travailleurs de la mine du Centre et du Sud de la France dans le bassin minier de la Lorraine. L'idée de productivité, que nous persistons à dénoncer, a fait abandonner des exploitations qualifiées déficitaires, pour accroître la prospérité de celles qui furent favorisées par le Plan de rééquipement imaginé par le même Jean Monnet, et puissamment favorisées par l'aide américaine à l'Europe, plus connue sous le nom de Plan Marshall.

Les grosses firmes sidérurgiques de l'Est, équipées avec du matériel qui, à l'époque, surclassait parfois celui des Etats-Unis, ont pris un développement nécessitant un apport de main-d'œuvre que ne fournirent pas celles du Nord où la densité de population offrait le personnel nécessaire. Mais ce développement n'a pu empêcher de voir tripler le déficit de notre balance commerciale au cours des quatre premières années d'application du Plan.

Laissons pour l'instant le groupe USINOR de la sidérurgie du Nord pour examiner les groupes de l'Est où nous voyons:

SIDELOR qui réunit dans une Union sidérurgique lorraine les firmes produisant l'acier brut: Acieries de Rombas, Pont-à-Mousson, Marine-Homécourt, Micheville, etc.

SOLLAC, rassemblant les Sociétés lorraines de laminage qui livrent des produits demi-finis (tôles minces et tôles d'épaisseur moyenne).

Cette dernière est dotée, comme son associée du Nord, d'un train de laminage continu, entièrement automatisé, pouvant débiter 100 kilomètres de tôle à l'heure. Il peut, sans chauffage ni manipulation, transformer des masses de six tonnes d'acier sous une épaisseur de 20 centimètres en un rouleau de tôle de 1 à 2 mm. La capacité de production de Sollac est de 830.000 tonnes par an.

La métropole du fer, située dans la région de Thionville, transforme en fer les neuf dixièmes du minerai extrait, dans 57 hauts-fourneaux, 33 convertisseurs Thomas, 14 fours Martin et 7 fours électriques.

Le plan Monnet a donné à la sidérurgie française le plus important équipement d'Europe et fournit à la France la première place dans la production de tôles et de fer-blanc.

(Suite page 4)

Ceux-là seuls ont droit
à la liberté qui sont prêts
à la conquérir.

GÖETHE



La grande relève des esclaves par les hommes

Nous voici au « Palais de l'Imagerie ». Nous nous arrêtons devant une caricature qui représente un âne, la langue pendante, les narines dilatées, les yeux écarquillés, les muscles tendus, qui s'obstine à rattraper une carotte (symbole des prix) pendue au bout d'une perche (symbole des salaires) attachée sur son dos. Cette pauvre bête tétue, aveugle, c'est le syndicat. Est-ce là une image justifiée, exacte du syndicalisme? Est-ce une plaisanterie de mauvais goût? Disons tout de suite que l'image est trompeuse parce qu'elle prétend généraliser une fausse conception, à savoir: « Le Syndicalisme retarde ».

Certes le Syndicalisme réformiste est une entreprise de duperie, de tromperie, de trahison, il est pire que cela, il est une agence au service de la politique, démocratique, papale ou dictatoriale. Mais il ne faut pas oublier qu'il existe un syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme qui, depuis sa fondation, n'a jamais cessé de dénoncer les mythes propagés par le réformisme. Malheureusement l'anarcho-syndicalisme est bafoué par les uns, ignoré par les autres, ridiculisé par ceux-là même qui autrefois en furent les défenseurs acharnés, de sorte qu'on peut affirmer qu'on n'est jamais trahi que par les siens.

On a écrit: « Pas plus au Canada qu'en France, on ne veut reconnaître le phénomène nouveau que le M.F.A. signale depuis vingt ans, à savoir que désormais la production augmente en même temps que le chô-

mage ». Or il y a belle lurette que les syndicalistes révolutionnaires annoncent qu'il n'y a qu'une vérité, celle des faits, donc, lorsqu'une théorie ne correspond plus aux faits, elle est périmée. Mais les anarcho-syndicalistes sont considérés comme des rêveurs, des utopistes, voire des confusionnistes, des ennemis de la classe ouvrière, cependant, de plus en plus on se rend compte que le capitalisme ainsi que la politique se servent de l'homme comme d'un instrument de trafic; pour eux, tout doit être soumis à la spéculation.

Mais voici que des « grands économistes » réaffirment la nécessité d'une « justice sociale » et essayent de régenter la société par des nouveaux systèmes d'économie politique. Est-il besoin de dire que ces économistes aboutissent à de nouvelles contradictions sociales? Hélas, la science économique regorge de mauvaise foi; souvent, trop souvent même, elle nie les faits qui la gênent de sorte que loin de s'émanciper, elle s'enlise dans des fictions telles que l'Argent, Dieu, Division du Travail, Hiérarchie, Plus-Value. Elle ignore, ou veut ignorer, que la pitié, la patrie, la religion sont des masques. Elle nie systématiquement la solidarité et l'égalité économique, en un mot elle est au service d'une caste.

En effet tel économiste défend le « Libéralisme », tel autre est l'avocat du « Dirigisme », tel autre encore prétend que « Dieu nous a fourni:

(suite page 4)

Considérations sur l'étatisme

L'Etat comprime et la loi triche
(l'Internationale.)

EN abordant le sujet choisi aujourd'hui, nous craignons devoir répéter des choses maintes fois dites et écrites, mais si on se rend compte que même des problèmes essentiels sont souvent méconnus, alors c'est un devoir d'insister.

Nous ne sortirions pas des archives les polémiques qui ont opposé marxistes et anarchistes dès la création de la 1^{re} Internationale, nous préférons citer des exemples tangibles tirés de l'actualité.

La structure de l'Etat a été définie dans des formes diverses par des économistes et des sociologues de toutes tendances; les thuriféraires de l'autorité ont utilisé toutes les ressources du vocabulaire pour s'efforcer de rajeunir cette religion moderne dont le bilan est lourd de crimes et de déchéances.

Le libéralisme, cette maladie infantile de la Révolution de 1789, s'est fait condamner par l'Histoire parce que, malgré ses premiers principes généreux en faveur de l'homme, il en a remis les destinées aux soins d'un pouvoir central — l'Etat — qu'il considérait comme juge et arbitre des conflits entre citoyens, mais qui en réalité était au service de la nouvelle classe dirigeante: la bourgeoisie. Toutes ses tentatives de rétablir un équilibre périmé entre « l'initiative privée » et le grand capital monopolisateur, ne sont plus bonnes qu'à alimenter des promesses électorales. Les libéraux, en bons capitalistes, s'accrochent fort bien des formes du capitalisme contemporain.

Le socialisme parlementaire, après avoir parcouru tous les chemins de la trahison et de l'opprobre, a toujours l'impudique prétention de résoudre le problème social à coups de bulletins de vote et de réformes. Ses agents sont les plus zélés et les plus adroits serveurs de l'impérialisme bourgeois, ce sont eux les champions de l'armée européenne, de la sainte alliance des banquiers et des trafiquants de la mort... bénie par le pape.

Les Noske et Scheideman, les Blum, les Jouhaux, les Spaak, les Moch et tant d'autres complices se sont particulièrement distingués dans le torpillage de l'action ouvrière. Et ce sont des sinistres farceurs de ce genre qui nous cassent les oreilles avec leur théorie d'Etat soi-disant démocratique.

Le communisme bolchevik, cet autre héritier de l'autoritarisme marxiste (quelle famille!), en monstre parasite de la révolution russe, a édifié le type parfait de l'Etat concentrationnaire qu'en vient nos démocraties bourgeoises. Les explications embarrassées de MM. les trotskystes ou autres protestants marxistes ne changent rien au fait que le marxiste avec son obsession de la prise du

(Suite page 4)

Qu'est-ce que la C.N.T.?

Conscients de l'impuissance des Confédérations Syndicales Réformistes — vassales des partis politiques, agents d'exécution de l'Etat et du régime capitaliste — pour assurer la défense des travailleurs exploités et les libérer, un certain nombre de militants travailleurs révolutionnaires, refusant d'être plus longtemps dupés, fondèrent, le 1^{er} juin 1946, la Confédération Nationale du Travail.

Fille spirituelle de la C.G.T. S.R. disparue en 1939, fidèle aux principes définis dans la Charte d'Amiens de 1906, tendant à la suppression du patronat et du salariat, la C.N.T. travaille afin de redonner au syndicalisme sa véritable signification et son caractère essentiellement révolutionnaire.

Indépendante de tous les blocs impérialistes, partis politiques, mouvements philosophiques ou religieux, de quelque nature qu'ils soient, elle lutte contre le militarisme, le colonialisme, la guerre et a pour finalité, par l'établissement de « l'Egalité Economique et Sociale » l'instauration du « Communisme Libre ».

Le chemin à parcourir pour aboutir à la suppression du profit et du pouvoir personnel est long, aussi la C.N.T. lutte-t-elle en outre pour la satisfaction immédiate des revendications suivantes:

1. 35.000 francs par mois à la base. Augmentation dégressive ensuite. Rien au sommet de l'échelle hiérarchique.
2. Suppression des zones de salaire.
3. Retour immédiat aux 40 heures pour tous.
4. Echelle mobile unilatérale.
5. Retraite à 50 ans pour tous, égale au salaire minimum garanti, etc...

La C.N.T. vous invite à venir grossir ses rangs pour obtenir, en bataillant classe contre classe, sous le signe de la solidarité, des conditions de vie meilleures pour ceux qui manquent de tout alors que leurs exploiters se vautrent dans l'opulence.

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 20 mars à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunions au siège les samedis 12 et 26 mars à 14 h. 30. Présence indispensable.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE DE LA C.N.T. FRANÇAISE

Le samedi 19 mars, à 17 h., au siège de la C.N.T.E., 24, rue Ste-Marthe, Paris, la camarade Renée Lamberet fera un exposé sur :

LE MOUVEMENT OUVRIER EN ESPAGNE AU XIX^e SIECLE2^e UNION REGIONALEAdresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.Pour le matériel et les fonds, s'adresser à Georges Yvernel, Trésorier, 16, rue du Commerce, Paris-15^e. C.C.P. 7243-69 Paris.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e, tous les samedis de 16 à 18 heures.Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS MAX, 55, r. R.-Losserand, Paris-14^e.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE le 1^{er} vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

Une bibliothèque de prêts de livres est à la disposition de nos adhérents. La liste peut en être consultée au siège.

Un droit de 20 frs sera perçu pour chaque livre prêté.

Il est superflu de recommander aux camarades de soigner ces ouvrages.

19^e UNION REGIONALEPermanence: tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège: vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

5^e UNION REGIONALE

DIMANCHE 6 MARS à 10 heures

Salle municipale, rue Pasteur, à la Grand'Combe (Gard) :

Exposé sur l'Association Internationale des Travailleurs, par le camarade R. Fauchois, secrétaire de l'A.I.T.

8^e UNION REGIONALE

CONSTITUTION DU NOUVEAU BUREAU

Secrétaire: Escoubet, 30, rue du Hâ, Bordeaux.

Trésorier: Casanovas, 24, rue du Hâ, Bordeaux.

La C.A. se réunit le mercredi

19^e U. R.

Situation Internationale de l'A.I.T.

A la suite de l'appel lancé par l'Union Locale de Marseille, de nombreux camarades assistèrent à la réunion d'information qui eut lieu le dimanche 13 février 1955 en la salle Pelloutier, sise vieille Bourse du Travail.

Le camarade Dettori ouvre la séance et adresse, à tous les travailleurs, le salut fraternel et solidaire de l'Union Syndicale Italienne. Il explique pourquoi cette organisation qui fut très puissante, est à l'heure actuelle, peu efficace. C'est que, dit-il, le fascisme avant, le bolchevisme ensuite, ont réussi à neutraliser l'action révolutionnaire. Actuellement, en Italie, les partis accaparent l'attention des foules, de sorte que la situation est très équivoque; en dépit de cela on commence par y voir clair et l'U.S.I. avance lentement, mais finira par triompher.

Le camarade Sans Sicart, trésorier de l'A.I.T., brosse un tableau historique de cette organisation. C'est une erreur, dit-il, de croire qu'en changeant les principes et les tactiques on change du même coup la situation ouvrière. Nous considérons qu'il existe un syndicalisme révolutionnaire issu de la Première Internationale, qui seul, est capable de défendre des positions effectives, efficaces. En acceptant les principes de l'A.I.T., nous considérons que l'anarcho-syndicalisme peut redonner aux masses l'élan indispensable à leur émancipation; c'est pourquoi nous allons vers les masses non pas avec l'intention de les assommer avec des slogans, mais afin de les éduquer et les aider à prendre conscience de leur véritable rôle social.

Le syndicalisme réformiste n'est plus du syndicalisme. En Russie, le syndicat est le collaborateur de la Dictature, en Amérique, il est l'agent électoral des partis démocratiques. C'est là du syndicalisme hybride, impuissant et incapable de détruire l'exploitation de l'homme par l'homme.

On reproche à notre organisation d'être squelettique. En effet, nous sommes peu nombreux, cependant nous ne manquons pas de force parce que nous savons ce que nous voulons, nous avons conscience de notre responsabilité, nous connaissons les moyens efficaces qui nous permettront d'atteindre nos buts. Nous l'avons déjà dit nous nous rapprochons des travailleurs pour les encourager, les aider, les éduquer, ce n'est pas là une déclaration empreinte d'orgueil, c'est une constatation de fait. On dit aussi que de nombreux camarades donnent des signes de lassitude, mais, camarades, ce n'est pas de l'inconscience, non plus de l'indifférence, c'est là un fait humain, mais si demain la situation change, si les travailleurs s'agitent, il est certain que tous ceux qui se sont éloignés momentanément de l'organisation s'empresseront d'y retourner parce qu'ils savent que nous vivons par et pour le prolétariat. Après tout à quoi sert-il d'être mem-

à 21 heures, à la vieille Bourse du Travail, tous les quinze jours. La prochaine réunion aura lieu le 16 mars.

13^e UNION REGIONALE

Tournée Aristide Lapeyre dans le Nord

LUNDI 14 MARS, à 19 h. 30 :

Café Alphonse, 13, rue du Molinel, Lille : Conférence publique et contradictoire. Sujet traité : Une poignée de vérités sur : les menaces de la guerre; les hauts et bas salaires; la politique et les politiciens.

MARDI 15 MARS à 19 h. 30 : Café Maurice, 26, boulevard Louis-XIV, Lille : Conférence

publique et contradictoire. Sujet traité : l'Eglise contre l'ouvrier.

MERCREDI 17 MARS à Boulogne-sur-Mer : Conférence publique et contradictoire avec le même sujet : l'Eglise contre l'ouvrier. (Pour la salle voir les affiches.)

15^e UNION REGIONALE

Nous apprenons la prochaine ouverture d'un barrage sur le Rhin à Fessenheim (Haut-Rhin). Ce chantier, dont les travaux s'échelonnent sur trois ans environ, pourra occuper les travailleurs du bâtiment qui ne répugnent pas au déplacement. Les ferrailleurs, charpentiers, menuisiers, ferrailleurs, etc., trouveront là une situation d'assez longue durée.

taire capable de faire progresser l'A.I.T. d'un seul pas. Certes le regroupement des véritables forces révolutionnaires dans le sein de notre organisation internationale s'impose mais il faut aussi que chaque militant passe à l'action au lieu de recourir aux « solutions de facilité ». L'A.I.T. sera à l'image du travail accompli par chacun !

Notre intransigence quant à l'application des principes et tactiques de l'A.I.T. doit être totale. Au lieu de les « assouplir », nous devons penser au contraire à les renforcer ceci afin d'éviter toute équivoque.

Tels qu'ils sont, ces principes sont plus que jamais d'actualité et s'avèrent seuls capables de redonner au mouvement ouvrier une conscience de classe qu'il a perdue presque complètement.

Il termine en disant son espoir de voir le prochain congrès de l'A.I.T. se dérouler dans un climat favorable, propre à faciliter l'adoption de mesures qui nous mèneront à la libération de tous les opprimés et à l'instauration de l'égalité économique et sociale dans le cadre du communisme libre.

Très belle journée pour notre organisation. Souhaitons que les camarades ayant compris le rôle qui nous incombe viennent nombreux à nos réunions hebdomadaires. Il est certain que tous ensemble nous ferons du bon travail.

Le Secrétaire de l'Union Locale de Marseille : FERRE.

Couillonés

C'est en effet le mot qui convient à ceux qui s'empressent de répondre à l'invitation patronale pour fêter Noël.

Une société métallurgique avait convié parents et enfants de ses esclaves à se rendre dans l'une de ses usines pour cette fête.

Il y eut le traditionnel sapin enrubbanné et garni de jouets.

La société avait, pour cette fête, invité les Petits Chanteurs de la Croix de Bois qui poussèrent des alouettes, alouettes... en veux-tu en voilà, sous la direction de curés.

Il manquait un général pour que la trilogie soit au complet.

La distribution des jouets se fit au grand ahurissement des parents, car ces jouets n'étaient que des rossignols invendables. A l'entracte, chacun y aller s'offrir un casse-croûte et boire un coup.

Pendant ce temps, directeurs, techniciens et prêtres sablaient le champagne à l'œil.

Parents et enfants avaient été amenés en car mais durent faire le retour par leurs propres moyens.

C'est ce qui s'appelle servis à souhait.

LE TOULÉC.

- Diffusez le C. S. -

SOUSCRIPTION « C. S. »

Hemy (Dijon)	500
Lecoq	100
Garcia	65
Benco	40
Léger	500
Peyroux	70
Employés	47
Bourney H.	170
Aubry G.	200
Boisson	100

1.792

A toutes et à tous merci.



Le Directeur-Gérant : AKOUN Elie. SO.FR.I.M. 17, rue de Clignancourt

LIBRAIRIE C.N.T.

LIVRES : HISTOIRE et DOCUMENTS.

	Prix	Francs
La Révolution Russe en Ukraine (N. Makno)	200	230
Mon Communisme (S. Faure)	260	290
Propos Subversifs (S. Faure)	280	310
L'Imposture Religieuse (S. Faure)	300	330
La Douleur Universelle (S. Faure)	300	345
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure)	120	150
La Vie ardente et intrépide de Louise Michel (F. Planche)	260	290
Kropotkine (F. Planche et J. Delphy)	230	260
Syndicalisme Français (J. Rennes)	300	330
Histoire du Mouvement ouvrier (E. Dolleaux) :		
Tome I - 1830-1871	700	745
Tome II - 1871-1936	775	820
Tome III - 1921 à nos jours	1.100	1.170
Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux)	420	450
Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950 (M. Collinet)	510	540
Esprit du Syndicalisme (M. Collinet)	550	580
Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron)	550	580
Juin 36 (J. Danos et J. Gibelin)	550	595
Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale (P. Besnard)	400	445
Le Monde Nouveau (P. Besnard)	150	180
L'Éthique du Syndicalisme (P. Besnard)	100	130
La Paix (P. Besnard)	100	130
L'Indispensable Révolution (G. Leval)	250	280
Histoire du Mouvement Syndical en France (P. Louis) :		
Tome I : 1789-1918 - Tome II : 1918-1948. Chaque volume	330	360
Histoire du Socialisme en France (P. Louis)	600	645
Réflexions sur la violence (Georges Sorel)	450	495
La Faim du Monde (William Vogt)	450	495
L'Internationale Chrétienne (P. Lefranc)	370	400
La Révolution Inconnue (Voline)	450	520
Histoire de la Commune de 1871 (Lissagaray)	600	670
Sébastien Faure (J. Humbert)	200	230
Eugène Humbert (J. Humbert)	350	395
Au Café (E. Malatesta)	150	180
La Révolution Sociale (P. J. Proudhon)	600	670
Histoire de l'Anarchie (A. Sergent et C. Harmel)	750	820
Un Anarchiste de la belle époque	390	420
Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lamberet)	645	675
Précis de Socialisme (B. Malon)	200	245
La Morale Sociale (B. Malon)	200	245
Vie et Mort des Corporations (J. Jacques)	125	155
Révolution et Drapeau rouge (M. Dommanget)	80	110
Jacques Roux le Curé rouge (M. Dommanget)	100	130
Sylvain Maréchal « l'Égalitaire » (M. Dommanget)	600	645
Histoire du 1 ^{er} Mai (M. Dommanget)	750	820
Partir de l'homme (D. Mac Donald)	150	180
La Commune de Cronstadt 1921 (Jan Mett)	100	130
Spartacus, la Commune de Berlin (1918-1919) (Prudhommeaux)	150	180
Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution (E. Hureau)	100	130
L'Unique et sa propriété (Max Stirner)	600	645
Le Socialisme Révolutionnaire (C. Albert et J. Duchêne)	100	130
Avènement de la France ouvrière (A. Marc)	300	345
Pierre Kropotkine, le Prince anarchiste (G. Woodkoc et I. Avakoumovitch)	790	835
Rakounine : la Vie d'un Révolutionnaire (H. E. Kaminski)	350	395
De Prison en Prison (L. Lecoq)	160	190
Joyeuse et de l'exil (Ch. Malato)	150	195
Force et Matière (L. Buchner)	300	345
Histoire de la création (E. Haeckel)	645	715

Passer les commandes et adresser les fonds à Hélène MUNOZ, 51, rue Berthe, à Paris (18^e) - C.C.P. 11.861-87 Paris.

Ephémérides du prolétariat

7 MARS 1932. — Mort de Aristide Briand. Se proclamant Pèlerin de la Paix, il participa aux travaux qui mirent la guerre hors la loi. Son pacifisme de pure façade et bien tardif n'a aucun rapport avec le pacifisme intégral qui se base sur le plan scientifique.

10 MARS 1906. — Catastrophe minière à Courrières (Pas-de-Calais). Un incendie suivi d'une violente explosion de grisou frappa les 1.800 mineurs qui travaillaient dans le puits. Plus de 1.200 victimes figurent au tableau de l'exploitation peu soucieuse de la sécurité des travailleurs.

La solidarité ouvrière se manifesta par l'intervention des Fuernmann du bassin minier de Essen.

Quelques survivants de la catastrophe survécurent dans la mine sinistrée pendant plus de vingt-cinq jours, dans les affres de la soif et de la faim.

21 MARS 1871. — Les excès de Badinguet qui aboutirent au désastre de Sedan et à l'occupation d'une grande partie de la France, se traduisent par une révolte populaire qui pendant deux mois sera chargée d'administrer Paris. Le gouvernement de l'homoncule Thiers prépare à Versailles une répression, sans précédent dans l'histoire, de cette révolte.

MARS 1914. — Mort de Frédéric Mistral, l'immortel auteur de Mireille; il fut l'un des fondateurs et le plus illustre représentant du félibrige.

24 MARS 1905. — Mort de Jules Verne. L'auteur des Voyages extraordinaires qui passionnent encore la jeunesse, était loin d'imaginer son Nautilus doté des derniers progrès de la physique nucléaire. Verrons-nous cette dernière s'appliquer exclusivement au bien-être de l'humanité ?

Malatesta et la collaboration au gouvernement PACIFISME et RACISME

On lira ci-dessous un article publié le 6 juillet 1930 dans la Revue italienne « Vogliano ». Le contenu de cet article nous a paru intéressant et mériter de retenir les méditations de nos camarades.

On lit parfois les choses les plus étranges : étranges si l'on considère qu'elles sont écrites par des anarchistes.

Un compagnon, par exemple, dit que les multitudes auraient raison de s'élever contre nous si après les avoir invités à des douloureux sacrifices d'une révolution on leur disait : faites ce que votre volonté vous suggère, groupez-vous, produisez, vivez de la manière qui vous plaira le mieux.

Comment ! N'avons-nous pas toujours dit aux multitudes qu'elles ne devaient attendre le bien-être ni de nous ni d'autres, mais qu'elles devaient le conquérir elles-mêmes et qu'elles n'auraient que ce qu'elles sauraient défendre ? Il est juste et naturel que nous, initiateurs et animateurs qui faisons partie de la masse même, nous tentions d'impulser le mouvement dans la direction qui nous semble la meilleure et que nous préparions de notre mieux le terrain pour tout ce qui doit être fait, mais il ne faut pas, pour cela, perdre de vue ce principe fondamental que toute décision doit correspondre à la libre volonté des intéressés.

On lit aussi : Nous établirons un régime qui, s'il n'est pas complètement libéral, portera notre empreinte et préparera, surtout, la réalisation progressive de nos postulats.

Qu'est-ce que cela ? Un petit gouvernement plus ou moins bon, qui aura soin de se trancier le plus vite possible pour faire place à l'Anarchie...

Mais ne sommes-nous pas d'accord pour penser que tout gouvernement a tendance, non au suicide, mais à se perpétuer et à devenir de plus en plus despotique ? La mission des anarchistes ne consiste-t-elle pas à combattre, même quand ils sont obligés de le supporter, tout régime qui n'est pas fondé sur la liberté entière ? Et ne disions-nous aussi que les anarchistes au pouvoir ne pourraient agir autrement que les autres ?

Quelques compagnons, peut-être suggestionnés par les vantardises socialistes et par les illusions que firent naître la Révolution russe, croient que

la tâche des autoritaires est plus facile que la nôtre, parce que ceux-ci ont un plan : s'emparer du pouvoir et imposer leurs systèmes par la force.

Cela n'est pas vrai. Les socialistes et les communistes ayant le désir de s'emparer du pouvoir, peuvent y réussir dans des circonstances données. Mais les plus intelligents d'entre eux savent bien qu'une fois au pouvoir, ils pourront tyranniser le peuple et le soumettre aux expériences les plus capricieuses comme les plus dangereuses, remplacer la bourgeoisie par une nouvelle caste privilégiée, mais qu'ils ne peuvent édifier le socialisme, appliquer leur fameux plan. Comment, après avoir détruit une société millénaire, pourrait-on fonder une nouvelle et meilleure société avec des décrets faits par quelques hommes et imposés par les baïonnettes ?

Notre mission, si nous avions seulement la force pour nous débarrasser de la puissance matérielle qui nous opprime, serait beaucoup plus facile puisque nous ne demandons rien à la masse en dehors de ce qu'elle est capable et désireuse de faire, nous limitant à faire tout ce que nous pouvons pour développer en elle cette capacité et cette volonté.

Mais nous devons nous garder de devenir moins anarchiste sous prétexte que la masse n'est pas capable de réaliser l'anarchie.

Si la masse veut un gouvernement, nous ne pouvons probablement empêcher la constitution d'un gouvernement nouveau ; mais nous ne devons pas moins faire tout notre possible pour convaincre les gens de ce qu'un gouvernement est inutile et même nuisible. Nous devrions aussi nous efforcer d'empêcher le gouvernement de s'imposer à nous-mêmes et à tous ceux qui n'en sont partisans. Nous devons faire tout notre possible pour que la vie sociale, et spécialement la vie économique, continue sans l'intervention du gouvernement, et, pour cela, nous devons être le plus possible préparés pour résoudre les problèmes pratiques de la production et de la distribution, en nous rappelant que les plus propres à organiser le travail sont ceux qui le font, chacun dans son propre métier.

Nous devons prendre une part active, prépondérante si possible, à l'ac-

tion insurrectionnelle. Mais une fois abattues les forces répressives qui servent à maintenir le peuple dans l'esclavage, après la disparition de l'armée, de la police et de la magistrature, etc., une fois toute la population armée pour s'opposer à tout retour offensif de la réaction, nous devons nous préoccuper d'éviter tout gâchis et de veiller au respect et à l'utilisation de ces institutions, de ces coutumes, de ces systèmes de production d'échange et d'assistance qui réalisent, bien que d'une manière insuffisante et défectueuse, des fonctions nécessaires. Nous devons nous attacher à faire disparaître toute trace de privilège, tout en nous gardant de détruire ce qui est utile et que nous ne pouvons encore remplacer par quelque chose qui répond mieux au besoin de tous.

Nous devons pousser les ouvriers à s'emparer des fabriques, à se fédérer entre eux et à travailler pour le compte de la collectivité ; nous devons inviter les paysans à s'emparer des terres et des produits usurpés par leurs maîtres et à s'entendre avec les ouvriers pour les inter-échanges indispensables.

Si nous ne pouvons empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, si nous ne pouvons l'abattre immédiatement, nous devons en tout cas, lui refuser tout concours. Refuser ses exigences militaires, refuser les impôts. Ne pas obéir, par principe, résister jusqu'à la dernière extrémité à toute imposition des autorités et refuser absolument d'accepter un poste de commandement quel qu'il soit.

Si nous ne pouvons abattre le capitalisme nous devons exiger pour nous et pour tous ceux qui le veulent, le droit à l'usage des moyens de production nécessaires pour une vie indépendante.

Conseiller quand nous avons des conseils à donner ; enseigner si nous en savons plus que les autres ; donner l'exemple d'une vie en libre accord ; défendre, même par la force si c'est nécessaire et si c'est possible, notre autonomie contre toute prétention gouvernementale... mais commander, jamais !

Ainsi nous ne ferons pas l'Anarchie, parce que l'Anarchie ne se fait point contre la volonté des gens, mais, au moins, nous la préparerons.

E. MALATESTA.

Du Bulletin de Nouvelles n° 68 de l'« Internationale des Résistants à la Guerre », nous extrayons l'article ci-après dû à la plume de Harold Bing, Président de cette organisation. Son contenu nous a paru susceptible d'intéresser nos lecteurs.

On parle beaucoup actuellement des « problèmes de race » et plusieurs groupements s'occupent des « rapports entre les races ». Pour la plupart ces « problèmes » se montrent comme la révolte des membres des races de couleur contre la domination économique, politique et culturelle des blancs. Moins souvent c'est un conflit entre deux groupes non-blancs, par exemple dans quelques parties de l'Afrique, entre les Asiatiques et les Nègres. Comme pour tout problème humain, on peut essayer de le résoudre violemment ou non violemment. Pour cette raison on pourrait affirmer que les pacifistes devraient étudier les problèmes de race pour en chercher la solution.

Mais, avant d'aborder cette question, il faut nous poser deux autres questions. On a le droit de supposer que le but primordial des organisations pacifistes est l'opposition à la guerre. Or, le problème de race, est-il une cause de guerre ? Deuxièmement, existe-t-il un conflit de races, ou la phrase n'est-elle qu'un déguisement pour quelque autre chose ?

En ce qui concerne le premier point, on sera en général d'accord qu'il n'y a pas de danger de guerre entre des groupes variés, uniquement à cause des différences de couleur. Les grandes guerres des temps modernes et celles qui nous menacent actuellement, proviennent de conflits entre, en général, les peuples du même groupe, les Blancs. Le « problème de race » est principalement le problème des rapports entre des groupes de couches raciales différentes dans des so-

ciétés multicolores — par exemple dans les Etats-Unis du Sud, dans certaines parties de l'Amérique du Sud, dans plusieurs parties de l'Afrique. Notez bien qu'il y a un soi-disant « conflit de races » en Afrique du Sud et au Kénya, mais pas au Nigéria ni à la Côte de l'Or. Cependant, en examinant un cas particulier nous nous rendons compte presque toujours que, à l'origine, la difficulté est économique ; le désir d'un groupe racial d'exploiter un autre. Le Blanc n'accepte pas volontiers l'homme de couleur comme collègue dans le bureau ou dans l'usine, mais l'accepte dans la maison comme chef ou comme serviteur. Autrement dit, il s'agit d'un exemple particulier du problème général de « l'inhumanité des hommes envers les hommes ».

On justifie souvent l'exploitation d'un groupe racial par un autre en affirmant la supériorité inhérente ou l'infériorité inhérente de certaines races. Pendant des générations la foi dans leur propre supériorité innée existe parmi les Blancs, surtout depuis la création de la domination blanche sur la plupart du monde aux XVIII^e et XIX^e siècles. Mais il paraît que cela n'a aucune base scientifique.

En 1950, l'U.N.E.S.C.O. publia une déclaration par un groupe représentatif de scientifiques mondiaux (anthropologistes, biologistes, etc.), affirmant que, probablement tous les hommes sortent de la même racine, et que les différences qui existent entre les différents groupes humains, proviennent des facteurs d'évolution de différenciation d'environnement et de biologie. Ils affirmèrent de plus qu'il n'y a aucune base pour établir un rapport entre les capacités intellectuelles ou morales et les caractéristiques physiques qui différencient les « races ». Les qualités intellectuelles et morales dépendent en premier lieu de l'environnement culturel.

MERCANTILISME ET PETIT COMMERCE

Le « Mouvement » Poujade, d'inspiration mercantile, et malgré l'insistance remarquable des harangues de ses leaders, a pu paraître sympathique à des gens ayant vu en lui une protestation contre l'emprise de l'Etat dans la vie personnelle des citoyens. Pour des raisons fiscales, l'Etat s'immisce souvent dans les affaires du commerçant, et à plus forte raison si celui-ci est « petit » commerçant, voire même artisan. Or celui qu'il est convenu d'appeler le petit commerçant en tire prétexte pour expliquer qu'il est l'éternel galeux dans le marais fiscal, alors que selon lui tant de calamités sont l'apanage de sa situation.

Qui de nous n'a entendu l'épicier du coin se lamenter sur son propre sort, Pauvre petit commerçant, écoutez-le se plaindre, cet innocent qui voudrait tout avoir : ses marges bénéficiaires sont sans cesse menacées par des fluctuations imprévisibles, il a le souci de la gestion de son « affaire » avec les mille tracasseries qui viennent s'y greffer, il n'est jamais assuré de pouvoir faire face à ses échéances, il est écrasé de charges de toutes sortes et, oh ! insulte d'une société ingrate envers ceux qui la personnifient le mieux, il n'a même pas la faculté d'en jouir, lui, de cette maudite semaine de quarante heures dont les ouvriers, ces heureux qui ignorent leur bonheur, se permettent de demander l'application (pas assez selon nous). Si vous le suivez dans ses lamentations, il ira jusqu'à vous dire que tout compte fait le salarié est un privilégié par rapport à lui. Arrivé là, demandez-lui de changer sa situation pour la vôtre, salarié d'aujourd'hui, et vous verrez que votre commerçant préférera continuer à végéter (dira-t-il) dans le négoce de seconde zone, plutôt que de courir à l'assaut de cette vie libre et insouciante que serait celle du travailleur salarié (salarié quand il n'est pas chômeur).

Voyons-le ce petit commerçant avec nos yeux, et nous serons éccurés par la monstruosité sociale qu'il incarne. S'il est petit, c'est faute de ne pouvoir être grand, et pour grandir tout comme pour vivre, il ne reculera devant aucune bassesse, devant aucun acte antisocial. Pour gagner plus, il trichera s'il le peut avec le fournisseur comme avec le client, il trichera avec le percepteur (ce qui nous inquiète peu), il trichera encore avec le travailleur, avec l'employé. Il discutera à ce dernier l'intégralité de son salaire, ignorant s'il le peut les tarifs minima, il trichera sur l'horaire du travail, il trichera partout où cela lui sera possible, sans égards pour rien ni pour personne. Et ensuite, redressant la tête, fier d'une fonction sociale dont il aimera se réclamer (pensez donc, être commerçant ce n'est pas rien), il jouera les âmes pures en vantant sa « probité » commerciale. Puis son indignation sera à

son comble le jour où l'Etat, par l'entremise des agents du fisc, osant douter de la sincérité de ses déclarations, se permettra de le contrôler ou de le taxer d'office.

Chacun sait ce que nous pensons de l'Etat, à la disparition duquel nous entendons travailler en même temps qu'à celle du patronat, dans lequel le petit commerce tient sa place. Mais la nocivité de l'Etat, pas plus que la rapacité du grand patronat, ne saurait atténuer tout ce que la fonction du petit commerçant peut engendrer de dégradation morale et de comportements contradictoires. C'est au nom de la liberté, que les roquets du petit commerce, s'en prenant aux méthodes inquisitoriales du fisc, parlent de la grève de l'impôt et deviennent tout à coup anti-étatiques. Pour protester contre l'impôt ils sont contre l'Etat ces faux amis de la liberté, mais si leur tiroir-caisse est forcé par un loqueteux impatient, si une parcelle de marchandise leur est dérobée par un affamé qui préfère pratiquer le vol que de s'adonner à la mendicité, vite-ils feront appel à la poigne du policier, cette expression vivante de l'ordre par la contrainte étatique.

Que la brutalité policière et le pouvoir judiciaire servent à consolider leur position sociale leur paraît absolument légitime, mais que l'entretien des serviteurs d'un régime qui les protège si bien nécessite les paiements de lourds impôts devient pour eux scandaleusement déplacé. Que devraient dire les travailleurs, qui paient l'impôt sous des formes déguisées et multiples, et voient toujours se dresser contre eux une force publique qui en vit ?

Que personne ne s'y trompe, l'attachement du petit commerçant à la liberté ne dépasse pas le cadre de son étroite personne, qui se confond avec l'importance d'un magot qu'il est aigri de voir grossir trop lentement à son gré. Que la liberté d'autrui disparaisse, pourvu que la sienne subsiste, et si un coup d'Etat changeait brusquement la constitution politique du pays, il serait le premier à se jeter dans les bras de n'importe quel régime d'oppression, pourvu que ce dernier le confirme dans sa fonction de boutiquier.

Les travailleurs ne seront pas dupes des éclats de voix de cette gent mercantile dont une société fraternelle peut et doit se passer. La notion commerciale, basée sur l'appât du gain, avec les calculs de bas intérêt qu'elle comporte et le mensonge qu'elle rend indispensable, fausse le ressort de la distribution. Une distribution équitable de la richesse sociale n'en aura que faire, et les aboiements des petits commerçants, même s'ils sont circonstanciellement dirigés contre l'Etat, ne nous feront pas négliger notre combat révolutionnaire, dans lequel s'insère la lutte contre le petit commerce au même titre que contre le grand.

L'ART DE SE SUCRER

Le directeur du personnel de la S.N.C.F., « Bourrié-j'ai décidé », a diffusé le 5 janvier dernier une circulaire Ph 12 qui est sans nul doute l'insulte la plus grave faite au personnel d'exécution depuis la dernière guerre.

Elle a pour objet l'institution d'une « prime de raccord » de fin d'année, pour les agents des échelles 16 à 19, qui s'établit comme suit : échelle 16, 10 %, échelle 17, 20 % ; échelle 18,

30 % ; échelle 19, 40 %.

Si l'on se réfère au montant maximum de ces compléments, un « givé » de l'échelle 19 qui émargeait antérieurement, en décembre, pour environ 250.000 francs (officiellement), se voit octroyer fin 1954, sans doute en raison de sa « situation particulièrement intéressante », une aumône supplémentaire de 44.700 frs, plus 9.386 frs de rappel d'indemnité de résidence. Avec les « centimes » cela fait

environ 55.000 frs, somme bien supérieure à celle touchée pour ses émoluments de décembre, toutes primes comprises, par un exploité de l'échelle 2.

Il est curieux de remarquer qu'un véritable mur de silence a été dressé, par les organisations syndicales bien pensantes, autour de cette « opération bifteck ». Nous n'avons, nous, aucune raison d'observer une pareille réserve, au contraire, nous ne manquerons pas de dénoncer une fois de plus l'hypocrisie et l'égoïsme des « cadres », ces inutiles, imbus d'un complexe de supériorité factice, qui se déclarent ouvertement les « meilleurs serviteurs du patronat ».

Dans cette opération se camoufle une duplicité peu commune et nous incitons les « lampistes » en relation avec leur député — il y en a — d'inviter celui-ci, aucun autre moyen ne permet d'être renseigné, à poser au ministre des Travaux Publics la question précise suivante : Quel est le montant exact des émoluments de décembre 1954, plus la prime de fin d'année, plus les compléments qui en découlent, touchés par les « barons du Rail » que sont les « Armand-j'ai nommé », Boyaux, Porchez, Dargeou et « Bourrié-j'ai décidé ». Car ces individus ne se sont pas oubliés dans leurs prières !

En possession de ces renseignements les esclaves du ballast comprendront-ils, peut-être, jusqu'à quel point ils sont cocufiés par ces aristocrates dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils déshonorent la corporation.

Puissent-ils saisir, en outre, que leur place est à nos côtés afin de lutter, classe contre classe, pour l'abolition des sinécures de ceux qui leur refusent des conditions de vie décentes.

DUFALOT.

Les dents longues

Qui fait souvent les « commissions » n'ignore pas que « savoir acheter » est tout un art et que la pratique de celui-ci n'évite pas toujours de se faire avoir.

C'est dans les maisons qui ont la réputation de tout donner pour rien qu'on est généralement le mieux possédé. Quelques articles sont sacrifiés à un prix alléchant pour vous mettre en appétit. Malheur à vous si vous ne vous ne vous en tenez pas là ! Votre faim sera assouvie mais vous paierez cher cette satisfaction.

Il y a quinze jours, j'achète une chemise. La couleur ne plaisait, le prix (700 francs) plaisait encore plus à ma modeste bourse. Quelques jours plus tard, pensant que le placement était avantageux, je retourne en chercher une autre. Il en restait cinq à ma taille, toutes d'un coloris identique, trop sombre à mon avis. La vendeuse, aimable sourire commercial aux lèvres, m'indique que sous quelques jours ce que je désirais serait en magasin.

J'y retourne à la date indiquée. Les chemises reçues, de qualité identique, n'étaient pas d'un dessin semblable ; de plus, elles valaient 750 frs. Or, au milieu de la pile des nouvelles venues se trouvaient les cinq chemises invendues huit jours plus tôt. Aucune confusion possible, un léger défaut de fabrication constaté antérieurement servant de témoin.

Cinquante francs de bénéfice supplémentaire sur une liquette, qui n'a pas quitté le rayon, c'est coquet. Malheureusement c'est un vol, que le paiement d'une patente légalise, mais un vol tout de même.

Si seulement le personnel en profitait un peu, des circonstances atténuantes seraient admises. Ce n'est

pas le cas. Les dirigeants de la boîte en question sont des patrons de combat, des esclavagistes qui donnent à leurs employés juste ce qu'il faut pour ne pas crever de faim.

Par bonheur, direz-vous, en vous inspirant d'une avarice qui tend de plus en plus à prendre corps, les petits commerçants sont moins voraces. Vous croyez ! écoutez.

On ne pense pas toujours à tout. Dimanche après-midi, plus de sucre à la maison. Un petit commerçant était ouvert ; j'y fais la queue. Plus de sucre ordinaire, seulement du sucre semoule (prix moyen 110 à 120 francs).

Combien ? Cent soixante quatre francs.

Une telle marge bénéficiaire permet de comprendre pourquoi cette « honorable » commerçante s'abstient de jouir du repos dominical comme tout le monde. Elle pourrait, si l'appât du gain ne l'habitait pas, avec des moyens bien supérieurs aux nôtres, se reposer tout le reste de la semaine.

Il ne s'agit pas là de cas particuliers, l'usage est courant et le prouver est enfantin.

Aussi, au risque de passer pour de mauvais plaisants, rirons-nous franchement chaque fois qu'il nous appartiendra d'entendre vanter l'honnêteté des petits commerçants... et des autres.

Nous basant sur ce qui précède, nous ferons de même dès qu'un économiste syndicaliste révolutionnaire tentera la démonstration de l'efficacité du contrôle syndical de la production... sur les prix de vente, seuls susceptibles de nous intéresser.

Pas deux solutions, une seule : LA SUPPRESSION DU PROFIT.

R. F.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

Considérations sur l'étatisme

(Suite de la première page)

pouvoir par un parti soi-disant représentant des aspirations ouvrières, étouffe les initiatives et les réalisations de la base en faisant peser sur elle le conservatisme d'un sommet hiérarchique formé par une caste de parvenus. Les prophéties sur le dépérissement de l'Etat après quelque temps de pouvoir bolchevik (ou autre), sont réduites à néant par les faits d'une tragique réalité.

Tout ce qui précède prouve déjà que les syndicalistes révolutionnaires ont raison de tourner résolument le dos aux discussions stériles sur telle ou telle autre forme de l'Etat. C'est l'existence même de l'Etat que nous dénonçons comme institution malfaisante à détruire dès la première phase des opérations révolutionnaires.

Nous entendons déjà les sceptiques ricaner et nous dire : mais, que mettez-vous à sa place ? Notre réponse est simple : le Travail. Non plus, le travail considéré comme une vertu ou une corvée, mais comme une activité créatrice de progrès constants au service d'une communauté où chacun trouvera sa place selon ses capacités et ses besoins.

Et la méchanceté légendaire des hommes, nous diront encore les sceptiques ? Il va sans dire que les individus pour pouvoir construire une société basée sur l'égalité sociale-économique devront se débarrasser de leurs tares grégaires, de leurs penchants autoritaires. C'est précisément la tâche des syndicalistes révolutionnaires d'aider les hommes à s'instruire et à prendre conscience de leur mission dans la société nouvelle.

C'est pourquoi, loin de s'enfermer dans un système de doctrines abstraites, nos investigations embrassent tous les domaines de la pensée et de l'action et quelle que soit la complexité de certains problèmes, rien ne peut faire abdiquer notre volonté persévérante.

Tant de déclarations solennelles, tant de promesses grandiloquentes se sont succédé au cours des siècles, en passant par la Déclaration des Droits de l'Homme, le Manifeste Communiste et la Charte des Nations Unies !

Que restet-il de tout cela ? Rien ou presque, parce que les initiateurs imbus d'idées autoritaires au point d'en être aveuglés, n'ont pu situer l'objet de leur examen que sur un terrain où la routine et la passion partisane de principes confortables, mais faussés à l'origine, l'emportaient sur le désir d'une analyse plus laborieuse, mais combien plus précise.

Notre syndicalisme révolutionnaire méconnu d'une grande partie des masses à cause de son amour de la perfection, ne suit pas les sentiers battus des doctrines économiques écrites en majuscules.

Révolutionnaire, il entend l'être au sens complet du terme et ne jamais céder, sous prétexte d'impatience ou d'efficacité, à des ambitions politiques. Nul doute que notre persévérance finira par avoir raison de toutes les mauvaises raisons.

GUYOT,

(Groupe syndicaliste révolutionnaire de Belgique).

La grande relève des esclaves par les hommes

(Suite de la page-1)

des lois économiques infaillibles pour régir la société humaine et la conduire à la réalisation de ses divins préceptes de bonté et de charité, des lois avec lesquelles nous pouvons parvenir au meilleur bien-être possible dans ce monde ». Or les faits que nous démontrent-ils ? Ils démontrent que l'économie libérale a poussé, jusqu'aux extrêmes limites, l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'elle est à l'origine du sanglant impérialisme colonial. Quant à l'économie dirigée, elle a trouvé sa consécration dans les dictatures hitlérienne ou bolcheviste, dont le rôle principal se concrétise dans le mépris absolu de la personne et la subordination de celle-ci à l'Etat. Que dire de l'économie de la « Justice Sociale » ? Celle-ci perpétue l'injustice sociale puisqu'elle a comme base la fameuse trilogie Etat-Armée-Eglise.

Lorsque l'économiste de la « Justice Sociale » prétend que : « Le Pape ne se trompe pas, que l'Eglise ne peut pas se tromper quand elle nous dicte des principes et que c'est sur nous que retomberait la terrible responsabilité de la faillite de la doctrine sociale de l'Eglise, que pour organiser scientifiquement la société il faut un dirigeant planificateur », nous avons le droit de demander à ce Monsieur : Croyez-vous vraiment à vos balivernes ? Avez-vous oublié que l'Eglise a des milliers d'années d'existence et qu'il fut un temps où le prêtre était le maître incontesté, incontestable ? L'ecclésiastique, à la fois moraliste, juge, inquisiteur, que fit-il ? Engendra-t-il la « Justice Sociale » où brûla-t-il celle-ci sur les bûchers dressés sur les places publiques afin de purifier les corps et sauver l'âme ? Quant à l'Etat, tout comme Dieu, c'est une fiction, un outil que les roulards savent manier magistralement. L'Etat est une association de malfaiteurs, d'accapareurs, d'aventuriers, de détresseurs, d'assassins.

Tout compte fait, les économistes agrégés se décideront-ils de nous ex-

pliquer les paradoxes suivants : il est prouvé que le travail est facteur de richesse, or comment se fait-il qu'il y a des oisifs qui possèdent des richesses énormes et des travailleurs qui n'ont même pas l'indispensable ? Est-il logique qu'un ouvrier payé à un docteur licencié ou agrégé, une femme qui varie entre 700 et 5.000 francs pour une consultation qui ne dure que quelques minutes ? La Médecine est-elle au service de l'humanité ou celle-ci doit-elle être sacrifiée aux égoïsmes pécuniaires des médecins ? D'autre part, il existe des richesses qui ne proviennent pas du travail ; dès lors comment expliquer le privilège de ces richesses ? Que penser de l'impôt ? Celui-ci n'est-il pas une immense injustice ? Lorsqu'un ménage se rend chez l'épicier, chez le boucher, elle constate que le prix des marchandises est le même pour tout le monde, il s'ensuit que l'impôt pèse plus lourdement sur le budget d'un ouvrier que sur celui d'un ecclésiastique, d'un ingénieur, d'un directeur, d'un député, etc. En effet un ouvrier dont le salaire est fixé à 20.000 francs, paye le même pourcentage d'impôts que tous ceux dont le revenu dépasse 50.000 francs. Est-ce là de la « Justice Sociale » ?

L'économiste peut jongler avec les chiffres, il peut user et abuser de l'art de bien dire ou de bien écrire, cependant tant que la science économique sera au service d'une caste, d'un parti, d'une dictature, l'économiste ne résoudra pas les énigmes de l'économie sociale et la misère continuera son œuvre néfaste.

Bien sûr la société et l'individu doivent être solidaires car la société a le devoir d'assurer à chacun le plus grand bien-être possible ; à son tour l'individu doit accepter les lois qu'impose la production. C'est là une règle universelle que cette loi est urgente, indispensable que cette loi soit appliquée à tout le monde, nul n'a le droit d'y échapper. Faut-il ajouter que l'argent n'a aucune valeur intrinsèque et qu'un régime de « Justice Sociale » pour être viable, doit ba-

layer les causes qui engendrent l'Injustice Sociale ? D'autre part il est certain que pour détruire l'Injustice Sociale, il ne suffit pas de faire appel à la pitié, à la morale, à la charité, à l'humanité. L'homme a forgé les légendes, les mythes, les dieux, l'Etat, l'Armée, la Magistrature, la Science ; inutile d'ajouter que l'homme et lui seul est capable d'émanciper l'homme. En effet, à quoi sert-il d'être des grands moralistes, des philosophes, des déistes, des humanistes, des savants si nous admettons à priori des fictions telles que Dieu, Etat, Patrie, Race et nous excluons que l'Être, tous les Êtres ont les mêmes droits que la pègre qui gouverne et ordonne ? L'Être est-il son propre maître ou doit-il être l'esclave de ses semblables et de leurs fictions ?

Certes le M.F.A. mérite tous nos égards, cependant nous sera-t-il permis de dire que ce Mouvement n'a rien apporté de nouveau, que cette théorie est calquée sur l'œuvre de Proudhon et de Kropotkine ? Incontestablement l'abondance permettra le bien-être général, mais les abondanciers voudront-ils nous dire par quels moyens ils délogeront le capitalisme ? Croient-ils que les privilégiés renonceront spontanément à leurs privilèges ? Depuis bientôt deux mille ans, Jésus a dit : « Aime ton prochain comme toi-même », et en dépit de cela, l'Eglise et ses satellites vivent de l'exploitation de la bêtise humaine, de l'ignorance. Les ecclésiastiques ont-ils jamais produit la plus infime parcelle de l'indispensable à leur conservation ?

Actuellement deux blocs impérialistes se disputent l'hégémonie mondiale, d'un côté le capitalisme américain, de l'autre l'absolutisme russe. Cela nous démontre que l'émancipation des travailleurs n'est pas d'ordre exclusivement économique, elle est aussi d'ordre psychologique. Il est superflu d'ajouter que les appels au sentimentalisme, à la bonté, à la justice ne suffisent pas pour briser l'égoïsme des exploitateurs.

BREGLIANO Luc.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

C'EST avec une très vive satisfaction que nous avons appris la parution d'un « Bulletin d'Information de S.I.A. » et accueilli son premier numéro.

S.I.A. avait jusqu'ici accompli trop obscurément, à notre sens, sous l'impulsion d'un noyau assez restreint d'animateurs continuellement sur la brèche, un travail monumental qui n'a pas toujours été apprécié à sa juste valeur par de nombreux antifascistes qui en ignoraient l'importance.

La seule organisation de solidarité antifasciste, digne de ce nom, reconnue officiellement par l'A.I.T., possède maintenant à sa disposition un remarquable moyen de propagande.

Un tel organe était absolument nécessaire. Il révélera à tous le véritable visage de S.I.A., contribuera à détruire certaine affirmation gratuite qui prétend que notre organisation solidaire ne répond pas à tous les besoins, à prouver au contraire qu'elle forme bien un tout d'une force indéniable, susceptible, à la condition qu'ils s'y intéressent, de donner de larges satisfactions à tous les véritables antifascistes.

Ce bulletin séduira autant par sa remarquable présentation que par la valeur des textes qu'il renferme.

Il appartient à tous les syndicalistes révolutionnaires, ennemis irréductibles du totalitarisme d'apporter leur aide maximum à S.I.A. La diffusion de son bulletin est un des moyens d'y parvenir. En participant à celle-ci ils contribueront à panser les plaies de ceux qui ont été meurtris physiquement et moralement par les tyrans, à soulager la misère de nos militants malades ou exclus par l'âge du marché du travail et de toutes les victimes des régimes abjects, despotiques que nous subissons pour la seule satisfaction du profit des oligarchies financières.

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de ce bulletin. Il donne mieux que tout autre commentaire la justification de l'initiative prise par nos compagnons de lutte.

Hommes libres, vraiment libres, qui vous réclamez de l'anarchosyndicalisme, du syndicalisme révolutionnaire, de l'antifascisme ainsi que vous le préconise le C.N., lisez le « Bulletin de S.I.A. », faites-le lire autour de vous.

Prix de vente : 20 francs. Passez les commandes au siège de l'A.I.T. ou de ses sections et à S.I.A., 21, rue Palaprat à Toulouse (Haute-Garonne).

PRESENTATION

Avec ce Bulletin, S.I.A. inaugure la publication d'un organe de contact et de propagande, mettant en évidence l'activité que réalise notre organisme de Solidarité.

Depuis les dix-sept ans qu'elle compte à son actif, S.I.A. est suffisamment connue, mais son œuvre silencieuse et constante l'est-elle ? Le credo de justice et d'humanité qui la guide, l'est-il ? La finalité éthique qui lui a donné la vie, l'est-elle ?

Les trois lettres symboliques sont connues. Mais sa signification féconde, son effort réel et son activité effective ne le sont peut-être pas !

Dans ces années si difficiles pour le monde, où la guerre à peine terminée, on vit sous la panique et l'obsession d'une autre ; où le totalitarisme non seulement n'a pas été vaincu mais au contraire renaît avec plus de vigueur, étendant ses tentacules,

sous diverses présentations, à travers le monde ; dans ces moments de désorientation et de discorde, l'existence et la présence d'une organisation vraiment solidaire et antifasciste répond à quelque chose de très important et même de transcendant.

Ce n'est pas seulement l'œuvre de solidarité matérielle qui peut s'y réaliser, et s'y réalise : aide aux mutilés, aux vieillards, aux malades, aux persécutés, assistance aux réfugiés et victimes internationales du fascisme ; c'est qu'à part cette fonction de solidarité, il y a une mission morale supérieure dont S.I.A. est chargée.

S.I.A. doit être le point central d'attraction de toutes les volontés libertaires et généreuses de tous les esprits vraiment libres, de toutes les consciences vraiment humaines réunies dans un seul objectif : la défense des persécutés par tous les totalitarismes et la défense de la liberté elle-même, menacée par toutes les formes du fascisme, blanc, noir ou rouge.

C'est pour cela que la Solidarité Internationale Antifasciste a été créée, non pour être uniquement une édition libérale des secours des pauvres ou un contre-poids indépendant du Secours Rouge International, mais de quelque chose de plus vaste et d'une importance beaucoup plus considérable.

Sans aucune finalité spécifiquement idéologique, S.I.A. est l'union de tous les partisans de la liberté, de tous les ennemis de la dictature et du totalitarisme, gravitant vers une finalité solidaire. Aide matérielle et morale pour toutes les victimes du fascisme, qu'il se nomme : franquisme, péronisme, malenkovisme ou mac-carthisme.

Là où il y a un homme libre, il y a un ami de S.I.A.

Là où il y a un partisan de la dictature, il y a un adversaire de S.I.A., et S.I.A. combat ce dernier avec la même passion qu'elle aide et soutient l'autre lorsque la persécution

ESPAGNE (intérieur)

Extrait de « Solidaridad Obrera » clandestine

Ecoutez, ouvriers espagnols de tout idéal ! Que répondriez-vous si on vous demandait ce que devrait faire un esclave à n'importe quel moment ?

Ne diriez-vous pas sans sourciller que le devoir de l'esclave est de se rebeller, rompre la chaîne qui le subjugué, secouer violemment la tyrannie qui l'attache et le retient contre sa volonté ? Ne diriez-vous pas que son devoir impérieux est de se lever à n'importe quel moment de sa vie, et n'importe où, contre l'oppresser et récupérer par la force la liberté qui par la force lui est enlevée ?

Qui êtes-vous et que sommes-nous nous tous qui vivons d'un salaire ? Des esclaves modernes, esclaves de l'atelier, de la terre, esclaves de l'Etat et de l'Eglise, esclaves des formules sociales et des préoccupations politiques. Ce que nous sommes ? Victimes de la latifundia et du commerce, de vrais esclaves du privilège capitaliste et de l'infamie gouvernementale.

Vous en doutez ? Non, mille fois non, c'est impossible, la misère nous entoure. Nous n'avons d'autre droit que celui d'obéir et nous taire, que celui de souffrir et nous résigner ; nous sommes des mécanismes maniés par ceux qui nous commandent d'en haut. Nous sommes victimes de la religion qui prêche des mensonges, de l'Etat qui l'impose par la Loi, du Capital qui fait effectif le droit de propriété.

Notre devoir est donc de nous rebeller. Aujourd'hui si elle ne s'est pas faite hier, le devoir de demain si elle ne se fait pas aujourd'hui ; c'est le devoir de toujours.

Devant le fait réel d'esclavage on ne reconnaît pas de distinctions, il n'y a pas de philosophie. Il est dépressif d'en souffrir en le connaissant. Qui se voit esclave et ne ressent pas la nécessité de se rebeller est dégénéré ou lâche. Ni lâches ni dégénérés ; notre place est dans les rangs de la révolution.

Il ne faut pas se laisser tuer à l'usine ou à l'atelier, à la mine ou dans les chantiers ; il est nécessaire de se soustraire à la férocité de la guerre ; il est indispensable de ne pas servir éternellement de chair à hôpital ou de prison ; il est urgent de récupérer la richesse, la liberté et la science qui nous ont été usurpés et volés.

Hommes de toutes idéologies politiques, tous victimes de la tyrannie franquiste et religieuse, notre devoir est aujourd'hui comme hier, et demain comme aujourd'hui, de nous révolter, nous révolter encore, nous révolter toujours !

Ou esclaves volontaires, ou rebelles. Choisissez !

lui vole le peu de liberté compatible avec ce qu'est la vie de l'homme moderne dans la société où nous vivons.

Amis et adversaires de S.I.A. : avec ce Bulletin, S.I.A. affirme une fois de plus sa présence et son existence. Elle l'affirme par la parole, par l'exposition de sa gestion, par le développement des problèmes humains qui lui ont été posés, par les informations, par le contact qui y est établi, par la vie de ses Sections, comme elle par la affirmation de son silence et son œuvre constante et solidaire à travers de longues années d'existence et au milieu de difficultés sans nombre.

Lisez et propagez le Bulletin. Ainsi vous ferez connaître et aimer S.I.A., son but et son œuvre, ce qu'elle est et ce qu'elle veut être.

Le Conseil National de S.I.A.

Scandales du pool charbon-acier (Suite de la 1^{re} page)

Laissons le côté technique pour examiner la personnalité de celui qui fut à l'origine du redressement de la sidérurgie française. Entouré de technocrates et d'hommes d'affaires internationaux, l'ambitieux Président de la Haute Autorité a pu faire oublier l'ancien courtier en cognac qui sut échapper à la chasse aux embusqués pendant la première guerre mondiale grâce à ses relations amicales avec Clémentel, alors ministre du Commerce. Sa grande habileté lui valut de solides relations aux Etats-Unis et au Canada et en fit vite un homme de premier plan ; autour de cet homme providentiel se rassemblent une bande de profiteurs qui ne songent qu'à perpétuer l'injustice sociale dont ils prétendent assurer la pérennité, sans nul souci des répercussions qu'elle peut avoir.

Ne nous étonnons donc pas de trouver dans ce super-organisme un troupe de « centaines » de hauts fonctionnaires qui, pour un travail de quelque six semaines par an, se voient octroyer la modique somme de

2.200.000 francs. En monopolisant pour un très petit nombre de profiteurs cette politique des hauts salaires, nos technocrates n'ont pas voulu s'arrêter en chemin. Désireux de consolider une situation acquise, ils n'ont pas hésité à tout mettre en œuvre pour soustraire à l'impôt leur modeste rémunération. Bien plus, réservant un avenir problématique pour se trouver sapé par l'échec de leurs prétentions, ils se sont fait attribuer une pension qui sera égale à leur traitement actuel.

De tels profits ouvriront-ils les yeux des éternelles victimes de l'exploitation qui hésitent encore à prendre position contre cette hiérarchie qui les maintient dans les conditions misérables où elles se débattent ? Vont-elles, ces victimes, examiner de près la situation qui leur est faite et prendre la décision de faire leurs affaires elles-mêmes, sans la férule des mauvais bergers qui les maintiennent dans l'ignorance de faits aussi scandaleux.

LALIME.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces



A chacun selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

27^e année - Nouvelle série, N° 131

20 FRANCS

AVRIL 1955

La plupart des ouvriers ne voient dans le syndicalisme qu'une œuvre d'adaptation au système économique bourgeois; ils n'envisagent pas la suppression de ce système.

Luigi Bertoni

Propos d'un antimilitariste

Les manifestations qui se sont déroulées au début de l'année dans diverses grandes villes d'Allemagne nous donnent la preuve du mécontentement grandissant, surtout parmi la jeune génération de ce pays.

Des participants réclamaient même un statut légal pour l'objection de conscience.

Divers commentaires à la radio, maints articles de presse nous montrent combien mal à l'aise se trouvent les champions du réarmement allemand.

Comment donc, ces « boches » que les grands manuels d'Histoire se sont plu à nous représenter comme des militaristes avant la lettre, commencent à se laisser influencer par de dangereuses utopies ?

Tous ces messieurs, bons démocrates et socialistes, ne peuvent cacher leurs appréhensions. Aussi, apportent-ils leur collaboration à la propagande du vieux renard de Bonn, ne craignant pas, une fois de plus, de trahir les ouvriers sociaux - démocrates allemands, leurs frères en Internationale (seconde du nom).

Mais qu'ils prennent garde, ces spécialistes en combines politiques, qu'ayant négligé l'aspect psychologique de l'Allemagne d'après-guerre, l'avenir ni leur réserve d'amers désagréments.

Le peuple allemand a subi dans sa chair et dans son âme les affres de la dernière tourmente, il est à peine remis de ses deuils, de ses larmes et n'est pas disposé à recommencer ce drôle de petit jeu

dont il a gardé un terrifiant souvenir.

De plus, tous les jeunes gens qui n'ont rien connu de la vie de caserne et qui sont menacés maintenant d'un service militaire obligatoire, ne trouvent pas la chose à leur goût. C'est bien normal !

Cette incertitude des Occidentaux à l'égard d'une Allemagne qui leur brûle la politesse, est certainement une des raisons majeures pour lesquelles ils n'ont pas osé déclencher le troisième conflit mondial.

Quoi qu'il en soit, et loin de se laisser bercer par de douces chimères, les syndicalistes révolutionnaires, en quelque pays qu'ils militent, inviteront les travailleurs à suivre l'exemple de leurs frères allemands afin de soutenir l'action, de l'accentuer au point d'en faire une protestation internationale prolétarienne.

Il faut tendre tous nos efforts pour que les manifestations spontanées des travailleurs allemands ne profitent pas aux faux pacifistes à la solde du Kremlin.

Rien ne doit être négligé quand il s'agit d'éviter la guerre et l'action directe révolutionnaire (refus de servir, soutien de l'objection de conscience, sabotage organisé, etc.), bien mieux que des plaintes et des supplices à l'O.N.U. ou autres repaires de brigands, est toujours susceptible d'apporter des résultats tangibles.

G. BADOT
(Groupe syndicaliste révolutionnaire de Belgique)

Une croisade des prix par la coopération

On a enregistré en Suisse ces dernières années une activité qui mérite d'être connue davantage que par certaines publications trop peu répandues.

Un ancien épicier, devenu planteur de café, avant de diriger une importante société coopérative, a connu en Helvétie des vicissitudes nombreuses et variées dont il a su se rendre maître.

En effet, se rendant au Brésil pour y cultiver café et canne à sucre, cet homme surpris constatant la disproportion entre la peine nécessaire pour le travail de production et le débit du détaillant prenant le produit emballé pour le déposer sur son comptoir. Une activité débordante conduisit notre épicier à devenir successivement armateur pétrolier, journaliste, filateur, meunier, producteur de films.

Ces différentes professions furent rendues nécessaires par l'obstruction de concurrents désireux de maintenir des profits de plus en plus substantiels. Les procédés d'intimidation du Cartel des pétroliers ne parvinrent pas à éliminer notre Croisé d'un nouveau genre; à l'arbitraire des puissances mondiales Esso et Shell, prélevant un tribut de cinq millions de francs suisses sur les usagers de ce petit pays, il opposa une action de grande envergure qui, grâce à un contrat passé avec l'American Oil Co, firme indépendante de Californie, lui permit de fonder la Société Migros vendant l'essence à 49 centimes au lieu de 55, prix couramment appliqué. Un dumping établissant une fourchette de ce produit à 47 centimes s'est avéré téméraire en occasionnant des frais supplémentaires sur l'entretien des moteurs, nécessité par la qualité inférieure de l'essence ainsi distribuée par un concurrent moins honnête.

Poursuivant son action, ce révolutionnaire en affaires, qui se révèle parfait conservateur en politique (1), fonda une société de taxis, Minitax, qui, dans les villes de Genève, Lausanne, Lucerne et Zurich, dont les voitures vous transportent au prix de 50 centimes le km au lieu de 70 centimes exigés par les sociétés rivales.

La lutte menée contre les profits abusifs engageant notre téméraire commerçant à fonder ses services spéciaux d'armement de pétroliers, de camionnage, de presse, etc. En pratiquant des prix en baisse de 30 % sur les prix ordinaires, il s'attire de nombreux démentis avec ses concurrents dont il persiste à dénoncer l'attitude déloyale. Mêlé à 53 procès dont il est sorti victorieux, il n'a pas hésité à s'attaquer à l'une des plus grosses institutions commerciales de Suisse : La société Nestlé, de Vevey. En juin 1947, il dépose contre elle une plainte en escroquerie et falsification de marchandises.

Il a, en effet, établi que le lait condensé non sucré affirme un poids de 846 grammes sur des boîtes n'en contenant que 707; de plus la teneur en matières grasses de ce lait est inférieure aux normes légales. Allant plus loin, il parvient à faire interdire en Suisse la scandaleuse publicité du Nescafé qui, présenté comme extrait de café pur, contient en réalité 50 % d'hydrates de carbone obtenus chimiquement.

Terminons en présentant notre commerçant si singulier. Dès 1941, M. Duttweiler abandonne à la coopérative qu'il a fondée les titres de propriété qu'il détient; les 120.000 membres de cette société reçoivent en collectivité 20 millions de francs suisses. Son désintéressement se complète en 1952 par l'abandon des 45.000 francs suisses qui lui sont accordés mensuellement au titre de Président de la coopérative.

Agé de 67 ans, il poursuit sa vie (Suite page 4)

La cogestion et les buts de l'A. I. T.

Le service d'information de la S.A.C. (Section Suédoise de l'A.I.T.) vient de diffuser dans son numéro de janvier 1955 une étude sur la nécessité qu'il y aurait, pour ce qu'il appelle le « Syndicalisme Liégeois » de s'orienter vers une adaptation plus réaliste de nos positions révolutionnaires. Il s'agirait donc, pour être réaliste, de trouver la voie qui nous permette d'avoir notre place dans les transformations structurelles que le capitalisme ne peut éviter. Le socialisme moderne, même le plus démocratique, imposant sa marque centralisatrice et autoritaire dans les organismes mixtes (ou considérés comme tels) créés sous la pression ouvrière, il reviendrait au syndicalisme « libertaire » d'imposer au sein même de ces organismes (c'est-à-dire en y étant présent), des solutions qui neutralisent cette forme de socialisme, dont la malaisance n'est pas contestée.

Cette étude, après avoir souligné judicieusement que le romantisme révolutionnaire appartient au passé et qu'il ne faut pas se payer de mots, que la révolution sociale ne vient toujours pas, bien qu'il en soit question depuis fort longtemps, nous invite à examiner les possibilités de généraliser ce mode de collaboration de classes pratiqué en Allemagne depuis quelques années et qui s'appelle la cogestion.

L'idée de la grande Révolution qui doit tout détruire de l'ordre existant pour que le champ soit libre à la construction d'une économie entièrement nouvelle, effectivement fédéraliste et égalitaire n'existe plus, dans l'esprit de ceux de nos camarades suédois qui ont adopté une telle position. Il s'agit selon eux de trouver un moyen terme (toujours la recherche du très raisonnable) entre la timidité et le danger du réformisme classique,

dont la collaboration avec le capitalisme se contente de la présence ouvrière dans divers organismes (présence qui peut au plus signifier droit de regard, mais non gestion) et l'intransigeance du syndicalisme révolutionnaire qui ne veut combattre l'oppression patronale et étatique que par la voie de l'action directe, celui-ci n'acceptant pas de s'introduire dans l'administration et la gestion d'une économie basée sur l'exploitation du travail. Donc, entre d'une part la présence symbolique et trompeuse pratiquée par les diverses branches du socialisme autoritaire même si elles se disent démocratiques et, d'autre part, la fermeté révolutionnaire, les auteurs de ladite étude (qui semble-t-il expriment la position officielle de la S.A.C.) ont trouvé la solution idéale : la cogestion. Et voici, nous dit ce document, comment se présente cette nouveauté : cinq délégués ouvriers et cinq représentants du capital, sous la présidence d'un « impartial » dont la position est discutée. Deux des délégués ouvriers sont les représentants directs des ouvriers et employés de l'entreprise. Deux autres sont des représentants de leurs syndicats nommés après consultation des ouvriers, et le (Suite page 4)

Sous le signe de la productivité

MARTYROLOGIE DU TRAVAIL

Un effroyable accident s'est produit samedi 26 février aux usines de la Providence à Rehon (M.-et-M.), près de Longwy. Il a fait six morts; en outre, un blessé grave est en traitement à l'hôpital de Mont-St-Martin.

L'enquête a immédiatement écarté la thèse du sabotage ou de la malveillance. C'est la rupture d'une pièce essentielle d'un pont roulant qui a provoqué cette catastrophe.

L'arbre du pignon de ce pont roulant se rompit en effet alors que celui-ci transportait une poche de fonte en fusion destinée à un mélangeur.

Libérée de son pont cette poche se décrocha de ses attaches et déversa son énorme masse liquide, 40 tonnes environ, sur un groupe d'ouvriers occupés à maçonner les briques réfractaires cloisonnant une poche en réparation.

Les témoins de cette horrible scène, propre à engendrer la folie, déclarèrent qu'une des victimes disparut littéralement sous la masse en fusion. Son corps fut retrouvé complètement recroquevillé. Les autres ouvriers, les pieds bloqués dans la fonte rouge, poussaient d'horribles plaintes en essayant de se dégager, mais trébuchèrent et tombèrent, mains en avant, dans le métal en feu, tandis que leurs camarades indemnes tentaient, au péril de leur vie, de les arracher à ce terrible calvaire.

Certains furent ainsi dégagés, mais leurs vêtements en feu avaient eu le temps de se coller au corps et de provoquer les horribles brûlures auxquelles ils succombèrent.

Cet accident a provoqué une profonde émotion parmi les ouvriers lorrains. Des dizaines d'entre eux se présentèrent spontanément afin de donner leur sang s'il pouvait être utile pour sauver les victimes.

La fatalité aura, en cette circonstance, une fois de plus bon dos.

Nous refusons de considérer valable une telle solution. Il y a des responsables qui doivent être châtiés. Les

responsabilités incombent en totalité aux magnats de la sidérurgie, aux cadres et techniciens à leur solde, aux méthodes d'exploitation en vigueur.

Si le matériel utilisé subissait les vérifications qui s'imposent, si les épreuves périodiques de résistance de ce matériel étaient effectuées, si les délégués à la sécurité n'étaient pas, dans la presque totalité des cas, de vulgaires bœuf oui-oui sans autre pouvoir que d'entériner les décisions des employeurs, les travailleurs n'auraient pas à subir de pareilles calamités.

Si, sous le signe de la productivité, ils n'étaient pas contraints d'œuvrer à la tâche, en soutenant des cadences infernales, pour rendre acceptable leur trop maigre salaire, ils éviteraient de courir de tels risques, d'être des victimes consentantes et inconscientes, en s'écartant, chaque fois que la sécurité le commande, des zones dangereuses.

Qu'importe pareille catastrophe aux « Maîtres de Forges » et à leurs valets les Cadres, ces assassins, pleinement conscients, eux, et organisés. La loi ne manquera pas, le cas échéant, de les blanchir, bien qu'ils soient seuls et intégralement justiciables; jetons de présence et parts de bénéfices tomberont avec la même régularité que si rien ne s'était passé. La Sécurité sociale paiera.

Des leçons de cet ordre coûtent horriblement cher au monde des travailleurs; celle-là puisse-t-elle au moins faire comprendre à beaucoup d'entre eux qu'ils sont, bien que pétris d'une chair identique, ravalés au rang d'un vulgaire matériel par leur exploités; qu'aucun camarade syndicaliste possible avec eux, le prolétariat à leurs yeux une valeur.

Une seule méthode valablement applicable. Classe contre classe, châtiement, jusqu'à la disparition des jouisseurs, des bourreaux du prolétariat depuis trop longtemps impunis. Raymond FAUCHOIS.

La convention collective nationale des employés et la représentativité

Les organisations syndicales réformistes (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.) sont en contact avec le Conseil National du Commerce en vue de la conclusion d'une convention collective nationale du travail (application de la loi du 11 février 1950).

Des employés de commerce qui, sans être membres de notre syndicat, n'ignorent pas son existence, ont pu s'étonner de l'absence de la C.N.T. dans les pourparlers engagés. Rappelons les raisons de cette absence : pour participer à des pourparlers de ce genre, outre qu'il faut en admettre le bien-fondé (ce qui n'est pas notre cas), il faut s'être fait reconnaître par les pouvoirs publics comme organisation représentative, il faut avoir la représentativité. Pour ma confédération syndicale cette représentativité se traduit par le droit de participer aux travaux des organismes tels que : comité d'entreprises, commissions paritaires patronales et ouvrières se sont rencontrées en vue d'étudier ensemble les problèmes posés par la montée des prix et l'insuffisance des salaires...

Un jour c'est au ministère du Travail ou à la Présidence du Conseil, un autre jour c'est auprès de la Confédération Nationale du Patronat Français que nos super-représentants tirent les cordons de sonnette des bureaux de ces supérieurs. Toujours un sourire accueillant chez ces derniers, qui nous font asseoir et en la circonstance nous traitent en égaux (égaux « devant la loi »). Aux desiderata formulés par la délégation ouvrière, rarement un non catégorique : « La question demande à être étudiée, à priori nous ne sommes pas en désaccord. Cette représentativité permet

évidemment à des délégués syndicaux siégeant avec les représentants du patronat et de l'Etat de s'opposer douillettement, dans le confort et sans beaucoup de malice, à des adversaires avec lesquels ils finissent par se confondre quelque peu, se voyant par de telles fonctions au sommet de la hiérarchie syndicale. Prenant à la longue leur rôle au sérieux, ils sont plus soucieux du maintien de l'« Ordre », de la « tranquillité publique », que de voir les travailleurs passer à l'action directe. Et pendant que les pourparlers se déroulent, les travailleurs sont invités à croire que l'on fait pour eux le maximum, attendu que périodiquement des communiqués à la presse font savoir que : « les délégations patronales et ouvrières se sont rencontrées en vue d'étudier ensemble les problèmes posés par la montée des prix et l'insuffisance des salaires »...

Un jour c'est au ministère du Travail ou à la Présidence du Conseil, un autre jour c'est auprès de la Confédération Nationale du Patronat Français que nos super-représentants tirent les cordons de sonnette des bureaux de ces supérieurs. Toujours un sourire accueillant chez ces derniers, qui nous font asseoir et en la circonstance nous traitent en égaux (égaux « devant la loi »). Aux desiderata formulés par la délégation ouvrière, rarement un non catégorique : « La question demande à être étudiée, à priori nous ne sommes pas en désaccord. Cette représentativité permet

(Suite page 4)

(Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 17 avril à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunion du Conseil Syndical les samedis 2 et 16 avril à 14 h. 30, au siège. Les responsables de sections d'entreprises sont particulièrement invités.

Nous remercions vivement les syndicats, ainsi que les camarades qui ont répondu généreusement à notre appel en faveur des grévistes de la S.E.M.A.G.

Le Bureau.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

Une bibliothèque de prêts de livres est à la disposition de nos adhérents. La liste peut en être consultée au siège.

LIBRAIRIE C.N.T.

	Prix Franco		Prix Franco
Socialisme et Humanisme	40	55	
La Contre-Révolution Etatiste (Ernestan)	20	35	
Valeur de la liberté (Ernestan)	100	115	
Le Problème des Salaires (P. Besnard)	10	20	
Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard)	25	40	
L'Anarchisme et l'abondancisme (G. Leval)	30	45	
Le Communisme (G. Leval)	50	65	
Le Salarial (P. Kropotkine)	20	35	
L'Anarchie : son idéal, sa philosophie (P. Kropotkine)	50	65	
Mon opinion sur la dictature (S. Faure)	20	35	
Douze preuves de l'inexistence de Dieu (S. Faure)	20	35	
La pourriture parlementaire (S. Faure)	20	35	
L'Orateur populaire (S. Faure)	30	35	
Catalogue Libéraire 1936-1937 (A. et D. Prudhommeaux)	40	55	
L'Anarchie (E. Malatesta)	20	35	
Entre paysans (E. Malatesta)	20	35	
Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T.S.R.)	30	50	
La Charte du Syndicalisme Révolutionnaire (C.N.T.)	10	20	
Les Anarchistes et le Problème social (F.A.)	30	45	
Le Syndicalisme et l'Etat (E. Rotot)	30	45	
Le Syndicalisme et le Problème paysan (P. Camus)	30	45	
Les Bulgares parlent au Monde (C.A.A.B.)	30	45	
La Société sans Etat (G. Berneri)	30	45	
Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane)	30	45	
Le Manifeste Communiste (Marx et Engels)	30	45	
Les Délégués du Personnel (Syndicat des Métaux)	30	45	
Union Sacrée 1914 (Rosmer et Modiano)	40	55	
16 Fusillés à Moscou (V. Serge)	40	55	
Centralisme et Fédéralisme (XXX)	20	35	
L'A.B.C. du Libéraire (J. Lermine)	20	35	
Dieu et l'Etat (M. Bakounine)	50	65	
L'Organisation du surmenage (E. Pouget)	50	65	
Le Sabotage (E. Pouget)	50	65	
A bas l'autorité (Mauricius)	20	35	

LIVRES : ROMANS

	Prix Franco		Prix Franco
Les Damnés de la terre (H. Poulaille)	390	435	
L'Enfantement de la Paix (H. Poulaille)	250	280	
Ils étaient quatre (H. Poulaille)	200	230	
Le Pain quotidien (H. Poulaille)	350	380	
Pain de Soldat (H. Poulaille)	450	495	
Béton armé (J. Prugnot)	330	360	
Durolle (F. Planche)	150	180	
Le sixième Evangile (R. Asso)	360	390	
Couillisses et tréteaux (V. Meric)	250	280	
Le Curé Bourgeois (L. Tenars)	200	230	
L'Enfant, le Bachelier, l'Insurgé (J. Vallès) (3 vol.)	150	180	
Les derniers Temps (V. Serge)	550	595	
Chère Pucelle de France (H. Ryner)	150	180	
L'Aventure d'amour (H. Ryner)	150	180	
Les années (Prévert)	590	635	
Ver l'âme (Prévert)	625	670	
Le Dieu du Peuple (L. Guillaux)	390	420	
La vingt-cinquième heure (C. Virgil Gheorghiu)	690	725	
Emigrants (F. de Castro)	390	420	
L'Adolescente émerveillée (F. Littré)	330	360	
Eugène (J. Celse)	180	210	

Passer les commandes et adressez les fonds à Hélène MUNOZ, 51, rue Berthe, à Paris (18^e) - C.C.P. 11.861-87 Paris.

DANS NOS RÉGIONS

2^e UNION REGIONALE A LA S.E.M.A.G.

Cette entreprise, malgré son faible rayonnement, a augmenté sa production dans une notable proportion : de 4 machines par trimestre, avec 21 ouvriers il en sort maintenant 12 avec 27 ouvriers. Evidemment les salaires ne se ressentent aucunement des bienfaits de cette productivité, seules diverses primes viennent s'ajouter au tarif horaire. Désirant que celles-ci soient incorporées dans le tarif horaire, les ouvriers commencèrent la grève perdue. Le patron ne voulant rien entendre, la grève totale fut déclenchée. L'inspecteur du travail alerté reconnu, chose rare, le bien-fondé de cette revendication, et pendant près d'une quinzaine de jours les grévistes discutèrent quotidiennement. Une certaine amélioration dans le mode de paiement ainsi que 3 % d'augmentation furent obtenus. Nous ne pouvons crier victoire car la façon dont les primes ont été intégrées dans le tarif horaire nous commande d'être vigilants, mais ce mouvement nous permet de démontrer que, comme nous le répétons sans cesse, seule L'ACTION DIRECTE paie.

La Section S.E.M.A.G.

CHEZ TUBAUTO

Bien qu'une forte commande de cars soit en cours de fabrication, la Direction pense aux livraisons plutôt qu'aux salaires. Une certaine effervescence règne aux ateliers d'Argenteuil, le mécontentement général s'est manifesté par plusieurs débrayages de courte durée. Trop de mollesse de la part de certains délégués permet à la Direction de jouer sur le veours. Nous estimons qu'il serait temps d'agir et non d'attendre les résultats de ces trop fameux « rendez-vous » avec lesquels on endort les travailleurs.

La Section TUBAUTO.

5^e UNION REGIONALE

La Grand-Combe

Une très nombreuse assistance se pressait salle municipale, le dimanche 6 mars, fidèle au rendez-vous fixé par les responsables locaux de notre organisation, pour écouter les exposés sur la vie de l'A.I.T. et de ses sections, développés par les camarades Testud et Fauchois.

Tout d'abord, Testud se référant à une documentation et des faits indiscutables, fit la démonstration de la duplicité des confédérations syndicales réformistes et en particulier de la C.G.T. dont il dénonça les capitulations répétées. Il mit en garde les travailleurs contre l'appartenance à de telles organisations et les invita à rejoindre les sections de l'A.I.T., seule susceptible de les mener à leur complète libération.

Il passa ensuite la parole à Fauchois.

Le Secrétaire de l'A.I.T. rappela combien fut grande la désillusion des ouvriers qui, faisant confiance à x promesses des dirigeants des Etats « démocratiques », espéraient, au lendemain de la fausse « libération », une amélioration substantielle de leur condition.

Celle-ci s'est, au contraire, aggravée dans de notables proportions, l'égoïsme des oligarchies financières tendant de plus en plus à l'exploitation maximum des véritables producteurs.

Après avoir rappelé les contradictions d'un régime qui survit à force d'expédients, d'escroqueries matérielles et morales, il démontra la vanité d'une collaboration éventuelle avec les animateurs de celui-ci — et leurs laquais — dont la totale mauvaise foi est évidente.

Il propose, au contraire, pour en finir une bonne fois avec eux, d'intensifier la lutte « classe contre classe », toujours valable, le regroupement dans les sections de l'A.I.T. de la totalité des travailleurs révolutionnaires d'accord pour la disparition du salariat, du patronat, de l'Etat.

Dit, aussi, ce que sont actuellement les différentes sections de l'A.I.T., et la force irrésistible que celle-ci est susceptible de devenir si l'action de toutes est coordonnée conformément aux principes et tactiques de l'organisation.

Malgré « la botte » des despotes qui les écrase, les militants d'Espagne, du Portugal, de Bulgarie, d'Argentine nous indiquent la voie. Leur persévérance, qui demeure totale depuis des années, leur courage, leur héroïsme sont pour nous un admirable exemple et si chacun s'en inspire, il est certain que le prolétariat avancera à grands pas vers une société nouvelle où s'épanouira le communisme libertaire.

Testud reprend la parole pour remercier les auditeurs d'être venus si nombreux; cette manifestation a, en effet, obtenu un véritable succès, les organisations dites « représentatives » réussissant à rassembler en pareille circonstance quelques dizaines de personnes au maximum.

Une fois de plus très bonne jour-

née pour le syndicalisme révolutionnaire, tout particulièrement profitable à la C.N.T. française.

Le Bureau de l'U. L.

15^e UNION REGIONALE

Dans les n^{os} 114 et 115 de ce journal, nous avons alerté la classe ouvrière, l'informant de la lamentable situation des vieux, et Louis Hobey a, dans les n^{os} 117 et 118 du « C. S. », sous les titres : « Les oubliés, défense des vieux » et « A bas la charité », fait une critique remarquablement juste sur cette honte de notre prétendue société civilisée mais pourrie !

La Radiodiffusion Française parle du douloureux problème des vieux travailleurs en ces termes : « Toutes les trois heures et demie, en moyenne, pour toute l'année, un vieux se suicide en France; sept par jour ».

Que font pendant ce temps les parlementaires, principaux responsables de ce lamentable état de choses, pour y remédier ? Un journal bourgeois nous l'indique dans un texte que nous citons intégralement :

« Doit-on le dire ?

« Avril au Palais Bourbon !

« Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, les députés n'ont pas attendu le rendez-vous d'avril pour porter l'indemnité parlementaire à 212.000 francs par mois. Mais ce qu'on sait moins, c'est que dès 55 ans, et ce jusqu'à la fin de leurs jours, même s'ils n'ont cotisé que pendant une législature, nos honorables toucheront une retraite de 300.000 francs par an.

Alors qu'après 40 années, un travailleur perçoit une retraite de 6.000 à 9.000 francs par mois ! » (D.N.A. 14 mars 1955.)

Il faut pour être juste ajouter à ces lignes que nos « honorables » se sucrèrent tous les ans avant de partir en vacances, lesquelles durent quatre mois; les producteurs, eux, n'ont que 12 jours de congés payés, et quand ils arrivent à 65 ans, ils doivent encore travailler pour ne pas mourir de faim. On pourrait citer des milliers de ces cas lamentables.

En fait d'honorables, les politiciens du « Palais Bourbeux », qui permettent que se perpétue un tel état de choses, sont bien des gens sans honneur. Leur accorder la moindre confiance est vain.

Jeune travailleur, à moins de circonstances exceptionnelles, tu es destiné à faire plus tard un « économiquement faible » si dès maintenant tu n'engages pas la lutte pour que ça change.

La C.N.T. revendique la retraite des vieux à 55 ans, en cas d'invalidité à 50 ans, avec comme rente : le salaire minimum (SMIG) et tous les avantages sociaux accordés aux travailleurs en activité.

Camarade, viens avec nous !

Pour la 15^e U. R. :

Paul BURCKLE.

17^e UNION REGIONALE

Echos

Depuis 1947, la C.N.T. revendique sa place à la Bourse du Travail de Lyon. Chaque fois qu'est formulée une demande dans ce sens, les Pouvoirs Publics nous répondent : « Nous n'y voyons pas d'inconvénients, c'est votre droit, adressez-vous à l'Administration de la Bourse du Travail ».

Invariablement, ce fameux comité d'administration consulté nous répond : « Nous ne refusons pas, mais nous n'avons pas de place disponible à la Bourse, tous les bureaux sont occupés par la C.G.T. Vozes à la Mairie... »

En bon français, cela s'appelle un « cercle vicieux ».

Rien d'étonnant, chacun sachant que, comme presque partout ailleurs, le Parti Communiste et son appendice la C.G.T., ont la mainmise sur le Comité d'Administration de la Bourse du Travail de la Ville de Lyon. La C.N.T., dans notre ville, a pourtant fourni de nombreuses preuves de son existence, que ce soit dans les usines et chantiers où nos militants sont toujours à la pointe du combat ou dans nos meetings organisés à Lyon, et aussi dans les banlieues ouvrières comme St-Fons, Vénissieux, Givors, etc., où notre organisation fait chaque fois salle comble.

Malgré cela, les Pouvoirs Publics feignent d'ignorer la C.N.T. C'est toujours autour d'elle la conspiration du silence avec la complicité des faux défenseurs de la classe ouvrière qui opèrent à la CGT, FO, CFTC, et bénéficient, eux, des substantielles subventions municipales.

La démonstration formelle de l'alliance souterraine des bonzes syndicaux avec les politiciens, tenants du pouvoir, pour museler, neutraliser notre C.N.T., qu'ils craignent, est une fois de plus faite.

Pourtant, à Lyon, la C.N.T. vit; elle a un siège où elle tient permanences et réunions. Mais ce siège coûte cher et son maintien provoque de gros sacrifices financiers à ses militants, bien que ceux-ci, au même titre

que les autres, paient des impôts qui servent à financer l'entretien des « Bourses du Travail » dont la seule C.G.T., organisation « Tabou », profite et où nous n'avons pas accès.

Surprise !

Courant janvier, le secrétaire de l'Union locale de Lyon reçoit une convocation de la Mairie Centrale, pour « affaire concernant l'organisation ». Une délégation de 4 membres y fut dépêchée et reçue par M. Herriot lui-même.

Après discussion, M. le Maire de Lyon nous assura, assez vaguement, qu'à la prochaine réunion du Conseil Municipal, il appuierait notre demande (1). Il est impossible d'être plus gentil.

Patratras ! Peu de temps après, M. le Maire de Lyon rendait spectaculairement son tablier.

Ce hara-kiri consommé, tout était perdu.

Adieu Bourse, subventions... et le reste !

C'était mal connaître l'homme à la pipe.

Quelques jours plus tard, malgré le poids des ans, courageusement, M. le Maire de Lyon (comme d'habitude) reprit le tablier délaissé.

Il n'y a pas rupture de contrat, tous les espoirs nous sont donc à nouveau permis.

Au nom des principes de liberté qui l'animent et en qualité de « dernier rempart de la quatrième », M. le Maire de Lyon ne manquera pas, dès que possible, de satisfaire notre légitime demande.

Attendons avec confiance les prochaines réunions du Conseil Municipal. Et surtout souhaitons longue vie à notre distingué « protecteur ».

Ce qui précède suffira peut-être pour éclairer pas mal de lanternes. Demain, on rasera gratis. Oui, demain. Mais aujourd'hui ? Car, aujourd'hui nous intéressa au premier chef.

Il faut que les exploités se disent bien qu'il est temps d'agir s'ils veulent que cesse la honteuse exploitation de l'homme par l'homme; et d'agir ensemble, en ne se laissant pas diviser par les partis politiques, les religions, les frontières, etc., d'agir eux-mêmes, car on ne le répétera jamais assez : l'émancipation des travailleurs ne se fera que par les travailleurs eux-mêmes, c'est pourquoi nous leur disons :

Rejoignez les rangs de ceux qui luttent en purs syndicalistes révolutionnaires, adhérez à la Confédération Nationale du Travail.

Venez à nos permanences le jeudi de 19 à 20 heures; le samedi de 16 à 19 heures; le dimanche de 10 à 12 heures, au siège, 60, rue Saint-Jean à Lyon.

Pour la 17^e Union Régionale :

Le Secrétaire.

(1) A noter un petit incident qui s'est produit au cours de l'entrevue. Un de nos camarades eut la malencontreuse idée de vouloir fumer une cigarette, ce qui eut le don d'irriter fortement Monsieur le Maire.

Quand on s'est exhibé, en toute circonstance, comme lui, brûlé-gueule en tête, on est assez mal placé pour faire de telles réflexions. A-t-il oublié, en outre, que les monopoles, comme celui du tabac, servent à payer avant tout les « indemnités » et « retraites » des parlementaires où il émerge copieusement ?

Pour passer un bon moment ensemble en se divertissant, et en vue de mieux « joindre les deux bouts », l'Union Régionale avait convié ses militants et leur famille le dimanche 6 mars, au siège, où elle avait organisé une matinée récréative.

Ce fut une réussite, grande était l'affluence.

Tout à tour, chanteurs, diseurs, prestidigitateur se succédèrent sur le plateau pour la satisfaction de tous.

On dansa ensuite avec entrain. Au cours de la réunion fut adjugé, aux enchères à l'américaine, un tableau qu'un camarade métallo, artiste à ses heures, nous avait offert. Une tombola fut aussi tirée.

Nombreux étaient les camarades qui de toute la région s'étaient déplacés et se retrouvèrent avec plaisir. On remarqua particulièrement des groupes de jeunes qui depuis quelque temps viennent rejoindre notre organisation à Lyon et ses environs.

A tous les camarades qui ont contribué au succès de cette fête, soit par leur travail, leur apport financier ou autre, nous disons merci !

- Diffusez le C. S. -



Le Directeur-Gérant:

AKOUN Elie.

SO.FR.IM.

17, rue de Clignancourt.

LA POLÉMIQUE SES CAUSES — SES EFFETS

AVANT-PROPOS sur le Premier Mai

Faisons le point

« Le 1^{er} Mai est dépassé ».

« En proclamant le 1^{er} Mai Fête au Travail, certain maréchal félon a contribué à lui donner le coup de grâce, à le ravalier, avec l'appoint des hordes de Moscou, au rang de grotesque cavalcade ».

« Le 1^{er} Mai est périmé, il a perdu toute signification révolutionnaire ».

Telles sont les appréciations que, sans rougir, avec conviction, rabâchent, depuis bon nombre d'années, certains « grands hommes » du mouvement révolutionnaire, ou présumé tel.

Hé bien ! NON ! C'en est assez ! Il y a trop longtemps que nous entendons dénigrer, sans que soient proposées des solutions de remplacement, même de valeur discutable, la date commémorative des admirables démonstrations de conscience révolutionnaire au cours desquelles bon nombre de nos pères firent courageusement don de leur vie.

NON ! NON ! Le 1^{er} Mai n'est pas mort. Ce sont ses calomnieux qui sont atteints de sénilité.

Cette date est une magnifique symbole que la consommation des siècles ne parviendra pas à effacer de la mémoire des générations futures.

La « solution de facilité », dans laquelle se confinent nos révolutionnaires décadents, est injustifiable. Tout au plus permet-elle d'expliquer les raisons qui font que le 1^{er} Mai ont perdu une partie de leur ampleur passée.

Il est trop simple d'incriminer les autres, les jeunes par exemple, et de prétendre que l'action révolutionnaire ne les intéresse plus. Ce qu'ils condamnent, voyez-vous, ce n'est pas l'action révolutionnaire mais votre comportement, qui nous a menés tous ou nous sommes. Vous avez failli à votre tâche qui était d'indiquer aux profanes le chemin qui conduit à la libération.

Vous avez évolué sans vous en rendre compte, mais évolué tout de même. Vous vous êtes embourgeoisés — le terme est énorme mais très approprié — aménageant à votre façon, pour la justification de vos positions personnelles, les principes les plus purs pour lesquels vous lutiez antérieurement avec ardeur.

Les jeunes, formés à votre image, n'ont aucune culpabilité en l'occurrence, vous seuls êtes responsables. Certains n'ont déjà que trop payé le prix de vos erreurs.

Quelle déchéance ! Voir des gens qui se réclament de Louise Michel, de Sébastien Faure, du communisme libertaire, s'accoquiner dans l'unité d'action avec le « boucher d'Albâtre » ; voir, en face, faisant suite à une campagne habilement orchestrée par un vieux renard, tapi dans son repaire nordique, qui ose encore se réclamer de nos principes, faire l'apologie de l'association « Capital-Travail » et la préconiser, car la co-gestion c'est cela et rien d'autre ; voir, enfin, insulter les théoriciens géniaux dont nous nous réclamons, qui ont mis sur pied l'édifice écono-

mique et social qui peuple les rêves de tous les exploités et opprimés, dépasse l'imagination. Car, nous défendant d'avoir rien inventé, à travers nous, qui ne faisons que diffuser leurs principes que nous estimons toujours valables, c'est bien eux qu'on insulte dès qu'on nous accuse : « de considérer le syndicalisme de nos aînés comme seul valable », nous présente comme : « des syndicalistes éternels minoritaires, beaucoup plus conservateurs que révolutionnaires, qui ressassent les mêmes et sempiternelles âneries depuis des années » et nous déclare, enfin : « atteints par le gâtisme des puristes ».

« Descendons dans l'arène ! » propose certain d'entre vous, se rendant sans doute compte que depuis longtemps vous l'avez désertée.

Le conseil est bon, mais auparavant, repassez vos classiques, vous en avez grand besoin. Ce travail effectué, redevenez vous-mêmes, redescendez dans l'arène, comme on vous y invite, après avoir, pour être dans la ligne, renié vos conditions d'exploiteurs, de voleurs patentés, rendu vos tabliers de possesseurs de sinécures ; après avoir aussi jeté un long regard au-delà des Pyrénées, des mers, du rideau de fer, afin de rassembler vos souvenirs, car vous n'en manquez pas.

Alors, mais alors seulement, venez. Nous serons heureux de lutter à vos côtés, nous inspirant de vos conseils, car votre compétence n'est pas douteuse.

Quel énorme pas serait accompli si se réalisait cet avant-programme. Tous au coude à coude lors des 1^{er} Mai futurs nous ne serions pas longs, comme aux périodes fastes du syndicalisme révolutionnaire qui précéderent 1914, à faire, avec des méthodes appropriées, de nouveau « trembler les bourgeois ».

Mais vous avez raison, nous rabâchons. Vous préférez persévérer dans l'erreur, étant persuadés que le régime capitaliste durera au moins autant que vous.

C'est votre droit, mais ce qui ne l'est pas c'est de continuer à parler au nom d'un prolétariat que vous abusez. Il vous est de même interdit de monter sur des tréteaux prôner l'émancipation des Nord-Africains, les exploitant vous-mêmes à cœur de journée. Il est aussi indécent de tenter d'abaisser des militants sincères qui ont le courage, eux de continuer la lutte et de dénoncer les agissements de certains « maquereaux de la sociale », déifiés par beaucoup.

Il est temps que cela cesse ! Avec ou sans vous nous continuerons notre route. Seuls, nous mettrons plus de temps pour parvenir au but et aussi pour redonner aux 1^{er} Mai leur véritable signification.

Peut-être succomberons-nous en route ; peut-être même, les propos des mauvais bergers aidant, personne ne nous succédera-t-il ?

Nous aurons au moins, conscients d'avoir ajouté notre petite pierre à l'édifice social qui se bâtit, la satisfaction d'être tombés en hommes, sans faillir.

Raymond FAUCHOIS.

De nombreux camarades prétendent que la polémique est toujours nuisible, c'est pourquoi ils se déchainent contre la « tribune libre ». A notre avis, c'est là une conception rétrograde et empreinte de chauvinisme ; elle démontre que l'impartialité ainsi que la tolérance sont exclues des milieux qui luttent pour l'émancipation intégrale des travailleurs. Ce qui est pire, c'est que chacun de nous se révolte, s'insurge contre les méthodes dictatoriales et ensuite on refuse, à un camarade qui pense autrement que nous, la possibilité de s'exprimer en toute indépendance. Ainsi, sous prétexte de sauvegarder une problématique cohésion, on nie la liberté de penser et cependant, la science nous apprend qu'il n'existe pas deux hommes ayant, sur un même sujet, une opinion absolument identique. En effet, deux critiques qui se penchent sur un même ouvrage, interpréteront celui-ci d'une façon diamétralement opposée. Pourquoi cela ? Parce que une critique étudie, analyse, interprète une œuvre d'après les sentiments qui l'animent ainsi que d'après son éducation et le milieu dans lequel il évolue.

Ainsi qui ose nier qu'un journal syndicaliste ou idéologique — qui vit grâce aux sacrifices consentis par les militants — doit être une tribune libre où chaque camarade a le droit et le devoir d'exprimer sa pensée ? Ce journal ne doit pas être une tribune à sens unique, c'est-à-dire qui publie certains articles et en exclut d'autres, même si ceux-ci sont conformes aux principes et aux règles de l'organisation. C'est là une méthode en forme de contradiction avec les principes qu'on défend. En effet, à quoi sert-il d'énoncer dans un éditorial que le journal est une tribune libre si par la suite on agit contrairement aux affirmations énoncées ? Qu'on le veuille ou non, en agissant ainsi, on aboutira à des querelles personnelles, d'où dénuement et désagrégation de l'organisation. Un regard rétrospectif sur l'histoire nous montre que la presse d'avant-garde fut toujours victime de l'incompréhension, du manque de psychologie de celui ou de ceux auxquels on a confié la rédaction, qui se chargent d'étouffer l'esprit de controverse.

Mais au fait, la polémique, qu'est-elle ? Est-elle comparable à la calomnie, à la médisance ? Ou en réalité est-elle une critique de l'action, de la pensée, du comportement ? Disons tout de suite que la polémique est une critique et que le polémiste digne de ce nom, réfutera les doctrines, opposera les concepts aux concepts, les hypothèses aux hypothèses, la réalité à l'imaginaire ou vice-versa ; il évitera la querelle personnelle toujours empreinte de chauvinisme, de calomnie et parfois de haine.

Un tour d'horizon littéraire nous aidera à mieux comprendre le rôle de la polémique. A cet effet et pour ne pas abuser de la patience du lecteur, nous débiterons par l'étude des œuvres d'une époque récente. Voici Proudhon. Sa Philosophie de la misère est une critique des théories économiques et sociales de l'époque. Proudhon y excelle dans l'art de la dialectique, passe au crible les œuvres de

A. Smith, Ricardo, J.-B. Say, Bastiat, Louis Blanc, Rossi, Dunoyer, Blanqui, Augier, Leroux, Léclair, Lamartine, Wolowski, Fuerbach, Bruno Bauer, Auguste Comte, Dupin, etc. C'est presque une lapalissade d'écrire que sans les écrits de ces auteurs, Proudhon n'eût jamais conçu son œuvre.

Que dire de Stirner ? Celui-ci, dans l'introduction de son monumental L'Unique et sa propriété, écrit : « L'homme est à l'homme l'Être suprême, dit Fuerbach ; l'homme vient seulement d'être découvert, dit Bruno Bauer. Examinons de plus près cet Être suprême et cette nouvelle découverte », et Stirner balaye toutes les superstitions, les fictions, les mythes. L'Etat, la Politique, la Religion, l'Humanisme, le Communisme sont pulvérisés. Il affirme, comme nul ne sut le faire avant lui, le droit absolu, pour tout individu, de vivre aussi convenablement que tous les parasites qui pullulent à la Cour, dans les palais présidentiels ou dictatoriaux ou dans la Société tout court. Son ouvrage, mis à l'index par les moralistes, est la bible de l'Être en général. Stirner n'emploie jamais le « Moi » au sens égocentriste, il n'écrit jamais « Mon Anarchie, Mon Communisme, Mon Individualisme ». Le titre de son ouvrage est absolument impersonnel, il s'applique à tous les Êtres sans distinction de couleur, de race, de caste, de classe. « Tout individu — dira Jean Rostand — de par sa constitution héréditaire, possède une originalité de principe. Il est seul à être lui ». Pour Stirner, tous les Êtres sont des uniques : « Le roi — dit-il — le prince, le pape, le dictateur, le ministre, le général, le député, sont pleins de sollicitude pour leurs sujets, mais Toi, dis-leur que Tu ne leur appartiens pas, que tu es tien, que tu es ta propriété et que tu entends disposer de ton corps. A ce moment-là, tu verras tous ces bien-pensants lever les bras au ciel et crier au scandale. C'est que ces gens-là croient dur comme fer que tu es leur propriété, que tu leur appartiens et, pour te punir de ton audace, ils t'enverront en prison ». Et Stirner écrit son œuvre pour réfuter les thèses de Fuerbach, de Bruno Bauer, Marx et tous les exploités de la bêtise humaine.

Quant à Karl Marx, dans la Sainte Famille, il critique Fuerbach, Bruno Bauer, Stirner, et il écrit la Misère de la Philosophie dans l'espoir d'arrêter la Philosophie de la Misère de Proudhon. Marx dépasse même les bornes de la polémique, il se transforme en calomnieux, attitude pitoyable pour un homme de sa taille. L'anti-Düring d'Engels est encore une très longue polémique où l'avocat du marxisme essaye de démolir l'œuvre de Düring. Que penser de Matérialisme et Empirio-criticisme de Lénine ? Le grand maître du bolchevisme s'y révèle un impitoyable polémiste, il critique l'œuvre de Berkeley, Fraser, Hume, Diderot, Mach, Avénarius, Petzold, Bazarof, Plékhanov, Bogdanov. Dans La maladie infantile du communisme et dans L'Etat et la Révolution, il critique ceux qui ne pensent pas comme lui et affirme que seul le « matérialisme historique et dialectique » est vraiment révolutionnaire et

scientifique. Et De Man dans Au-delà du Marxisme et l'Ere des masses et le déclin de la civilisation, que fait-il ? Il polémise, il en est de même de Harold J. Laski dans La grammaire de la politique. Et Freud, le génial créateur de la psychanalyse, dans son ouvrage La science des rêves, réfute les hypothèses des auteurs qui, avant lui, analysèrent le rêve. Il agit de même dans Moïse et le monothéisme et L'Avenir d'une illusion. Quand Arouet, de son vrai nom Georges Politzer, écrit une brochure pour réfuter la métaphysique de Bergson, son ouvrage Critique des fondations de la psychologie, fruit de l'observation, est encore une polémique.

Il en est ainsi d'un nombre considérable d'ouvrages scientifiques. Les études de Lamarck et de Darwin furent suivies d'une avalanche de polémiques, il en est de même des travaux de Lyssenko et Mitchourine dont les principaux polémistes sont Jean Rostand et Julian Uxley. Et C.J. Jung avec ses Arche-types, Adler et Ses Sentiments d'infériorité, Wilhelm Reich avec La fonction de l'orgasme, Karen Horney dans Les nouvelles voies de la psychanalyse, Hesnard dans L'univers morbide de la faute, Dalbiez dans La méthode psychanalytique et la doctrine freudienne, critique l'œuvre de Freud et s'éloignent du Grand Maître. Le Dantec dans les Influences ancestrales, le Conflit, l'Egoïsme, polémise. Le mathématicien Henri Poincaré agit de même dans La science et l'hypothèse et la valeur de la science. Et le génial Einstein dans Comment je vois le monde, que fait-il ? Et Les fossyeurs du progrès d'Auguste Lumière, qu'est-il ? Une polémique. Que penser de L'irréligion de l'avenir de Guyau et du Traité de logique de Goblot ? Le premier écrira : « Les esprits logiques et larges tout ensemble sont toujours sûrs d'être suivis, pourvu qu'on leur donne les siècles pour entraîner l'humanité. La vérité peut attendre, elle restera toujours aussi jeune et elle est toujours sûre d'être un jour reconnue. » Et le deuxième : « L'expérience ne peut être corrigée que par un raisonnement fondé lui-même sur l'expérience, une expérience artificielle et méthodique dépassant en précision et en sûreté les observations que l'on veut corriger, car démontrer c'est construire. On ne démontre que des jugements hypothétiques, car seuls, ils expriment une conséquence d'une relation. Pour démontrer qu'une hypothèse entraîne une conséquence on construit une conséquence avec une hypothèse. »

Nous arrêtons ici les citations, ce qui précède suffira pour démontrer qu'un ouvrage philosophique, psychologique, scientifique plonge ses racines dans la polémique, donc ce n'est pas une absurdité d'affirmer que la polémique n'est pas nuisible, dangereuse, au contraire elle est indispensable au savant, au pédagogue, au philosophe, en un mot à tous ceux qui pensent, étudient, analysent, observent, écrivent.

Ainsi, il est temps de se montrer reconnaissant envers le polémiste parce que : « De la discussion jaillit la lumière ». BREGLIANO Luc.

Ephémérides du prolétariat

7 AVRIL 1926. — Mussolini échappe à un attentat ; une balle lui perce le nez. La vie du dictateur se prolongeant amènera la conquête de l'Ethiopie et la criminelle collusion entre le Duce et le Fuhrer.

9-14 AVRIL 1834. — Seconde insurrection des canuts lyonnais, renouvelant l'émeute de novembre 1831 qui avait rendu maîtres de Lyon quelque trente mille travailleurs. Les armes à la main, les spoliés de toujours ne se contentent plus de défendre leur pain et leur droit au travail ; ils tentent d'instaurer la République des Travailleurs.

Ce soulèvement qui gagne un instant Paris, remplit d'aise le petit Thiers, jeune ministre de Louis-Philippe, qui s'efforce de mater les insurgés des deux villes avec des procédés qu'il renouvellera en 1871.

16 AVRIL 1844. — Naissance à Paris de Anatole Thibault, dit France. Poète et écrivain renommé, il écrit des œuvres empreintes d'ironie et d'un profond scepticisme.

16 AVRIL 1916. — Offensive ratée imaginée par le général Nivelle qui conduisit à l'hécatombe des dizaines de milliers de victimes immolées sur l'autel de la patrie. Les P.C.D.F. ont oublié cette déchirante page de la sanglante histoire qu'ils ont écrite.

23 AVRIL 1929. — Mort à Pierrefonds (Oise) de la grande Séverine. Elle fut une des plus belles figures du journalisme d'opinion qui montra un courage et une pitié débordants. Sa vie, consacrée à la cause des déshérités, fut un véritable apostolat en faveur des idées de bonté et de justice. Fille spirituelle de Jules Vallès, elle brava la colère de Clemenceau en publiant la Prière à l'innommable (la

Paix) où elle montre sa haine de la guerre et de l'iniquité sociale. Son apostolat de quarante années laisse un souvenir profond chez ceux qui ont connu cette magnifique figure.

23 AVRIL 1925. — Echauffourée sanglante rue Darnémeville à Paris, entre des communistes et des hommes de main du chez des Croix de Feu.

SOUSCRIPTION en faveur du « C. S. »

Dugne, à Thiers	570
Calvarin, à Lambézellec	280
Rotiland, à Poitiers	130
Guitton, à Fives-Lille	300
Hobey à Etoile-sur-Rhône	200
Suchon à Lyon	100
Forgues à Lyon	100
Jasserand à Lyon	50
Novero à Lyon	100
Rolard à Lyon	100
Sunius à Lyon	100
Pena à Lyon	50
Methe à Lyon	100
Miecamp à Lyon	200
Datrinno à Lyon	100
Simons à Lyon	100
Forgues à Lyon	100
Plantard à Lyon	50
Bigut à Lyon	100
Synd. Cheminots Paris	1000

A toutes et à tous merci !
Lors du règlement des cotisations au titre de l'année 1954 l'Union Locale de Marseille a versé en trop une somme de 2.620 frs. Elle a décidé de reporter à la souscription du Combat Syndicaliste le reliquat de ce versement.
Nos sincères remerciements aux camarades de Marseille pour leur geste généreux.

Vous n'aurez votre dû que par l'action

Une fois de plus les travailleurs auront pu se rendre compte de la valeur des paroles des politiciens ainsi que de leur diligence à améliorer la condition ouvrière.

Pour eux, ces messieurs sans discussion, sans se préoccuper si le plan de 18 mois a été réalisé, sans craindre l'inflation, sans songer si la situation financière de l'entreprise France leur permet, ils s'octroyent par mois une augmentation double du minimum vital.

Pour les travailleurs, ils remettent à Pâques ou à la... Trinité le fameux rendez-vous d'avril, tout comme si il s'agissait d'un poisson.

Avec la complicité des dirigeants CGT-CFTC-CGTFO - Indépendants et Autonomes, les statistiques gouvernementales essayent de prouver la baisse du coût de la vie. Est-ce que les ménagères ont besoin de telles statistiques pour se rendre compte de la baisse réelle de la valeur d'un billet de mille francs ? De plus ces statistiques font croire que depuis 1938 la production industrielle, en France, n'a augmenté que de 50 %. Les pisse-copie (qui ne produisent rien d'utile à la collectivité) de la presse à tout faire et principalement à se vendre au plus offrant, n'hésitent pas à écrire à longueur de colonnes que la productivité trop faible des industries françaises ne permet pas de payer des salaires plus élevés.

A l'examen de certains chiffres, nous pouvons affirmer que, par un mouvement semblable à celui de 1936, les travailleurs pourraient exiger et obtenir leur dû.

En jetant un coup d'œil rien que

sur l'industrie de l'automobile et du cycle, nous constatons :

1938 : aux Usines Renault 35.000 ouvriers et employés. 55.000 voitures sorties dans l'année, ce qui donne une voiture et demie par personne.

1954 : dans la même entreprise : 51.619 ouvriers et employés. 204.666 voitures sorties dans l'année, soit presque 4 voitures par personne. Donc avec une augmentation de 48 % du personnel, il ressort une augmentation de 372 % de la production.

A la Société Monet-Goyon, de 300 ouvriers, l'effectif est passé à 797 en 1954. 800 motos par mois en 1945. 5.100 pour le mois de mai 1955.

A la S.E.M.A.G., entreprise de machines à imprimer, où les travailleurs viennent de lutter victorieusement, c'était de même. En 1952, 21 ouvriers fabriquaient 4 machines par trimestre. En 1955, 27 ouvriers en fabriquent 12 par trimestre, sans pour cela voir leur paie suivre la même ascension. Nous pourrions remplir notre journal de précisions semblables pour toutes les industries de la métallurgie, de la mécanique, de l'électricité, pour démontrer que la production augmente pour le seul profit des patrons.

Pendant qu'au Conseil Economique, qui donne des avis circonstanciés au gouvernement, là encore, avec la complicité des dirigeants des centrales syndicales CGT, CFTC, CGTFO, Indépendants, Autonomes « on se déclare partisan pour le salaire d'une politique nuancée et souple ». Les journaux économiques nous apprennent que pendant l'année 1954 le chiffre d'affaires des entreprises toutes

corporations, a augmenté de 30 % par rapport à l'année 1953. Les prix étant bloqués, comme les salaires (à moins que ce blocage soit à sens unique), les entreprises ont travaillé 30 % de plus, où la productivité a été augmentée de 30 % au profit des patrons.

Il est reconnu — officiellement — que la production a augmenté de 9 % en 1954 par rapport à 1953. Pour le 1^{er} trimestre 1955, la production est 10 % plus forte que pour le 1^{er} trimestre 1954. Toutes ces constatations prises dans la presse économique et financière nous permettent d'affirmer que la situation financière des entreprises est bonne, qu'une augmentation de salaire ne pourrait avoir d'influence sur les prix de vente.

Ces messieurs, qui vivent de la sueur des travailleurs, qui ne savent rendre gorge de ce qu'ils ont volé aux esclaves modernes que sont les salariés lorsque l'action directe de ceux-ci les obligent, font le maximum pour s'unir et être forts.

Afin de passer à l'action, il faut que les travailleurs se serrent les coudes dans les syndicats dégagés de toute considération politique. Dans les syndicats ne servant pas de tremplin aux politiciens avides de pouvoir. Il est nécessaire et urgent que les travailleurs se groupent dans des syndicats qui luttent pour leur émancipation économique.

Ces syndicats sont ceux de la Confédération Nationale du Travail, eux seuls sont vraiment libres et préparent les travailleurs à l'action, à la défense de leurs réels intérêts.

La Fédération Industrielle des Métaux.

LE COMBAT SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr
Changements d'Adresse : 20 francs

La cogestion et les buts de l'A. I. T.

(Suite de la première page)

cinquième doit être un spécialiste économique et juridique nommé par les syndicats.

Il est pour le moins ahurissant de voir développées semblables théories au sein d'une section (section suédoise) de cette Association Internationale des Travailleurs qui s'enorgueillit de brandir le flambeau de l'émancipation des travailleurs par l'action directe, dans la liberté, et hors de toute compromission avec les adversaires de cette émancipation. Déjà la S.A.C., par le système de conventions collectives de travail auquel elle a souscrit, s'était engagée dans une collaboration larvée qui pouvait nous laisser rêveurs. En allant jusqu'à proposer la cogestion, elle admet implicitement l'installation définitive du mouvement syndical — fût-il « libéral » — dans l'édifice capitaliste, dans le cadre administratif de l'Etat, car, si l'on admet une gestion mixte des entreprises dans une économie qui ne l'est pas, on accepte du même coup toutes les conséquences, y compris la prolongation indéfinie de l'exploitation de la masse populaire par une minorité privilégiée, parce que détentrice (propriétaire) des moyens de production, de répartition de distribution et d'échange. C'est notamment l'acceptation de la survivance de la hiérarchie, cette ennemie de l'esprit solidaire et fraternel et la recherche de l'égalité sociale ici n'est plus que vague sujet de dissertation.

D'autre part, admettre de gérer les biens des propriétaires en leur compagnie, pour eux et au nom des travailleurs, c'est reconnaître la légitimité de leur situation, c'est se faire en quelque sorte leur régisseur, c'est devenir à leur solde, conservateurs de leurs biens. C'est déjà trop, que comme salarié, le travailleur en soit matériellement réduit à de telles fonctions. Il n'a pas, en apportant son adhésion morale à de telles injustices, à légitimer ni à renforcer par sa participation à une quelconque forme de gestion, les droits à l'exploitation dont se réclament ceux qui le frustrent quotidiennement des fruits de son travail.

Que des réformistes (avoués ou non) ne rougissant pas de ce qu'ils sent, préconisent semblables méthodes, rien de choquant à cela, ils sont dans leur rôle. Mais que des syndicalistes se disant libertaires (le mot anarchiste leur blessant les oreilles) nous chantent les bienfaits possibles d'une « démocratie industrielle » comme moyen de combattre le réformisme et d'affaiblir la position du capital, voilà bien qui modifie sensiblement la portée d'un vocabulaire révolutionnaire devenu par cela même d'une interprétation plutôt touloue.

Par la cogestion, l'aristocratie syndicale composée des militants appointés se verrait enrichie de ces supercadres qui seraient les représentants syndicaux au sein des entreprises et le fossé serait toujours de plus en plus grand entre les travailleurs et leurs délégués, qui ne manqueraient pas de s'attacher à une fonction les mettant administrativement au niveau des éléments patronaux. Par ailleurs cette tendance « industriellement » démocratique, qui devrait (selon les auteurs de l'étude incriminée) permettre l'éducation technique, administrative d'une certaine élite militante, ainsi qu'un acheminement progressif vers l'élimination de l'autorité patronale, se veut antiparlementaire, fort bien, mais l'antiparlementarisme qui consiste à repousser la pénétration des influences politiques et parlementaires de la gestion de l'économie en ne s'en remettant plus, pour la solution de toute chose, qu'à ceux qui détiennent l'autorité sur les lieux du travail, ne conduit-il pas à un renforcement inquiétant du pouvoir de ces derniers ? Cet antiparlementarisme (en tant qu'antiparlementarisme nous sommes à l'aise pour en causer) semble faire une bien grande distinction entre l'employeur « privé » et l'Etat tel que ce dernier se présente aujourd'hui, alors que l'Etat et le patronat se complètent et ne sont que les deux apparences d'une même oppression. Ne conduirait-il pas cet antiparlementarisme particulier, par la nouvelle caste qu'il engendrerait dans le cadre professionnel, à la constitution d'un nouvel Etat, celui, sans contrôle extérieur à la profession, ou les professionnels en activité (au milieu desquels l'autorité patronale serait prépondérante) seraient rois ? Et ce super-Etat ne serait-ce pas l'Etat corporatiste ? Au nom du profession-

nalisme, de la démocratie industrielle, de prétendues transformations révolutionnaires sans révolution, on nous abreuve de relents de la Charte fasciste du Travail, chère à Mussolini, œuvre de Lagardelle, ce mauvais disciple de Proudhon, qui fut un instant ministre du Travail sous le règne du maréchal Pétain.

Etre au fait de l'évolution de la structure économique et ne pas ignorer la nécessité dans les luttes ouvrières, de tenir compte des innovations capitalistes, d'accord. Reconnaitre les méfaits de l'Etat, du parlementarisme, du réformisme classique, toujours d'accord. Mais inviter les travailleurs à s'engager dans des réformes de structure susceptibles de diminuer l'instabilité et d'augmenter la puissance de ceux qui les exploitent, alors là non, nous n'en sommes plus.

Lorsqu'en France les Comités d'Entreprise (dont la cogestion ne serait qu'une aggravation) ont été institués, nous nous sommes dressés contre. Des syndicalistes (réformistes) sincères ont cru voir en eux la possibilité pour les travailleurs de mieux connaître la marche des entreprises, de former des administrateurs ouvriers dont la société libre de demain aura besoin. Ils ont cru voir encore dans ces organismes, la présence ouvrière constituant un moyen de pression sur la Direction de l'entreprise en faveur des travailleurs. Aujourd'hui, après dix ans d'expérience, ces mêmes syndicalistes sont d'un tout autre avis, et ils déplorent avec nous que la formation de cette « élite » ne se soit point faite, que la connaissance qu'ont les délégués ouvriers de la marche de l'entreprise se borne à ce que la Direction veut bien leur laisser voir et que par suite de la permanence de leurs rapports avec la direction, ils soient plus souvent de cœur avec celle-ci qu'avec les travailleurs qu'ils ne représentent plus que théoriquement.

Dans les milieux syndicalistes réformistes, le Comité d'Entreprise est déjà discrédité, la cogestion qui en est en Allemagne à sa phase expérimentale, est regardée le plus souvent avec méfiance, et c'est à ce moment-là qu'au nom d'un curieux syndicalisme « libéral » des camarades suédois veulent s'engager dans la voie de la collaboration de classes, au moment où ceux-là même qui ont toujours vu en elle la solution aux misères ouvrières, commencent à ne plus y croire. Ce n'est rien de moins qu'un néo-réformisme, qui s'affirme au sein de la S.A.C., et au nom d'un syndicalisme qui se veut révolutionnaire. La position ultra-collaborationniste développée par ces camarades ne serait pas déplacée au sein d'une section de la Fédération Syndicale Mondiale, de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, ou de l'Internationale des Syndicats Chrétiens, mais au sein d'une section de l'Association Internationale des Travailleurs, elle n'a pas sa place. Et puisque par l'organe de leur bulletin d'information, ses inspirateurs le diffusent dans le monde entier, nous le combattons de toutes nos forces, car si semblable tendance réformiste se développait dans les diverses sections de l'A.I.T., celle-ci n'aurait plus lieu d'exister. Des internationales syndicales réformistes, les travailleurs en ont déjà un assez grand choix, nous n'avons pas, en vidant l'A.I.T. de son contenu révolutionnaire, à leur en offrir une de plus. Quant aux théoriciens du néo-réformisme (cogestion ou toute autre forme d'association capital-travail), ils évolueraient avec bien plus d'aise, ils auraient un auditoire bien plus nombreux et combien plus disposé à les entendre, dans les centrales réformistes.

On se demande pourquoi ils n'y sont pas.

Pour la Section Française de l'A.I.T. :
Le Secrétaire aux Relations Internationales.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

Faire un peu d'histoire n'est pas sans intérêt à une époque où ceux qui l'ont vécue ou la connaissent semblent l'avoir oubliée, et que les autres l'ignorent totalement.

Nous reproduisons ci-dessous le texte, toujours valable, de la résolution adoptée par le 2^e Congrès de l'A.I.T., tenu à Amsterdam en 1925, confirmant et précisant les « 10 points de l'A.I.T. » adoptés par le Congrès Constitutif réuni à Berlin du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923.

RESOLUTION

Le deuxième Congrès de l'A.I.T. réitère sa conviction fixée dans les statuts et à l'A.I.T., à savoir :

Que, bien que toutes les organisations économiques du prolétariat soient capables de lutter pour les revendications économiques au sein de la société actuelle et de les réaliser, seules les organisations ouvrières révolutionnaires anti-autoritaires représentent la seule forme naturelle, véritable, susceptible d'entreprendre la réorganisation de la vie économique

et sociale sur les bases du communisme libertaire;

Que tous les partis politiques, quel que soit le nom dont ils s'affublent, ne peuvent jamais être considérés comme force motrice de la réorganisation économique, car leur activité se déploie exclusivement sur le terrain de la conquête du pouvoir étatique;

Qu'un des buts primordiaux du mouvement ouvrier doit être non pas la conquête du pouvoir, mais la suppression de tout organisme dominant et centraliste dans la vie sociale étant donné que l'indépendance du mouvement ouvrier est la condition principale sur la route pour la réalisation de son but final;

Plaçant ces principes à la base de son activité, le Congrès a considéré que la moindre tentative de subordination des syndicats à des partis politiques quelconques détourne inévitablement la classe ouvrière de ses propres buts et aspirations et que, par conséquent, toute coalition entre les organismes économiques de la classe

ouvrière et les partis politiques est dangereuse et néfaste.

Le Congrès rejette néanmoins la définition trompeuse qui place au même niveau les partis aspirant au pouvoir politique et les groupements idéologiques qui agissent dans la direction de la transformation sociale, en dehors de tout principe d'autorité et d'étatisme.

Devant cette situation, pleine de dangers pour la classe ouvrière mondiale, le II^e Congrès de l'A.I.T. considère qu'il est du devoir des syndicalistes révolutionnaires de continuer, plus énergiquement que jamais, l'œuvre de regroupement de la famille syndicaliste sur les bases des principes du syndicalisme révolutionnaire tels qu'ils sont énoncés par les statuts de l'A.I.T.; de ne participer à aucune conférence d'unité syndicale entreprise par ceux qui désirent étouffer le mouvement ouvrier en le faisant la proie des partis politiques quels qu'ils soient; de grouper autour de l'A.I.T. toutes les formes révolutionnaires anti-étatiques du monde entier.

Appel en faveur des victimes de la dictature en Bulgarie

Un nouveau vent de terreur s'est déchaîné en Bulgarie contre les ouvriers et les intellectuels qui n'acceptent pas la dictature implantée par les communistes.

Les prisons et les camps de concentration sont remplis de vrais révolutionnaires et antifascistes qui sont mêlés et que l'on confond à dessein et ignominieusement avec les éléments réactionnaires.

La Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie s'est adressée à S.I.A., lui demandant la solidarité du prolétariat conscient et des mouvements d'avant-garde antitotalitaires. Le Conseil National de S.I.A. se fait l'écho de cet angoissant appel et de la nécessité urgente qu'il y a de porter secours aux victimes de la dictature bulgare, aussi cruelle et dénuée de pitié que la dictature espagnole. Tous les régimes totalitaires se ressemblent et s'imitent dans les procédés employés.

Il est indispensable que tous les hommes de conscience libre, que tous les ennemis de la dictature, rouge, blanche ou noire, se rallient à l'appel des amis du peuple bulgare.

La terreur gouvernementale oppressive se poursuit en Bulgarie, en Espagne, en Argentine, dans toutes les parties du monde où les pays sont tombés sous la violence organisée de l'Etat totalitaire.

S.I.A. reproduit et interprète cette nécessité de solidarité morale et d'aide matérielle, et prend l'initiative d'une souscription en faveur des victimes de la terreur en Bulgarie, accueillant avec sympathie l'appel des camarades bulgares.

Camarades, antifascistes et antitotalitaires du monde ! Contre toutes les dictatures ! Pour les victimes de la terreur gouvernementale sous quelque forme que ce soit ! Pour les droits et les libertés de l'homme et du citoyen ! Pour les prisonniers antifascistes bulgares, envoyez vos dons au Conseil National de la S.I.A., 21, rue Palaprat, C.C.P. N° 1230-50, Toulouse. Pour le C.N. de la S.I.A. :
Le Secrétaire.

La convention collective nationale des employés et la représentativité

(Suite de la 1^{re} page)

cord, nos services vont établir un rapport que nous confronterons avec le vôtre, rendez-vous dans un mois ou plus. Avec cette belle déférence qu'on a eu pour eux, les « délégués » ouvriers se retirent, tout heureux d'avoir côtoyé de si près ceux qui incarnent la puissance financière ou sont l'expression politique du moment (à chacun ses petits plaisirs). Après quoi, ils publient un communiqué faisant état de leur délicate besogne — et de leur importance.

...Et de mois en mois, de trimestre en trimestre, les entrevues se succèdent, les communiqués se multiplient, les années passent, et l'« accord », tel qu'il était conçu par les travailleurs, est toujours attendu. Mais bien sûr, s'il arrive que ceux-ci, perdant patience, passent à la grève sans s'inquiéter du stade où en sont les « pourparlers », ces pourparlers ne comptent plus dans la balance, et le patronat, pressé d'en finir, ne discute plus avec les uns et les autres, il traite avec ceux qui sont les mieux placés pour activer la reprise du travail. (Cela est trop simple, sans doute, pour être admis par tout le monde, c'est pourquoi il faut le répéter si souvent.)

La fameuse convention collective nationale qui est promise aux employés (et aux bienfaits de laquelle nous ne croyons pas) est l'objet de pourparlers entre les déléguations ouvrières (officiellement « représentatives ») et patronales depuis plusieurs années, le patronat n'ayant pas grand mal à faire durer le plaisir. Les employés de commerce ne croyant pas devoir s'émouvoir de leur dénuement économique, pourquoi faudrait-il que le patronat s'en émeuve et donne à son troupeau ce que celui-ci ne lui demande pas ?

Pour comble d'ironie, le Conseil national du commerce a « donné » son accord sur les articles qui concernent le droit syndical et la délégation du personnel, toutes choses qui sont

reconnues par la loi et qui, par conséquent, ne feront que reproduire dans la convention (à quelques termes près) ce que la légalité a déjà défini. Autre détail, plus sérieux celui-là : les déléguations ouvrières « représentatives » s'attachent à obtenir une aggravation du système d'augmentation du salaire basée sur l'ancienneté, cette injustice qui maintient la masse des petits salaires de début et encourage la docilité de ceux qui sont enclins à tout accepter d'un employeur pourvu qu'il les garde à son service. Tout cela est empreint d'un servilisme voisinant avec un esprit hiérarchique propre à accentuer les inégalités existantes et à diviser les salariés sur les lieux mêmes du travail. C'est là une manière adroite de porter atteinte à l'unité d'action, d'affaiblir l'esprit de solidarité sans lequel l'action directe devient impossible, les employeurs le savent bien. Quant aux délégués ouvriers « représentatifs », si c'est là tout ce qu'ils sont en mesure de plaider, ils feraient mieux de se tourner vers d'autres occupations la classe ouvrière ne s'en porterait pas plus mal.

Au syndicat des employés de la C.N.T., nous ne nous soucions pas de la convention collective. Ce que nous demandons c'est : une augmentation immédiate et substantielle des salaires, augmentation qui doit être d'autant plus élevée que les salaires sont bas, la suppression de toute forme de primes, nous voulons un salaire fixe, et non susceptible de varier au gré du rendement de l'entreprise, le respect de la semaine de 40 heures avec deux jours de repos consécutifs, un mois de congé payé. Tout cela, ce n'est pas la convention collective qui le fera obtenir, ce ne peut être que la volonté des employés de l'exiger en passant à l'action directe, à la grève (c'est dans les grands magasins que celle-ci est le plus facile à envisager).

Ces revendications, qui n'ont rien de démagogique, sont assez légitimes pour qu'on n'ait pas besoin d'un fatras de statistiques pour les faire valoir. Elles doivent être suffisantes pour faire se réveiller les employés (et les autres travailleurs) s'ils en sont capables. C'est à eux qu'est la parole et non à leurs personnages « représentatifs ».

Pour le Syndicat des Employés de la Région Parisienne :
Henri BOUYE.

Une croisade des prix par la coopération

(Suite de la première page)

pleine de modestie, en compagnie de sa femme, dans une maisonnette de quatre pièces; une minuscule voiture Fiat à deux places lui suffit pour ses déplacements...

Au moment où les commerçants français se trouvent pressurés injustement par une fiscalité à laquelle les travailleurs échappent plus difficilement, nous avons cru intéressant de présenter ce que nous croyons le premier commerçant du monde qui a distribué sa fortune à ses clients qui s'en déclarent satisfaits...

(Documentation tirée de la revue Europe-Magazine, du 24 mars 1955, publiée à Bruxelles.)

LALIME.

(1) Le paradoxe que peut présenter cette formule, gagnerait à être généralisé et nous enregistrons avec plaisir un grand nombre de tels conservateurs qui ne s'embarrassent pas de basses préoccupations démagogiques.

8^e UNION REGIONALE

Les Syndicats de la 8^e U. R. organisent un meeting d'information pour le 3 Avril, où sont appelés tous les travailleurs de Bordeaux. Voici le texte de l'affiche qui a été placée sur les murs, devant les portes des entreprises les plus importantes.

RENDEZ-VOUS D'AVRIL

Ouvrier, le « rendez-vous d'Avril » sera ce que tu voudras qu'il soit. Ou bien tu continueras à accepter les bénéfices patronaux, les heures supplémentaires, les primes, les transformations des délégués ouvriers en chefs d'équipes, la remise à l'Etat du soin de fixer ton salaire.

Ou bien tu prendras ton destin en mains et redonneras au syndicalisme son caractère de lutte.

Tu as le choix :

Continuer à rester passif ou recourir à l'action directe.

La Confédération Nationale du Travail te met en garde contre l'augmentation des salaires, avec hiérarchisation intégrale. C'est là pure démagogie ou intérêt sordide des cadres.

La C.N.T. demande une augmentation substantielle du salaire minimum : 35.000 francs par mois dans le cadre des 40 heures, sans abattement de zones.

Est-ce exagéré en 1955 ? Mais cela n'est possible qu'en comprimant les échelles hiérarchiques.

Aussi la C.N.T. lutte depuis deux ans : Pour un salaire mensuel minimum de 35.000 francs, avec augmentations dégressives jusqu'à 50.000 francs;

Les 40 heures hebdomadaires (173 h. par mois);

La suppression des zones de salaires.

L'Union Locale de la C.N.T. t'invite à la réunion qui aura lieu le 3 avril à 10 heures, à l'ancienne Bourse du Travail, où ces questions seront débattues. Elle compte sur ta compréhension et sur ta présence.

L'Union Locale C.N.T.
42, rue de Lalande, Bordeaux.

3428

B.D.I.C.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

LE COMBAT

SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

27^e année - Nouvelle série, N° 132 20 FRANCS MAI 1955

POUR UN HOMME REPU,
TOUT LE MONDE A
BIEN MANGÉ
Elisée RECLUS

PREMIER MAI

Jour de lutte et non Jour de liesse

BALAYER DEVANT SA PORTE

Mais, ce n'est pas un article pour *Le Combat* ni surtout pour un numéro de 1^{er} Mai.

Patience, disait Panurge !
Je pose, en effet, en principe, que je m'adresse exclusivement à des syndicalistes révolutionnaires. J'insiste sur le terme « révolutionnaire », car il impose à chacun de nous la nécessité de lutter pour changer le régime social actuel : le capitalisme, basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut détruire le capitalisme.
Ce régime est la conséquence du développement du machinisme, qui, lui-même, a son origine dans la découverte de la machine à vapeur, à la fin du XVIII^e siècle.
Durant le Moyen Age et jusqu'après la révolution de 1789, la corporation artisanale comprenant au plus quelques compagnons, était de règle. La condition du travailleur, sans être d'ailleurs brillante, ressortissait plutôt de l'entreprise familiale, les compagnons et les maîtres, à la différence du profit, menant à peu près la même existence.
L'extension de la machine à vapeur, mère de la grande industrie, a permis la création d'usines employant un nombre de plus en plus grand d'ouvriers.

Un patronat dont la férocité ne connut bientôt plus de bornes, usa et abusa des plus bas prix offerts à une main-d'œuvre abondante se disputant, selon la loi de vivre, le marché du travail.
Je ne rappellerai pas les crimes commis par le capitalisme dans son exploitation de la classe ouvrière : nos camarades les connaissent au moins en partie, mais on peut affirmer sans crainte d'être démenti que le capitalisme mondial, depuis 150 ans, a tué par la misère, la faim, le froid, le taudis, l'insécurité, plus d'hommes que la plus cruelle des guerres.

Ce capitalisme basé sur le profit personnel a été dénoncé, il y a cent ans, avant même d'être arrivé à son apogée, par Karl Marx, Engels, et autres spécialistes de l'économie politique. Avant eux, les Proudhon, les Saint-Simon, les Fourier, en même temps ou après, les Bakoumine, les Kropotkine avaient lutté, selon des conceptions différentes contre le régime existant.

La démonstration la plus éclatante faite par Karl Marx dans son ouvrage « Le Capital », trop massif et d'une lecture impossible par la masse, est ce qu'il nomme : « la plus-value ». Essayons d'en donner une idée.

Quand le salarié, à la fin de la dizaine, de la quinzaine ou du mois, serre dans sa main le petit nombre de billets qui composent son salaire, il croit emporter ainsi la totalité du produit de son travail. Il n'en est rien. Une partie importante de ce produit reste entre les mains du patron, de l'entreprise nationalisée, ou de l'Etat, s'il est fonctionnaire : c'est la plus-value.

Un exemple suffirait à dessiller les yeux qui n'ont pas encore voulu s'ouvrir. Edgar Faure, en ce 2 avril 1955, vient de fixer le salaire minimum garanti à 126 fr. de l'heure pour la région parisienne. Admettons qu'il soit toujours exactement et strictement appliqué. Le patron facture l'heure à 250 fr. Il a des charges : assurances sociales, allocations familiales, assurance accidents du travail, patente, etc., qu'il chiffre à 40 ou 45 % du salaire horaire. J'ai dit : admettons ! Faisons le calcul. Salaire : 126 ; charges : 55, total : 181 fr.

sur 250. Il reste entre les mains de l'entrepreneur 70 fr. environ, soit 500 fr. au moins par jour et par ouvrier, rien que pour avoir dirigé l'entreprise sans toucher à une brique ou à un sac de ciment.

Pour une petite entreprise de 8 ouvriers, par exemple, cela représente 4.000 fr. par jour, soit 100.000 fr. par mois. Si l'on ajoute à cela, si je parle de maçons, le bénéfice sur les fournitures, la somme sera portée à environ 150.000 fr. par mois, alors que l'ouvrier ne touchera pour ses 200 heures que les 25.200 fr. largement consentis par le spécialiste en finances (mais non en budgets ouvriers) qui s'appelle Edgar Faure.

Si les représentants ouvriers des Comités d'Entreprise voulaient ou pouvaient avoir en mains la comptabilité de l'usine, disséquer la façon dont sont établis les prix de revient et de vente de la marchandise fabriquée, ils pourraient se rendre compte des procédés employés pour assurer à la Société, le plus souvent anonyme pour laquelle ils œuvrent, les millions ou les centaines de millions de bénéfices annuels prélevés à titre de « plus-value » sur la masse des travailleurs.

Mon exemple pris à dessein : plus-value sur 8 ouvriers apparaît bien mince. Que dirons-nous des usines qui tiennent 1.000, 2.000, etc., ouvriers rivés à leur « chaîne » ? On comprend facilement alors que Citroën qui, à ce moment-là, occupait 20.000 ouvriers, ait pu se payer en une nuit du Casino de Deauville une « culotte » de deux millions sans cesser de fumer son cigare. Deux millions vers 1930, cela représenterait actuellement 80 à 100 millions !!! En une nuit ! Au jeu... Rassurez-vous, braves gens : ce n'est pas de cette « culotte » que Citroën est mort.

Cependant, depuis 150 ans, le capitalisme n'a cessé d'évoluer. De privé, forcé de tenir compte de l'action revendicative de la classe ouvrière : 1864, reconnaissance du droit de grève ; 1884, reconnaissance du droit syndical, il est devenu libéral. L'action des masses s'accroissant il a

donné naissance aux trusts : véritables coalitions de défense exacerbée qui n'ont plus maintenant d'autre adversaire (l'action actuelle des syndicats pouvant être considérée comme négligeable), que le capitalisme d'Etat.

Les deux compères : trusts et capitalisme d'Etat unis contre tout mouvement revendicatif de la classe ouvrière, n'en sont pas moins, qu'on le veuille ou non, délibérément adversaires, sinon ennemis.

Le capitalisme d'Etat n'a pas eu besoin, comme en Russie, d'une révolution pour s'imposer chez nous. Cela s'est fait sans qu'on s'en aperçoive, non seulement par les nationalisations, mais encore par la mainmise sur les prix et les salaires et l'instauration : vin, betteraves, blé, alcool, lait, etc., d'une économie strictement dirigée.

Il y a mieux : le capitalisme privé ou des trusts ne vit qu'avec l'autorisation de l'Etat. A l'heure actuelle, il n'est plus de commerce ou d'industrie possible sans l'aide des banques. Or, toutes les banques sont supervisées par celle, unique, de l'Etat qui s'appelle « Banque de France ». Il lui suffirait, et elle seule peut le faire, d'augmenter à son gré le loyer de l'argent pour que tout ce qui s'intitule commerce ou industrie ait à faire face, dans l'immédiat ou presque, à une situation catastrophique.

Heureusement pour eux, l'Etat, lui aussi, uniquement constitué de profiteurs trop souvent à la solde, a partie liée avec les capitalistes qui pressurent sans considération d'aucune sorte la masse des misérables qui ne revendiquent pourtant qu'un droit minimum à la vie.

Cela ne peut durer.
Détruire l'état d'esprit capitaliste.
Détruire le capitalisme, c'est d'abord détruire l'état d'esprit capitaliste.

Le capitalisme n'étant basé que sur le profit personnel, il importe que les révolutionnaires attachés à cette destruction se libèrent individuellement et une fois pour toutes de la mentalité, ou, si l'on préfère, du complexe
(suite page 4)

S. U. B. Chantier Saintrapt et Brice

Les Travailleurs en lutte

La Radiodiffusion Française, 10, rue Carducci, a ouvert un chantier important. Ce chantier occupe diverses entreprises dont la Société Saintrapt et Brice. Les 180 ouvriers de ce chantier, Français, Espagnols, Nord-Africains, mécontents des conditions patronales, sont en grève depuis une quinzaine de jours. Ils réclament une augmentation horaire de 20 francs non hiérarchisée. Nos camarades de la C.N.T. sont à l'avant-garde du combat. Le lundi 18 avril, cap difficile pour l'avenir du mouvement, a été franchi sans difficulté. Au cours de l'assemblée générale, le camarade Delière a parlé au nom de la C.G.T., les camarades Saintis et Martin représentaient la C.N.T. Ils apportèrent l'appui matériel de leur organisation et intervinrent pour engager les ouvriers à poursuivre la lutte jusqu'au bout et les félicitèrent d'avoir employé l'action directe, seule forme de combat efficace et payante. Les gars du bâtiment, aux traditions bien connues, firent un chaleureux accueil à ceux qui pour eux représentaient le syndicalisme révolutionnaire.

L'importance de ce mouvement n'échappera à personne, précisément en raison du fait que le patron est Président de la Chambre patronale du Bâtiment. Après plusieurs délégations négatives auprès du patron, les ouvriers, malgré la situation dramatique de certains d'entre eux, sont décidés à ne pas céder aux instances patronales. Dans ce but, ils font appel à la solidarité de tous les travailleurs du Bâtiment pour les soutenir pécuniairement dans cette lutte qui est également la leur.

La Section Syndicale C.N.T.

PREMIER MAI 1886

Le 1^{er} Mai 1886, journée de lutte violente contre le capitalisme et l'Etat, est une journée de l'Association Internationale des Travailleurs ; son sens est aujourd'hui méconnu de la plupart des travailleurs.

Le développement du machinisme et du capitalisme industriel avait produit, aux Etats-Unis comme en Europe, la misère dans les foyers ouvriers. Femmes et

enfants étaient surtout exploités d'une façon inhumaine par le patronat qui profitait de leur faiblesse : la proportion des enfants de moins de 15 ans employés dans l'industrie textile de certains Etats comprenait presque la moitié du personnel ; ils recevaient des salaires de famine pour des journées de travail de 14 ou même 16 heures. Jorge Engel, l'un des martyrs de Chicago, a évoqué cette misère dans ses déclarations au tribunal : « C'est la première fois que je comparais devant un tribunal américain, et l'on m'y accuse d'assassinat. Et pour quelle raison m'accuse-t-on d'être un assassin ? Pour cette même raison que j'ai dû abandonner l'Allemagne, pour la pauvreté, pour la misère de la classe des travailleurs. »

« Ici aussi, dans cette LIBRE REPUBLIQUE, dans le pays le plus riche du monde, il existe beaucoup d'ouvriers qui n'ont pas de place au banquet de la vie et qui traînent une vie misérable de parias sociaux. J'ai vu ici des êtres humains chercher de quoi se nourrir dans les tas d'ordures des rues. »

Aussi les luttes avaient-elles pris un caractère de plus en plus violent jusqu'en 1886. Le mouvement ouvrier en faveur de la réduction de la journée de travail avait commencé au début du siècle. En Angleterre, dès 1825, les fileurs de coton de Nottingham
(Suite page 4)

--- NOS MEETINGS ---

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, INVITE TOUS LES EXPLOITES A ASSISTER AUX MEETINGS QU'ELLE ORGANISE A L'OCCASION DU PREMIER MAI

- A BREST**
à 10 h., Porte Fautras
Local de la C.N.T.
- A BORDEAUX**
à 9h. 30, Cinéma des Capucins
avec Barrué, P. Lapeyre,
F. Montseny
- A PARIS**
Salle de l'Épicerie
10, rue du Renard-4^e à 14 h. 30
avec Aradon, Martin, Roussel
Saintis, Tessier
- A LILLE**
Café Alphonse
13, rue de Molinél, à 10 h. 30
avec Yves Prigent
Secrétaire général de la C.N.T.
- A LYON**
Consulter les affiches locales
- A MONTPELLIER**
à 9 h. 30
avec A. Ferré et G. Esléas
Pour le lieu consulter les affiches locales
- A GRENOBLE**
à 10 h., Bourse du Travail
avec Capdevila, Georges et
R. Fauchois, Secrétaire de l'A.I.T.
- A PUTEAUX**
Bourse du Travail
rue Roque-de-Filliol, à 9 h. 30
avec Sadik et Yvernel
- A TOULOUSE**
Salle du Palais des Sports
Place Dupuy
Orateurs : Riguidel, Nan.
- 2° U. R.**
PERMANENCES de POINTAGE
du 1^{er} MAI à PARIS
Au siège, 39, rue de la Tour-
d'Auvergne, Paris (9^e), de 9 h.
à 12 heures.
- SYNDICAT**
BOIS-AMEUBLEMENT
le 1^{er} Mai, de 9 h. 30 à 12 heures
Café de la Source, 19, rue Fai-
dherbe, Paris (11^e).

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 15 Mai à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunion du Conseil Syndical les samedis 7 et 21 mai à 14 h. 30, au siège. Les responsables de sections d'entreprises sont particulièrement invités.

Nous remercions vivement les syndicats, ainsi que les camarades qui ont répondu généreusement à notre appel en faveur des grévistes de la S.E.M.A.G.

Le Bureau.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11198.21 Paris.

Une bibliothèque de prêts de livres est à la disposition de nos adhérents. La liste peut être consultée au siège.

ILLUSIONNÉS... UNE FOIS DE PLUS

Le rendez-vous d'Avril est passé. Seuls les travailleurs y étaient... pour y méditer sur leurs illusions. Car les travailleurs croyaient, cette fois, à l'augmentation des salaires promise depuis si longtemps.

Nous n'avons pas été surpris. Nous attendions un poisson d'avril et non un rendez-vous. Cette fois il n'est pas remis. N'attendons rien pour l'automne. Le gouvernement ne prend ni engagement, ni hypothèque.

Nous étions prévenus. Le plan de 18 mois n'a rien donné, tout au moins comme tous les plans gouvernementaux, pour les travailleurs. Pourtant le gouvernement a cru bon de préciser dans un communiqué : « Les mesures qui viennent d'être arrêtées par le gouvernement conduisent au-delà de l'objectif de 10 % initialement prévu. Elles ont cependant été arrêtées de manière à ne pas dépasser la capacité de l'économie française à supporter, sans hausse de prix, une augmentation des salaires s'ajoutant aux effets des deux revalorisations provoquées en février et octobre 1954 ».

On ne donne rien et on se félicite d'avoir donné quelque chose pour que les illusions se prolongent. Pendant des mois on fait des promesses aux travailleurs et on se paye leur tête. Même ce que l'on croit avoir donné aux bas salaires est insuffisant. Nous demandons la suppression de la hiérarchie des salaires et le nivellement des salaires par en haut, considérant que tous les hommes ont les mêmes besoins. Nous avons la certitude que la condition ouvrière peut être améliorée. La situation financière de toutes les entreprises, de toutes les industries, est traduite par cet extrait d'un rapport du Conseil d'Administration des Ets Cotelle et Foucher - Eau de Javel « La Croix », savon minéral « Lecat », etc., présenté à l'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 1954. « Nos prix ont pu être maintenus au niveau de 1952 et aucun de nos produits n'a subi de majoration de tarif... L'augmentation du volume des ventes a été de 9 % sur 1952 et 20 % sur 1951. Quant au chiffre d'affaires qui a largement dépassé 8 milliards pour 1953, il accuse un accroissement de 13 % sur 1952, de 50 % sur 1951 et de 100 % sur 1950. Il représente 45 fois le chiffre d'affaires d'avant guerre ».

Nous nous excusons de citer un rapport d'une entreprise de produits

chimiques. Nous n'en avons pas d'aussi clair pour les industries de la Métallurgie et ce rapport démontre que les situations, commerciale et financière de toutes les entreprises, quel que soit leur genre de fabrication, sont bonnes. Il démontre l'augmentation de la production et du chiffre d'affaires au seul profit des patrons.

Nous sommes obligés de prendre des exemples sur l'année 1953, n'ayant pas encore de documentation sur 1954. Nous savons seulement que dans toutes les industries, la situation commerciale et financière s'est encore améliorée.

Par ce rapport qui prouve que le chiffre d'affaires a été de 45 fois celui d'avant-guerre, nous voyons que nos camarades du Bâtiment C.N.T. sont indulgents quand ils demandent, dans leurs tracts, que les salaires soient 27 fois ce qu'ils étaient en 1938.

Nous constatons une fois de plus que le gouvernement s'est mis du côté des patrons qui refusent toute augmentation de salaires. Autre constatation, les travailleurs attendaient une augmentation de salaires. Qu'ont-ils demandé ? Seule l'action paie, disons-nous. Quelle action ont engagée les Grandes Centrales Syndicales Ouvrières ? ? ?

Depuis l'institution des délégués ouvriers, depuis la reconnaissance du droit syndical par la Constitution française, les Centrales syndicales ouvrières sont devenues des rouages d'Etat.

C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., Autonomes, Indépendants, ne demandent pas aux travailleurs de lutter pour plus de « Bien-Etre », pour plus de « Liberté » comme le faisait la C.G.T. avant 1914. Les responsables des grandes Centrales syndicales ouvrières sont avant tout des fonctionnaires syndicaux, des biffeckards, plus au service d'un parti politique qu'au service de la classe ouvrière. Ils recommandent aux travailleurs d'attendre dans le calme la fin de leurs congratulations avec les représentants patronaux et gouvernementaux.

Depuis 1936, et encore plus depuis 1945, des mœurs politiciennes ont été implantées dans les entreprises. Aux élections des délégués ouvriers, chaque section syndicale affirme que seuls les délégués qu'elle propose sont capables d'arracher au patron une amélioration de la condition ouvrière. On ajouterait presque « après avoir voté,

VIE DES RÉGIONS

2^e U. R.

Deux mondes incompatibles

Tout récemment une entrevue mettait en présence un chef d'entreprise et les délégués C.N.T. de son personnel.

Au cours de la discussion où les deux parties échangeaient leurs arguments sans parvenir à se mettre d'accord sur les questions débattues, j'ai senti d'une façon précise toute la distance qui peut séparer un patron d'un employé.

Un mur infranchissable, une manière de voir différente sur toutes les questions, une incompréhension totale des besoins de l'individu, une fâcheuse tendance à considérer l'employé comme un outil plus ou moins bon qui doit servir à outrance jusqu'à ce qu'il soit hors d'usage et qu'on rejette alors au rebut.

Et comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? L'égalité, le fils du prolétaire et le fils du patron ne la connaissent qu'à deux moments de leur existence. Le jour de leur naissance qui les place tous nus face à la vie, et le jour de leur mort où, cercueil de sapin ou cercueil de chêne, ils vont pourrir dans la même terre.

Tout le reste de leur vie, ils grandissent, chacun d'un côté de la barricade ; l'un apprend à commander, fort des capitaux qu'il sera appelé à gérer. Intelligent ou non, on en fera un chef, même s'il n'est qu'un sot, il arrivera à se prendre au sérieux devant les courbettes et les coups de chapeau dont on le gratifiera à la mesure de sa fortune. Il arrivera à mesurer qu'il est d'une autre essence que celui qu'il aura à commander plus tard.

L'autre poussera comme il pourra — maternelle, école communale et certificat d'études — le travail enfin, l'usine, l'atelier ou le magasin, où sa famille l'envoie, pressée qu'une nouvelle paie vienne en renfort pour équilibrer le maigre budget.

C'est à ce moment qu'ils se rencontrent, chacun d'un côté de la barricade.

L'un est fringant, bien nourri, bien vêtu, la parole facile, le geste paternel. L'autre, bien modeste, bien respectueux, ses idées soigneusement camouflées, pour éviter d'être mal noté.

L'un représente le Capital. Qu'est-ce que le Capital ? C'est le résultat d'une exploitation qui dure depuis des siècles. C'est du travail exploité honnêtement qu'est né le premier capitaliste et il a fait école. L'autre représente le Travail, ce travail qui a bâti les cités, construit les cathédrales, enrichi la science par les découvertes des savants. L'artisan amoureux de son métier, le chercheur enfermé dans son laboratoire, le mineur au fond de son puits, le paysan courbé sur la terre, le terrassier dans son trou, manuels ou intellectuels, tous ces hommes sentent la sueur et c'est avec cette sueur qu'ils ont bâti le monde moderne et enrichi la civilisation.

Et le jour où le prolétaire bien modeste, bien respectueux, relèvera la tête et ne se contentera plus des miettes qu'on lui distribue parcimonieusement, le jour où, conscient de son mérite et de ses droits, il réclamera la part qui lui est due en renversant la barrière qui sépare les deux mondes, ce jour-là il aura accompli son meilleur ouvrage.

R. J.

SIMCA - Nanterre

Depuis le début de l'année, les chronomètres, tels des vampires, ne cessent de tourner, de rôder autour des machines, un œil sur l'ouvrier, l'autre sur leur chrono. Tels des rats, ils grignotent le temps. Ces bons larbins du patronat sont dénués de toutes notions humanitaires, produire (plutôt faire produire), semble leur unique raison d'être. Ceci n'est qu'une phase de nos ennuis, il en est une autre, c'est la non-préparation des machines pour le travail

allez dormir tranquille ». Même tactique que pour les élections des députés : « laisser faire et ne rien dire ».

La pluralité syndicale a amené aussi les sections syndicales d'entreprises — sauf nos sections C.N.T. — à conclure des protocoles d'accord interdisant toute propagande syndicale dans les entreprises, oubliant ainsi que le travail syndical doit se faire sur le lieu de travail.

Toutes ces pratiques détournent les travailleurs de l'organisation syndicale et leur retire tout esprit revendicatif.

L'action ouvrière doit se faire dans les entreprises. Les travailleurs doivent s'intéresser à la marche de leur entreprise, non pas en esclave, mais pour réclamer leur dû, pour réclamer la propriété de leurs moyens de travail et le droit de gestion de leur entreprise, c'est-à-dire l'expropriation capitaliste. Seul moyen d'améliorer leur condition sociale, de profiter des fruits de leur travail, de ne plus être illusionnés.

Fédération Industrielle des Métaux.

donné, ainsi que la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'obtenir un bon d'arrêt. Ne pouvant travailler tant que l'outil n'est pas monté sur la machine, il serait normal d'avoir un bon d'arrêt, où cela serait trop simple, alors il nous faut essayer de rattraper ce temps mort. Mais comment faire puisque les temps alloués sont déjà trop courts ?

... Tous ces motifs, combien justifiés, nous obligent, après concertation, à aller trouver le chef d'atelier dès que nous eûmes connaissance du bon alloué à la paie.

Celui-ci (autre genre de larbin du patronat) eut un soubresaut en voyant venir à lui une délégation. De suite il nous indiqua que le règlement intérieur interdisait des manifestations de ce genre ! Ayant réussi à lui prouver que nous venions, tout simplement, lui donner connaissance d'une réclamation justifiée, il ne voulut rien admettre et nous informa qu'il recevrait une délégation, mais une délégation officielle. Jusqu'alors rien n'a été fait, car grâce à ses primes, la Maison SIMCA a réussi à réduire à zéro toute action revendicative, même si celle-ci est justifiée comme la nôtre. Camarades, nous avons toujours dit que : boni primes, travail aux pièces, au rendement, sont les facteurs les plus sûrs, les armes les plus efficaces du patronat, rien ne vaut le salaire réel. Une fois de plus la preuve en est faite, se voir amputer sa prime parce que le travail est mal distribué, mal conditionné, mal étudié, est plus qu'injustice, c'est du vol. Toutes primes, tout sursalaire ne sont pas un don, ce sont un dû.

A vous camarades de prendre conscience, de faire rendre gorge à nos exploitateurs et leurs misérables larbins.

Un CE-NE-TISTE des petites presses.

Solidarité

A la suite de notre appel lancé en faveur des grévistes de l'entreprise SEMAG, de Chatou, nous avons pu envoyer à ceux-ci la somme de 26.000 francs, grâce à l'aide des Syndicats et Unions locales ci-dessous :

S.U.B.	1.850
Santé	1.500
P.T.T.	2.000
Bois	1.000
A.O.I.P.	3.000
U.L. Versailles	400
U.L. Puteaux	1.000
U. L. Nanterre	2.000
Permanence	2.950
S.I.M.	10.300
Total	26.000

Remerciements à tous.

Le Bureau.

18^e U. R.

Asservissement des travailleurs Nord-Africains

En France comme en Algérie, l'armée s'occupe des Nord-Africains. Pendant que leurs collègues tirent dessus en Algérie, à Grenoble, d'autres militaires participent à une exploitation honteuse des Nord-Africains.

Sur les chantiers de notre ville, ils sont traités en bêtes de somme. Un exemple parmi tant d'autres :

Aux Pieux Franki (Fondations en béton armé), 6 Nord-Africains et 2 Français servent d'esclaves à : mercenaires du capitalisme. Cinq Nord-Africains logent dans une baraque en planches de 2 mètres sur 3 mètres, au milieu d'un tas d'outils, non pas pour leur rendre service, mais surtout pour être à la permanente disposition, et à n'importe quelle heure, de ces messieurs.

Toute la journée, des insultes d'une grossièreté extrême (où sale race est la moindre) pleuvent sur eux. Pendant un horaire qui varie entre 10 et 12 heures par jour, ce n'est que cris pour activer le rendement ; pas question de souffler. Un Nord-Africain se rend au w.-c. ? A peine entré, un autre est envoyé avec un seau d'eau pour le sortir. Pensez donc, il perd du temps !

Deux fous n'ayant qu'un seul but, l'argent, à tel point qu'ils en oublient toutes règles d'élémentaire humanité, s'occupent de la machine, un tas de ferraille, véritable danger public, projetant en l'air, de temps en temps, des boulons, ou s'arrêtant, une pièce ayant cédé.

On rafistole tant bien que mal jusqu'à la prochaine fois. (Il faut produire, tant pis si un ouvrier est blessé ou tué.)

Voilà ce qui fut répondu à un Nord-Africain arrivant en retard de quelques minutes : « Il faut prendre un taxi, mais arriver à l'heure. » (Le chantier est à deux kilomètres de la ville.)

L'horaire varie entre 60 et 66 heures par semaine, obligeant les ouvriers à se plier au mirage des hauts salaires que les heures supplémentaires semblent apporter. En réalité,

elles sont un facteur d'asservissement des plus néfastes.

Les 117 francs de l'heure poussent à accepter, pour vivre, cette solution d'abrutissement et d'avilissement.

Nos camarades Nord-Africains qui envoient leur argent à leur famille, se privant de tout, sont ainsi ravalés par le patronat au rang de bêtes.

Pas de frais de déplacement. Cela est réservé aux deux spécialistes et au chef de chantier. Sans doute mangent-ils 6 fois et portent-ils 4 costumes l'un sur l'autre pour gagner, eux, entre 80.000 et 100.000 francs par mois ? Ce ne sont pas des êtres supérieurs. Nos droits à la vie et ceux de nos camarades Nord-Africains sont les mêmes. A quoi prétend donc le chef de chantier ? Occupations de choix que rouler les épaules, abreuver d'insultes civilisées dont il a un répertoire choisi, des gens qui travaillent, se faire servir comme un roi nègre (l'eau chaude, le feu pour monsieur), 2 ou 3 jours en Italie de temps en temps, et des réflexions comme celle-ci, bien dignes d'un grand chef : « Mes ouvriers, je m'en fous, je n'ai pas d'intérêt pour eux ». Sans blague, on ne l'aurait pas cru, merci quand même ! Derrière tout cela, il n'arrive pas à cacher une mentalité dont le degré d'évolution remonte à l'âge des cavernes.

L'intéressant de la question, c'est que le grand chef pour Grenoble — du bague Franki — celui qui supervise, est un colonel, Colonel Audot, Président du Comité d'aide et de défense des Nord-Africains à Grenoble. Quel beau titre, n'est-ce pas ? et quel exemple il montre dans son entreprise. Il peut aller se vanter de cela, les larmes aux yeux, à son confrère le Colonel Paulin, du bureau d'intervention en faveur des Nord-Africains à Grenoble (25 ans de 2^e bureau à Marrakech lui permettent d'avoir la technique pour constituer des dossiers tout ce qu'il y a de mieux pour le Ministère de l'Intérieur qui supervise le tout) ; lui est spécialisé pour les interventions en faveur des Nord-Africains.

Bien sûr, à Grenoble, il y a une lamentable caserne Bizanet où, pour 1.800 francs par mois, on entasse 350 Nord-Africains dans des chambres de 10 à 15 personnes, et où l'on tolère aussi une quarantaine de chômeurs en leur donnant un peu de pain et du fromage de temps en temps.

Pour cette œuvre à la gloire de la civilisation française, il faut encore un représentant de l'armée, et nous trouvons là le Colonel Grant, et l'adjudant-chef de gendarmerie Guerot. Avec de telles personnalités éclairées, les Nord-Africains peuvent dormir tranquilles et travailler dur, en attendant le paradis, sous la forme de l'esclavage et de la mort.

Ceux d'Algérie (province française chère à M. Soustelle) ont le même sort.

Pour nous le scandale a assez duré. Nous devons propager l'idée de méfiance envers de tels organismes patronés de la sorte. Nous devons créer des organismes de solidarité envers nos camarades, mais créés par les travailleurs et où régnerait un esprit d'émancipation et non de collaboration à l'œuvre néfaste du capitalisme.

Pour cela, travailleurs Nord-Africains et travailleurs Français, tous unis dans le même combat, doivent rejoindre les rangs des syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires.

Ils doivent lutter pour renverser le capitalisme, prendre en gestion l'économie de ce pays et de leur pays pour l'équilibrer au profit de tous sans exception.

Ils doivent, la main dans la main, exploités de la métropole ou des colonies, exiger le respect de leur personnalité et obtenir leur droit à une vie décente.

Pour cela tous en avant, à l'action ! A bas le capitalisme, le colonialisme et l'Etat !

Section Bâtiment Grenoble.

TRAVAILLEURS

Le rendez-vous d'Avril a été un poisson. La C.N.T., 18^e Région, donne rendez-vous aux travailleurs le 1^{er} Mai, à Grenoble, Bourse du Travail, à 10 heures.

Ceux-ci sauront, par leur nombre, montrer au gouvernement qu'ils ne veulent plus de ces rendez-vous trompeurs ; ils veulent l'action directe contre le capitalisme, les politiciens et l'Etat.

Tous donc à notre rendez-vous du 1^{er} Mai avec Fauchois, Secrétaire de l'Association Internationale des Travailleurs, Capdevilla, de la C.N.T. E., Georges, de la 18^e U.R.

Tous à Grenoble le 1^{er} Mai, pour nos revendications, pour l'instauration du communisme libertaire.

L'après-midi, Salle des Concerts de Grenoble, Festival de la S.I.A.

De la poésie, de l'humour, de la danse et du chant, dans une ambiance franco-espagnole de solidarité et d'amitié.

Reservez vos places au profit des œuvres sociales de S.I.A.

- Diffusez le C. S. -

Le premier Mai

Ce qu'il est; ce qu'il devrait être

Savons-nous ce qu'est le Premier Mai? N'est-il pas indispensable de déterminer le rôle historique de cette journée de lutte, de protestation, de revendication ouvrière?

Bien sûr, chaque année qui passe nous éloigne de plus en plus de 1887, de cette époque où le capitalisme américain assassina les martyrs de Chicago, et cependant l'Etat, le Capitalisme, l'Eglise n'ont pas changé. Aujourd'hui, tout comme hier, ces entités ne discutent pas, elles imposent leur credo, leur volonté. Elles broyent toute tentative d'émancipation ouvrière.

Le prolétariat, que fait-il? Toujours berné, trompé, il continue à croire qu'une politique prolétarienne résoudra l'angoissant problème de la Justice, de la Liberté, de la Paix, et dans son immense désir de changer une condition inhumaine, il se laisse bernier par les bonzes des partis politiques, il croit que la dictature du prolétariat puisse vraiment transformer le monde, et ce désir qui le hante le jour et la nuit, lui fait oublier que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. En effet cette maxime est le levier de l'indépendance économique et morale des travailleurs; elle est la synthèse de la pensée et de l'action, car le doute n'est plus possible, chacun de nous est convaincu que les travailleurs, afin d'obtenir leur émancipation, doivent défendre eux-mêmes leur cause et leurs intérêts immédiats et futurs.

Certes, les Centrales Syndicales réformistes et les partis politiques se sont chargés d'assommer les ouvriers et de leur faire oublier leur véritable rôle social. Par leurs slogans, leur systématique bourrage de crâne, les meneurs ont réussi à fausser le rôle historique du Premier Mai. Ainsi, dans les pays capitalistes, cette journée fut transformée en journée de réjouissances sportives et de défilés carnavalesques, tandis qu'au pays de la « dictature du prolétariat », cette

journée sert de prétexte au déchaînement de la violence, de la force brutale, du chauvinisme. Tout cela s'extériorise, sans vergogne, au cours de parades militaires, de défilés de tanks, de canons, tandis que, pour compléter le tout, des avions survolent la Place Rouge et le Mausolée de Lénine, en attendant le moment propice de s'en aller survoler les villes et semer l'épouvante, la mort parmi les enfants, les femmes, les vieillards.

Est-ce pour ce pitoyable résultat que sont morts Varlin, les communistes du Mur des Fédérés, les martyrs de Chicago, Francisco Ferrer, Ascaso Durruti, Berneri, les Rosenberg et tous ceux qui, au cours de l'histoire, furent assassinés par le fascisme noir, rouge, brun, ou par les démocrates?

Tous ces morts doivent frémir d'horreur. Ils doivent trépirer dans leur tombe, leur ombre doit pâlir devant le triste spectacle offert par les ennemis du peuple, par les dictateurs sanglants qui ont fait du Premier Mai une fête nationale. Et la tragi-comédie continue, car actuellement, deux blocs impérialistes se disputent l'hégémonie de l'Univers et s'insultent réciproquement avec la ferveur de deux cultes hostiles. La guerre froide est savamment orchestrée par eux. Ainsi la démocratie et chrétienne Amérique prétend, démocratiquement et pieusement s'imposer partout. Sous prétexte de sauvegarder la Paix, elle veut diriger la politique de chaque nation, le capitalisme américain se croit le maître du monde et veut imposer sa loi, ses gardarmes, ses troupes. Pour atteindre ces buts, il agit l'atome, il fait suivre les explosions atomiques aux machinations policières et à l'espionnage, il affirme qu'en agissant ainsi il défend la Paix, alors qu'en réalité il empoisonne l'humanité et réduit les peuples asiatiques au rôle de cobayes.

Quant à la Russie Rouge (rouge oui, bien sûr, mais rouge du sang de la vieille Garde Révolutionnaire lâchement assassinée), elle ne cesse d'affirmer qu'elle lutte pour la Paix. Le Parti Marxiste organise des comités de « Défense de la Paix », puis en Russie le dictateur et ses sinistres acolytes donnent la priorité à l'industrie lourde et préparent, dans l'ombre, la guerre. Dans ce pays de « dictature prolétarienne », le respect de la personne n'existe plus; gare à celui qui essaie de sortir du cercle infernal tracé par le dictateur. La « machine policière », toujours aux aguets, a tôt fait de découvrir que vous êtes coupable de trahison, et sans tambour ni trompette, lâchement, ignominieusement on vous logera une balle dans le crâne et on vous enverra rejoindre les Gémonies. Ainsi la réaction s'étend. En Espagne, Judas-Franco, protégé par les deux blocs, persécute, emprisonne, fusille. En Argentine, Peron agit de même.

Pendant ce temps, le prolétariat que fait-il? En ce Premier Mai 1955, la situation ouvrière internationale est désastreuse, elle est d'autant plus désastreuse que le prolétariat semble ne pas se rendre compte du péril qui le menace. Les ouvriers n'ont plus conscience de leur rôle social, trop souvent trompés, trahis, ils délaissent le Syndicat sans se rendre compte qu'en agissant ainsi ils creusent chaque jour un peu plus leur propre tombe. Par comble d'ironie, nous assistons, dans cette société capitaliste mourante, à des farces qui dépassent toutes les bornes de la comédie humaine, et nous voyons les commerçants protester, puis faire grève générale contre l'impôt. Nous disons, par comble d'ironie, parce que au su de tout le monde, le trait caractéristique du commerçant est de faire de toute chose, soit un objet, soit un instrument de trafic. Du plus petit au plus grand, ils s'entendent à merveille pour exploiter, ils agissent à la manière du hibou de la fable qui ramasse des faines pour ses souris en attendant de les croquer.

Après tant d'expériences heureuses et malheureuses, les ouvriers devraient comprendre que le Syndicat est une arme très puissante à condition de savoir s'en servir. Au lieu de fuir le Syndicat sous prétexte de trahisons répétées, l'ouvrier devrait s'unir au sein du Syndicat et faire de celui-ci une grande famille où chaque membre apportera ses suggestions, ses conseils, et œuvrera au perfectionnement de l'organisation. Si l'ouvrier désire vraiment ne plus être trompé, il faut qu'il renonce au rôle de simple cotisant, il doit se transformer en membre actif, vigilant, toujours présent aux assemblées de son syndicat.

L'histoire et l'expérience démontrent qu'à chaque étape de la lutte de classe, la distinction entre capitaliste et salarié s'accroît sans cesse. Le machinisme, le monopole, l'organisation de l'Etat créés soi-disant pour soulager la classe ouvrière, tournent constamment au profit du privilège et à l'oppression de plus en plus écrasante du travail. C'est que l'Etat et le capitalisme pratiquent le : « Tout par les travailleurs et tous contre les travailleurs ».

En ce Premier Mai 1955, il est temps que les ouvriers se réveillent, qu'ils s'unissent, qu'ils leur tour ils affirment : « Tout par et pour les travailleurs », contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre la guerre, l'injustice sociale. La main dans la main, formons une immense phalange d'hommes libres, conscients, et tous unis, luttons pour la Paix dans le Travail et l'Egalité économique. Ainsi l'Etat, le Capitalisme, l'Eglise disparaîtront, et sur leurs ruines surgira la Société Libertaire pour laquelle les martyrs de Chicago sont morts. BREGLIANO Luc.

La marche sur Bruxelles ou la querelle des boutiquiers

Cette fameuse guerre scolaire aura fait couler beaucoup d'encre, tant en Belgique qu'à l'étranger, et la presse en mal de copie a trouvé là le moyen de remplir ses colonnes.

Pourtant, il faut avouer qu'on a donné à cet événement plus d'importance qu'il n'en méritait. Le véritable motif du conflit est une question de subsides aux œuvres confessionnelles, mais la coalition gouvernementale n'a jamais eu l'intention de paralyser l'action de l'Eglise, loin s'en faut. Ces messieurs socialistes et libéraux ont proclamé partout la noble mission de la religion — il faut ménager la clientèle électorale! — et exception faite d'une minorité de libres-penseurs blâmant les concessions des partis de gauche, on peut dire que tout s'est passé dans le cadre de la politique traditionnelle.

Certains ont accusé le P.S.C.

Voix des Cheminots

Contre la démagogie militariste

Le Syndicat du Rail C.N.T. : Vivement ému du projet gouvernemental de mobilisation pacifique de la jeunesse, tendant à opposer les jeunes recrues aux travailleurs et à fournir aux employeurs une main-d'œuvre militarisée à bas prix, susceptible en outre de se substituer aux ouvriers en grève;

Constate une ingérence de plus en plus grande de l'armée dans le monde du travail;

(catholique) de préparer un coup d'Etat, mais s'il est vrai que les tendances fascistes au sein de ce parti se sont efforcées de prendre le pouvoir par la force, la majorité des croyants a gardé une prudente réserve.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'influence religieuse, sur le nombre élevé de écoles dites libres qui ne doivent leur existence qu'aux complaisances des chefs de « gôche ». Mais nous ne voulons pas nous attarder sur un problème qui est faussé si on ne le considère qu'en soi. Bien mieux que les longues dissertations, nous préférons nous en remettre à un patient travail d'éducation des individus qui, s'il ne nous donne pas toujours des résultats immédiats, a du moins le mérite de vouloir débarrasser les esprits de toutes les servitudes : politiques, religieuses ou autres.

(Correspondant de Belgique.)

Lettre ouverte à M. le Sous-Préfet de Brest

En leur réunion du dimanche 3 avril, les responsables de l'Union Locale C.N.T. ont pris connaissance avec indignation des décisions gouvernementales concernant :

1. Le salaire de base porté à 126 frs de l'heure, primes comprises, dans la région parisienne;

2. Les abattements de zones de salaires ramenés à 12 % pour les localités les plus défavorisées.

Nous ne pouvons pas laisser cela sans élever une vive protestation contre ces actes qui risquent de soulever la classe ouvrière dans des mouvements dont la violence ne peut être prévisible.

Pour nous, C.N.T., nous considérons que le salaire le moins élevé devrait être porté à \$5.000 frs par mois, basé sur la semaine de 40 heures, pour toutes les localités, considérant que les abattements de zones de salaires ont été institués arbitrairement. Ce salaire de \$5.000 frs est basé sur le pouvoir d'achat des ouvriers de la région parisienne, de 1938.

Nous, C.N.T., considérons que ce réajustement doit se faire non hiérarchisé; car, et nous le déclarons fermement, une trop grande inégalité sociale existe de fait.

Monsieur le Sous-Préfet, vous savez par les dernières élections des 16 mars et 3 avril, combien est grande la désaffection des travailleurs vis-à-vis des parlementaires, et le gouvernement n'est composé que de parlementaires.

Ceci est un indice sérieux que les gouvernants ne devraient pas négliger, car en ce pays et à Brest, des conflits sociaux très violents ont éclaté, à maintes reprises.

Ces conflits peuvent se reproduire, car l'indignation est grande parmi les ouvriers.

Aussi, l'Union Locale C. N. T. de Brest vous demande, Monsieur le Sous-Préfet, de transmettre aux autorités de ce pays sa protestation contre ce qu'elle appelle une insulte aux salariés.

L'U. L. Brest.

N.-B. — Lors des élections des 16 mars et 3 avril, à Brest, il y eut plus de 50 % d'abstentions. Cette lettre fut envoyée à la Sous-Préfecture et un communiqué parut dans le Télégramme, quotidien local.

Nous sommes obligés de constater la carence totale des Centrales dites représentatives qui n'ont pas fait la moindre protestation et nous sommes fiers que, seule la C.N.T. a fait entendre la voix de la raison face aux autorités.

Voilà une démonstration de la malhonnêteté, de l'intrusion des partis politiques, de l'Etat et du Clergé dans le mouvement syndical.

Nous appelons les travailleurs de ce pays à venir grossir nos rangs, pour lutter avec davantage d'efficacité contre les exploitateurs, contre tous, avoués ou inavoués.

Travailleurs! tous à la C.N.T. pour notre vraie libération.

Service de Santé

L'administration de l'Assistance Publique à Paris a donné à ses préposés la possibilité de choisir entre les catégories A et B, c'est-à-dire de pouvoir partir en retraite à l'âge de 55 ou 60 ans, mais seuls ceux qui occupaient l'emploi le 20-11-53 ont le droit de partir à l'âge de 55 ans s'ils choisissent la catégorie B.

Ceux qui n'occupaient pas l'emploi le 20-11-53 sont versés automatiquement dans la catégorie A et partiront en retraite à 60 ans.

Mais, pourtant, l'Assistance Publique sait qu'il n'y a qu'une seule catégorie de préposés; il n'y a ni anciens ni nouveaux préposés, nous sommes tous des salariés et nous devons tous partir à l'âge de 55 ans.

Seule, la C.N.T. demande que tous les fonctionnaires partent en retraite après 25 ans de services, sans limite d'âge.

L'Assistance Publique est en train de tendre un piège à ses préposés qui sont en minorité par le nombre vis-à-vis des autres catégories du personnel. Après les préposés, l'Assistance Publique s'attaquera aux aides-soignants et autres.

C'est pourquoi, camarades, il faut rester vigilants, et ceux qui ne sont pas syndiqués ou qui ne sont pas d'accord avec leur organisation syndicale, doivent venir à la C.N.T., seule organisation syndicale qui ne fait pas de politique.

GENET
du service de Santé.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure:

LA CHARTE
DU SYNDICALISME
REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale: 5 fr.

Souvenirs et Espoirs d'un jour mémorable

Chaque fois que revient le 1^{er} Mai, c'est avec une certaine amertume et un certain dégoût que nous remuons la corbeille aux souvenirs.

Amertume, parce que nous souffrons de voir que tant d'efforts, tant de sacrifices consentis par nos illustres prédécesseurs de l'époque héroïque n'ont pas, il faut le dire, obtenu les résultats espérés.

Dégoût, parce que la canaille politicienne a violé le sens d'un jour de lutte en le transformant en une immonde mascarade.

Il est bon de rafraîchir la mémoire de ceux qui, par ignorance ou paresse, se complaisent dans un conformisme objectif.

En 1886, à Chicago, les ouvriers de la grande fabrique de machines agricoles Mac Cormick se mettent en grève dans le dessein d'obtenir la journée de huit heures. Lors d'une assemblée devant la fabrique, la police se rue sur les grévistes, à coups de revolver et de fusil, c'est un massacre épouvantable. Le lendemain, à l'issue d'un meeting de protestation, deux cents policiers armés assaillent les manifestants. A ce moment, une bombe, dont on ne sut jamais par qui elle avait été lancée, tombe au milieu des policiers, faisant 4 tués et une vingtaine de blessés. Tenus pour coupables bien qu'on ne put rien prouver contre eux, les organisateurs du meeting furent déferés au jury. Le procès qu'on leur fit (octobre 1886) fut un véritable scandale. D'ailleurs, quelques années plus tard, en 1893, un gouverneur de l'Illinois en poursuivit avec succès la révision.

Les accusés furent presque tous condamnés à mort, leurs noms sont inscrits dans les pages de deuil du mouvement ouvrier sous le titre de « Martyrs de Chicago ».

A partir de 1889, le 1^{er} Mai devint une journée de manifestation du prolétariat international, jusqu'au moment où la politique eut assez d'influence pour le déformer en le proclamant fête officielle (en cela, nos bons démocrates ont suivi l'exemple de Hitler et autres dictateurs).

C'est ainsi qu'aujourd'hui, exception faite d'une minorité de syndicalistes révolutionnaires et d'anarchistes, les travailleurs, intoxiqués par des empoisonneurs patentés, défilent en musique, préfigurant un autre cortège qui les conduira... au silence éternel!

A moins que par un examen de conscience, une juste colère les pousse à botter le cul à tous les vampires qui se repaissent de leur chair et de leur sang, à tous les salauds qui les dépouillent en les flattant, pareils à ces proutins qui ne pensent pas un mot de ce qu'elles disent.

Amertume et dégoût, disions-nous, s'emparent de notre âme en ce jour historique, mais notre grande passion pour la justice et la liberté est garante de notre persévérance et de notre attachement indéfectible à la cause révolutionnaire pour laquelle des compagnons, en d'autres pays, souffrent et meurent.

En dépit des succès momentanés des maisons de prostitution politique, nous sommes convaincus que notre A.I.T., dernier refuge des plus hautes valeurs humaines, restera digne de la noble mission qu'elle s'est assignée et que malgré des circonstances défavorables, sa lumière bienfaisante parviendra à tirer les hommes de leur torpeur et leur indiquera le chemin de la libération.

Groupe syndicaliste révolutionnaire de Belgique.

Balayer devant sa porte

(Suite de la page 4)

« Etre révolutionnaire » N° du 1^{er} Mai 1954, par la conquête des métiers. De toute manière, cet « après » regarde ceux qui feront « notre » révolution. Sera-t-elle communautaire? Je le pense. Dégagée de l'individualisme à l'état pur dont le seul but est de parvenir, elle devra assurer le bonheur de chacun par la satisfaction des besoins de tous. Ce sera, si j'en ai le temps, le sujet d'un autre article.

En ce 1^{er} Mai 1955, je ne peux mieux conclure qu'en reprenant la parole de Caton l'Ancien. Quel qu'en fût le thème, il terminait tous ses discours par cette phrase : « Et d'autre part, je pense qu'il faut détruire Carthage! » (ennemi N° 1 de Rome). Et Carthage fut détruite!

Je dirai donc à mon tour et toujours : « Et d'autre part, je pense qu'il faut détruire le capitalisme! » Pour qu'il en soit ainsi, détruisons-le d'abord en nous-mêmes. Quoi qu'il doive nous en coûter, pour notre libération de tous, en ce jour de premier mai, balayons chacun devant notre porte.

Louis HOBÉY.



Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17, rue de Clignancourt.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

PREMIER MAI 1886

(Suite de la 1^{re} page)

semblent être les premiers qui aient cherché à obtenir les 8 heures par les grèves. Aux Etats-Unis, la première demande concertée pour les 8 heures suit de près, en 1833, par 17 métiers de Baltimore, mais sans succès. Les ouvriers développèrent leurs organisations à partir de 1843, dans l'esprit de la Déclaration des Principes du Congrès de Pittsburg en 1883 : « Agitation pour l'organisation ; organisation pour la rébellion, tel est en peu de mots le chemin que doivent suivre les travailleurs s'ils veulent se libérer de leurs chaînes ».

Les ouvriers avaient eu recours, au début, aux moyens légaux, puis ils se rendirent compte de l'inutilité de leurs efforts en ce sens ; ils comprirent alors la force de l'organisation et de l'action directe ; les syndicats et associations ouvrières se multiplièrent ; la Fédération des Travailleurs des U.S.A. et du Canada se constitua en 1880 et dès 1870 des organisations ouvrières s'étaient affiliées à la Première Internationale. L'objectif assigné à ce moment était la journée de 8 heures, et une réunion des travailleurs de Chicago décida de déclarer, le 1^{er} Mai 1886 la grève générale pour les 8 heures. Dans cette ville, il y eut à cette occasion plus de 50.000 grévistes et le meeting du 1^{er} Mai réunit 25.000 participants.

Les événements de ces jours de mai sont bien connus : le choc avec les forces de police, puis le procès célèbre contre les huit principaux inculpés.

Quels étaient les caractères de ce mouvement ouvrier ?

Les travailleurs qui réclamaient la journée de 8 heures luttèrent pour l'abolition des iniquités présentes et l'avènement de formes plus élevées de civilisation : « Nous avons expliqué au peuple, déclara au tribunal A. Spies, ses conditions et relations sociales. Nous lui avons fait voir les phénomènes sociaux, les circonstances et les lois sous lesquels ils se développent ; par le moyen de l'investigation scientifique, nous avons prouvé jusqu'à la satiété que le système du salariat est la cause de toutes les iniquités, iniquités si monstrueuses qu'elles claquent vers le ciel. Nous lui avons dit que le système du salariat, comme forme de développement social, devait faire place logiquement à des formes plus élevées de civilisation, que tel système préparait et favorisait l'établissement d'un système de coopération universelle ».

Ces revendications pour une société basée sur la justice étaient celles de l'Association Internationale des Travailleurs : elle exerçait depuis 1871 une grande influence sur le mouvement ouvrier américain, bien que les masses populaires n'aient pas encore pénétré le sens exact de ses aspirations, mais elles en comprenaient la grandeur et la base sociologique. L'A.I.T. développa dans le pays une propagande active et attira à elle des sections entières du parti ouvrier socialiste, et en général les éléments ouvriers les plus actifs et les plus convaincus. Les Etats-Unis étaient d'ailleurs à ce moment un pays d'immigration cosmopolite où l'internationalisme trouvait un terrain fécond ; presque tous les inculpés du procès appartenaient à l'A.I.T. et, parmi eux, seul Parsons était Américain. Oscar Neebe, s'il était né à Philadelphie, était de parents

allemands ; les autres inculpés étaient des immigrés, d'origine allemande et anglaise.

Engel a déclaré : « Lors que je vins en 1878 à Philadelphie, je croyais y trouver les moyens de vie plus faciles... mais ma désillusion fut complète. Je commençai à comprendre que pour l'ouvrier, il n'y a pas de différence entre New-York, Philadelphie et Chicago, comme il n'y en a pas entre l'Allemagne et cette république si pondérée. »

« J'entrai alors à l'Association Internationale des Travailleurs. Les membres de cette Association étaient convaincus que les travailleurs ne pourront s'émanciper que par la force, en accord avec les enseignements de l'histoire. »

La méthode d'action fut donc l'action directe et la violence, moyens d'autant plus indispensables que le capitalisme américain était plus brutal. Lingg, l'ouvrier charpentier, indomptable jusque dans la mort, puisqu'il échappa à la pendaison en se tuant avec une capsule de dynamite, l'affirmait à ses juges de classe : « Tandis que je déclare franchement que je suis partisan d'employer la force pour conquérir une vie meilleure pour mes compagnons et pour moi, tandis que j'affirme qu'en face de la violence brutale de la police, il faut employer la force brutale, vous vous proposez de pendre 7 hommes en ayant recours aux faussettes et aux parjures, en achetant des témoins et en fabriquant enfin un procès inique du début à la fin. »

« Je répète que je suis ennemi de l'ordre actuel, et je répète que je le combattrai de toutes mes forces tant que je vivrai. Je déclare encore une fois franchement et ouvertement que je suis partisan de l'emploi de la force. Je l'ai dit au capitaine Schaack et je le soutiens, que si vous employez contre nous vos fusils et vos canons, nous emploierons contre vous la dynamite. Vous riez probablement parce que vous pensez : « Tu ne pourras plus lancer de bombes ». Mais permettez-moi de vous assurer que je meurs heureux, parce que je suis sûr que des centaines d'ouvriers auxquels j'ai parlé se rappelleront de mes paroles, et lorsque nous aurons été pendus, ils feront éclater la bombe. Avec cet espoir, je vous dis : JE VOUS MEPRISE, JE MEPRISE VOTRE ORDRE, VOS LOIS, VOTRE FORCE, VOTRE AUTORITE. PENEZ-MOI. »

Le procès, commencé pour rechercher qui avait lancé une bombe contre la police, dévia et fut dirigé en réalité contre l'Association Internationale des Travailleurs, et aussi contre un idéal, l'anarchisme. Les anarchistes de cette époque avaient compris que leur place était parmi les travailleurs, et dans l'A.I.T. Au début, ils avaient combattu l'accord de la Fédération des Travailleurs pour revendiquer les 8 heures en le jugeant insuffisant ; ils voulaient aller directement à la révolution. Puis ils s'y rallièrent en y voyant une étape qui permettrait justement d'aller ensuite plus loin. Spies déclarait encore aux juges : « ... Pour nous, la tendance du progrès était une société de souverains où la liberté et l'égalité économique pour tous produirait un équilibre stable comme base et condition de l'ordre naturel. »

« ... Vous pouvez donc me con-

(Suite page 3)

B.D.I.C

Association Internationale des Travailleurs

AUX SECTIONS, A TOUS LES MILITANTS,

Le Bureau de l'A.I.T. tient à assurer, une fois de plus, de son entière solidarité tous les militants clandestins d'Argentine, de Bulgarie, d'Espagne, du Portugal, tous les emprisonnés, les déportés et les victimes du fascisme, du colonialisme et du racisme.

Il invite les Sections de l'organisation, avec le concours de la « Solidarité Internationale Antifasciste », à coordonner leur action, à l'amplifier, afin d'atteindre le but pour lequel elles luttent, en s'inspirant de l'admirable exemple des militants qui persévèrent sans défaillance bien qu'écrasés sous la botte du fascisme.

Adresse à tous à l'occasion du 1^{er} Mai un salut fraternel avec l'espoir que le travail commun permettra très rapidement à chacun de vivre heureux et de se développer dans une société débarrassée de ses bourreaux et de ses exploités.

Pour le Bureau de l'A. I. T. :
Le Secrétaire, Raymond FAUCHOIS.

REAFFIRMATION DE CONSCIENCE REVOLUTIONNAIRE

La tradition veut que le 1^{er} Mai soit une manifestation de conscience révolutionnaire. Il semble plus indiqué, cette année, en raison de l'attaque massive déclenchée contre les principes et tactiques de l'A.I.T., qu'il se célèbre sous le signe d'une « réaffirmation » de conscience révolutionnaire.

Certain rassemblement qui vient d'avoir lieu à Puteaux les 9 et 10 avril ne laisse subsister aucun doute sur la tentative de noyautage, de déviation que subit actuellement notre organisation internationale. La regrettable présence à cette assemblée d'éléments occupant des postes élevés dans certaines sections de l'A.I.T. permet de situer très exactement l'importance de cette manœuvre. Conscient de ses responsabilités, le secrétariat de l'A.I.T. profite de la commémoration de la journée symbolique du 1^{er} Mai pour dénoncer à tous les syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes du monde qui se réclament de l'A.I.T., de tels agissements qui, s'ils étaient menés à bonne fin pourraient avoir des conséquences incalculables.

Le secrétariat de l'A.I.T. n'est nullement décidé à subir sans réagir. En raison du péril couru, il est décidé à rendre coup pour coup afin de sauvegarder l'organisation dans le cadre des principes qui ont été réaffirmés au Congrès de Puteaux et, puisque le précédent a été établi par les déviationnistes qui s'opposent à lui, il n'hésitera pas, s'il l'estime nécessaire, à porter la lutte sur le terrain même de l'adversaire.

L'heure n'est plus aux tergiversations. Face au « syndicalisme libertaire » collaborateur, juste propre à perpétuer l'esclavage du prolétariat, face au « syndicalisme libre » aussi asservi que celui qui se réclame d'un faux communisme, face à tous les syndicalismes réformistes sans signification, face aux bourgeois repus, face aux « cadres » qui s'affirment les meilleurs défenseurs des précédents et se révèlent souvent aussi jouisseurs qu'eux, parfois plus, même, le secrétariat de l'A.I.T. invite à lutter à ses côtés, classe contre classe, tous ceux qui condamnent toute collaboration et continuent à estimer nécessaire l'abolition du salariat, du patronat, de l'Etat et de travailler pour l'instauration de l'égalité économique et sociale dans le cadre du communisme libertaire.

Il sait que les anarcho-syndicalistes se réfèrent sans aucune réserve à un tel programme ; c'est pourquoi il croit utile de les alerter et pour dresser face au réformisme le barrage

tre une répartition égalitaire de la production ».

Comment oser prétendre, pour justifier une honteuse collaboration, que le régime capitaliste est en bonne santé — car c'est cela qu'on nous affirme de façon détournée — alors qu'il n'échappe à l'asphyxie que par l'appoint des poumons d'acier que sont l'économie de guerre, le crédit, l'escroquerie.

Que ceux qui ont des doutes à ce sujet méditent ce cri d'alarme lancé par un « bourgeois » authentique, un capitaliste américain M. Black, président du Fonds Monétaire International :

« Il serait dangereusement illusoire de croire qu'il sera possible de relever le niveau de vie des masses sans modifier la structure économique d'un régime qui permet à une minorité de jouir de la presque totalité du revenu national. »

Bien qu'il ne reflète que partiellement la pensée de son auteur, qui cache mal son appréhension quant à l'avenir du régime, allions-nous, en présence d'un tel aveu, reprendre à notre compte la profession de foi de l'ancien chef d'orchestre du parti socialiste, Léon Blum et, devenir nous aussi « les géants loyaux du capitalisme ».

Ce serait, nous le répéterons autant de fois que la chose nous paraîtra nécessaire, nous rendre coupables d'une véritable trahison.

Contribuer à prolonger la survivance d'un régime qui aggrave chaque jour la condition du prolétariat international, jamais.

La démonstration a été faite qu'avec des moyens au moins égaux à ceux dont nous pourrions jamais disposer, une véritable réforme de structure est irréalisable dans le cadre de la « légalité ». Il faut être bien naïf ou de mauvaise foi pour prétendre que la révolution sociale puisse être autrement que violente. Or, nous ne sommes ni l'un ni l'autre.

Les tenants du pouvoir, avoués ou cachés, indissolublement liés, n'abandonneront leurs prérogatives, ayant tous les moyens de répression à leur disposition, que par la force et le mouvement ouvrier dissocier, parce qu'affligé de courte vue, n'est malheureusement pas en état de faire face, avec grande chance de succès, au colosse que peut lui opposer actuellement le capitalisme international.

Pourtant, nous l'avons vu plus haut, la santé de celui-ci est précaire et il ne manquera pas, à bref délai, de crever d'indigestion faute d'avoir pu, seul, en égoïste, absorber la totalité de sa production.

A nous d'être présents au moment psychologique pour l'aider à disparaître pour faire ensuite étalage de nos capacités et mener les opprimés à la libération qu'ils aspirent.

Mais en attendant, éduquons, travaillons sans relâche. Nos adversaires, eux, ne s'endorment pas. N'hésitons pas à les clouer au pilori. Nul doute que ceux qui, en toute sincérité, les ont suivis ne reprennent rapidement conscience et réagissent comme il se doit.

Et surtout, syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes authentiques, pour éviter que l'irréparable se produise, souvenez-vous, ayez toujours présent à la mémoire que derrière l'Association Internationale des Travailleurs il n'y a plus RIEN.

Raymond FAUCHOIS
Secrétaire de l'A.I.T.

BALAYER DEVANT SA PORTE

(Suite de la première page)

capitaliste. C'est ce que j'appelle : « Balayer devant sa porte », car, ne l'oublions pas, la tentation est grande de céder à l'intégration au régime.

Je m'en voudrais de froisser la susceptibilité de quiconque, mais je suis quand même obligé de poser les questions nécessaires.

Les ouvriers, même ceux du bas de l'échelle des salaires, aspirent-ils, oui ou non, en majorité à devenir : contremaître, chef d'équipe, et, visant plus haut, non pour s'éduquer corporativement, intellectuellement et moralement, soutiennent-ils la hiérarchie au lieu de l'écraser, poursuivant la conquête d'un poste toujours plus élevé, en considération, non seulement du salaire mais encore de la vanité ou de l'orgueil d'être enfin parvenus ?

Les artisans désirent-ils, oui ou non, employer un, deux, quatre ouvriers ? Chacun sait parfaitement qu'un artisan travaillant seul végète. Avec un ouvrier, il vivote ; avec deux, il prospère. Avec trois, quatre, il roule bientôt en 203 ou en Aronde. Les petits commerçants (voir ci-dessus).

Combien de locataires se refusent, s'ils en avaient le moyen, à devenir à leur tour un de ces propriétaires qualifiés jusqu'à preuve du contraire et par eux-mêmes de « férocés » et de « sans entrailles », et à posséder — c'est le terme exact — à leur tour des locataires ?

Combien d'employés d'administration courbent l'échine, se plient aux injonctions, aux bassesses ou aux

flatteries presque toujours nécessaires pour gravir un échelon, des échelons de plus qui leur apportent, en même temps que les moyens de vivre correspondant à la situation qu'ils convoitent, la satisfaction personnelle d'avoir réussi ? Combien, sans citer d'exemples, ont recours au « piston », moyen humiliant, mais qui permet d'arriver à mêmes fins ?

En un mot, combien de salariés ou de non-possédants refuseraient, si la possibilité leur en était fournie, de devenir capitalistes ?

La question posée ci-dessus en toute netteté, ne visait que la masse.

Je m'adresse maintenant à ceux qui me lisent, aux syndicalistes révolutionnaires.

Je leur demande s'ils se prononcent délibérément contre toute hiérarchie, et si, au fond d'eux-mêmes, ils sont décidés à pratiquer, même s'ils ne l'ont pas fait jusqu'à présent, le refus de parvenir.

Je suis dur, je le reconnais, pas plus toutefois que je ne l'ai été pour moi-même, volontairement assujéti, avec une rigueur extrême à cette ligne de conduite. Je sais aussi qu'il faut être dur pour le peuple, surtout quand il s'agit des meilleurs, car on a le droit de tout exiger d'eux. En effet, on ne renverse pas un régime — et c'est la tâche que nous avons délibérément choisie — quand on y est, même partiellement, intégré.

Avant donc de se dire révolutionnaire, chacun de ceux qui prétendent l'être devra dépouiller « le vieil homme », arracher de soi-même, à

n'importe quel prix les vieux oripeaux, complexes d'un capitalisme qui doit disparaître, rejeter toutes les tentations, en un mot, faire peau neuve. Il lui faudra renaitre avec des yeux et des sens nouveaux, et, par eux, voir et percevoir clairement la manière d'avoir raison d'un capitalisme condamnable et condamné, par la suppression du salariat et du patronat, des classes, donc de la lutte de classes, et ainsi, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour un révolutionnaire, voilà le problème. C'est pourquoi j'ai titré ce propos : « Balayer devant sa porte », et je soutiens que c'est un article du 1^{er} Mai.

Si Pétain, après Hitler, a fait de cette journée la « Fête du Travail », nous, syndicalistes révolutionnaires, n'avons pas oublié nos frères martyrs de Chicago, de Fourmies, les arrestations préventives d'avant 1914, quand la bourgeoisie vivait, en ce jour de lutte revendicative, sur ses provisions précautionneusement amassées. Nous n'avons pas oublié les manifestations monstres de ce 1^{er} Mai 1919, après que, sous le signe de la peur, la semaine de 48 heures ait été hâtivement votée.

Il faut toujours, en effet, rappeler la donnée essentielle : à part sa misère, sa faim, son sang, la classe ouvrière ne doit rien au capitalisme : rien d'autre que la nécessité de le faire disparaître.

J'entends bien l'éternelle question : « Mais après ? » J'ai répondu dans (Suite page 3)

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces



A chacun selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

27^e année - Nouvelle série, N° 133

20 FRANCS

JUIN 1955

Chassons les fantômes

L'Etat, le Capitalisme, l'Eglise, voilà une trilogie dont le rôle est néfaste à l'humanité et tout particulièrement aux travailleurs. Nul n'osera nier que cette trilogie a fait son temps, qu'elle est dépassée par les événements, par l'évolution. Malgré ce, elle continue à dominer, diriger, ordonner, exécuter et cependant tout prouve qu'elle est une immense fiction, un épouvantail au service d'associations de malfaiteurs, en un mot, c'est là un fantôme. Or, comment se fait-il qu'un fantôme exerce une puissance si extraordinaire ? Par quel subterfuge cette trilogie subjugue-t-elle les peuples ? Est-ce que les Etatistes, les Dictateurs, les Capitalistes, les Ecclesiastes descendent, directement, de Jupiter ou au contraire sont-ils des hommes en chair et en os tout comme le commun des mortels et comme lui, sont-ils soumis aux influences ancestrales, à celles du milieu, aux lois bio-chimico-physiques et psychologiques qui président aux comportements ? Ces gens-là sont-ils des éminences grises, transcendantales, indéfinissables et qui échappent à tout contrôle ? Ou en revanche, la puissance de ces Messieurs est-elle la conséquence de l'ignorance et des sentiments d'infériorité qui écrasent les foules ?

Il est difficile de répondre à de semblables questions et cependant, nos ancêtres, hantés par l'inconnu, s'efforcèrent d'arracher le voile mystérieux des lois naturelles. Dans leur course vers le connu, ils nous transmettent un outil merveilleux : « La Science » grâce à laquelle on a appris que l'Être en général, la Santé, le Travail, la Liberté, la Solidarité, sont des facteurs supérieurs aux intérêts pécuniaires, à la plus-value, à la Patrie, à l'Impérialisme, aux Partis, aux Religions et autres foutaises.

Ainsi s'imposa la nécessité de briser le cercle infernal dans lequel l'Être étouffait ; désormais un devoir impérieux obligea l'homme à lutter afin de soustraire tous les Êtres aux servitudes psychiques et à les immuniser contre les virus autoritaires, parce que l'autoritarisme est le pire ennemi de l'homme, car il s'impose toujours à sens unique et au profit d'une caste au détriment d'une classe.

Mais, objectera-t-on, comment pouvons-nous détruire l'autoritarisme ? Il faut se convaincre que pour atteindre un but il est indispensable de « ne jamais tourner tantôt à gauche, tantôt à droite et encore moins s'arrêter sur place. Il faut marcher, marcher toujours droit vers le même but ». Est-ce là chose impossible et, dès lors, devons-nous admettre la nécessité d'une politique sournoise, machiavélique, dictatorial ? Certes, les partisans du juste milieu, les éternels réconciliateurs des irréconciliables, prétendent que la lutte pour la vie nous oblige à choisir un Etat plutôt qu'un autre, à préférer une démocratie aux dictatures noires ou rouges. En réalité, démocratie, fascisme, dictature sont des aspects divers d'une même entité ; l'Etat, et celui-ci est, par essence, définition et tradition, autoritaire et tyrannique ; c'est ainsi qu'au pays de dictature rouge ou noire on tue afin d'éviter toute trahison, que dans les démocraties on électrocute pour supprimer les espions, en réalité ces assassinats ont une même mission : supprimer toute tentative tendant à détruire l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce n'est pas tout, un regard rétrospectif sur l'histoire nous apprend que tant que le Syndicalisme fut apolitique, qu'il s'inspira des principes de l'A.I.T., ce fut un Syndicalisme révolutionnaire ; dès que le réformisme s'infiltra au sein des Syndicats, le Syndicalisme dégénéra et finit par se transformer en succursale des partis politiques, dictatorial, ecclésiastiques. C'est là une vérité indéniable, irréfutable de sorte que lorsqu'on prétend que les syndicalistes révolutionnaires eurent tort de redonner au syndicalisme son cachet d'anarcho-syndicalisme, nous répondons que cette affirmation équivaut à l'ignorance totale des faits

historiques qui présidèrent à l'avènement du syndicalisme.

Désireux d'affirmer un fait indéniable, nous répéterons ce que nous avons déjà dit maintes et maintes fois, à savoir : l'attitude de certains libertaires vis-à-vis des principes de l'A.I.T. et de l'anarcho-syndicalisme est une attitude surchargée de préjugés, de paradoxes, de contradictions. Que dire de ceux qui, tout en acceptant les principes de l'A.I.T. agissent contrairement à ces principes ? Ces gens-là, par leur manie de réconcilier les irréconciliables, sont, inconsciemment ou consciemment, les fossoyeurs de l'A.I.T. Ces camarades n'ont pas compris, ils ne veulent pas comprendre que la liberté et la paix sont irréalisables tant qu'un système contradictoire des vœux continue d'exister, que les vrais idéaux sont dynamiques et qu'ils excitent le désir de les atteindre, qu'ils constituent une force aussi précieuse qu'indispensable au développement de l'Être. En revanche, l'image idéalisée du réformisme est statique, elle est un obstacle au développement de l'Être parce qu'elle nie les valeurs et les erreurs, en un mot, l'idéal authentique engendre l'humilité, la solidarité, l'égalité économique, le réformisme idéalisé engendre la hiérarchie et par-là l'arrogance.

Le pire dans cette histoire c'est que certains camarades prétendent que l'anarchisme étant indéfinissable, l'anarchiste est libre d'agir à sa guise.

Bien sûr, chacun est libre, vis-à-vis de lui-même, d'agir à sa guise, en est-il de même vis-à-vis de la Société ? En réalité, étant donné qu'il est impossible de vivre au-dessus et au-delà de la société, il est superflu de dire que la vie en commun nous oblige à certaines concessions, mais, pouvons-nous résoudre, à l'aide de l'indéfinissable, les problèmes que nous impose la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Disons tout de suite que l'indéfinissable est quelque chose qu'on ne peut s'expliquer, qu'on ne saurait définir et dont on ne peut se rendre compte. Pour faire quelque chose de concret, il faut des notions exactes des mécanismes qui régissent la société. De même qu'en médecine il est impossible de faire face à une maladie sans en connaître les causes, de même en sociologie il est impossible de détruire la misère sans connaître les causes de cette misère.

Voilà pourquoi nous affirmons que les principes de l'A.I.T. ne sont pas « statiques », qu'ils sont dynamiques. En effet, au sein de l'A.I.T. l'Être trouvera la possibilité de subordonner la diversité de ses désirs et de ses aspirations, son comportement lui assurera la satisfaction des désirs et la réalisation des aspirations conformément à l'activité totale de sa personnalité. Au sein de cette organisation, les besoins, les exigences, les aspirations.

(Suite 4^e page)

Le syndicalisme n'a pas pour but d'établir et de maintenir l'entente entre le travail et le capital, mais de livrer une guerre à ce dernier.

Luigi BERTONI

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

Une propagande tapageuse, propre à abuser ceux qui ont la fâcheuse habitude d'examiner trop superficiellement les problèmes qui leur sont posés sur le plan économique et social, tend, une fois de plus, actuellement, à accorder à certaines solutions une valeur qu'elles ne possèdent pas.

Le mouvement coopératif est du nombre.

Prétendre que celui-ci est susceptible d'améliorer dans des proportions notables la condition humaine est une erreur, aller jusqu'à avancer qu'il peut mener à l'égalité économique est un leurre.

Aussi mettons-nous le prolétariat en garde contre cette fausse évaluation en lui indiquant que la coopérative ne peut être, et en certaines circonstances seulement, qu'un pis-aller, qu'elle ne résoud rien.

Il existe deux formes de coopératives intéressant les salariés : Les unes dites de production, les autres de consommation. Une troisième, sans appellation propre, que nous dénommerons d'« exploitation », se substitue toujours, dans un délai plus ou moins bref, aux précédentes.

Les raisons qui militent contre les coopératives sont d'ordre moral ou matériel, parfois les deux.

Coopératisme et syndicalisme sont incompatibles parce que le premier, basé sur l'autorité, l'inégalité, l'égoïsme n'accorde d'avantages réels qu'à une infime minorité d'individus, alors que le syndicalisme, lui, s'inspirant de l'altruisme, la philanthropie, la solidarité, travaille à la réalisation des

aspirations de la collectivité toute entière.

Le coopératisme permet, puisqu'il se développe dans le cadre du régime capitaliste, qui a fait plus que son temps, d'assurer sa pérennité, de détourner les exploités du véritable but qu'ils se sont assigné, de substituer l'esprit réformiste à celui de « lutte de classes », d'« action directe », seuls susceptibles pourtant, l'expérience actuelle le prouve abondamment, de mener à la libération des masses.

COOPERATIVES DE PRODUCTION

Se référant à la loi, les animateurs de la coopérative de production ne manquent pas d'utiliser celle-ci au mieux des intérêts de l'entreprise qui ne sont pas toujours identiques, loin s'en faut, à ceux des éléments qui la font prospérer.

La hiérarchie des salaires existe là comme partout ailleurs, les taux de rémunération sont les plus bas possibles, heures supplémentaires, cadences infernales y sont en honneur. Le nombre des « coopérateurs » est presque toujours réduit au chiffre minimum. En un mot la condition des individus employés dans la coopérative de production est identique, parfois pire même, à celle des travailleurs exploités dans les entreprises capitalistes normales qui, bien que ne bénéficiant pas des réductions de taxes accordées aux coopératives, affichent, lors de la publication de chaque bilan, des bénéfices scandaleux.

COOPERATIVES

DE CONSOMMATION

Le grand mirage, en cette forme, est la « ristourne » consentie aux consommateurs, au prorata de leurs achats, à la fin de chaque exercice.

Les prix de vente, qui au temps héroïque des « coopés » étaient intéressants, se sont stabilisés le plus souvent au niveau de ceux du commerce libre, assez au-dessus de ceux pratiqués dans certaines maisons à succursales multiples, la qualité des marchandises laissant, de plus, souvent à désirer.

La chose s'explique mal si l'on tient compte, là aussi, des exonérations de taxes consenties et du monopole de fait que provoque l'attrait de la ristourne. Ce sont les émoluments substantiels de la technobureaucratie, implantée là comme partout ailleurs, et la présence de gérants de succursales, faux salariés qui bénéficient de tous les avantages dont jouissent les autres commerçants sans courir presque aucun risque, qui doivent être pour une bonne part responsables de cette situation.

COOPERATIVES

D'EXPLOITATION

Au départ, tout est parfait. Cela ne dure jamais longtemps ; rapidement l'esprit de lucre intervient — il en sera malheureusement ainsi tant que le régime actuel n'aura pas disparu — et, automatiquement, la coopérative de production ou de consommation évolue, contrainte qu'elle est, pour subsister, de s'incorporer exactement dans le cadre de l'économie capitaliste.

Prétendre échapper à la loi d'airain qu'est le « prix de revient » est inconcevable. Une telle absence de sens commercial ne pouvant mener à coup sûr qu'à la faillite. La respecter, pour lutter à armes égales avec la cohorte des voleurs patentés, place le coopérateur sur un pied d'égalité avec ceux-ci et lui impose des servitudes contre lesquelles nous, syndicalistes, lutons depuis toujours.

Pas de milieu ; impossible d'éliminer le mauvais pour conserver le bon. C'est une question de vie ou de mort.

La triste mentalité des hommes, leur esprit autoritaire, le complexe de supériorité qui les anime joints à la soif de domination et de réussite qui les porte à admettre comme valable l'iniquité que constitue l'inégalité économique, font le reste, provoquent un climat absolument identique à celui existant partout ailleurs et autorisent à affirmer que la théorie de Raymond FAUCHOIS.

(Suite page 4)

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

L'ESPAGNE SOUS LA TERREUR

Répression monstre à Barcelone. Déploiement de forces. Chute de l'imprimerie clandestine de « Solidaridad Obrera » et « C.N.T. ». Nombreuses arrestations. Nos camarades sont torturés sauvagement. Plus que jamais, solidarité envers nos compagnons d'Espagne.

Nos camarades de l'Intérieur nous communiquent ce qui suit : « A l'occasion du 1^{er} Mai, la police a pris de grandes précautions, parce que des bruits courraient relatifs à des manifestations publiques d'hostilité au régime dirigées par les hommes de la C.N.T.

Cependant, le n° 39 de « Solidaridad Obrera » clandestine fut diffusé à profusion ainsi que d'autre propagande.

L'opinion publique et les travailleurs commentent l'activité de la C.N.T. et l'accueil favorablement, en manifestant leur sympathie.

Malheureusement, le 7, eut lieu dans la capitale catalane une attaque contre la Banque de Biscaïe ; quatre individus, selon la presse, s'emparèrent d'un demi-million de pesetas sans qu'il y ait de sang répandu.

L'organisation d'Espagne déclare qu'elle n'a rien de commun avec ces attaques.

Après ce fait, les forces de police et l'armée firent un déploiement de forces énorme et provocant.

Des razzias monstres ont eu lieu : cordons de forces autour de pâtés de maisons, innombrables perquisitions à domicile, arrestations nombreuses, surtout de personnes dont la police avait la fiche et en liberté provisoire. La majorité des détenus ont été libérés au bout de quelques heures, après avoir reçu pour beaucoup d'entre eux des soufflets et certains le passage à tabac.

Au cours des arrestations et perquisitions domiciliaires, la police eut affaire aux camarades qui étaient « Solidaridad Obrera »

et C.N.T. et entra dans le local de l'imprimerie ; elle s'empara de tout le matériel.

Les détenus, en ce qui concerne la chute de l'imprimerie, sont :

Manuel Llatje Tomas, Antonio Miral Guitart, Juan Vicente Castells, Primitivo Llansola Renau, frère du militant exilé, Vicente Llansola, sa femme Dolorès Cabanas Montanès et Maria Mas Casas, sœur de Valerio Mas, le vétérinaire militant connu de l'organisation confédérale.

Tous furent brutalement maltraités et torturés de façon horrible à la préfecture de police, en particulier Llatje Tomas et aussi les compagnons mentionnés en premier.

Pour défendre en Espagne la liberté de pensée et le droit d'énoncer et de répandre ses idées par la presse, on emprisonne et martyrise des hommes et des femmes. Dans ce cas, il est même remarquable que (et la police elle-même le sait) ni Primitivo Llansola Renau ni Dolorès Cabanas Montanès ni Maria Mas Casas, ne savent rien ni n'ont absolument rien à voir avec les activités de la presse clandestine ou d'autres activités. Il s'agit d'arrestations qui peuvent avoir seulement leur origine dans un esprit sadique de vengeance politique, caractéristique d'un régime où l'injustice est la loi.

Les vents sont mauvais par ici. Une vague de terreur policière s'est déchainée. Les lieux publics fréquentés par les camarades sont

pris d'assaut, pistolets ou mitraillettes en main ; ils exigent la documentation à tout le monde et arrêtent ceux qu'ils soupçonnent d'avoir quelque information, en usant soit de questions et de persuasion, soit de procédés inhumains et de la torture.

La police a été renforcée avec du personnel venu d'autres provinces et même la police armée qui surveille généralement Barcelone sans ostentation le fait aujourd'hui avec des fusils-mitrailleurs, type américain, au lieu de fusils, patrouillant continuellement et par groupes, dans tous les secteurs de la capitale. Son activité ne se limite pas à Barcelone. Dans les environs de la capitale, toutes les routes sont prises par la garde civile.

A Saragosse et dans d'autres villes d'Aragon, on a diffusé aussi le 1^{er} Mai et les jours suivants à profusion « Culture et Action », organe clandestin de la Confédération Régionale du Travail d'Aragon, Rioja et Navarre.

Le chef supérieur de police de Barcelone est allé ces jours-ci à Madrid et revient certainement avec de nouvelles instructions de la Direction Générale de Sûreté.

Les limiers du régime se sentent débordés et sont préoccupés par le développement croissant de l'activité clandestine qu'ils n'arrivent pas à décapiter.

Quant à nous, nous n'y renoncerons pas. Nous continuons à prendre nos précautions. Notre organisation clandestine reste intacte. Avec la fermeté de toujours, nous continuerons la lutte. Aidez-nous avec votre solidarité ! Vive la C.N.T. !

Les paroles de nos compagnons d'Espagne sont si éloquentes et

(Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 19 Juin, Chope du Combat, 2, rue de Meaux. Métro Fabien.

SYNDICAT INDUSTRIEL DES METAUX

Réunion du Conseil Syndical les samedis 4 et 18 juin, à 14 h. 30, au siège. Les responsables de sections d'entreprises sont particulièrement invités.

Le Bureau.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.2^e UNION REGIONALEAdresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.Pour le matériel et les fonds, s'adresser à Georges Yvernel Trésorier, 16, rue du Commerce, Paris-15^e. C.C.P. 7243-69 Paris.

SYNDICAT des EMPLOYES

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, à 20 h. 30.

Pour la Trésorerie, adresser les fonds à J. Guichardon, 33, rue Emile-Zola à Draveil (S.-et-O.). C.C.P. 51-660 Paris.

CONFECTION

HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e, tous les samedis de 16 à 18 heures.Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, r. R.-Lossierand, Paris-14^e.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE le 1^{er} VENDREDI de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.19^e UNION REGIONALEPermanence: tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège: vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

8^e U.R.

Conditions inhumaines que celles des dockers et assimilés, travaillant au déchargement des morutiers des quais Bacalan et de Bassens, où pour un misérable aumône de 1.200 frs par jour, des hommes s'éreintent à l'arrachage et au classement des poissons, au milieu de la puanteur et de la saumure, les vêtements et chaussures pourris par le sel; les mains couvertes de plaies dues aux arêtes des poissons et aggravées par le contact constant de l'humidité.

Donc, salaire misérable, pas de lavabos, encore moins de douches indispensables, et le harcèlement constant des chefs pour un rendement maximum. Les délégués C.G.T., vendus inconditionnellement à leurs patrons, feignent d'ignorer tout cela. Ils sont tous chefs trieurs, touchant prime spéciale et à coup sûr, une enveloppe supplémentaire: celle-ci représentant le fruit de la trahison.

En accord avec les camarades Claux et Piquemalle, de la Fédération des Ports et Dockers C.G.T.-F.O., l'Union Locale a organisé une assemblée du personnel qui travaille au déchargement de la morue, le 17 mai dernier, dans laquelle furent arrêtées les revendications suivantes:

1^o En plus de la journée fixée à 1.200 frs, une prime quotidienne de 400 frs (200 frs par vacation). Une prime d'effort physique de 100 frs par vacation: 200 frs par jour. (Ce qui porterait le salaire fixe à 1.800 frs par jour.)2^o Hygiène et sécurité, en installant douches et lavabos; en donnant à chaque ouvrier une paire de bottes, un pantalon ciré et des gants qui éviteront les blessures des mains.3^o La norme de 17 tonnes ramenée de 12 à 14 tonnes suivant la grosseur du poisson.

Une réunion paritaire a été demandée pour l'application de ces très justes et élémentaires revendications. La C.N.T. sera là.

Les marchandages sont finis, MM. Rambert et Cie, délégués du syndicat C.G.T. Nous ne sommes pas encore bons pour les méthodes concentrationnaires, si en honneur dans votre paradis russo-sibérien.

A bon entendre...

Les Dockers C.N.T.

P.-S. — Des camarades ont été victimes de la vengeance patronale, du seul fait d'avoir assisté à l'assemblée; ils sont restés sur la touche (débauchés) ces jours derniers. MM.

DANS NOS RÉGIONS

les patrons, il faudra rendre compte de ce beau geste, aussi! Dites-vous bien que nous n'oublions rien.

Nous accusons réception de la somme de 500 frs d'un camarade des morutiers pour aide aux frais de tracts de l'U. L. Merci, camarade, pour ton geste solidaire.

Les responsables de l'U. L.

18^e U. R.

AVIS AUX FASCISTES

Partout, dans l'Isère, le parti communiste, afin de mieux manœuvrer, a su placer ses membres dans les postes « clef » des administrations et des sociétés.

Cela lui permet d'éliminer ses adversaires et de favoriser ses adhérents qui ne se gênent pas pour interpréter les lois d'une façon fantaisiste quand il s'agit de personnes étrangères au parti.

Nos camarades espagnols de la C.N.T. ont notamment fort à se plaindre, en butte aux pires manœuvres de la part de gens soi-disant défenseurs des ouvriers, qui montrent par leur esprit sectaire, leur manque d'humanité total, qu'ils s'apparentent aux meilleurs fascistes.

Citons par exemple au service de la main-d'œuvre étrangère, quelques cas parmi d'autres:

Un maçon, en France depuis 1939, carte de privilégié 10 ans. Malade, le docteur lui interdit le bâtiment comme étant trop pénible pour lui. Trouve du travail dans les cuis et peaux. On lui refuse son changement de profession et on le fait chasser de son entreprise.

Une jeune fille travaillant comme piqueuse se voit refuser le renouvellement de sa carte de travail malgré sa catégorie de résidente privilégiée. On lui garde ses certificats, on la fait chasser de son entreprise et on lui refuse toute carte de travail.

Deux sœurs restent pendant 3 ans sans carte de travail devant le refus de changement de profession.

Un Espagnol muni de papiers de la Savoie (autorisation provisoire de changement de département pour aller du barrage de Notre-Dame-de-Briançon à la Mure) se voit refuser l'autorisation et renvoyé de nouveau en Savoie.

Alors que les journaux et les agences réclament tous les jours du personnel féminin, bonnes à tout faire, ménages, etc..., on prétexte le manque de travail pour refuser ou reculer la délivrance de cartes, pour cette profession.

On demande aussi aux travailleurs s'ils viennent de la part de telle ou telle personne, afin d'identifier leur appartenance.

Il en est de même à la sécurité sociale où l'on n'accepte de s'occuper

de vous que si vous avez ou si vous prenez la carte C.G.T. Si non on vous trouvera quelque chose pour retarder vos demandes, faire trainer vos dossiers, etc... Profitant que vous êtes étrangers ou Nord-Africains (donc ne comprenant pas bien toutes les démarches et nécessités administratives) on vous refusera des droits garantis par la loi; c'est le cas notamment de la Sécurité sociale de Vizille, fief du parti.

Aux œuvres laïques également, ces messieurs sont en bonne place.

Nous disons: le scandale n'est pas leur appartenance communiste qui nous dérange, nous savons que les travailleurs sauront se débarrasser de ces vampires du prolétariat. Ce qui nous révolte, c'est que de tels individus et de telles méthodes soient tolérés en plein jour dans les Administrations. C'est que, sous le couvert des responsabilités, des fonctionnaires puissent interpréter à leur façon et selon leur sympathie les lois et droits de tous.

D'où cet avertissement!

Si, en haut lieu, ces gens bénéficient d'appuis, ou si l'Administration est incapable de changer cela, les travailleurs trouveront des méthodes appropriées pour rappeler à ces individus les limites et les devoirs de leur travail.

G. COUGET.

Service de santé

Un servent temporaire travaillant à l'Assistance Publique, après un an de service, touche un salaire de 27.500 frs par mois avec les primes de logement et autres.

Nous voudrions, nous C.N.T., voir les politicards toucher 27.500 frs, somme dérisoire qui ferait changer leur train de vie. Nous ne voyons pas ces messieurs travailler parmi les microbes et autres choses pour si peu. Et pourtant notre métier est de tout faire pour un malade, un être comme nous qui souffre et qu'il faut soulager. Nous estimons qu'un traitement de 35.000 frs serait une juste rémunération pour nous nourrir ainsi que notre famille.

Camarades, venez à la C.N.T. et demandons tout ensemble les 35.000 frs à la base.

GENET.

Nos Meetings du Premier Mai

6^e U.R. TOULOUSELe dimanche 1^{er} Mai à 10 heures, eut lieu à Toulouse au Palais des Sports municipal, le meeting de commémoration annoncé par la 6^e Union Régionale.A l'heure indiquée, le camarade qui préside déclare ouverte la réunion, avec une brève allocution. Après avoir donné lecture des diverses motions d'adhésions, il donne la parole au camarade Nan; son intervention sur la signification historique du 1^{er} Mai, le Martyr des victimes de Chicago, et la cause pour laquelle ils luttèrent et moururent.

Il se réfère à la campagne des 8 heures, car à ce moment-là cela représentait une revendication de première importance pour le prolétariat.

Aujourd'hui, les temps ont changé, et bien que les conditions dans lesquelles vivent les travailleurs, ont à peine été améliorées, leurs ambitions d'amélioration doivent être plus grandes. Le camarade fait un exposé sur la lutte du syndicalisme révolutionnaire, il fait remarquer que la lutte de classes dépend du propre contraste économique et des intérêts divergents qu'ils représentent, vu la multiplicité des intérêts, il ne peut y avoir de collaboration possible entre la bourgeoisie et le prolétariat. Par cela découle l'action directe qui écarte la médiation ou l'arbitrage intéressé de l'Etat dans les conflits entre le capital et les travailleurs. Fait ressortir les vices du réformisme qui sont le corollaire de la collaboration.

Les méthodes tactiques du syndicalisme révolutionnaire n'impliquent pas seulement la lutte pour les améliorations économiques, sinon que ses regards sont braqués vers la transformation sociale du régime, de l'Etat et de la propriété. Le camarade Nan, dans son discours, parle des revendications immédiates que, en France spécialement, puisque nous y sommes, nous devons les faire aboutir.

Tant que l'offensive de transformation de la société ne se produit pas, le prolétariat a des revendications immédiates en suspens qu'il doit faire aboutir.

Sur le même sujet, le camarade Riguidel, du Bâtiment Parisien, s'étend longuement dans un ample et très documenté discours. Il nous indique que toutes les luttes sociales et révolutions ont presque toutes avorté par manque de solidarité de l'extérieur. Aujourd'hui, pour qu'un mouvement soit rentable, il faut qu'il fasse tache d'huile immédiatement. Car le capitalisme technico-bureaucratique est basé à l'échelle internationale.

Il indique que nous devons changer les méthodes archaïques de l'esprit de

« Pays » et du National, et étendre les contacts et les actions sur le plan international, continental et intercontinental. Un long exposé est fait sur les régimes totalitaire et colonialiste.

Les travailleurs toulousains réunis à l'appel de la 6^e Région C.N.T. au Palais Municipal des Sports,

Après avoir entendu les divers orateurs, saluent toutes les victimes de la répression capitaliste et des totalitarismes, ils s'engagent à lutter

POUR: Une revalorisation générale des salaires correspondant au coefficient 27 de 1938, soit un salaire de 10 francs en 1938 devrait être de 270 francs en 1955,

Le retour immédiat aux 40 heures, Un salaire national,

La réduction des heures de travail, Journée de 6 heures,

La retraite pour les vieux travailleurs égale au salaire moyen départemental,

La liberté syndicale pour les travailleurs étrangers et des pays d'outre-Mer.

CONTRE:

Les zones de salaires,

La hiérarchie des salaires,

La norme de production,

Travail à la tâche, aux primes, aux pièces, etc...

P.-S. — En dernière minute on apprend que dans la nuit du samedi 21 mai 1955, les hordes fascistes et parachutistes anciens d'Indochine, ont fait une incursion à la Bourse du Travail à l'occasion d'un bal qu'organisaient un groupe de jeunes de la C.G.T. et ont saccagé leurs locaux et panneaux d'affichage extérieurs et ont saccagé un local du Parti Communiste qui se trouve dans le quartier Saint-Michel.

8^e U.R. BORDEAUXPlus d'un millier de personnes se pressaient au cinéma des Capucins où la 8^e Union Régionale avait organisé un meeting. A 10 heures, le premier orateur, le camarade Barrué, prit la parole.

JEAN BARRUE

Le syndicalisme d'action directe ne bénéficie de la protection d'aucun parti politique ni de l'Etat. Il reste la meilleure arme de défense du travailleur, mais ce dernier préfère rester passif. A cause de cela, quand des éléments politiques s'emparent des syndicats, ceux-ci cessent d'exister comme facteurs de lutte contre la bourgeoisie et les institutions de l'Etat. Le Conseil des Prud'hommes est un organisme au service de la bourgeoisie et fonctionne comme tel. Il ne sera jamais un instrument d'équité dans les conflits entre patrons et ouvriers. Ce n'est qu'un

organisme parmi tant d'autres que possède l'Etat pour sa subsistance.

Tel que se trouve le monde syndical aujourd'hui, jamais il ne parviendra par ses propres moyens à assurer le moindre bien-être à la classe ouvrière.

Il fit un exposé de l'état actuel des salaires, démontrant clairement l'incapacité des gouvernants à solutionner définitivement le problème.

Il insista de nouveau sur la signification de l'action directe, seule arme effective, dit-il, pour arriver à un résultat. Tous les politiciens qui ont fait des syndicats ce qu'ils sont actuellement, sont contre les moyens que je viens de résumer. Dans ce combat, tant les politiciens que le patronat et l'Etat, tous font leur possible pour que ne ressuscite pas notre syndicalisme, car ils n'ignorent pas ce qu'est la lutte pour l'indépendance de l'individu et la liberté.

PAUL LAPEYRE

Chaque année la C.N.T. a pris l'habitude, au 1^{er} Mai, de vous appeler dans cette salle, et d'en profiter pour faire le point, pour regarder ce qu'a apporté l'année écoulée et ce que peut apporter l'année suivante.

Cette année a été marquée par de grandes manifestations de masse, en lutte contre les pouvoirs établis. Les routes ont été barrées; en certains cantons on a organisé le boycottage des élections; à Bordeaux, pour la première fois depuis des années, les arènes du Bouscat ont servi de cadre à un meeting.

Hélas! ces manifestations n'étaient pas des manifestations ouvrières. Ce sont les paysans, gros propriétaires en tête, qui ont barré les routes; ce sont les gros viticulteurs qui ont organisé le sabotage des élections; ce sont les commerçants qui ont manifesté au Bouscat.

Les ouvriers dorment, et nos efforts pour les réveiller au rendez-vous d'avril ont été vains.

Comment en est-on arrivé là? C'est ce que je vais dire en faisant l'histoire du 1^{er} Mai.De 1891 à 1914, la journée du 1^{er} Mai fut une journée de lutte. On mesurait ses forces avec le patronat. D'année en année, on mesurait les progrès. Et comme le patronat se défendait, comme chaque 1^{er} Mai entraînait des renvois, les ouvriers étaient obligés à la lutte.Deuxième période: de l'empire de la peur à la lutte. Ce n'est qu'en Russie le 1^{er} Mai devient la fête du travail. Hitler imite cet exemple. Les démocraties suivent. Comment faire grève si le patron lui-même ferme son

usine. Et pour que les ouvriers n'aient même pas un prétexte pour protester, on leur paye cette journée.

Avec cela on améliore la situation des ouvriers, notamment par la Sécurité sociale, les allocations familiales et la retraite des vieux. La misère, la vraie misère, a presque disparu en France. Ce qui règne, c'est la gêne, les privations, la demi-misère. Or on s'habitue à la gêne. Seule la misère noire est génératrice de révolte. La gêne au contraire engendre la peur de perdre le peu que l'on possède, l'humilité, l'esclavage.

Mais pendant cette période, qui va en chiffres ronds de 1920 à 1950, il reste une élite syndicaliste. On parle de minorités agissantes. Les militants se flattent d'être le levain qui fera lever la pâte.

Troisième période, celle que nous vivons aujourd'hui: c'est la masse qui a englobé les minorités agissantes. Le levain n'a pas soulevé la pâte, c'est la pâte qui a absorbé le levain.

A la C.G.T., les militants sont pris entre la volonté bien affirmée de la masse de n'agir que pour des revendications immédiates et les ordres du parti, de lier à ces revendications des mots d'ordre de politique étrangère. Si le militant pousse à la grève, selon les désirs ouvriers, il se fait engueuler en allant à la Bourse du Travail. S'il écoute ses chefs, ce sont les ouvriers qui ne répondent plus. Alors il ne fait plus rien et perd sa qualité de militant.

A Force Ouvrière, les dirigeants ont accepté d'un cœur joyeux la situation. Ils se sont alignés sur la masse. Ils sont devenus les avocats de la classe ouvrière dans le cadre du régime existant.

La hiérarchie catholique a fait aligner les syndicats chrétiens sur Force Ouvrière, toute heureuse des militants chrétiens qui avaient pris leur rôle syndical au sérieux.

Je pourrais laisser là mon analyse, mais je crois utile de la pousser jusqu'à nous. Nous avons voulu rester des syndicalistes, quitte à être peu nombreux. Mais ceci aussi présente des dangers. J'en étudierai un seul aujourd'hui: le déjouement qui peut prendre ces militants à se voir peu suivis.

Il y a quelques semaines, je rencontrais un camarade que je n'avais pas vu depuis longtemps. « Et vous, à la C.N.T., me dit-il, que faites-vous pour le rendez-vous d'avril? » J'ai répondu: « Nous, nous sommes à la Bourse du Travail, où nous attendons que tu viennes prendre ta carte ».



Le Directeur-Gérant: AKOUN Elie. SO.F.R.I.M. 17, rue de Clignancourt.

2. U. R. — PARIS

Le meeting du 1^{er} Mai, organisé par la 2^e U.R., dans la salle de l'Épicerie Française, sous le signe de l'internationalisme prolétarien, a obtenu un légitime succès.

Les orateurs représentant les différentes organisations (GAED, CNTE, CNTB, CNTF) exprimèrent, chacun dans leur style particulier, les préoccupations qui se posent à la classe ouvrière, fidèle en cela aux traditions du syndicalisme révolutionnaire.

C'est ainsi qu'on put entendre :

P. GAFFRE

Au nom des Groupes d'Action pour l'Économie Distributive (G.A.E.D.), c'est le camarade Pierre Gaffré qui prit la parole au cours de la réunion organisée le 1^{er} Mai par la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.).

« Si les G.A.E.D., dit-il tout d'abord, ont choisi de participer au meeting du syndicalisme révolutionnaire, c'est pour deux raisons : parce qu'il est syndicaliste et parce qu'il est révolutionnaire ».

Pierre Gaffré évoqua alors les 1^{er} Mai d'autant, qui n'étaient pas des « fêtes chômées », mais se soldaient par des horions du côté de la Place de la République. Devenue quasi-officielle, la manifestation émigra ensuite entre la Bastille et la Nation. Cette année, elle est refoulée jusqu'au Bois de Vincennes et l'on peut supposer qu'un jour elle se déroulera dans les guinguettes des bords de la Marne. Enregistré depuis Vichy, le 1^{er} Mai perdra-t-il ainsi sa valeur de symbole ? Non, car ce qui importe, c'est que la flamme révolutionnaire se transmette aux générations qui auront à nouveau l'occasion de s'en servir comme d'un brandon.

« Cette flamme existe, des réunions comme celle-ci le prouvent. L'essentiel, c'est qu'on sache s'en servir utilement. »

Notre camarade en vient alors à la position des G.A.E.D. qui se tiennent à l'écart de toute la cuisine politico-démagogique dont les premières pages des quotidiens ne sont remplies que pour mieux dissimuler le véritable problème, qui est le problème économique.

« Problème mal connu, poursuit Pierre Gaffré. On prend bien garde qu'il soit ignoré : on prend bien garde de ne pas l'enseigner dans les écoles, de ne jamais l'évoquer que comme un « dogme » qu'il faut admettre sans le comprendre. Est-ce donc un système « tombé du ciel » ? Non, c'est un ensemble de prétendues « lois » imaginées sur l'ordre des possédants, à une époque que rien ne permet de comparer à la nôtre. A cette époque-là, en effet, on n'avait pas encore inventé la machine à vapeur. A plus forte raison ignorait-on l'énergie électrique ou les miracles de l'automatisme.

Quant la seule énergie était fournie par les muscles des hommes, le « salariat » pouvait à la rigueur se justifier historiquement, comme une séquelle de l'esclavagisme et du servage. Aujourd'hui, il est un monstrueux anachronisme. Les deux tiers des travailleurs ont été éliminés des fonctions de production et se sont réfugiés dans les « emplois » et les services superflus, mais le poids de leur rémunération (qu'elle soit salariale ou profit) se retrouve dans les prix, qui ne contiennent plus que pour une part infime les véritables frais de fabrication.

De ce fait, le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer.

Là se trouve le nœud du problème, dont tous les aspects sont traités dans chaque numéro de « Réagir », organe mensuel des G.A.E.D. et dans les réunions de ce mouvement. En éclairant les hommes d'aujourd'hui sur ces vérités essentielles, les G.A.E.D. ont conscience de former des hommes libres, dont les yeux se seront ouverts à des vérités primordiales et qui seront préparés à intervenir le moment venu pour qu'il n'y ait plus dans l'avenir de révoltes sans but et sans gouvernement, mais la vraie révolution, la seule valable, celle qui, avant toutes choses, aura pour objet de transformer de fond en comble des structures économiques qui, chaque jour, nous accablent un peu plus que la veille de leurs injustices, de leurs contradictions, qui sont aujourd'hui devenues la cause initiale de toutes les misères, de toutes les cruautés, de toutes les guerres et qui, par conséquent, doivent d'abord être abattues si l'on veut construire un monde qui soit celui des hommes libres.

SAINTIS

Le camarade Saintis apporte à l'assemblée le salut des travailleurs du Vêtement, corporation syndicaliste révolutionnaire comprenant un pourcentage énorme de travailleurs étrangers antifascistes, non stal, l'influence des pseudo communistes (staliniens) étant importante seulement dans le patronat, mais en perte de vitesse sensible et constante. Si peu nous sommes, qualité nous sommes. Si certains sont pessimistes quant aux possibilités, qu'ils sortent de leurs coquilles et seront convaincus par la hargne de nos adversaires, de la valeur et du danger que nous représentons pour ceux-ci (lacération de nos affiches C.N.T., moyens d'obvier, chaussettes à clous). L'orateur parle ensuite de la révolte du ghetto de Varsovie où 80.000 survivants entrent en lutte ouverte contre les hitlériens. Des appels à l'aide, des S.O.S. lancés à Londres, New-York, Moscou, restent sans ré-

ponse. Les Juifs varsoviens eurent alors recours à nos méthodes (action directe) et se battirent comme ils le proclamèrent pour « l'honneur ». Rendons hommage à nos compagnons assassinés par les hitlériens.

Revenant à l'actualité, il rappelle que 1936 où nous participâmes n'avait pas été prévu, en 1935 l'apathie de la classe ouvrière n'étant qu'apparente seulement. Un seul regret c'est qu'en 36 n'existât pas notre C.N.T. pour continuer et amplifier le mouvement face au « gros Momo » et Léon Blum qui sursauraient qu'il faut savoir terminer une grève et que la pause s'imposait. Nos ennemis de toujours ne nous sous-estiment pas, ils nous craignent, ne les décevons pas. Ouvrons tous ensemble pour détruire l'Etat et le Capital.

MESSAGE C.N.T. BULGARE

La Confédération Nationale Bulgare du Travail en exil s'associe à la commémoration du 1^{er} Mai en saluant les travailleurs de Paris et en exprimant la solidarité des syndicalistes révolutionnaires bulgares féroce ment persécutés aujourd'hui par le régime du fascisme rouge régnant dans leur pays, aux travailleurs du monde entier dans leur lutte contre le capitalisme et l'Etat pour la libération intégrale de la classe ouvrière et de l'humanité.

G. LEVAL

Après avoir salué en leur langue les camarades de la C.N.T. d'Espagne au nom desquels il parle, Gaston Leval déclare que nous sommes réunis non seulement pour célébrer le 1^{er} Mai dont la tradition se rattache à la mort des martyrs de Chicago, victimes de la répression du capitalisme Nord-américain, mais pour nous sentir solidaires de tous les mouvements de révolte, de toutes les luttes des opprimés et des exploités dans tous les âges.

Notre pensée se rattache solidairement aux révoltes des prisonniers de guerre dont l'esclavage a permis la richesse et la situation privilégiée des citoyens d'Athènes et de Sparte, aux révoltes des esclaves de la Rome impériale qui a aussi connu la grandeur et la richesse grâce à l'exploitation et à l'oppression de multitudes enchaînées. Dans tous les siècles, ce combat a été mené des classes pauvres contre les riches. Nous le retrouvons aussi bien dans les villes du moyen âge, divisées en « popolo grasso » et « popolo magro », comme on disait en Italie. Nous le retrouvons dans la révolution française qui fut, jusqu'à un certain point, une révolution sociale, puisqu'elle a été avant tout l'œuvre du Tiers-État, de la petite bourgeoisie du peuple de Paris, et des paysans, des serfs ou de ceux qui venaient de cesser de l'être. Le socialisme apparaît ensuite, clairement formulé par des penseurs qui, quoique souvent issus des classes privilégiées, embrassent la cause des victimes de l'ordre social, la cause des peuples. Il explose en France en juin 1848 qui coûta cent mille victimes, dans les insurrections lyonnaises et d'autres qui eurent lieu dans divers pays d'Europe.

Puis vient en 1864 la fondation de la première Internationale.

Elle constitua un immense espoir car elle organisait les travailleurs sur le terrain de leur vie matérielle, de leur activité de classe. Les syndicats ouvriers, ou unions de métiers, appelaient au combat non seulement pour améliorer la situation immédiate des travailleurs, mais pour constituer les cadres d'une société nouvelle. Les Fédérations internationales se créaient, étendant le sentiment et la pratique de la solidarité prolétarienne au-dessus des frontières.

Ce fut alors que se commit la déviation fondamentale qui a faussé par la suite toute l'histoire du prolétariat. Marx et les siens entraînent la majorité des sections de l'Internationale à la conquête du Parlement et des Pouvoirs publics. L'activité politique et réformiste remplace l'activité économique et révolutionnaire. Le parlementarisme et les rapports avec l'Etat paralysèrent les masses. La seule exception dans cette déviation a été en Espagne, le mouvement syndical créé en 1870 par les anarchistes, les amis et les continuateurs de Bakounine, qui maintinrent la lutte syndicale sur le terrain indiqué par la première Internationale : sur celui de la lutte directe du prolétariat contre la bourgeoisie et le capital, contre l'Etat et les pouvoirs publics. Ce mouvement syndical, orienté par un idéal précis et des principes nettement formulés, subit des répressions terribles. Il a été maintes fois mis hors la loi, il a connu des périodes où les détentions, les emprisonnements s'effectuaient par milliers, les « chaînes de déportés » sur toutes les routes d'Espagne. Il a eu, pendant les années 1919-1924, des centaines de militants assassinés dans les rues de Barcelone, de Valence, de Madrid et d'ailleurs. Mais toujours il a ressurgi énergique, obstiné, grâce aux principes clairs, à la précision des buts et des tactiques, à la foi dans l'avenir que les anarchistes qui constituaient ses militants les plus nombreux maintenaient. C'est ainsi qu'en 1911 avait été fondée la C.N.T. qui comptait en 1920 un million d'adhérents, avait une presse quotidienne et périodique importante et maintenait une cinquantaine de petites écoles rationalistes, continuation de l'œuvre de Francisco Ferrer.

La République, proclamée en 1931,

après sept ans de dictature de Primo de Rivera, n'apporta pas de changements satisfaisants dans la vie des masses pauvres qui, déçues, s'inclinèrent de plus en plus vers la lutte révolutionnaire, tandis que les droites monarchistes, cléricales et fascistes établissaient le front commun. La lutte était inévitable entre les deux grands blocs, et la République, au centre, oscillait continuellement. L'attaque franquiste fut surtout le résultat de cette opposition sociale. Elle amena une guerre qui dura trois ans et qui nous coûta près d'un million de morts. Nous avons perdu cette guerre, mais au moins le peuple révolutionnaire d'Espagne a donné un exemple de courage et d'héroïsme. Et surtout, il a fait, derrière les fronts, dans l'ensemble de l'Espagne antifasciste, une révolution sociale dont on méconnaît par trop l'ampleur et la profondeur. Il a organisé les industries, les moyens de transport, l'agriculture, sans capitalistes et sans patrons. Les syndicats de la C.N.T. ont montré la possibilité d'une révolution sociale. Les collectivités paysannes qui embrassèrent la moitié de l'agriculture sont les réalisations sociales les plus hardies que l'on enregistre dans l'histoire du monde. Elles firent victorieusement l'application du communisme libertaire.

Nous n'avons donc pas de leçons à recevoir de nouvelles écoles qui prétendent nous les donner. Ce n'est pas en vertu de l'abondance ou de la rareté que la révolution sociale sera possible, mais en vertu de la capacité et de l'énergie révolutionnaire du prolétariat et de ses militants. On nous parle de la crise du capitalisme. J'en entends parler depuis 45 ans que je suis dans la lutte, mais le capitalisme démontre qu'il est assez souple pour s'adapter aux difficultés qui se présentent sur son chemin. Ce n'est pas sur cette crise qu'il faut compter ni sur l'évolution de la technique de production, mais sur notre capacité de réalisation et notre volonté de lutte dont la C.N.T. espagnole est un exemple décisif. Et il ne suffit pas de combattre le capitalisme. Il faut aussi nous rappeler que l'Etat est l'autre force qui opprime et qui exploite. Le syndicalisme révolutionnaire français, constitué dans les années 1903-1906, a été un grand espoir pour le prolétariat de ce pays et pour le prolétariat d'autres pays qui ont toujours les yeux tournés vers la France. Cependant il a sombré pendant la première guerre mondiale où les Jouhaux, Dumoulin et autres leaders s'associèrent à la « guerre du droit » de Poincaré. Ces hommes entraînent ensuite les masses organisées sur le chemin du réformisme syndicaliste. Mais les communistes aussi contribuèrent à détruire le mouvement syndicaliste car leurs solutions étatistes impliquaient la non-existence d'un syndicalisme révolutionnaire ennemi de l'Etat. Les deux forces ont comprimé et se sont complétées dans cette œuvre de démolition.

Il ne peut y avoir de résurrection que grâce à des conceptions claires, des principes nettement définis qui éviteront de nouvelles erreurs, et aussi par une volonté permanente du combat. Le prolétariat traverse une époque où il est dépaycé, où il semble émasculé. Mais il y a eu bien d'autres époques creuses dans l'histoire, et ensuite des époques de résurrection. Une résurrection peut venir. Nous pourrions gagner d'autres batailles, c'est à nous de tirer les leçons du passé pour nous guider dans l'avenir, d'étudier l'histoire pour faire l'histoire. C'est dans la mesure où nous serons préparés, où les prolétaires seront préparés pour résoudre par eux-mêmes, et avec le concours des techniciens, les problèmes de l'économie et de technique qu'implique une révolution sociale, que nous pouvons espérer dans l'avenir.

LOLA ROUSSEL

Au nom des Services de Santé, Lola Roussel a exposé les revendications du secteur public. Les 40 heures et 35.000 francs pour la base au lieu de 48 heures et de 17.000 fr. pour les servants et aides-infirmières qui font les mêmes soins que les soignantes. Pour le secteur privé (cliniques) elle a réclamé un horaire légal, car dans le secteur privé on fait 12 heures par jour !! pour un salaire d'environ 1.000 frs par jour, tout déduit.

De plus, elle dénonce l'exploitation honteuse des entreprises de placement de gardes malades et d'infirmiers à domicile ou en clinique qui prélèvent les trois quarts du prix payé par le client sur sa note (2.500), la garde ne touchant que 1.000 frs.

Elle a flétri la platitude du personnel du secteur privé et son manque total de combattivité pour avoir de meilleures conditions de vie.

Ensuite, Lola Roussel nous parle du Comité de lutte contre la répression colonialiste, auquel la 2^e U.R. C.N.T. a participé dès sa formation, s'élevant avec force contre les répressions exercées en Afrique du Nord sur le prolétariat en lutte pour son émancipation du joug colonialiste et contre les répressions exercées en France contre les organisations et les militants qui soutiennent cette lutte.

C'est l'Etat capitaliste impérialiste qui, par la répression policière et militaire, a forcé le prolétariat nord-africain à lutter les armes à la main pour son indépendance.

De plus, « l'état d'urgence » a fait perdre conscience au prolétariat français de la nécessité d'une solidarité prolétarienne effective devant les me-

sures de répression collectives qui sévissent tant en France qu'en Afrique du Nord.

Elle a terminé en appelant tous les prolétaires à s'unir pour une unité d'action anticolonialiste de solidarité prolétarienne, et en saluant tous les peuples esclaves du colonialisme qui luttent pour s'en libérer.

Vive l'Internationalisme prolétarien !
Vive l'action directe et la lutte de classe du syndicalisme révolutionnaire !

FERRER

Ferrer, au nom de « Soli », salua les camarades de la C.N.T. française. Il leur affirma que les camarades espagnols ne sont pas séparés de celle-ci, à qui ils souhaitent vigueur et développement. Mais il précisa que la centrale syndicale seure avait cessé d'être un symbole pour entrer sur le terrain pratique. Par l'action et avec l'esprit de sacrifice, la C.N.T. parviendrait à devancer les centrales ouvrières politisées. Notre syndicat a été un élément déterminant grâce à la poussée exercée par ses militants et à la fidèle interprétation des véritables aspirations du prolétariat. Et il maintient sa présence, en dépit de la déroute momentanée que le fascisme mondial nous a infligée à tous en notre pays. Mais nous gardons intact notre enthousiasme, amélioré par l'expérience, et nous retournerons dans notre pays convaincus de pouvoir y effectuer des réalisations positives. Certes notre action fut inspirée par l'idéal des martyrs de Chicago, ces magnifiques combattants qui, comme but immédiat, se fixèrent la conquête des huit heures, ceci étant l'objectif le plus avancé que concevaient les libertaires.

C'est dans la rue que la C.N.T. a conquis les 8 heures, par son effort, et, poursuivant son action, elle arriva à la journée de 7 heures. Elle serait allée jusqu'à 6 et 5 heures tout en sachant qu'elle détruisait l'économie, mais l'économie bourgeoise. Ferrer termina en assurant que tout écart de la C.N.T. dans la voie du réformisme ouvrier signifie trahison aux idées d'affranchissement des travailleurs.

TESSIER

Tout d'abord, Tessier tient à faire remarquer que la C.N.T. Française n'est qu'une section de l'Association Internationale des Travailleurs qui, dès 1871, paya de ses 40.000 victimes, l'espérance et l'affirmation dans les faits d'un monde sans maîtres et sans exploités. Mais, dit-il, cette constatation ne doit pas nous faire oublier que nous sommes des Internationalistes. Il n'y a ici, ni Français ni Espagnols ni Bulgares ni Russes ni Algériens, mais essentiellement des travailleurs, tous unis, par la conscience de leur situation identique, de leur misère, tous dressés contre l'exploitation du patronat et l'oppression de l'Etat.

Nous ne pouvons admettre l'exploitation honteuse dont sont victimes les travailleurs algériens, pas plus que nous ne pouvons admettre que sur des chantiers où il y a du travail et où des camarades se présentent pour l'embauche, on puisse dire comme on l'entend trop souvent encore : « Nous avons notre compte d'étrangers. »

C'est pourquoi la C.N.T. de langue française doit s'associer à l'appel de la camarade Lola Roussel dans son émouvante évocation des méfaits du colonialisme.

Puis, il évoque les 1^{er} Mai de sa jeunesse vers 1908-1909, les réunions ardentes du 1^{er} Mai de cette époque où socialistes, anarchistes et syndicalistes vivaient encore le souvenir de 1891 à Fourmies où femmes et enfants furent fauchés par la troupe au service du patronat.

Après avoir constaté avec plaisir l'affluence à ce meeting, plus nombreux que l'an passé, il regrette l'influence encore insuffisante de la C.N.T. sur la masse des travailleurs.

Et cependant, nos revendications qui sont aussi un moyen de propagande, ne sont nullement démagogiques contrairement à ceux que certains prétendent.

Notre revendication de 35.000 francs par mois est bien modeste par rapport aux possibilités du patronat.

Depuis longtemps, dans certaines industries, si l'on tient compte des diverses primes distribuées, les salaires alloués sont et de loin supérieurs aux 25.000 fr. réclamés par les organisations syndicales. Il est triste de constater que dans notre pays où tout de même est réalisée une révolution industrielle, les organisations syndicales semblent justifier et étayer avec le salaire minimum interprofessionnel garanti la vieille notion de la loi d'airain des salaires autrement dit que le patronat n'accorde aux travailleurs que ce qui leur est nécessaire pour vivre.

Nous avons une peine inouïe à faire admettre la notion de l'écrasement de la hiérarchie des salaires et cependant la masse des travailleurs peut comprendre facilement que la vieille notion du salaire qui était la rémunération

des services rendus ne tient pas debout. Aujourd'hui, un manœuvre spécialisé peut à l'aide de la machine produire plus de richesse consommable qu'un ouvrier hautement qualifié.

Las des palinodies des politiciens du syndicalisme, les travailleurs, pour reprendre le chemin de l'action directe syndicale, ont seulement besoin d'être persuadés que tous les produits fabriqués doivent être redistribués.

Tout de même, dans ce pays où après la trahison des chefs réformistes en 1914 le prolétariat semblait avoir retrouvé le sens de la lutte pendant les périodes de 1919-1920, ce prolétariat à qui il n'a manqué en 1936 qu'un peu de méfiance à l'égard des chefs syndicaux, ce prolétariat qui a eu de si beaux moments de révolte, ne peut rester bien longtemps désemparé.

C'est nous, militants de la C.N.T., qui devons à nouveau lui indiquer la route.

Si faisant taire nos querelles byzantines nous savons nous mêler activement à la lutte de nos frères de misère, si nous arrivons à leur faire comprendre que leurs peines sont nos peines, nous pouvons être assurés que l'année prochaine cette salle sera trop petite pour contenir nos adhérents. Et nous pourrions espérer vivre des avers meilleurs.

MARTIN

Avant de conclure, le camarade Martin commente les immenses espoirs de la classe ouvrière lors de la Libération. A l'époque, la plupart des entreprises étant sous contrôle ouvrier ou syndical, les travailleurs espéraient qu'un changement de structure sociale allait suivre. Malheureusement le pouvoir politique par l'intermédiaire de ses représentants se substitua aux organisations ouvrières pour s'intégrer dans le mouvement et le faire avorter. Il parle ensuite des événements de l'année 53, particulièrement féconde en exemples. Grève de juin 53 en Allemagne orientale où les ouvriers du bâtiment firent un magnifique élan revendicatif provoquant un ébranlement du régime politique. Révolte momentanée ou la répression des institutions socialistes se montraient l'égal des pays capitalistes.

En France, la grève d'août 53 ou 4 millions de travailleurs entraient spontanément dans la lutte contre la politique gouvernementale (décrets-lois). Les postiers qui furent à l'avant-garde du mouvement démontrèrent que l'apathie est parfois trompeuse et qu'il faut compter sur les sursauts imprévisibles des travailleurs lorsque leurs intérêts sont en jeu.

Il faut regretter qu'une action de cette ampleur n'ait pas eu les résultats espérés. Cet échec est dû en partie à l'action des centrales réformistes (C.F.T.C., F.O., C.G.T.), toutes à la remorque d'un parti politique, qui, dans des circonstances données, préférèrent sacrifier un mouvement ou le temporiser au besoin pour des considérations d'ordre politique. Il faut le répéter, la grève d'août a surpris les fédérations et ceux qui n'accordent aucun crédit à la spontanéité des masses dans l'action. En tant que militants révolutionnaires, nous devons tirer un enseignement de ces événements : 1^o Qu'une grève de 4 millions de travailleurs n'ait pu apporter un échec total à la politique gouvernementale. Le gouvernement palliant dans certaines sections la carence des travailleurs, en utilisant des moyens de remplacement publics ou privés ; 2^o L'exploitation par les centrales réformistes du mouvement au plus fort de son intensité, jusqu'au moment où les conséquences sur le plan politique étaient vouées à l'échec. C'est donc à nous de comprendre la nécessité de nous organiser pour étendre notre influence parmi les travailleurs à l'exemple des militants de base de la S.M.A.G. du syndicat des métaux, des camarades espagnols du S.U.B. au chantier Saint-trapt et Brice qui, grâce à leur action, ont su augmenter les effectifs de leur section au cours de grèves revendicatives.

Nous ne devons pas avoir de complexe et envisager de faire un recrutement intensif. Contrairement à la pensée de certains camarades, l'expérience nous prouve que la quantité n'est pas incompatible avec la qualité. Même si nous devons enregistrer de nombreuses défections au cours du temps, nous garderons suffisamment de bons éléments à l'organisation. Lorsque le travailleur se syndique, c'est souvent à vie. C'est à nous de faire le travail conséquent d'éducation auprès des travailleurs, sans eux, le syndicalisme révolutionnaire ne peut rien. Beaucoup de camarades ne se rendent pas compte que le travail du militant est trop souvent supporté par les mêmes. Le collage des affiches, la distribution de tracts à la porte des usines (moyen efficace de faire connaître la C.N.T.) est bien trop méconnu même par des militants qui donnent leur préférence à une propagande en sourdine. Si beaucoup d'entre vous accomplissaient une petite parcelle de ce travail collectif alors nous sommes sûrs que l'organisation amplifierait son action.

Malgré ces constatations, nous vous demandons de faire un effort pour participer un peu plus activement à la vie de la C.N.T. en apportant votre article au journal, en payant régulièrement vos cotisations, en soutenant vos camarades qui assurent dans la mesure de leurs possibilités la continuité du syndicalisme révolutionnaire.

(Suite page 4)

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE
DU SYNDICALISME
REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie fédérale : 5 fr.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr
Changements d'Adresse : 20 francs

Association Internationale des Travailleurs

LETTRE DE BELGIQUE

Ayant eu l'occasion d'assister à la conférence du 1^{er} mai organisée à Lille par la C.N.T., je crois intéressant de faire part de mes impressions aux camarades français pour qu'ils soient assurés qu'à l'étranger on suit avec le plus grand intérêt le développement de leur section.

Je ne fus pas tellement surpris lorsque le Secrétaire général nous fit rapport des manœuvres politiques dont la C.N.T. reçoit l'assaut ces derniers temps.

Déjà, au Congrès de l'A.I.T. (1953) j'ai pu me rendre compte de ce que certains militants rêvaient d'instaurer au sein du mouvement des méthodes chères aux réformistes : telles que la participation à des comités d'entreprises ou de co-gestion.

Je me demande pourquoi des gens pourvus d'une telle mentalité restent à la C.N.T., alors qu'il ne manque pas de centrales où ils seraient les bienvenus.

En Belgique, les camarades qui

animent le groupe syndicaliste révolutionnaire savent d'expérience que tout organisme officiel ou représentatif ne peut que renforcer le paternalisme du patronat et de l'Etat.

Comme en France, divers comités s'évertuent à donner l'illusion aux travailleurs qu'ils ont leur mot à dire dans la gestion des entreprises. Pure fumisterie !... Jamais un patron ne consentira à ouvrir ses livres de comptes si ce n'est par la force révolutionnaire organisée et décidée.

Naïveté ou duplicité de la part de ces gens qui nous cassent les oreilles avec leurs « étapes nécessaires » ?

Mieux vaut, à mon avis, rester une minorité consciente et fidèle à ses principes que de rechercher à tout prix la masse... et la conduire dans l'impasse de la légalité.

Ce qui importe, c'est de redonner aux individus la confiance en eux-mêmes qu'ils ont perdue en remettant leurs destinées aux mains de « chefs éclairés ».

Ne craignons pas de répéter que dans le cadre de l'économie actuelle, jamais rien de positif ne pourra s'établir ! Une victoire n'est pas la victoire ! Une réforme ne change absolument rien aux bases fondamentales du problème social, elle ne peut qu'éprouver la capacité de résistance de la classe ouvrière, mais la satisfaction d'un moment ne doit pas diminuer l'ardeur de ceux qui prétendent militer pour le but final libérateur.

En terminant, je réaffirme la solidarité et l'attachement aux principes de l'A.I.T. de mes compagnons et de moi-même et je veux garantir que si notre groupe s'agrandit un jour, ce ne sera pas grâce à des méthodes démagogiques, mais à force de labeur persévérant et de convictions inébranlables.

Guy BADOT

du Groupe Syndicaliste
Révolutionnaire de Belgique.

Controverse oui ! Polémique non !

Nous sommes des humains et dans le milieu humain, des travailleurs.

Préoccupés avant tout de la condition serve qui est la nôtre, nous sommes persuadés de l'iniquité de notre situation.

Nous avons conscience de notre misère et nous voulons qu'elle cesse.

Et nous rêvons d'un monde meilleur.

Unis par l'identité de notre situation, dans le fait social ; parce que les faits sont ce qu'ils sont et pas sujets à contestations, nous le sommes moins sur nos aspirations que nous voudrions action.

Dès lors, naît entre nous la controverse, sur des théories et des philosophies aussi diverses que nous-mêmes.

Mais, notre controverse, discussion, échange d'idées, ne doit pas être polémique qui est dispute.

Nous n'avons que faire des querelles, qu'elles soient personnelles ou anonymes, parce que nous voulons être unis dans notre diversité.

Conscients que l'individuel déterminisme, enfant du milieu, de l'éducation, de l'hérédité, varie à l'infini l'humain comportement,

nous respectons qui n'est pas comme nous.

L'homme n'est pas une cause mais un effet.

Nous sommes d'accord sur les causes passées et présentes.

Nous pouvons controvertir (discuter) sur les causes à venir.

Nous ne devons pas polémiquer (disputer, quereller) sur les comportements, liés au milieu, à l'éducation, à l'hérédité.

Il est trop certain que l'autre n'est pas nous.

Et toutes les exagérations de langage que nous pourrions tirer de cette constatation de fait n'y changeront rien.

Pas plus d'ailleurs qu'elles ne prouveront que l'autre a tort et nous raison.

Ni que l'un est meilleur que l'autre.

Alors, à quoi bon polémiquer.

Il y a pour nous assez de sujets de controverse, en n'oubliant pas cependant, selon l'expression de Spencer, que « nous pouvons être assurés que l'avenir amènera des arrangements politiques imprévus, à côté de beaucoup d'autres choses imprévues ».

TESSIER

du S.I.M.

Meetings du premier mai

(suite de la page 3)

11^e U.R. BREST

Ce sera à l'honneur de la C.N.T. à Brest que le 1^{er} Mai fut célébré en cette ville par deux réunions, l'une par la C.G.T., l'autre par nous.

Celle de la C.G.T., décidée après avoir su probablement que nous faisons quelque chose, car elle se fit sans affiche comme elle en est coutumière, mais réunit pas même une centaine de personnes.

Compte tenu de la disproportion des adhérents, la nôtre fut un succès relatif et compte tenu également du temps affreux.

C'est devant une assistance attentive qu'un des militants fit l'histoire du 1^{er} Mai, et parla des revendications de la C.N.T.

Ce n'est pas une fête de travail comme tendent à le faire accréditer l'Etat, le patronat et certaines centrales syndicales, que nous célébrons, mais une manifestation ouvrière commémorative et revendicative jusqu'au bout final : la disparition du patronat et du salariat.

Glorifia le martyre des pendus de Chicago, victimes de la vindicte sociale, et reconnu par la suite innocents de l'acte qui leur fut reproché.

Mais leur sacrifice ne fut pas vain et leur haute tenue morale eut une répercussion mondiale, et la célébration du 1^{er} Mai provient justement de l'action directe des travailleurs de Chicago.

En France, le massacre de Fourmies en 1891, et les bagarres de Clichy au même moment, eurent un profond retentissement, car les brutalités policières amenèrent des camarades à employer l'action individuelle, la mort de Sadi Carnot en fut une conséquence.

De cette époque datent les lois scélérates de 1894, restreignant les libertés de la presse, sous le prétexte qu'il fallait empêcher l'apologie de faits qualifiés crimes. Elles n'ont jamais été supprimées, même pas sous le gouvernement du Front Populaire, mais au contraire aggravées.

1^{er} Mai 1906. Point culminant de la lutte engagée pour la vraie C.G.T. d'avant 1914, dont la C.N.T. est la fille spirituelle, pour l'obtention de la journée de 8 heures. Action qui eut son dénouement en avril 1919, quand le ministre Clémenceau céda devant les actions énergiques des travailleurs et ce, en plein état de siège.

Notre camarade évoqua les grèves sanglantes de Draveil, Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape, Le Havre, de Brest, celles monstrueuses de 1936, la guerre civile d'Espagne, pour montrer que la lutte sociale est de tous les instants et de par le monde. Il évoqua les affaires Francisco Ferrer, Sacco-Ventzetti, Rousset (Biribi) qui firent démontrer que les syndicats luttent aussi pour le respect de la personne humaine, pour la liberté.

Il évoqua la touchante figure de

Louise Michel, dont on célèbre le cinquantième anniversaire de sa mort et celle d'Elisée Reclus, membre de l'A.I.T., mort en 1905 également.

L'évocation des luttes passées doit nous faire pencher sur les revendications dont la solution est retardée par la main-mise des partis politiques, du clergé sur le mouvement syndical.

Sur les salaires, nous ne pouvons admettre les revendications sur la base hiérarchique ; car c'est favoriser nos chefs qui nous serrent le cran et nous congédient des chantiers ou des usines.

La C.N.T. revendique les 35.000 frs par mois et sur la base de 40 heures par semaine, comme premier pas vers plus de justice sociale.

Sur la réduction des heures de travail, il fit état des méthodes pratiquées dans une usine Ford aux Etats-Unis, pour démontrer la valeur de la revendication de la C.N.T. : la réduction de la semaine de travail et de l'augmentation des jours de congés payés.

Pour terminer sur la Paix, il indiqua que le seul moyen, c'est de combattre tous les militarismes, de vouloir la suppression des frontières.

Au cours de son exposé, il fut interrompu à diverses reprises par les camarades appuyant de leurs points de vue ce qu'il disait.

Ce fut une vraie réunion vraiment fraternelle, sans prétention, et tous les camarades décidèrent qu'il fallait aller vers les travailleurs pour qu'ils viennent dans les rangs de la C.N.T. afin qu'elle puisse parler avec force.

L.U. L. BREST.

13^e U.R. LILLE

Notre réunion, sans être spectaculaire, a amené une quarantaine d'auditeurs ; nous pouvons affirmer que la qualité remplaça la quantité, étant donné qu'aucun camarade ne contredit l'argumentation présentée par nos camarades Prigent et Martin.

Tout à tour, le Secrétaire général de la C.N.T. et le camarade Martin, appuyés sur une documentation irrefutable, firent allusion au processus historique de l'exploitation de l'homme par l'homme ; seuls les mots ont changé, l'ouvrier exploité d'une manière inhumaine est toujours un esclave, tant au point de vue moral qu'au point de vue physique, que la classe ouvrière par manque d'éducation, de trahisons, de lâcheté, de concessions s'est avachie jusqu'à oublier qu'il existe toujours deux classes, d'où lutte plus que jamais nécessaire pour la disparition du patronat et du salariat par la suppression du régime capitaliste sous toutes ses formes.

Les précisions nécessaires, judicieuses, données pour la lutte à mener pour la libération intégrale des exploités, renforcent la confiance en soi des militants et des syndiqués.

Un de nos bons camarades de Belgique étant venu apporter le salut fra-

APPEL DE BULGARIE

Bulgarie, 12 mai 1955

La Confédération Nationale du Travail de Bulgarie s'adresse aux travailleurs et aux hommes libres du monde entier, en leur demandant avec insistance d'entreprendre une campagne énergique et soutenue en vue d'exiger du gouvernement bulgare qu'il accorde la libre émigration à ceux qu'il considère comme ennemis et qui désirent quitter le pays.

La classe ouvrière bulgare souffre actuellement non seulement de la privation entière de toute liberté d'organisation, de pensée et d'expression — régime commun de l'U.R.S.S. et de tous les pays satellites — mais, en plus, d'un chômage croissant. Le nombre de chômeurs régulièrement enregistrés aux « réserves de travail » et privés pour cette raison de toute aide matérielle, s'élève, rien qu'à Sofia, à 80.000 personnes, et dans les autres villes il représente le tiers de la population apte au travail.

Dans ces conditions, tous ceux qui sont considérés comme ennemis du régime, sont voués à la mort par le refus formel de leur accorder le droit au travail. A cette catégorie, s'ajoutent encore tous ceux qui sont soumis à des persécutions systématiques et interrompues ne leur permettant pas de gagner leur vie et d'assurer les moyens d'existence nécessaires à leurs familles.

A l'heure actuelle où les dirigeants du pays, fidèles à la ligne adoptée et suivie par tous les pays du bloc soviétique, s'efforcent d'affirmer qu'ils sont partisans de la paix et de la coexistence pacifique entre les pays de régimes différents, les travailleurs et les hommes libres du monde entier doivent exiger d'eux des preuves réelles de sincérité. L'une de ces preuves serait d'accorder la libre émigration de tous ceux qui, traités comme ennemis, sont privés de moyens d'existence et veulent quitter le pays.

Y a-t-il chose plus naturelle que celle de se « débarrasser » de ses ennemis, en leur permettant l'exil volontaire ? Le monde occidental a-t-il interdit à quiconque de quitter son pays et de venir s'installer chez nous, si cela lui plaît ? Non ! Pourquoi, par la même logique, ne pas permettre aux ennemis du régime ou considérés comme tels, de quitter le « paradis socialiste », s'ils trouvent que les pays capitalistes leur assurent une vie plus normale et plus humaine ?

Donc, au nom de la solidarité internationale ouvrière et humaine, nous prions les travailleurs et les hommes libres de tous les pays de nous venir en aide en exigeant du gouvernement bulgare qu'il autorise la libre émigration de ceux qu'il prive de travail parce qu'ennemis.

Confédération Nationale
du Travail de Bulgarie :
Le Secrétaire.

Le mouvement coopératif

(Suite de la première page)

coopératisme, quant à son caractère émancipateur, est un fiasco.

L'entreprise coopérative, plus recommandable malgré tout que l'artisanat, peut tout au plus permettre de subsister à certains militants particulièrement visés, pourchassés de partout en raison de leur action syndicale, cette solution s'avérant la moins mauvaise pour échapper à l'emprise, à la vindicte patronale.

La coopérative peut aussi être de quelque utilité aux organisations en lutte contre l'Etat qui, tout esprit de profit personnel écarté, ont recours à elle pour l'accomplissement de travaux internes, d'imprimerie par exemple, et permettre, par cloisonnement, de limiter la répression que celles-ci sont susceptibles de subir.

Dans ces conditions très particulières, la coopérative, entreprise commerciale comme les autres, peut partiellement justifier son existence. Elle n'en doit pas moins, elle aussi, disparaître avec le régime actuel puisque basée comme lui sur le profit et l'inégalité, sources de la presque totalité des maux qui nous accablent.

ternel de nos frères de misère belges, ses amicales interventions corsèrent la thèse exposée par nos camarades.

Nous espérons que le prochain Congrès Confédéral déterminera une fois pour toutes les positions nettes que doit conserver la C.N.T.

En conclusion, bonne réunion puisque, en sus des enseignements fournis, elle amena quatre nouvelles adhésions et révéla de réels talents d'orateur du jeune militant Martin.

En fin de séance, nous apprenons que de vifs incidents ont eu lieu lors de la mascarade organisée par la C.G.T. nous regrettons que les Nord-Africains (1.000 environ) eurent à subir le choc des défenseurs de la Loi (flics, CRS) ; ils réagirent à leur manière, ce qui fit que 37 pauvres types sont en prison, nous sommes en principe d'accord avec leurs pseudo-revendications : « L'Algérie aux Algériens ! », malheureusement les ordres furent donnés par un parti politique (M.T.L.D.).

Au 20^e siècle, ces violences ne sont qu'une triste constatation, mais doivent faire comprendre aux ignares, que nos oppresseurs sont décidés à rééditer les assassinats de Chicago et les massacres de Fourmies : tu réclames le droit à la vie, on t'envoie du plomb. Le cortège des réformistes (C.G.T.-F.O.) se passa dans le calme et la « dignité »...

C.N.T. Région Lilloise.
Suite des comptes rendus prochain n°

ESPAGNE

(Suite de la première page)

expressives qu'il n'est pas besoin de les commenter.

L'imprimerie de Soli et C.N.T. est tombée, en même temps que parait « Cultura y Accion ». Des hommes sont emprisonnés. Ils ont été martyrisés uniquement pour défendre et propager un idéal de justice, pour dire la vérité sur un régime qui veut à tout prix la cacher.

Aujourd'hui plus que jamais, donnons notre appui de solidarité et notre appui moral aux compagnons victimes de la terreur en Espagne et qui, en s'y opposant, luttent avec une ténacité à toute épreuve.

A l'œuvre, camarades ! Contribuons à grossir les dons pour l'Espagne opprimée et pour la presse clandestine.

Travailleurs de l'A.I.T. ! Ouvriers de tous les pays ! Hommes libres du monde entier ! Manifestez aussi votre solidarité active à l'égard des hommes qui défendent la liberté en Europe et ne cessent de combattre le régime totalitaire de Franco et de la phalange.

Le Secr. Intercontinental C.N.T.
en exil - Toulouse mai 1955.

Chassons les fantômes

(Suite de la première page)

tions de chaque Etre au lieu d'agir sporadiquement concurrent harmonieusement dans une action cohérente dont les aspects se renforcent mutuellement. Or, ayons le courage de reconnaître que si cela est possible, c'est grâce à l'idéologie anarchiste qui anime les principes de l'A.I.T. Ainsi nous croyons qu'il est urgent de retourner au plus vite aux saines méthodes du syndicalisme révolutionnaire, d'autant plus que le temps s'est chargé de nous démontrer que le syndicalisme réformiste égale bureaucratie, que là les spéculations politiques sont cause de désagrégation ouvrière et que les violences verbales du socialisme furent génératrices de fascisme.

Faut-il ajouter que si l'anarcho-syndicalisme n'a pas trouvé jusqu'ici la considération qu'il mérite c'est qu'il se heurte à une opposition obstinée qui n'est pas toujours fondée sur des arguments objectifs ? A notre avis on n'a jamais tort de refuser toute hypothèse en formelle contradiction avec les faits observés. Qui ose nier que ce qui juge mieux de la valeur d'une théorie ce ne sont pas les concepts indéfinissables, mais bel et bien la fécondité des idées et des actions que cette théorie suscite ! Ainsi l'on peut dire que l'anarcho-syndicalisme n'a pas à craindre le jugement de l'avenir parce que l'avenir s'achemine vers une société plus conforme aux nécessités vitales de tous les hommes et aussi parce que la nature ne s'accorde, littéralement que cette alternative, le progrès ou la mort ».

La mort du chansonnier CLOVYS

Clovys, qui figura parmi la phalange des fondateurs de la Muse Rouge et se révéla comme son principal animateur, n'est plus.

Nos lecteurs se souviennent des poésies publiées sous sa signature dans une rubrique personnelle, Dans la Jungle humaine. Nous saluerons particulièrement la mémoire de ce réfractaire impénitent qui ne voulut point servir les profiteurs d'une vaine gloire dont se targuent tant de leurs victimes inconscientes ; il sut conserver intacte sa foi antimilitariste et nous souhaitons que la graine qu'il a semée nous prépare de riches moissons de luttés contre cette plaie que constitue le militarisme et son soutien naturel qu'il ne négligea pas davantage : le cléricanisme.

Le meilleur moyen de sauvegarder sa mémoire, c'est de poursuivre la lutte qu'il a menée et de s'inspirer de l'œuvre humaine qu'il a laissée.

Le corps du vieux chansonnier a été incinéré au Colombarium du Père-Lachaise le 30 avril.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

LE COMBAT

SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

27^e année - Nouvelle série, N° 134 20 FRANCS JUILLET 1955

TORTURES... MASSACRES... BUCHERS !...
VOILA L'HISTOIRE !... L'HISTOIRE EST UN
CHARNIER... N'EN REVENEZ PAS TOU-
JOURS A INTERROGER CE PASSE DE NUIT
ET DE SANG !... C'EST VERS L'AVENIR
QU'IL FAUT CHERCHER LA LUMIERE !...
TUER ! TOUJOURS TUER ! EST-CE QUE
L'HUMANITE N'EST POINT LASSE DE CES
ETERNELLES IMMOLATIONS ?...

Octave MIRBEAU
(« Les Mauvais Bergers »)

R E M E M B R E R

19 Juillet

La commémoration d'un anniversaire est la cérémonie qui rappelle un événement important. Celle du 19 juillet est à la fois cela, et bien autre chose.

C'est cela, parce que cette date a marqué, en 1936, le début de la magnifique épopée où les forces saines d'un pays imbu de liberté et de justice se dressèrent irrésistiblement pour faire opposition aux mercenaires d'un général félon. C'est bien autre chose aussi car, bien que 19 années se soient écoulées depuis, elle est toujours d'une cruelle actualité, que le problème posé par cet événement est demeuré sans solution et que celle-ci n'interviendra pas avant le jour où sa cause, le fascisme, aura été éliminée.

Les puissances occultes internationales voyaient avec appréhension, depuis 1931, s'épanouir en Espagne un mouvement révolutionnaire dont l'ampleur, chaque jour grandissante, menaçait de déborder irrémédiablement les pouvoirs constitués. Les importants remous populaires enregistrés un peu partout, début 1936, confirmèrent ces alarmes. Il leur fallait réagir, frapper au cœur. Un prétexte suffisant facile à trouver pour des gens de mauvaise foi.

Chacun connaît la suite. La crainte n'était pas vaine !

Pendant trois ans, les héroïques volontaires républicains, qu'entraînaient les militants de la F.A.I. et de la C.N.T., défendirent avec acharnement chaque mètre de terrain, puis, submergés par le nombre, écrasés par un matériel imposant, dont ils étaient, eux, complètement dépourvus, furent contraints à l'exil, à l'incarcération dans des camps de concentration où, bien que méritant tous les égards, ils subirent un ignoble traitement, sur les ordres d'une équipe de politiciens tarés, tenants du pouvoir en France, dignes continuateurs de la politique de non-intervention, de neutralité absolue instaurée par ses prédécesseurs, sous le signe du « socialisme ».

Aujourd'hui, comme chaque année, nous allons commémorer par la pensée avec ceux qui, demeurés là-bas, subissent, souffrent, moralement et physiquement, des méfaits du régime de l'infâme « caudillo » et luttent avec persévérance pour le faire disparaître.

Puis, satisfait, chacun regagnera ses pénates, conscient d'avoir pleinement accompli son devoir. Quelques sacrifices financiers consentis en cours d'année ne manqueront pas d'affermir cette conviction.

Seuls, de rares éléments, continuellement sur la brèche, débordés par une tâche écrasante, accompliront des efforts surhumains pour essayer, sans y parvenir, de « faire quelque chose ».

L'an prochain, nous commémorerons sans doute avec plus de faste, car

ce sera le vingtième, l'anniversaire de cette date symbolique.

Pendant ce temps, partout où sévissent les dictatures, les militants révolutionnaires qui se sont offerts en holocauste continueront à faire don de leur vie ou de croupir dans leur cellule, désespérant de jamais voir reluire un jour le soleil de la LIBERTE.

Pouvons-nous décemment affirmer que le mouvement révolutionnaire — ou prétendu tel — est à la hauteur de la tâche qui lui incombe et que l'action qu'il mène nous accorde une seule chance d'aboutir à la disparition du fascisme, de l'autoritarisme.

Honnêtement, disons : NON !

Les « Bourgeois » pourront « dormir sur leurs deux oreilles », mêler leurs ronflements à ceux de leurs valets politiques, traîneurs de sabres ou autres porteurs de soutanes, tant que, reprenant enfin conscience de nos responsabilités, nous n'aurons pas abandonné les tactiques stériles, en honneur actuellement, pour revenir aux vieilles et saines traditions révolutionnaires, sans doute délaissées

parce qu'il est plus aisé de « se vautrer dans la facilité ».

Tous les antifascistes, qu'ils se réclament de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme, du syndicalisme révolutionnaire, du pacifisme, de la libre pensée, doivent bien se pénétrer que leurs efforts seront voués à la stérilité tant qu'ils continueront à les disperser dans des organisations minuscules, microscopiques, se neutralisant le plus souvent, quand elles ne s'opposent pas.

Leurs buts respectifs sont indissolublement liés à la suppression du profit, à la disparition de l'autorité.

Chacun, s'il veut réellement aboutir, devra revoir ses méthodes et s'incorporer dans un travail collectif qui sera grandement facilité s'il sait bénéficier de l'immense force que constitue le prolétariat qui ne manquera pas de lutter à ses côtés s'il est suffisamment éclairé.

Eduquer, organiser, accomplir ensuite un travail pratique. Tout est là.

Théoriser, est bien ; passer à l'action, judicieusement coordonnée, est mieux.

Revendiquer est valable à la condition que la revendication soit axée à la fois sur la satisfaction de besoins immédiats et sur la finalité que

(Suite page 4)

Meetings

à MARSEILLE
le 17 Juillet à 9 heures
Grand Meeting
au Cinéma Roxi
30, rue du Tapis-Vert
avec
A. CAPDEVILA
F. MONTSENY
H. BOUYE

à TOULOUSE
le 17 Juillet à 10 heures
Grand Meeting
au Palais des Sports
avec
Y. PRIGENT
R. FAUCHOIS
G. ESGLE/S

à PARIS
le 24 Juillet à 10 heures
Salle Susset (Métro Jaurès)
Grand Meeting
avec H. BOUYE, R. FAUCHOIS, F. MONTSENY

ANTIMILITARISME et révolution armée

Il arrive bien souvent que des pacifistes nous reprochent de prendre les armes pour la défense ou le triomphe de notre idéal.

A première vue, ces gens paraissent avoir raison.

Mais, examinons le problème de plus près et voyons si la paix peut se bâtir par des méthodes non violentes face à un système économique fait d'inégalités et d'incohérences où

les privilégiés se protègent par la violence organisée : armée, police, prison, camps de concentration, etc.

Reste évidemment à savoir de quelle paix il s'agit ! Les pacifistes non-violents dont nous ne mettons pas la bonne foi en doute, ne pourront jamais réaliser l'idéal qui leur est cher car leurs méthodes sont absolument inefficaces.

Demander compréhension et bonté aux tenants du régime, autant vaud de prêcher la vertu au patron d'une maison de tolérance !

S'il est vrai que la société ne changera qu'au jour où les hommes qui la composent changeront leurs aspirations, leurs sentiments, leurs coutumes, il est vrai également que l'individu subit l'influence du milieu où il vit. Or, les hommes sont victimes de certaines de leurs créations : Dieu, Etat ou Parti, et ces monstres ne datent pas d'hier. Comment dans ce cas rompre le cercle vicieux qui nous emprisonne ?

Par une connaissance approfondie de l'épineux problème social qui oblige à un effort constant. En procédant de la sorte, on est bien forcé d'admettre que la seule solution qui s'impose est révolutionnaire.

La preuve est depuis longtemps établie que le régime capitaliste pour se survivre a besoin de guerres le plus souvent répétées, ses contradictions économiques ne lui permettent pas d'autre alternative.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », cette phrase célèbre de Jaurès vaut d'être rappelée à ceux qui croient ou feignent de croire en une paix réalisable dans le cadre de l'économie actuelle.

Donc, lorsqu'il s'agit de mener un combat sérieux contre la guerre, il faut du même coup s'attaquer aux causes premières, c'est-à-dire le capitalisme quel qu'il soit et l'autoritarisme sous toutes ses formes.

C'est à la classe ouvrière (tous les travailleurs manuels et intellectuels) principale victime des guerres, que revient l'initiative d'organiser ce combat. Son potentiel est énorme. Sans elle, la guerre ne serait plus possible. En effet, c'est elle qui construit les engins de mort et s'en sert contre elle-même.

Partant de ces constatations, il faut tendre nos efforts à ce qu'elle prenne conscience de sa tâche et de ses responsabilités devant l'Histoire de l'Humanité.

Qu'on nous accuse, à notre tour, d'être des violents, ne changera en rien notre point de vue.

Face à la violence organisée, il n'y a d'autre ressource que celle de s'organiser avec tous les moyens mis à notre portée, ce qui ne signifie nullement copier les méthodes de l'adversaire.

Les bâtisseurs révolutionnaires de l'Ukraine makhoviste ou de la Catalogne libertaire ont tout de même prouvé dans des conditions particulièrement difficiles qu'ils se comportaient autrement que les soudards d'une armée de métier.

D'ailleurs, personne ne peut défi-

(Suite page 4)

Les métallurgistes passent à l'action

A St-Nazaire

Depuis quatre mois environ, les métallos nazairiens avaient formulé par le canal des organisations syndicales (C.G.T., C.F.T.C. et F.O.) une demande d'augmentation de salaires et plus particulièrement la parité des salaires avec Paris. Bien entendu, les Bonnafé, Caldaguès et Fould, représentant le trust des constructions navales en France, refusaient catégoriquement, et par la suite accordaient une dérisoire augmentation horaire de 7 frs ; cette augmentation était appliquée unilatéralement à la date du 1^{er} mai. Cependant les organisations s'égarèrent dans d'interminables pourparlers pour une augmentation plus importante. Les soudeurs du chantier de Penhoët qui pendant ce temps voyaient leur boni diminuer dans des proportions considérables, se fâchèrent et se rendirent en nombre à la Direction pour obtenir un audience du directeur ; celui-ci refusa. C'est alors que nos camarades soudeurs arrachèrent les portes, brisant tout sur leur passage ; en quelques instants, l'immeuble de la direction fut envahi par d'autres compagnons

venant à la rescousse des soudeurs et jetant par les fenêtres les plans de navires et documents divers ; pendant ce temps, le directeur était prisonnier dans son bureau et n'en menait pas large. La police locale, appelée d'urgence, avoua son impuissance devant l'ampleur du mouvement. Ce n'est que le soir que nos camarades évacuèrent la direction et que le directeur put sortir sous les huées et les quolibets de la foule. Il était 23 heures à ce moment.

Comme il fallait s'y attendre, le lendemain matin, ce fut la bagarre, le Préfet ayant fait appel aux C.R.S. Ces chiens de garde du capital chargèrent la foule à coups de crosse et de matraque, allant jusqu'à s'acharner sur des femmes ; il y eut des blessés de notre côté, dont deux assez grièvement atteints, mais des C.R.S. mordirent aussi la poussière, sous une pluie de projectiles divers, cailloux et morceaux de ferraille, les « prolos » retranchés derrière une solide barricade, tinrent le pavé jusqu'au moment où certaines personnalités obtinrent le retrait des C.R.S.

Pendant toute cette journée du 22, de nouvelles conversations eurent lieu et les patrons lâchèrent 5 francs horaires, s'ajoutant aux 7 frs déjà acquis, soit 12 frs au total ; par la suite ils donnèrent aussi satisfaction aux soudeurs, revalorisant le boni à 50 % et cela avec effet rétroactif.

Ainsi que se dégage-t-il, camarades, de ces journées d'action directe menées par les métallos nazairiens, ? Et bien, la leçon est celle-ci : que seule une action vigoureuse et résolue peut contraindre le patronat à reculer, et que si les travailleurs nazairiens avaient continué dans cette voie le 23 juin, au lieu de rentrer dans les ateliers sur les conseils des trois organisations syndicales, le patronat aurait fait d'autres concessions mais les bonzes locaux, qui n'avaient pas prévu ces incidents, se sentaient nettement débordés et se demandaient aux yeux de quelle serait l'issue de cette action.

Ceci nous fait dire à nos camarades que dans la lutte contre nos exploiters, il ne faut pas perdre de vue l'objectif révolutionnaire, qu'il faut prendre en main nos propres destinées, que la lutte contre le capitalisme ne se borne pas à parlementer avec ses représentants, mais au contraire à se battre contre eux jusqu'à la disparition de l'odieuse système

d'exploitation de l'homme par l'homme ; les miettes que nous nous contentons d'arracher aux représentants du régime capitaliste permettent à celui-ci de prolonger son existence, aussi mobilisons-nous pour assurer sa destruction définitive.

Le Syndicat Intercorporatif de St-Nazaire.

P.-S. — En dernière heure, nous apprenons que nos trois camarades arrêtés ont été condamnés à des peines de prison allant de 15 jours à un mois avec sursis.

Le matin avait eu lieu une puissante manifestation contre leur incarcération.

CEUX qui se sucent

Lisez-vous la rubrique financière des journaux ?

Non ! répondez-vous sans doute, mon S.M.I.G. m'interdit d'envisager un placement quelconque ; le 15 de chaque mois il faut user d'expédients pour en atteindre la fin.

L'argument est de poids. Pourtant un coup d'œil jeté de temps en temps vous indiquerait que tous ne sont pas logés à votre enseigne, les actionnaires de Peugeot, par exemple. Voyez plutôt :

« Automobiles Peugeot.

« La société va procéder à partir du 4 juillet aux opérations suivantes : « Paiement de dividende : 2.403 frs net par action de 15.000 frs (2.273 francs net pour les actions libérées le 1^{er} juillet 1954).

« Dédoulement obligatoire : Des actions de 15.000 frs nominal en titres de 7.500 frs nominal au moyen de l'échange d'une action de 15.000 francs contre deux actions de 7.500 francs.

« Attribution gratuite d'actions nouvelles de 7.500 frs nominal, à raison d'une action nouvelle pour trois actions de 7.500 francs nominal (capital porté par incorporation de réserves de 4.500.000.000 de francs à 6 milliards de francs. »

(B.A.L.O. du 20 juin 1955.)

Les chiffres sont suffisamment éloquents pour qu'aucun commentaire s'impose.

NÉCROLOGIE

Le camarade Girelli Angelo s'est éteint le 8 juin 1955, à l'âge de soixante-dix ans.

Adolescent, il adhéra au groupe anarchiste de Piombino et à l'U.S.I.

En 1922, afin d'échapper aux sbires fascistes, il s'exila en France où il continua la lutte contre le totalitarisme et l'exploitation de l'homme par l'homme. Il fut toujours présent aux manifestations du groupe anarchiste italien ainsi qu'à celles des groupes français et espagnol. Il était membre actif de la C.N.T. française. Infatigable, il était toujours aux avant-postes de la lutte de classes et, quoique malade, il voulut, au cours de la semaine qui précéda le 1^{er} Mai, aider ses camarades à coller les affiches de la C.N.T. française.

Il fut un modèle de volonté, de solidarité, d'incorruptibilité, de persévérance. Sa disparition causera bien des regrets.

Le groupe anarchiste italien, les groupes anarchistes français et espagnol, ainsi que la C.N.T. française et la C.N.T. espagnole en exil adressent à la famille de notre regretté camarade leurs condoléances émues.

Le Bureau de l'Union Locale de Marseille.

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 17 juillet, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux. Métro Fabien.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

Pour le matériel et les fonds,

s'adresser à Georges Yvernel Trésorier, 16, rue du Commerce, Paris-15^e. C.C.P. 7243-69 Paris. SYNDICAT des EMPLOYES

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris, à 20 h. 30.

Pour la Trésorerie, adresser les fonds à J. Guichardon, 33, rue Emile-Zola à Draveil (S.-et-O.). C.C.P. 51-660 Paris.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e, tous les samedis de 16 à 18 heures.

Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, r. R.-Losserand, Paris-14^e.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE le 1^{er} vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

19^e UNION REGIONALE

Permanence: tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège: vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

LIBRAIRIE C.N.T.

LIVRES : HISTOIRE et DOCUMENTS.

	Prix Franco	
La Révolution Russe en Ukraine (N. Makno)	200	230
Mon Communisme (S. Faure)	260	290
Propos Subversifs (S. Faure)	280	310
L'Imposture Religieuse (S. Faure)	300	330
La Douleur Universelle (S. Faure)	300	345
La Véritable Révolution Sociale (S. Faure)	120	150
La Vie ardente et intrépide de Louise Michel (F. Planche)	260	290
Kropotkine (F. Planche et J. Delphy)	230	260
Syndicalisme Français (J. Rennes)	300	330
Histoire du Mouvement ouvrier (E. Dolleaux) :		
Tome I - 1830-1871	700	745
Tome II - 1871-1936	775	820
Tome III - 1921 à nos jours	1.100	1.170
Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand) (E. Dolleaux)	420	450
Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950 (M. Collinet)	510	540
Esprit du Syndicalisme (M. Collinet)	550	580
Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle (J. Maitron)	550	580
Juin 36 (J. Danos et J. Gibelin)	550	595
Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale (P. Besnard)	400	445
Le Monde Nouveau (P. Besnard)	150	180
L'Ethique du Syndicalisme (P. Besnard)	100	130
La Paix (P. Besnard)	100	130
L'Indispensable Révolution (G. Leval)	250	280
Histoire du Mouvement Syndical en France (P. Louis) :		
Tome I : 1789-1918 - Tome II : 1918-1948. Chaque volume	330	360
Histoire du Socialisme en France (P. Louis)	600	645
Réflexions sur la violence (Georges Sorel)	450	495
La Faim du Monde (William Vogt)	450	495
L'Internationale Chrétienne (P. Lefranc)	370	400
La Révolution Inconnue (Voline)	450	520
Histoire de la Commune de 1871 (Lissagaray)	600	670
Sébastien Faure (J. Humbert)	200	230
Eugène Humbert (J. Humbert)	350	395
Au Café (E. Malatesta)	150	180
La Révolution Sociale (P. J. Proudhon)	600	670
Histoire de l'Anarchie (A. Sergent et C. Harmel)	750	820
Un Anarchiste de la belle époque	390	420
Mouvement ouvrier et socialiste - L'Espagne (1750-1936) (R. Lamberet)	645	675
Précis de Socialisme (B. Malon)	200	245
La Morale Sociale (B. Malon)	200	245
Vie et Mort des Corporations (J. Jacques)	125	155
Révolution et Drapeau rouge (M. Dommanget)	80	110
Jacques Roux le Curé rouge (M. Dommanget)	100	130
Sylvain Maréchal « l'Égalitaire » (M. Dommanget)	600	645
Histoire du 1 ^{er} Mai (M. Dommanget)	750	820
Partir de l'homme (D. Mac Donald)	150	180
La Commune de Cronstadt 1921 (Jan Mett)	100	130
Spartacus, la Commune de Berlin (1918-1919) (Prudhommeaux)	150	180
Les Jésuites, la Classe ouvrière et la Révolution (E. Hureau)	100	130
L'Unique et sa propriété (Max Stirner)	600	645
Le Socialisme Révolutionnaire (C. Albert et J. Duchêne)	100	130
Avènement de la France ouvrière (A. Marc)	300	345
Pierre Kropotkine, le Prince anarchiste (G. Woodkoch et I. Avakoumovitch)	790	835
Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire (H. E. Kaminski)	350	395
De Prison en Prison (L. Lecoin)	160	190
Joyuseté de l'exil (Ch. Malato)	150	195
Force et Matière (L. Buchner)	300	345
Histoire de la création (E. Haeckel)	645	715

LIVRES : ROMANS

	Prix Franco	
Les Damnés de la terre (H. Poulaille)	390	435
L'Enfantement de la Paix (H. Poulaille)	250	280
Ils étaient quatre (H. Poulaille)	200	230
Le Pain quotidien (H. Poulaille)	350	380
Pain de Soldat (H. Poulaille)	450	495
Béton armé (J. Prugnot)	330	360
Durolle (F. Planche)	150	180
Le sixième Évangile (R. Asso)	360	390

Passez les commandes et adressez les fonds à Hélène MUNOZ, 51, rue Berthe, à Paris (18^e) - C.C.P. 11.861-87 Paris.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U. R.

Aux dockers morutiers du quai Bacalan à Bordeaux —

S. U. B.

Entreprise Thireau-Morel (chantier de Louveciennes). Elections de délégués du personnel du 28 mai 1955. Résultats : Votants, 50 - Nuls, 5. Voix obtenues : René Giraud (C.N.T.), 43. Methnani, 41. Leclere (C.G.T.), 39.

Nous enregistrons avec satisfaction le résultat de ces élections prouvant l'influence de notre organisation auprès des travailleurs du Bâtiment. Félicitons notre camarade Giraud qui, par son exemple, a su obtenir la confiance de ses camarades de chantier.

Le Secrétaire du S.U.B.

8^e UNION REGIONALE

Dans sa séance du 22 mai 55, l'Union Locale de Bordeaux a décidé ce qui suit :

Combat Syndicaliste. — Désormais le service du « Combat Syndicaliste » sera fait à chaque adhérent de l'Union. L'adhérent réglera le coût du journal et des frais d'envoi en payant ses cotisations mensuelles. Le coût sera de vingt-deux francs par envoi. Les membres de l'Union, en chômage ou malades, recevront le journal gratuitement; les frais se-

ront couverts, dans ce cas, par les syndicats.

Nous invitons les autres U. R. et U. L. à procéder de même dans le but de donner une vie intense et efficace au C.S.

Le Secrétaire : G. ESCOUBET.

L'administration du journal ne peut qu'inciter les Syndicats, U. L. et U. R. à se déterminer dans ce sens pour la plus grande prospérité de l'organe confédéral.

Chronique du SUB

RENOUVEAU D'ACTIVITE

Après la grève Saintrapt et Brice où les copains se placèrent résolument à la pointe du combat, voici que dans les autres maisons les camarades bougent. Si notre industrie bat son plein, les compagnons ne veulent pas être en reste. Ils voudraient utiliser cette activité débordante pour obtenir la revalorisation générale des salaires. Il est bon de souligner à ce sujet que le tract-programme que notre vieux S.U.B. a édité il y a quelque temps, a été très bien accueilli sur l'ensemble des chantiers. C'est à la suite de ces échos favorables qu'il fut décidé d'intensifier la propagande sur les chantiers.

Chez Balency et Chultz, à Bagatelle, le camarade R. développa pendant quarante minutes, avec clarté et précision, notre programme, avec comparaison et nombreux commentaires, et ce devant 350 ouvriers qui l'écoutèrent dans le plus grand silence, ne l'interrompant que par leurs applaudissements enthousiastes. Les salaires sont de 175 francs de l'heure pour les compagnons, mais par les primes et bonifications diverses, leur pouvoir d'achat est de 12.000 francs par semaine pour 48 heures de travail. R. dénonça avec vigueur ce procédé de rémunération, en soulignant que dans l'histoire, c'était d'abord le manœuvre qui en était la première victime, mais aussi les compagnons eux-mêmes, car en cas d'accident grave ou de longue maladie, la Sécurité Sociale prend comme base les 175 fr. pour le paiement des indemnités qui leur sont dues. En conséquence, il conclut en demandant aux compagnons et manœuvres présents d'exiger avec le S.U.B. l'intégration de toutes les primes dans le salaire, ce qui nous rapprocherait sérieusement du salaire revalorisé qui est de 275 francs pour le compagnon et de 220 francs pour le manœuvre.

CHEZ THIREAU-MOREL

Dans ce chantier, la main-d'œuvre italienne prédomine. Un vieux gars du S.U.B. y a fait son entrée il y a deux mois; par son comportement vis-à-vis de ses camarades, il a permis à notre syndicat d'y faire un bon travail. Tout d'abord il s'est élevé contre les longues journées de travail, car sous le prétexte que celui-ci presse, l'entreprise exige de la main-d'œuvre fraîchement immigrée, jusqu'à dix heures de travail. A noter qu'ils sont logés pour une partie d'entre eux directement sur le chantier, bien entendu dans des conditions peu confortables, en un mot dans des conditions peu en rapport avec les belles promesses qu'on leur fit avant leur départ d'Italie.

Des élections de délégués de chantier ont eu lieu en présence du propagandiste de la C.N.T. : c'est un grand succès pour notre syndicat, le camarade Giraud René a été élu délégué général avec 43 voix, alors que celui de la C.G.T. n'en obtint que 39, et un Nord-Africain 41, qui se présentait comme non organisé (bien qu'étant de la C.G.T.), mais pour la circonstance il avait mis son drapeau dans sa poche. Il avait passablement influencé dans sa langue les Nord-Africains, pour la plupart illettrés.

Une réunion a eu lieu à l'issue de ces élections, et en peu de temps le camarade R. y développa notre programme qui là encore, fut hautement apprécié. Les ouvriers ont pris l'engagement d'œuvrer pour la revalorisation des salaires au coefficient de 1938, c'est-à-dire 275 francs au compagnon et 220 aux manœuvres.

Un seul moyen pour y parvenir : rentrez tous à la C.N.T. Camarades Italiens, plus de longues journées avec des bas salaires ! Respectez les huit heures et exigez d'être normalement payés.

Un Gars du S.U.B.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

Bulletin (1) d'adhésion

Bulletin d'abonnement au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné

NOM

Prénoms

demeurant

déclare adhérer à la Confédération Nationale du Travail.

déclare souscrire 1 abonnement de (2)

au Combat Syndicaliste.

Le

Signature

(1) Rayer ou non la mention inutile.

(2) 12 N° 220 f.; 24 N° 430 f.

Le conflit qui oppose les travailleurs déchargeant la morue au patronat, continue.

Comme vous le savez, nos revendications portent sur deux points : 1^o Hygiène, sécurité, équipement. 2^o Salaires et révision des normes de rendement.

A la suite des démarches de nos deux Syndicats, et en tenant compte d'une réponse de la Fédération Maritime le premier point semble acquis. Reste le second point qui exige l'effort de tous les camarades pour arracher aux patrons une amélioration de nos salaires.

Nous tenons à signaler qu'au cours de toute l'action engagée nous n'avons eu à compter que sur nous, et que la carence du Syndicat des dockers C.G.T., de ses délégués et de ses militants a été totale.

Il semble que le syndicat des dockers C.G.T. se désintéresse des revendications des travailleurs de la morue et manifeste à l'égard d'un patronat rapace une indulgence singulière.

Nous pensons que le rôle du syndicalisme n'est pas de se livrer à des manifestations spectaculaires ou à des grèves plus ou moins politiques, mais de défendre efficacement les travailleurs les plus défavorisés.

Cette tâche, nous continuerons à la remplir avec l'appui de tous les travailleurs.

Nous vous faisons confiance pour que ce conflit, — votre conflit — soit mené jusqu'à la victoire.

Les Syndicats de Dockers Morutiers CGT-FO et CNT.

RÉFLEXIONS

sur la grève du rail britannique

Sans se soucier de l'opinion des 400.000 cheminots groupés au sein des Trade Unions britanniques, le syndicat des mécaniciens et chauffeurs de locomotives de Grande-Bretagne a ordonné à ses 67.000 adhérents de cesser le travail.

Quelque sympathique que put être un mouvement non inféodé à une organisation quelconque, il n'en reste pas moins que le principe de l'augmentation de salaires revendiqué par ces cheminots ne peut enregistrer notre accord.

En effet, ces aristocrates du rail se jugent défavorisés par les augmentations accordées au début de l'année aux lampistes ou autres cheminots de zone inférieure et se déclarent décidés à défendre la hiérarchie des valeurs. Ils se jugent indispensables à l'exécution d'un service qui pourtant ne fonctionne que grâce au concours de tous les exploités des magnats des secteurs ferroviaires, nationalisés ou non.

Alors que les Trade Unions songent à un nivellement des salaires, les mécaniciens anglais voudraient poursuivre le maintien de l'inégalité sociale consacrant l'injustice que nous combattons de toutes nos forces. Se fondant sur une trésorerie fort à l'aise, ils partent en grève avec la perspective de voir durer le conflit pendant trois mois pour obtenir quelques shillings supplémentaires réclamés pour le principe signalé plus haut.

Certes, de graves perturbations ont affecté les transports par voie ferrée, mais grâce au concours appréciable d'une partie d'un syndicat opposé à celui en grève, et à l'apport du service routier, on a pu parer au plus pressé et parvenir à décongestionner les grands centres.

Une solidarité agissante s'est manifestée de la part des dockers, des marins et surtout des mineurs qui connaissent, eux aussi, la résistance patronale à leur assurer des moyens d'existence convenables. Ces derniers ont même fait observer que leur travail demeurait subordonné à l'acheminement, par voie ferrée exclusivement, du charbon qu'ils tiraient des entrailles du sol.

Un premier résultat des concessions accordées se traduit par une augmentation de tarifs s'élevant à environ 7,5 % destinée à couvrir les charges de la nationalisation de cet important service.

Une réplique est à attendre de la part des huit millions de syndiqués que groupe la grande centrale britannique qui n'a pas connu les zizanies de bien des centrales européennes et il est à souhaiter que la solidarité ouvrière dont nous parlons ci-dessus se retrouve afin de montrer que l'idée de hiérarchie mise en avant par les mécaniciens anglais leur est bien particulière et que cette idée rencontrera une opposition toujours plus grande.

Les points sur les « i »

Aux temps jadis les nobles avaient, seuls, le droit de mettre des girouettes sur leurs habitations. C'était là un signe de caste. Aujourd'hui les girouettes dominent les clochers ou les toits et nous savons tous ce qu'elles sont : « une plaque légère de forme variable qui, placée au-dessus d'un arc vertical, indique la direction du vent; en plus de cela, ce mot sert pour désigner un être qui change souvent d'opinion ». Ainsi il appert que la « Girouette » annonce les sautes des vents, et aussi les jongleries de ceux qui sont à la merci des flux et reflux de leur inconscient.

Ceci dit, nous prévenons les lecteurs que nous n'avons pas l'intention de polémiquer ou d'entamer des discussions ou des controverses, notre rôle consiste à essayer de réfuter des concepts qui faussent l'interprétation des faits historiques ainsi que certains principes de tactique révolutionnaire. Nous voici donc devant un fait certain, indéniable : l'homme est un bourreau pour l'homme, cependant, l'anthropomorphisme est désarmé parce qu'il est expliqué. Certes nous sommes des humains ayant conscience de leur misère, c'est à cause de cela que nous voulons détruire les causes de la misère. Or, on ne détruit pas quelque chose avec des belles phrases, encore moins en rêvant, et ce n'est pas manquer de respect à quelqu'un lorsqu'on essaye de mettre les points sur les i. D'autre part, il est incontestable que « l'autre ce n'est pas nous, que rien ne prouve que l'autre a tort et nous raison, ni que l'un est meilleur que l'autre », et cependant, dans la vie les problèmes ne se posent pas d'eux-mêmes. En plus de cela, la vérité nous interdit d'avoir des opinions sur des sujets qui nous échappent, sur des questions que nous ne pouvons pas formuler clairement. Au fait, un concept, moins il est précis, plus on trouve des mots pour l'expliquer; c'est à cause de cela que nous refusons toute « baguette magique » parce que pour résoudre le problème social, il faut observer l'être en action et non pas suivre sa pensée, car « la puissance de la raison ne découle pas de l'imagination, elle est la logique conséquence de notre aptitude à nous émanciper des règles, des lois que la tradition nous impose ». Ensuite c'est presque une lapalissade de dire que si nous voulons faire marcher la charrette, il faut atteler les bœufs devant celle-ci, autrement dit, c'est refuser toute action que de n'entendre ni à huihan ni à dia. Esquissons un exemple. Un homme qui tue, fut-il un héros chamarré de décorations, n'en est pas moins un assassin. Existe-t-il des preuves contraires ?

Certes il est difficile, très difficile de trouver le fil d'Ariane qui permet de s'orienter dans les méandres des théories philosophiques, sociales, psychologiques, cependant il est toujours possible d'établir des faits concrets, réels, analysables, et par là irréfutables. Dès lors nous demandons : faut-il « repenser le syndicalisme », est-il vrai que le syndicalisme est inexistant soit en France, soit ailleurs ?

On prétend que le syndicalisme crève de fausses philosophies et du mépris du concret. Ce sont là des affirmations dangereuses parce que, au lieu de résoudre les problèmes que pose l'exploitation de l'homme par l'homme, on aggrave le confusionnisme. Un fait est certain, le syndicalisme est un outil dont l'efficacité dépend de l'artisan qui s'en sert, et alors est-il vrai que les travailleurs sont fatigués des luttes stériles pour un bout de pain ? Est-il vrai qu'ils se vendent compte que le petit jeu du chat et de la souris avec les tenants du pouvoir et de la finance détourne la lutte sociale de son but essentiel qu'est l'égalité économique et sociale ?

Nous avons l'impression d'assister à une séance de prestidigitation où on essaye de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Bien sûr, l'ouvrier est désabusé, désillusionné, fatigué, est-ce là l'effet dont la cause est le syndicalisme, ou en revanche est-ce là la logique conséquence de l'indifférence, de l'insouciance, de l'insuffisance ouvrière vis-à-vis des problèmes que le capitalisme sème sur la route de l'émancipation ouvrière ? L'ouvrier qui oublie son véritable rôle social, qui refuse de suivre les réunions, qui se contente d'être un bon cotisant, n'est-il pas responsable de l'état actuel du syndicalisme ?

Au vrai on ne devrait jamais écouter ce qu'un être dit, il serait plus logique d'observer ce qu'il fait, car souvent, très souvent même, les plus belles pensées glissent sur la pente de l'indifférence ou de l'égoïsme, tandis que l'action laisse derrière elle une marque indélébile.

C'est ainsi qu'un regard rétrospectif sur l'histoire nous apprendra que si « les grandes centrales syndicales sont parvenues à être les auxiliaires du système économique du régime capitaliste », c'est parce que l'action des dirigeants syndicaux imbus de réformisme et de politique, a fini par s'imposer aux masses toujours prêtes à suivre le Messie qui change les cailloux en petits pains blancs.

On dit qu'on est victime du milieu, c'est là une vérité très relative parce que malgré tout, force nous est de

reconnaître que des milliers de personnes échappent à l'influence néfaste d'un milieu où tout est politique; il s'ensuit que les ouvriers qui ont une intelligence saine ne peuvent pas apprendre à ne pas apprendre, c'est-à-dire que l'ouvrier est à même de comprendre que l'auteur principal de son émancipation n'est autre que lui-même. Malheureusement les ouvriers se laissent aller à la dérive, se laissent gouverner par l'accidentel, ils ignorent leur position, ils adoptent des compromis, ils s'enferment dans des contradictions et sont incapables de se rendre compte que la paix et la liberté ne sont pas possibles dans un système contradictoire des valeurs.

Certes, collaborer c'est capituler; cependant si nous possédons des convictions authentiques, il sera difficile de nous tromper et de nous convaincre de la nécessité de collaborer. En plus de cela, nous savons depuis belle lurette, que les Comités d'entreprises sont une fumisterie, mais les Libérateurs qui sont affiliés à une centrale syndicale réformiste quelconque, ne sont-ils pas les collaborateurs directs ou indirects d'un régime qu'ils prétendent anéantir ? Et lorsqu'on affirme que « il faut repenser le syndicalisme en insistant sur le fait que celui-ci doit se fondre avec l'anarchie pour être un mouvement d'attaque », n'avons-nous pas le droit de nous écrier : Farceurs de qui vous moquez-vous ? Nous le répétons, nous n'avons pas l'intention de polémiquer, mais face à certaines attitudes, force nous est de prendre position. Voyons les faits. Depuis la Première Internationale, il existe un syndicalisme d'action qui élimine à priori, toute collaboration, tout réformisme, ce syndicalisme est régi par les principes de l'Association Internationale des Travailleurs. Ces principes, que disent-ils ? Voici : « Le syndicalisme révolutionnaire tend à l'union de tous les travailleurs. Il est l'ennemi de tout monopole économique et social, il poursuit la lutte quotidienne pour l'amélioration économique, sociale, intellectuelle de la classe ouvrière. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique ne peut jamais être réglé par des décrets gouvernementaux, que seule l'organisation commune des travailleurs peut résoudre ce problème. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toute tendance et organisation centraliste empruntées à l'Etat et à l'Eglise. Il rejette toute activité parlementaire ainsi que la collaboration avec des organismes législatifs. Il rejette toute frontière politique, nationale, il combat le militarisme sous toutes ses formes, il se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les initiatives qui ne sont pas en contradiction avec ses buts. Il a pour but d'organiser et d'appuyer la lutte de classe révolutionnaire dans tous les

pays en vue de la destruction définitive des régimes politiques économiques actuels et d'instaurer le Communisme Libéral. Il lutte contre toute tentative d'accaparement des syndicats par les partis ».

Voilà des principes qui découlent en droite ligne de la Première Internationale, voilà des méthodes claires, précises, qui nous obligent à avoir les pieds sur terre et d'exercer l'activité syndicale sur une base sociale nettement exprimée, à savoir que les hommes ont les mêmes besoins, les mêmes droits, nous ajoutons les mêmes devoirs et que l'unique revendication du syndicalisme c'est l'égalité sociale par la suppression de toutes les formes hiérarchiques, même les hiérarchies libertaires.

Au su de tout le monde la C.N.T., membre de l'A.I.T., est une organisation ouverte à tous ceux qui ne veulent point pactiser avec l'ennemi sous toutes ses formes. Là les militants œuvrent pour l'émancipation de l'humanité, ils savent que l'intérêt personnel est intimement lié à l'intérêt collectif et vice-versa, c'est pourquoi on est convaincu qu'il n'est pas nécessaire de « repenser le syndicalisme », il suffit de respecter et de mettre en pratique les principes de l'A.I.T., que l'expérience de la révolution russe et celle espagnole, ont démontré comme étant les seuls capables de redonner à la classe ouvrière le dynamisme nécessaire pour son émancipation intégrale.

BREGLIANO Luc.

Démocratie Chérie

« En France, l'Assemblée Nationale a décidé qu'il n'y aurait plus d'élections partielles jusqu'aux élections législatives de juin 1956.

Elle a, par ailleurs, porté de 20.000 à 40.000 frs le cautionnement à verser par les candidats lors des élections complémentaires, cela pour éviter « les candidatures fantaisistes ».

(Les journaux.)

En un mot, les seuls fantaisistes sont ceux qui ne disposent pas d'une importante somme d'argent à dilapider sans discernement.

Heureusement, cela se passe en France. Ailleurs, les démocrates ne sont pas dans la « fantaisie ». Ils ont d'autres chats à fouetter. Ils s'occupent de choses un peu plus sérieuses.

Aux U.S.A., par exemple, ils s'intéressent au racisme, au lynchage, à l'anticommunisme, mettent au point de nouveaux Hiroshima, Nagasaki... autrement meurtriers... les progrès réalisés, dans l'art de tuer, aidant ! Vraiment, avouons-le ! La démocratie est belle !

Nos meetings du 1^{er} Mai

(Suite du précédent numéro)

17^e U. R.

Le meeting organisé le 1^{er} Mai dans la salle de la rue Saint-Jean à Lyon a connu un concours de nombreux auditeurs. Ce fut une bonne journée pour notre organisation.

Les affiches apposées à cette occasion furent maintenues en place pendant plus de quinze jours sans être recouvertes.

18^e U. R.

C'est devant une salle presque pleine que notre meeting s'est déroulé à la Bourse du Travail.

Une fois de plus, la C.N.T. a manifesté aux yeux de tous ceux qui désiraient sa perte, qu'elle était toujours là, et bien là.

Déjà, nos affiches exposant nos revendications ont démontré qu'il y avait autre chose que les pâles lois réformistes des politiciens.

Après un exposé sur la situation régionale, notre camarade Capdevilla fit vibrer l'assistance par ses paroles pleines de bon sens et de foi sur l'émancipation des travailleurs.

Fauchois, secrétaire de l'A.I.T., exposa les principes de celles-ci. Il dénonça les responsables de la situation présente, le capitalisme, les politiciens, démontra qu'avec le progrès, l'abondance pourrait déjà se réaliser pour tous les produits de première nécessité.

Il exposa la justesse de nos revendications qui tendent toutes à la justice sociale et à l'égalité économique.

Il appela tous les révolutionnaires, plus spécialement les anarcho-syndicalistes, à intensifier le combat en vue

d'aboutir à des jours meilleurs et au but final de notre lutte, le communisme libertaire.

Un de nos camarades instituteur lança un appel à tous pour la lutte contre les prétentions cléricales de plus en plus dangereuses dans le domaine scolaire.

Le meeting prouva le nombre croissant de jeunes militants dans notre organisation et donna à tous la certitude qu'ainsi la poursuite de nos idées, la continuité de notre lutte dans l'avenir sont assurées.

Il appartient à tous, par l'action, que le 1^{er} Mai prochain voit encore grandir notre influence et le bien-être des travailleurs.

L'après-midi, un Festival de S.I.A. permit à tous de se retrouver dans la gaieté et l'amitié.

Après un exposé de l'œuvre de S.I.A. (soutien aux malades, aide aux nécessiteux, obtention de papiers, etc.) un appel fut lancé pour augmenter les adhésions et l'aide à l'organisation.

Le programme, par sa variété et sa qualité, fit l'unanimité; les artistes amateurs de notre organisation se dépensèrent sans compter. Danses espagnoles pleines de rythme et d'harmonie. Poèmes vibrants d'humanité. Chansons entraînantes. Chants Flamenco et guitare romantique à souhait. Fakir mystérieux et présentateur barbu, fort dynamique, furent longuement applaudis. Qu'ils trouvent ici nos remerciements pour leur dévouement à notre œuvre. Ils nous ont aidé à prouver nos capacités d'organisation et à dire: Non ! la solidarité n'est pas morte, elle s'affirme aujourd'hui et grandira demain.

Ce que tout prolétaire doit savoir

PROCEDURE en matière d'attribution de la longue maladie par la Sécurité sociale

Un arrêté du 1^{er} février 1955, publié au J.O. du 15-2-55, a apporté quelques précisions sur la procédure en matière de longue maladie.

Tout d'abord rappelons qu'il n'existe pas de liste de maladies entraînant l'attribution des prestations de longue maladie. Il s'agit, en fait, de toutes maladies susceptibles de durer au-delà de six mois et qui sont dépistées, soit à l'occasion d'un examen de contrôle, que subit le malade à sa Caisse Primaire, soit à l'occasion d'un examen spécial, auquel la Caisse Primaire soumet automatiquement tout malade qui a perçu des prestations pour une maladie ayant duré trois mois.

Cet examen spécial, qui permet de

dépister systématiquement toute maladie sérieuse, est pratiqué en accord avec le médecin traitant de l'assuré, ce qui permet de déterminer le meilleur traitement à imposer au malade.

En plus de l'avis formulé par les deux médecins, l'intéressé fait l'objet d'une enquête sociale permettant de situer exactement sa situation personnelle ou familiale.

Enfin, le Conseil d'administration de la Caisse statue sur l'accord ou le refus d'admission au bénéfice des prestations de longue maladie.

La décision de la Caisse — accord ou rejet — est notifiée à l'assuré par lettre recommandée, avec accusé de réception. Une copie de la décision est adressée au médecin traitant.

L'intéressé lui-même peut demander à sa Caisse le bénéfice de l'assurance de longue maladie. Dans ce cas, la Caisse doit prendre sa décision dans le délai d'une quinzaine — et non plus d'un mois — suivant la date de réception de la demande.

En effet, aux termes de l'arrêté du 1^{er} février 1955, le Conseil d'administration de la Caisse est tenu d'examiner la demande de l'assuré, au cours de la réunion qui suit l'examen du malade, soit par le médecin traitant ou le médecin conseil, soit par l'expert ou le médecin physiologue, et au plus tard sous le délai de quinzaine.

Sans avoir à connaître le diagnostic, le Conseil doit prendre toutes dispositions pour que les prestations maladie soient remplacées à partir de la date de la décision, par les prestations de la longue maladie, et pour que le bénéficiaire soit soumis à un traitement, compte tenu s'il y a lieu, des possibilités familiales, pécuniaires et professionnelles.

En aucun cas, la Caisse ne peut exciper de la situation précaire aisée d'un assuré, pour lui refuser les prestations de longue maladie. La décision de la Caisse doit être notifiée à l'assuré dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande.

Lorsqu'il s'agit d'une décision de refus, une copie est adressée au médecin traitant, et la notification à l'intéressé doit se faire par lettre recommandée.

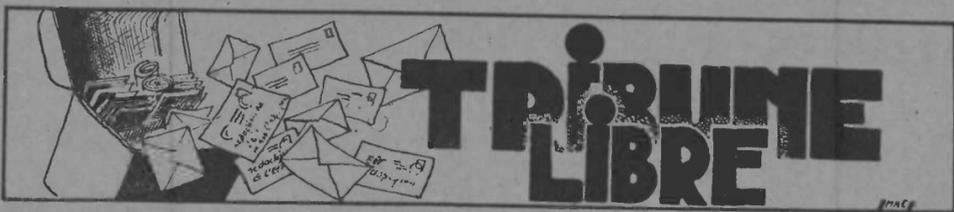
Les prestations sont attribuées pour une durée fixée par la Caisse Primaire, et qui peut être prolongée par des décisions ultérieures du Conseil d'administration jusqu'à la fin de la troisième année suivant la première constatation médicale de la maladie. Elles peuvent à tout moment être suspendues, réduites ou supprimées, si l'état du bénéficiaire n'en justifie pas le maintien.

Les décisions de suspension, de réduction ou de suppression du bénéfice des prestations, sont notifiées à l'assuré par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le médecin traitant devant recevoir un double.



Le Directeur-Gérant:
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17, rue de Clignancourt.

R. THIEBLEMONT.



A la C. N. T., pour l'Anarcho-syndicalisme

La division née de deux tendances qui s'affrontent dans les congrès et assemblées provient de ce que, pour les uns, le syndicalisme oit révolutionnaire doit être et rester neutre de toute philosophie ou système économique: il se suffit à lui-même, disent-ils; pour les autres, le syndicalisme classique ayant pour emblème la charte d'Amiens ne peut conduire à la transformation sociale sans privilèges, il est nécessaire de donner aux hommes les principes économiques, philosophiques et sociaux de l'anarchisme sans lesquels la société retomberait fatalement sous l'autorité d'un parti.

Je suis de ceux qui épousent cette façon de voir, repoussent la Charte de Paris (sorte de Charte d'Amiens améliorée), ainsi que la structure actuelle de la C.N.T., se révélant la fidèle continutrice de l'ancienne C.G.T. La première aura-t-elle le même sort que la seconde ? Ou les anarcho-syndicalistes réagiront-ils contre cette neutralité syndicale afin de redonner à la C.N.T. un caractère émancipateur ?

L'idéal anarchiste doit être le nerf moteur de la C.N.T., sans lequel celle-ci n'aurait aucun sens et ne vaudrait guère mieux que les autres centrales; le neutralisme ne suffit pas, il s'agit de savoir ce que l'on veut et si l'on se dirige ou non vers ce que l'on veut.

Œuvrons-nous aux côtés de militants n'ayant pour tout motif d'action que la porte-monnaie, prêts à des concessions pour des unités reléguant nos principes qui font de nous autre chose que des révolutionnaires bâtarde sans convictions ?

Accepterions-nous que la structure de la C.N.T. en soit encore au corporatisme de fédération, alors que nous pronons l'égalité économique et

qu'ainsi divisés dans l'action, nous allions à l'encontre de ce que nous clamons dans nos déclarations ? Garderions-nous encore longtemps cette structure qui laisse chaque fédération tirer ses propres revendications, tirer ses propres tracts, organiser en un mot son travail syndical fédératif, cloisonné, pompant un bon nombre de militants pour le bureau, etc. Que de temps, d'argent et de dépenses physiques absorbés par ce système décevant. Il nous faut sans tarder bousculer cette routine et venir strictement aux unions locales, départementales, en laissant dans l'ombre les fédérations d'industrie pour après la révolution sociale.

Nos revendications présentes sont-elles à la hauteur de ce que nous prétendons être ? Correspondent-elles à la réalité ? Non. Nous fixons un minimum vital de 35.000 francs et ne faisons que devancer les autres centrales sur ce point; peut-on sincèrement croire qu'une famille moyenne de trois personnes puisse vivre avec cette somme ? Considérant que vivre dans ce siècle signifie pouvoir accéder aux bienfaits du modernisme dans les foyers, ou alors nos luttes ne se borneraient-elles qu'à la subsistance ?

Peut-on suivre les militants conseillant notre participation aux organismes tels que les comités d'entreprise, pour des raisons même tactiques, puisque nous savons que fatalement ce serait collaborer directement avec nos ennemis, qu'ils soient patrons ou ouvriers, et travailler ensemble à consolider l'exploitation ?

La possibilité de devenir délégué du personnel dans une entreprise, doit-elle nous inciter à nous faire élire par seules raisons d'impunité et de confortabilité dans l'action; car, en

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

Remember

(Suite de la première page)

tous doivent avoir continuellement présente à la mémoire.

Dire : NON ! à la guerre ne suffit pas car pour concrétiser ce NON ! il faudra bien un jour joindre le geste à la parole.

Palabrer autour de tapis verts avec nos ennemis de classe, collaborer avec eux, sous le signe d'une « démocratie » impropre à satisfaire nos aspirations, ne nous fera pas accomplir un seul pas en avant.

Notre ennemi, c'est notre maître !

L'esclavage qu'il nous fait subir ne cessera avant le jour où nous l'aurons définitivement éliminé.

On continuera d'assassiner lâchement, d'emprisonner les meilleurs d'entre nous au nom de la « raison d'Etat » jusqu'à ce que soient disparus ces Etats, tous, par essence, autoritaires, fascistes, ici, nettement avoués, là, camouflés sous le signe de la « démocratie ».

Si nous voulons qu'elle s'avère rentable notre action commune doit être habilement menée, continue, sans sacrifices inutiles. La neutralisation de nos adversaires directs de classe — patrons, cadres, parlementaires, bonzes syndicaux — a une importance énorme, souvent insoupçonnée. Elle contribuera, si nous savons vouloir, à la disparition d'un régime que nous abhorrons tous, qui s'effondrera comme un château de cartes.

Mais attention ! Ne gaspillons pas un temps précieux que nous n'avons que trop perdu en tergiversations répétées.

Le temps presse !

Il ne faut pas laisser aux esclavagistes le temps d'allonger le martyrologe de l'action révolutionnaire.

Il faut aussi éviter à tout prix, qu'à bout d'expédients, ils nous plongent, une fois de plus, dans le chaos indescriptible que serait pour l'humanité une nouvelle guerre.

Il faut surtout ajouter à la glorieuse date qu'est le 19 Juillet une autre date qui lui fera un pendant magnifique : celle de notre libération.

C.N.T.

Antimilitarisme

(Suite de la première page)

nir l'aspect de la prochaine révolution qui sera ce que tous ensemble serons capables de la faire.

Il ne suffit pas de vivre à une époque révolutionnaire, il faut avant tout que les hommes soient prêts à construire la société nouvelle et pour cela, un long travail préparatoire d'éducation est indispensable.

Notre propagande antimilitariste ne se dissocie jamais de notre propagande révolutionnaire puisque le militarisme est un des attributs du régime que nous combattons.

Nos propositions aux travailleurs restent toujours pareilles : refus du service militaire, refus de fabriquer des engins de guerre, grève générale et prise de possession des moyens de production et des produits de consommation.

Il est évident que de telles propositions ne seront rentables que si le prolétariat international unanime les réalise.

Mais comme nous le disions plus haut, nul ne peut prophétiser de la tournure des événements ; c'est pour quoi, pour parer à toute éventualité, nous sommes bien obligés d'envisager de défendre nos premières conquêtes les armes à la main, contre un adversaire qui ne se résignera pas à abandonner ses privilèges a v a n t d'être convaincu qu'un retour au passé est rendu à jamais impossible.

Que nos amis, les pacifistes sincères, ne se méprennent donc plus sur nos intentions aussi louables que les leurs.

Nous affirmons sans prétention que notre lutte contre la guerre est la plus efficace et que la seule façon rationnelle de construire la paix, c'est de détruire au préalable la cause initiale de toute guerre ; l'inégalité sociale-économique et la remplacer par un système fédéraliste fonctionnant par la libre entente des communes gérées par les producteurs et les consommateurs eux-mêmes.

Tout le reste n'est que déclamations sentimentales et efforts dépenés en pure perte.

GUYOT.

(Corresp. de Belgique).

BALLADE SOLNESS

SOLNESS. — Une tour ? Que voulez-vous dire ?

HILDE VANOEL. — Je pense à quelque chose qui s'élève... qui s'élève librement dans les airs.

(Solness le Constructeur par Henrik IBSEN)

Dans le cloaque aux herbes pestilentés,
Gonflé d'orgueil, de boue et de venin,
L'impur Dragon nage à travers les plantes.
Pour abriter le Difforme et le Nain,
La plaine grasse a plus d'un lieu béni :
Casernes, bouge, hôpital ou chaumière.
Entrez les gueux, en loques, en sarraux,
Béteil humain dompté par la famine !
Pourtant, voyez, par les airs sidéraux,
Monte en plein ciel, droite comme un héros...
La claire Tour qui sur les flots domine !

Une princesse aux lèvres consolantes,
Rôdeurs blessés y conduit par la main.
La voix se tait des foules insolentes
Près de la dame au geste surhumain.
Venez goûter l'espoir du lendemain
A ses genoux ! Que vers elle chemine
Le peuple exempt des geôles, des barreaux !
Un souffle tiède éclot la balsamine
Et Floréal jase emmi les sureaux,
Car le soleil dore, en tous ses vitreaux,
La claire Tour qui sur les flots domine !

Eldorados, Icarie ou Salentes,
Fuyons cet air opaque ou saturnin.
Plus de mensonges ou de guerres sanglantes,
Carguons la voile et rompons le funin !
Là-bas, ainsi qu'à l'aube, un Apennin,
Du Temple neuf la crête s'illumine.
Prêtres abjects, rois, soudards ou bourreaux,
Juges souillant de leur honte l'hermine
Et de la foudre atisant les carreaux
Voici, loin des gredins et des marauds,
La claire Tour qui sur les flots domine !

ENVOI

Vienne ton jour, déesse aux yeux si beaux,
Dans un matin vermeil de Salamine !
Frappe nos cœurs en allés en lambeaux
Anarchie, ô porteuse de flambeaux !
Chasse la nuit ! Ecrase la vermine !
Et dresse au ciel, fût-ce avec nos tombeaux,
La claire Tour qui sur les flots domine !

LAURENT-TAILHADE

Association Internationale des Travailleurs

SUEDE

Le Secrétariat de l'A.I.T., informé de la réunion à Boras (Suède) d'une conférence entre camarades danois, norvégiens et suédois, appartenant aux sections de l'A.I.T., a cru utile, malgré le caractère officieux de ce contact, de s'y faire représenter directement.

Convaincu que l'organisation internationale ne pourrait avoir de délé-

gué plus qualifié, le Secrétariat a adressé, à cet effet, mandat au camarade John Andersson, ex-secrétaire de l'A.I.T., qui l'a accepté.

Nous publions ci-dessous le texte intégral du rapport qu'il nous a adressé à l'issue de cette réunion.

Espérons que l'atmosphère fraternelle qui s'est révélée au cours de celle-ci contribuera à déterminer, lors

du prochain congrès international, une unanimité des sections dans la réaffirmation des principes communistes libertaires dont elles se sont inspirées jusqu'à présent.

Pour le Secrétariat de l'A.I.T.

Le Secrétaire :
Raymond FAUCHOIS.

RAPPORT POUR L'A.I.T. DE LA CONFERENCE DE BORAS (SUEDE) ENTRE DES CAMARADES SCANDINAVES

Les 24 et 25 juin eut lieu une rencontre de camarades scandinaves affiliés à l'A.I.T., de Suède, Danemark et Norvège. Le lieu de la rencontre fut « Hovaliden », maison d'été des syndicalistes de la ville de Boras. Nous avions préparé cette rencontre dans une jolie maison à la façon d'une rencontre familiale, mais un des jours fut réservé pour qu'on y traite les questions communes de caractère sérieux.

La question dominante était celle de la coopération scandinave et le travail de propagande et d'organisation. Car les langues des trois pays ont de telles affinités qu'il existe de grandes possibilités pour ces activités communes.

Du Danemark vint seulement un camarade, mais de Norvège, un autobus avec environ 30 camarades qui avaient passé toute la nuit en route pour participer à la réunion. Beaucoup de camarades suédois sont venus, surtout de l'ouest de la Suède. Le Comité Exécutif de la S.A.C. avait envoyé Evert Arvidsson comme représentant. John Andersson représentait l'A.I.T.

La question dominante fut donc, comme il vient d'être dit, celle des activités communes et la coopération scandinave, mais les orateurs approfondirent aussi d'autres problèmes annexes. En particulier, les camarades norvégiens soulignèrent fortement la nécessité que la propagande soit édifée sur la base des principes de l'A.I.T. et continuèrent en disant que le contenu du quotidien de la S.A.C. n'a plus rien à voir avec le syndicalisme, mais qu'il est un journal de sphère bourgeoise. Les camarades norvégiens ajoutèrent qu'on ne peut utiliser ce journal pour une propagande commune aux camarades scandinaves. Les mêmes camarades déclarèrent, durant la discussion, que leur section de l'A.I.T. avait récemment discuté la question de l'A.I.T. et qu'à l'unanimité ils avaient adhéré à la déclaration de principes de l'A.I.T. actuelle et qu'il n'y avait pas de raisons pour aucun changement.

Arvidsson et deux autres camarades suédois développèrent largement la nécessité de changer les relations par rapport à la situation différente d'aujourd'hui. D'autres orateurs suédois, dans la discussion — parmi eux celui qui écrit — appuyèrent la position de principes de l'A.I.T.

Durant la discussion, le représentant danois lut une déclaration que la section danoise avait rédigée en vue de la lire à la rencontre. Voici cette déclaration :

« Pour fortifier le travail en faveur des idées et du mouvement syndicaliste ici en Scandinavie, à notre point de vue il est d'une grande valeur de maintenir la coopération scandinave des organisations syndicalistes en Suède, Norvège et Danemark. Des conférences comme celle-ci doivent être fréquemment organisées et à des intervalles plus rapprochés que jusqu'à présent, lorsque nos problèmes communs peuvent être discutés.

« Une communication intime et

toujours continue doit être maintenue entre l'A.I.T. et ses sections pour fortifier les idées basiques de l'A.I.T.

« Dans cette connexion, nous voulons, dans cette rencontre, exprimer notre préoccupation au sujet de la position prise par la S.A.C. quant à la coopération internationale.

« Le contact que la S.A.C. a eu, par exemple en France, avec des personnes qui en différentes questions ont lutté contre l'A.I.T. et sa section française, est une chose qui n'est pas défendable, à notre point de vue. Et cela d'autant moins de la façon dont cela a été fait, en ignorant totalement l'A.I.T. et la section française.

« Ce procédé débilite l'A.I.T. et renferme un danger de destruction de l'A.I.T.

« Nous voulons prévenir de tels procédés et recommander une union étroite et loyale et une coopération avec l'A.I.T. et ses sections ».

Cette déclaration danoise fit

John ANDERSSON.

ESPAGNE

La C.N.T. d'Espagne en exil nous prie de communiquer aux sections de l'A.I.T.

« Le VI^e Pleno de la C.N.T. d'Espagne en exil se tiendra à Toulouse, en un lieu qui sera déterminé ultérieurement, à partir du 21 août 1955.

« Elle invite cordialement les sections susceptibles de se dépla-

cer à leurs frais, à s'y faire représenter directement ».

La conjoncture actuelle, tant sur le plan espagnol qu'international, la proximité du prochain Congrès de l'A.I.T., qui se tiendra courant 1956, ne manqueront pas de donner à ces débats une importance toute particulière.

Le Secrétariat de l'A.I.T. y sera représenté directement.

Tierra y libertad

porte-voix de la F.A.I., réapparaît en Espagne. Notre fraternel collègue démontre que la lutte contre le franquisme n'est pas lettre morte.

Journal de combat, c'est un appel à la résistance au régime

que lance « Tierra y Libertad ».

Puissent les réformistes de chez nous s'inspirer des méthodes d'action directe employées par nos frères d'outre-Pyrénées plutôt que de rechercher la collaboration capital-travail.

Ceux qui ont compris

« Dix-sept mille dockers se sont mis en grève dans les ports britanniques pour obtenir le droit de négocier directement avec leurs employeurs. »

(Les journaux.)

Les malheureux : Ils vont à coup sûr grouper contre eux une belle unanimité.

Gouvernement, patrons, organisations syndicales ne vont pas manquer de réagir, au coude à coude.

De quoi se mêlent ces exploités ? C'est la fin de tout s'ils prétendent, comme au bon vieux temps, reprendre en mains la défense de leurs intérêts !

Les cheminots de la F.T.R. qui se sont toujours prononcés 100 % pour la « délégation directe », assurent en cette circonstance les dockers anglais de leur entière solidarité.

En raison des vacances, le prochain numéro du « Combat Syndicaliste » (N° 135) paraîtra début septembre.

Après avoir participé au meeting du matin, réservez votre après-midi du dimanche 24 Juillet, à partir de 15 heures, pour assister au

Grand Gala Artistique

organisé

SALLE SUSSET

206, quai de Valmy, Paris-10^e, au profit des œuvres sociales de la C.N.T.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forces



A chacun
selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

28^e ANNEE — NOUVELLE SERIE, N° 135

20 FRANCS

NOVEMBRE 1955

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Comité Confédéral National

Le dernier C.C.N. de la section française de l'A.I.T. s'est tenu à Lyon les 15 et 16 octobre.

C'est dans un climat ambiant que se déroulèrent les débats. Il est vrai que nos camarades lyonnais firent montre d'un bon esprit d'organisation ; le local de la C.N.T. se prêta aux controverses du fait de son excellent aménagement.

Chaque point de l'ordre du jour fût disséqué, commenté. Aucun rapport ne fût présenté en vue d'apporter modification aux décisions du dernier congrès confédéral.

A noter que le C.C.N. accepta la candidature de Charles Molina au poste de trésorier confédéral, en remplacement du camarade Maille, démissionnaire.

Des engagements ont été pris et chacun promit son entier concours. N'espérons qu'une chose : que chaque militant s'intéresse toujours de plus en plus à l'organisation et œuvre pour conserver son éthique à notre C.N.T. indépendante.

Facilité ou Efficacité ?

L'anarcho-syndicalisme est la conjonction de la doctrine anarchiste et d'une tactique syndicale bien déterminée ayant pour but l'élaboration de la société communiste libertaire.

L'anarcho-syndicalisme est un complément de l'anarchisme. En effet, les anarchistes s'aperçurent que la seule doctrine anarchiste ne pouvait aboutir car restant sans valeur constructive dans ses aspirations. C'est pourquoi ils s'adjoignirent le syndicalisme révolutionnaire comme moyen de mener à bonne fin la matérialisation de l'idéal anarchiste (Pelloutier, etc... et non nos anarchistes 1955).

L'anarchisme tend à instituer une vie individuelle et collective de laquelle l'Etat, l'Eglise, la Propriété, les forces d'oppression seront exclus. Mais les anarchistes seuls ne peuvent prétendre à un tel bouleversement social. Sans l'anarcho-syndicalisme, mouvement spécifique et organisé imprégné de la pensée anarchiste dont il est l'application les anarchistes ne pourront arriver à quoi que ce soit de positif et pour diverses raisons :

a) Un capitaliste peut être d'accord idéologiquement avec un anarchiste mais leur situation sociale provoque un antagonisme justifié par la différence de condition de vie, à savoir que le premier est un exploitateur tenant à son privilège, le second un ouvrier manuel ou intellectuel n'ayant d'autre recours que la revendication pour améliorer son ordinaire, présentement parlant. D'où la justification du syndicat ne comprenant que des exploités.

b) la place des anarchistes syndicalistes est chez les anarcho-syndicalistes qui visent à la suppression de la société actuelle en réclamant l'expropriation et la remise de l'Economie aux syndicats. C'est pourquoi nous considérons que seuls les exploités peuvent appartenir aux syndicats révolutionnaires.

c) La dissémination des éléments se réclamant de l'anar-

chie ne peut être que stérile du fait de l'existence d'une multitude d'associations se confinant dans l'édition de brochures ou journaux et ne participant pas, ou de très loin, à la lutte pour la vie à côté des exploités. Certain groupe, sur le plan de l'action, n'est-il pas allé jusqu'à prôner la participation électorale ? Bizarre conception de la lutte

(Suite page 4)

La grève des Etablissements Hutchinson

Le 17 octobre a pris fin le douloureux conflit qui, depuis six longues semaines mettait aux prises le patronat de combat des établissements Hutchinson et son personnel.

Le courage remarquable dont fit preuve celui-ci fut mal récompensé, quoi qu'en dise le communiqué de victoire publié par la C.G.T. ; victoire à la Pyrrhus, s'il en est, puisque le seul avantage obtenu se solda par une augmentation réelle de salaire d'environ un pour cent.

Par contre, l'application de la méthode de travail dite « CONTINENTALE » — provoquant des cadences infernales que les ouvriers réduits à la condition d'esclaves voudraient plus que tout voir abolir — a été intégralement maintenue.

La cause de cet échec est de nouveau imputable aux dirigeants syndicalistes réformistes qui, au départ, par personne interposée cette fois, visaient plus à provoquer l'agitation que la satisfaction de légitimes revendications.

Déclenché, comme tous les précédents pour des motifs subtils, toujours ignorés des ouvriers dont l'approbation n'est jamais sollicitée mais sur qui retombe toujours la responsabilité de l'initiative, le mouvement menaça rapidement de péricliter. Pour lui transfuser un sang nouveau le problème de la « CONTINENTALE » fut évoqué, sa suppression demandée.

C'était voir juste, cette répugnante méthode faisant le désespoir de tous les travailleurs et ayant réalisé contre elle l'unanimité.

Cahin-caha, la grève se poursuivait, dans la confusion.

Et puis, sans qu'aucun élément nouveau n'intervienne, se référant à des propositions patronales vieilles de 15 jours, comportant un imbroglio de taux et coefficients relatifs pour une bonne part à des augmentations antérieures et sans rap-

Eduquez la Masse ???

Selon ma conception personnelle de la révolution (voir mes articles depuis le 1er Mai 1954), basée, non sur la conquête du pouvoir politique, ce qui serait absurde, mais sur la conquête des métiers qui permettra seule la main-mise sur tout le système économique : production et répartition, cette révolution ne

pourra se faire que lorsque la masse sera éduquée.

La question se pose donc, et d'une manière impérative : peut-on éduquer la masse dans le sens révolutionnaire sur lequel, à part de petites divergences, nous sommes tous d'accord - Peut-on, par l'éducation, élever la masse actuelle, ou, si l'on

préfère, le peuple (les deux mots n'en font qu'un), jusqu'à l'idéal et la volonté d'action révolutionnaire ? Peut-on tirer tous ceux qui travaillent du matin au soir de leurs jours et du matin au soir de leur vie en contemplant, de leur jeunesse florissante à leur vieillesse toujours misérable et parfois tragique, le néant de leurs mains toujours vides, du marécage où ils s'enfoncent vers les sommets d'où jaillira, merveilleuse et sereine, l'aube attendue de leur libération ?

Poser la question n'est pas la résoudre.

Le grand Conventionnel Condorcet a déclaré, dans une intervention historique : « Après le pain, l'instruction est le premier besoin du peuple ! ». Il aurait dû dire : « éducation » qui a un sens plus large qu'« instruction ». Ne chicanons pas sur les mots. Telle qu'elle est, la formule est bonne.

Pour éduquer, il faut des éducateurs. Ceux de la masse devraient être naturellement les militants syndicaux. Nous sommes obligés de reconnaître qu'ils s'essouffent en effet à poursuivre cette masse, mais seulement pour placer des cartes, « leurs » cartes. Comme ils n'y réussissent guère, ils réclament, vitupèrent, et parfois, gémissent. Certains ne sont pas loin de déclarer comme le font leurs patrons : « Les ouvriers ne sont pas intéressants ! »

Que devient dans tout cela l'éducation révolutionnaire ?

D'abord, peut-elle se faire, et quelles difficultés attendent ceux qui s'y attachent

LA CONQUETE DU PAIN

Elle est à la fois quotidienne et permanente.

Chacun sait parfaitement, et nos Maîtres mieux que tous les autres que, dans les conditions de salariat actuel, aucun ouvrier de la base, surtout s'il a femme et enfants, ne gagne pas assez pour subvenir aux besoins normaux du ménage.

On assiste alors au fait qui, à lui seul, suffirait à condamner tout le régime : la course harassante à la conquête supplémentaire du pain.

Après huit, neuf ou dix heures à l'usine, à l'atelier, à l'entreprise, au bureau, aux champs, il faut recommencer une autre journée ou demi-journée. C'est le travail noir chez des particuliers pour les gars du bâtiment ou l'artisan, la dure corvée du jardinage pour d'autres, ou le labeur éreintant chez un cultivateur qui, pour avoir labouré le coin de pommes de terre ou charrié le bois, se fait payer en travail, et de quelle manière !

Qui vient parler ici de bistro, de belote ou de parties de boules ?

L'homme rentre chez lui à la nuit tombée. La soupe l'attend. Au fur et à mesure qu'il la mange, le poids des 12 ou 14 heures fournies fait de plus en plus pencher la tête. Quand il a achevé son repas sommaire, à peine prend-il le journal (quand il y a un journal !) pour en lire les gros titres. Bientôt, il dit : « Je m'en vais me coucher, tiens ! ». Il est déjà 22 heures. Demain, il faudra se lever à 6 pour être au travail à 8, voyage compris.

J'ai parlé des gros titres du journal. Que dirai-je, non de l'étude de brochures, revues ou documents à l'abonnement prohibitif, mais de la lecture tout court, pour simple distraction : romans ou nouvelles, par exemple ?

Il existe dans mon village de 2.000 habitants une bibliothèque dite « circulante » assez bien fournie. Nous sommes 25 abonnés. Je dis bien : vingt-cinq pour 2.000 ha-

(Suite page 4)

LA LIBERTÉ D'OPINION existe-t-elle ?

Bien que ne partageant pas les conceptions dont se réclame le militant Pierre MORAIN ni celle de l'organisation politique à laquelle il est affilié (organisation qui continue à utiliser abusivement le titre du journal « Le Libertaire », lequel évoque un beau passé de luttes, de même que les idées les plus élevées - avec lesquelles d'ailleurs son contenu actuel n'a plus rien de commun) nous tenons à protester dans nos colonnes contre la condamnation prononcée le 29 juillet dernier à l'encontre de ce militant par le tribunal correctionnel de Lille, qui a voulu voir en lui un propagandiste du Mouvement Tunisien de Libération.

Nous sommes résolument adversaires de tout colonialisme — fût-il

français, mais nous ne saurions pour cela avoir des complaisances à l'endroit du « mouvement de Libération nationale » dont les animateurs aspirent avant tout à la fonction d'hommes d'Etat — exploités avant la lettre d'un peuple à la libération sociale duquel ils ont l'outrecuidance de prétendre travailler.

Notre protestation est l'expression de l'idée que nous nous faisons de la liberté d'opinion. Dans un pays qui comme la France se targue de respecter cette liberté, nous constatons qu'elle n'est réelle que si l'on en use dans le cadre de ce que les pouvoirs établis veulent bien considérer comme raisonnable. Autant dire qu'elle est conditionnée. Et c'est contre cela que nous nous élevons.

port avec le problème actuel, l'ordre de reprise fut donné par le « Comité Intersyndical ».

En clair, de l'aveu même des esclavagistes de l'usine de Langlée, l'augmentation à la base obtenue est de l'ordre de dix francs par heure (chiffre très nettement exagéré) alors que trente francs pour tous étaient considérés comme un strict minimum acceptable.

Un « sacrifice » plus important ne pouvait être en aucun cas consenti par la direction sans mettre la fir-

me « sur la paille » et l'acculer à la faillite. Un simple coup d'œil jeté sur les bilans de celle-ci, dont la situation n'a sans doute jamais été aussi prospère, fixera chacun sur l'honnêteté de telles affirmations.

Face à cet état de choses, considéré par la plupart scandaleux, les protestations justifiées de nos militants, formulées à plusieurs reprises, ont permis d'enregistrer, une

(Suite page 4)

" Amis du Combat Syndicaliste " Responsables locaux et régionaux Militants

Depuis un certain temps, nous nous sommes abstenus d'alerter nos camarades sur la situation financière du « Combat Syndicaliste ».

Cela ne voulait pas dire que la trésorerie de notre journal se trouvait à l'abri, mais il coûte d'avoir à toujours répéter la même chose, surtout lorsqu'elle consiste à solliciter les lecteurs.

Vous connaissez les insurmontables difficultés qu'éprouve pour vivre en complète indépendance, sans subvention d'aucune sorte, un journal comme le « C. S. ».

Vous n'ignorez pas que le « Combat Syndicaliste » reste le seul point de ralliement des travailleurs qui veulent la révolution sociale.

Malgré les nombreux sacrifices que vous vous imposez par ailleurs, n'oubliez pas la SOUSCRIPTION PERMANENTE DU « C. S. » ! Abonnez-vous ! Renouvelez rapidement vos abonnements terminés ! Effectuez régulièrement vos règlements de journaux et de cotisations (qui interviennent dans les finances du « C. S. »).

Aidez-nous pour que vive décemment le porte-voix du syndicalisme révolutionnaire.

D'avance, à tous, merci !

L'Administratrice.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64

Secrétaire Général : Yves PRIGENT.

Adresser la correspondance au siège.

Trésorier Confédéral : Charles MOLINA

16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.C.P. 12793-89 Paris

Administratrice du Combat Syndicaliste : Armonia MUNOZ
12, rue Simon, Saint-Denis (Seine). C.C.P. 1536-03 Paris.

2me UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, PARIS-14e.

Trésorier : Georges YVERNEL, 16 rue du Commerce, PARIS (15^e) C.C.P. 7243-69.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS-18e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 20 Novembre à 9 h. 30 à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Métro Fabien.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e, tous les samedis de 16 à 18 heures

Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, rue R-Losserand, Paris-14e.

EMPLOYES

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS à 20 h. 30.

Pour la Trésorerie, adresser les fonds à J. Guichardon, 33, rue Emile-Zola à Draveil (S.-et-O.). - C.C.P. 51-660 Paris.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le 1er vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

19me UNION REGIONALE

Union Locale de Marseille

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège, salles 3 et 3 bis, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

NE DETRUIS PAS CE JOURNAL

APRES L'AVOIR LU, DIFFUSE-LE !

L'incurie patronale

En moins de quinze jours deux accidents dus à la négligence viennent de mettre en deuil l'industrie du bâtiment.

Pour le premier, notre étonnement est grand. Nous apprenons, en effet, que l'on a fait monter sur un toit deux ouvriers dépassant la soixantaine. L'un avait 73 ans ; que faisait-il encore là ? N'avait-il pas droit à la retraite ? Disons plutôt, car c'est hélas trop vrai, que cette retraite étant nettement insuffisante il ne lui restait plus qu'à travailler pour vivre ! Ce qui explique la chose, en l'occurrence.

Autre chose qui nous a également surpris. Dans la presse relatant l'accident on indiquait bien le nom des victimes mais seulement les initiales de celui de l'entrepreneur. Pourquoi ? Celui-ci n'a-t-il pas la conscience tranquille ?

Quant aux causes de l'accident, il paraît, du moins on l'affirme, qu'elles relèvent de la rupture d'une corde, sorte de prolonge, que l'on amarra à une cheminée. On nous a dit aussi que la fameuse corde s'était dénouée et qu'ainsi les deux compagnons et leur manœuvre furent précipités dans le vide. Tout est possible mais nous avons vu aussi, assez souvent, qu'il suffisait d'un léger coup de pied dans la cheminée pour que cette dernière s'écroule. Nous ne voulons certes pas insinuer que ce fut le cas ; reconnaissons pourtant qu'en pareille circonstance la plus élémentaire prudence recommandait d'éprouver la cheminée à seule fin de connaître sa résistance.

S'il est exact qu'il y a eu incurie patronale, il n'est pas moins vrai qu'il y a eu également négligence ouvrière. Ceci mérite une conclusion pratique. N'y a-t-il pas aujourd'hui, dans notre époque ultra-moderne, en plein développement de la technique, d'autres moyens d'échafauder que l'emploi de cordes, voire prolonges ou cordes à nœuds. Si, bien sûr ! Mais cela prendrait plus de temps, nécessiterait l'emploi d'une main-

d'œuvre spécialisée pour l'échafaudage, et coûterait évidemment beaucoup plus ; ceci explique bien cela.

Quant à l'accident de Clamart, dans le fond poser la question c'est aussi la résoudre. Car ces deux malheureux accidents ont la même cause, l'appât du gain.

Pour le second, il y a eu négligence dans le boisage, l'étagage rapide et insuffisant, utilisation d'engins mécaniques trop lourds et aussi, disons-le franchement, emploi d'une main-d'œuvre non qualifiée pour ce genre de travaux. Il fallait y employer des mineurs-boiseurs qui eux savent prendre les précautions nécessaires pour garantir leur vie et celle de leurs camarades.

La conclusion est toujours identique. L'entrepreneur passe le plus souvent les marchés sans avoir suffisamment étudié la question (conditions particulières de travail, nature du sol, etc.). Une fois adjudicataire, il faut « boucler » à n'importe quel prix, on emploie des manœuvres. Le patron tombe sur le métreur, le métreur sur le chef de chantier, ce dernier sur les ouvriers. Il faut produire, toujours plus vite, produire encore, toujours, jusqu'à la mort (pour les ouvriers, bien sûr). Ces crimes resteront-ils toujours impunis ? Car il y a eu crime à Clamart !

Il fut un temps où les travailleurs du bâtiment avaient des entrailles. Ils auraient par leurs protestations unanimes passé à l'action pour exiger une juste réparation.

En ce jour de deuil, nous adressons aux familles de nos camarades Nord-africains et Portugais nos respectueuses condoléances ; aux patrons rapaces et techniciens négligents va notre totale réprobation.

Pour plus de sécurité et d'hygiène dans les chantiers, travailleurs du bâtiment et des travaux publics exigez avec nous — à l'exemple des mineurs — de véritables délégués à la sécurité.

Le Conseil du SUB.

Toujours le problème de la Surpopulation

L'article reproduit ci-dessous est extrait du N° 17 de Mai 1955 de « LA RAISON » organe de l'Association des Libres Penseurs de Nouvelle Calédonie et Dépendances, Directeur F. Planché, et fait suite à une causerie effectuée par ce groupement sur les antennes officielles de la radiodiffusion française, le lundi 4 avril.

Notre causerie-radio du mois dernier a provoqué, chez certains auditeurs, ce qu'il est convenu d'appeler une « émotion bien légitime ».

Plusieurs nous ont écrit, plusieurs autres sont venus discuter avec nous du problème. En principe, lettres et conversations peuvent se résumer à ce seul argument et à cette seule question : « Certes, nous n'avions jamais supposé, comme vous l'avez démontré, que la surpopulation dans le monde pouvait être catastrophique à brève échéance. Quelques générations, en effet, dans le temps ne sont que quelques secondes, peut-être même une fraction de seconde de l'histoire de l'humanité. Pris ainsi, le problème est donc actuel. Alors, selon vous, comment pourrait-on y remédier ? »

Si quelques auditeurs seulement ont posé la question, nous pensons que le plus grand nombre, sans la poser publiquement, a dû se la poser à lui-même. Nous allons donc essayer de traiter cette deuxième partie.

Nous avons donc établi que le chiffre de la population terrestre humaine augmentait à une telle cadence que, sauf grande catastrophe qui réduirait cette population par centaines de millions, dans un temps très proche, quelques générations tout au plus, la terre compterait plus d'habitants qu'elle ne pourrait en nourrir.

Comment prévoir dès maintenant et pallier à une telle catastrophe, pire que tout ce que l'on a pu imaginer jusqu'ici ?

Nous diviseront la question en deux parties, axées sur la seule mesure qui peut être prise internationalement : limitation des naissances.

De cette limitation des naissances peut naître pour l'humanité un bien incalculable dans l'amélioration de l'espèce humaine.

Il est extraordinaire, en effet, que l'homme, cet animal, qui grâce au développement de son cerveau s'est séparé des espèces animales puis les a exterminées lorsqu'elles étaient dangereuses pour son existence propre, les a domestiquées, puis domestiquées pour ses besoins et le développement de son espèce, puis est parti à la conquête, grâce à des sciences acquises, de tout ce qui pouvait le servir, dans l'air, dans l'eau, dans la terre, dans les éléments, n'ait pas encore élaboré une théorie définitive et radicale qui préside, dès avant la naissance, à la sélection de l'espèce humaine.

Ce qui est plus extraordinaire encore, c'est que cette théorie, cette science, non seulement l'homme la possède, mais encore il l'applique dans l'élevage des diverses espèces animales qui sont un besoin pour lui.

Lorsque l'éleveur constate que sa lapine a donné naissance à 10 ou 12 petits, par exemple, il en sacrifie la moitié sagement. Il sait, en effet, que son allaitement ne peut suffire pour élever une aussi nombreuse nichée.

Il sait que ce serait l'épuisement de la mère, le rachiisme des enfants et, ce qui plus est, qu'il est presque certain qu'un certain nombre de ceux-ci, peut-être autant que ceux qu'il sacrifie, mourraient au bout de quelques jours ou de quelques semaines. Dès lors, il est bien plus lucratif pour lui d'avoir un nombre limité de sujets qui viendront bien, seront vigoureux et sains, tout en conservant la mère en excellente santé.

Tel est le comportement de l'éleveur rationnel pour des races d'animaux prolifiques.

En ce qui concerne les étalons, il les sélectionne soigneusement. Ils sont choisis dans les concours agricoles. L'éleveur de pur sang sélectionne les procréateurs d'après les résultats obtenus dans les grandes courses, etc...

L'espèce humaine, elle n'est pas sélectionnée dans l'acte procréateur. Aborder ce sujet offusquera bien des gens cuirassés solidement de préjugés absurdes.

On passe actuellement à Nouméa un film qui représente la vie de l'entomologiste J. H. Fabre. une scène est particulièrement significative à ce sujet. C'est

celle où, en 1871, J. H. Fabre comparait devant un Comité de Discipline présidé par le Maire. Il lui est reproché (quelle horreur !) d'avoir enseigné aux enfants qu'il y avait des fleurs mâles et des fleurs femelles, et que la fécondation entre elles était indispensable pour engendrer la procréation. Le Comité semble voir là une explication « sexuelle » intolérable, surtout enseignée aux enfants. J. H. Fabre réplique qu'en effet il a enseigné aux enfants que les fleurs mâles possédaient un pollen, constitué par une infinité de minuscules grains et que les abeilles, en butinant, transportent ce pollen collé à leurs pattes ou à leurs ailes, des fleurs mâles aux fleurs femelles. Parfois aussi c'est le vent qui le transporte. Les membres graves du Conseil semblent déconcertés. Ils s'attendaient sans doute à une description de fornication scandaleuse. Ils sont perplexes. Ah ! et puis, qu'importe... J. H. Fabre est chassé de l'enseignement officiel. L'histoire, évidemment, ne retient pas le nom de ces crétiens. Mais elle honore à juste titre Fabre comme un des pères de l'entomologie moderne.

La limitation des naissances ne veut pas dire que les humains seront privés des joies de la maternité et de la paternité. Lorsqu'il faudra seulement remplacer, sans les augmenter, les générations s'en allant, si l'on tient compte des couples stériles, des enfants mourant en âge non adulte, de maladie ou d'accident, cela nous fera déjà trois enfants par couple environ, puisque deux sont déjà nécessaires au remplacement du père et de la mère. C'est plus que suffisant pour que l'on savoure les joies de la famille.

Reste le problème de l'empêchement de venir au monde des sujets qui ne peuvent être qu'une source d'ennuis de toutes sortes pour leur famille, pour la Société et pour eux-mêmes. Ces sujets proviennent de maladie transmises héréditairement. Ce sont, pour 70 % des cas, ces sujets qui forment la population des hôpitaux, des asiles d'aliénés, des prisons, des milieux interlopes, des asiles d'incarcérables, etc...

Le jour où cette catégorie d'individus ne viendra pas au monde, la société sera allégée considérablement.

Comment, dira-t-on, empêcher les individus visés de procréer ? — En les stérilisant !

La stérilisation, surtout chez l'homme, appelée vasectomie, est une opération qui consiste au sectionnement du canal déférent, c'est-à-dire du canal par lequel passent les spermatozoïdes. Elle est faite en quelques minutes, est dix fois moins douloureuse que l'arrachage d'une dent, et le patient avant et après l'opération, peut vaquer à ses occupations sans rien changer à ses habitudes.

Sous le rapport de l'amour, elle ne change rien également. Le stérilisé a les mêmes plaisirs, les mêmes désirs que les autres hommes. La seule différence est qu'il ne peut plus procréer.

Mais, dira-t-on, si la maladie transmissible qu'il avait, et qui fut la raison de sa stérilisation était guérie par de nouvelles méthodes médicales, il resterait à jamais stérilisé ?

Non, car l'opération peut se faire en sens inverse, un peu plus délicate, il est vrai. Il suffit de souder à nouveau les extrémités du canal déférent, pour que le stérilisé recouvre ses facultés génératrices.

On tâchera de persuader le futur stérilisé qu'il doit se soumettre volontairement à l'opération. Nulle personne intelligente ne peut désirer avoir une descendance tarée, vouée d'avance au malheur. C'est pourquoi, nombre d'individus désignés par le Corps Médical se soumettront avec joie à cette mesure sage. Quant aux autres, il n'y aura pas à hésiter à employer la violence. Il vaut mieux pour la Société d'avoir à couper

un canal déférent que d'avoir à couper des têtes de criminels, d'entretenir des légions de prisonniers, de fous, de paralytiques, d'idiots, etc...

La stérilisation par vasectomie est employée pour les criminels : depuis 1907 dans l'Etat d'Indiana, 1909 dans les états de Connecticut, Washington et Californie ; dans le Nevada depuis 1911 ainsi que dans le New-Jersey. L'Etat de New-York la pratique depuis 1912, etc...

Le Comité de stérilisation est composé de biologistes, anthropologistes, psychologues, économistes et médecins. Le Docteur Carrel en faisait partie.

On voit que la thèse que nous défendons n'est pas une utopie, mais que de nombreux savants et de grands Etats la pratiquent déjà sur une petite échelle. De nombreux essais ont été faits en Allemagne, en Russie, avant la dernière guerre. Malheureusement nous ne savons pas où l'on en est présentement.

Le Japon, actuellement, fait aussi des essais dans ce sens.

Ces tentatives sont le prélude de l'ampleur que prendra cette question dans l'avenir.

Ainsi se résoudra, si elle est prise à temps, la question de la surpopulation dans le monde. Ainsi commencera la sélection sans souffrance de l'espèce humaine. Ainsi disparaîtront la plupart des malades permanents, des tarés, des déchets.

Nous n'aurons plus ce spectacle extraordinaire, cette contradiction étrange, de voir les savants, les chercheurs, multiplier les efforts pour adoucir et tenter de supprimer la douleur humaine, tandis que parallèlement les Etats, par leur politique de multiplication insouciante des humains, multiplient les déchets et tarés et, par conséquent, cette même douleur humaine. Cette incohérence aura enfin disparu.

Car nombreuses sont les incohérences qui découlent d'un tel état de choses. Comme, par exemple, de réunir 15 ou 20 stupides dans une classe, avec un maître d'élite mieux payé que ses collègues, et dont les efforts resteront à peu près nuls, tandis qu'on empile 50 ou 60 enfants intelligents, en moyenne, dont l'instruction, à cause de leur trop grand nombre, ne peut que laisser à désirer. A bien voir, chaque arriéré coûte quatre ou cinq fois plus qu'un enfant sain. Il y a en France, dit-on 20.000 enfants anormaux. Qu'on les laisse vivre, et même qu'ils soient choyés, oui. Mais qu'on stérilise leurs parents, qu'on les stérilise eux-mêmes afin que leur race s'éteigne, serait faire œuvre de salubrité publique.

On a institué le certificat prénuptial. C'est un premier pas dans la voie que la Libre Pensée préconise. Il faut aller hardiment de l'avant.

Une nation sera d'autant plus forte qu'elle aura une population saine. Le nombre n'est rien, si une partie considérable de ce nombre n'est qu'une charge énorme pour la nation. Cette charge disparue, c'est l'amélioration immédiate des conditions d'existence des éléments sains, c'est l'épanouissement d'humains dont la vie, hier, était étiolée. Il est temps que l'on se penche sur ce problème, dont nous n'avons pu qu'esquisser les grandes lignes.

Il est temps aussi que l'on pratique l'eugénisme, c'est-à-dire les moyens les plus propres — et ils sont nombreux — à une bonne procréation, au lieu de procréer au hasard des circonstances. Qu'attend-on pour enseigner les adultes ? Jamais un parlementaire n'a pensé que si les nouveaux époux, par exemple, recevaient du Maire, en même temps que leur livret de mariage, un livre qui expliquerait ces problèmes, ce serait déjà quelque chose de concret, qui aurait vraisemblablement des résultats énormes.

Attention

Pour raison de santé le camarade André Maille est démissionnaire de sa fonction, de trésorier confédéral.

C'est au camarade Charles MOLINA, 16, rue Dupetit-Thouars à Paris (3) C.C.P. 12793-89 Paris que le C.C.N. a confié la charge de la trésorerie jusqu'au prochain congrès confédéral.

S'adresser à lui, dès maintenant, pour tout ce qui concerne les fonds et le matériel.

Les Cabrioles philosophiques

Dans ce qui va suivre nous n'avons pas la prétention de trancher un débat qui dure depuis des millénaires, nous ne voulons pas donner des leçons à des Professeurs-Philosophes, loin de là ; cependant nous avons le droit de dénoncer ce qui, pour nous, n'est que mystification, paradoxe et contradiction.

Au su de tout le monde la philosophie classique, bourgeoise est une fumisterie séculaire, elle nie la matière et affirme l'indémontrable hypothèse de l'esprit pur où Dieu et le Philosophe est un prestidigitateur qui jongle avec des phrases, qui étouffe les mots de couleurs, de nuances qui flattent nos désirs et trompent et falsifient toute démonstration.

Le sophiste écrit : « Les hommes, à cause de leur faiblesse, se soucient d'abord de se qui les enlève aux brutalités de la matière », tout comme s'il lui était possible de se soustraire à cette matière et vivre ainsi d'amour, d'air et d'eau fraîche.

Certes l'imagination nie le concret, affirme l'abstrait, elle nous permet de prendre position contre la réalité, elle dénonce le matérialisme comme un nihiliste qui, en voulant redonner la priorité à la matière, plonge l'humanité dans le chaos et le désarroi. Ainsi l'esprit est le créateur des objets en dehors de l'esprit rien n'existe et l'esprit c'est Dieu, hors de là pas de salut, donc « le monde est ma représentation » ce qui fait qu'un bolide n'est pas un bolide mais un assemblage d'atomes, alors que le « Je pense donc je suis » signifie que tout ce qui ne pense pas n'existe pas et

pendant, l'auteur de ce fameux concept fut obligé de suivre les lois naturelles qui du spermatozoïde amenèrent, de transformation en tranformation, jusqu'au « Je pense donc je suis ». Incontestablement ; « tout ce que nous connaissons vient de l'expérience et aboutit à elle car la pensée à elle seule ne peut pas nous fournir des connaissances sur le monde de l'expérience », donc il n'est pas absurde de dire que l'être n'est pas né philosophe, ni prêtre, ni savant, et il est incontestable que le descendant des antropoïdes fût « homme faber » avant d'être « homme sapiens ».

Qui ose nier qu'à l'époque interglaciaire l'homme aux prises avec les éléments, entouré d'ennemis redoutables, ne se préoccupait ni de morale, ni de religion, encore moins de philosophie ? La lutte pour la conservation de l'espèce lui imposa la loi du plus fort et, la ruse aidant, il réussit à être, à s'imposer. Puis il apprit à se servir des mains, à observer, à penser, à polir la pierre pour en faire des silex, il apprit à faire jaillir l'étincelle qui allume les incendies, il devint forgeron, il forgea le fer pour en faire des arcs, des flèches qui l'aiderent à la fois dans la chasse et la défense de sa tribu et de son existence. Effrayé par la violence de la nature, méconnaissant totalement la ou les causes des bouleversements géographiques, spectateur impuissant des métamorphoses des corps, épouvanté par la mort, désirant connaître la ou les causes de tant d'effets, il s'interrogea et essaya de résoudre les énigmes de la vie. De là les Totems et les Tabous, les Mythes et les Légendes,

les Dieux et les Déesses, de là, la Mystification, l'Illusion, la Magie, l'Imaginaire, les Religions, les Philosophies et nous voici à l'Existentialisme, philosophie de l'absurde issue de la crainte, de l'angoisse, véritable réaction d'une classe en décomposition et qui en désespoir de cause se réfugie dans l'absolu, le spiritualisme, la névrose, Dieu.

Sans doute Dieu est une hypothèse agréable, flatteuse; réconciliante mais indémontrable, il est un concept transcendantal fruit de l'imagination pure antérieurement à toute expérience et que l'expérience n'a jamais démontré ; quant à l'Existentialisme il n'est qu'un idéalisme absolu pour lequel il n'y a d'autre réalité que l'esprit. Pour lui le domaine de la science est le domaine matériel. Idéalisme pur il ne se soucie pas de faire une distinction nette entre le rêve et la réalité. Là, il n'y a pas de normes, tout y est absurde, irrationnel. La liberté est absolue en même temps l'être est responsable de tout. La contradiction y est monnaie courante. Mais au fait puisque la matière n'existe pas, que le monde est ma représentation, qu'avec un peu d'imagination et, beaucoup de mépris pour le concret on peut échaffauder n'importe quelle vérité, à quoi bon se tourmenter pour prouver le réel et ce qui est pire l'irréel ? Puisque les sentiments suffisent pour établir des conclusions, l'intelligence à quoi sert-elle ? D'autre part si : « l'être ne saurait être autre qu'il est » comment est-il possible de prouver que : « le moi humain qui est du pour-soi est libre, donc responsable », comment pouvons-nous concilier ce déterminisme absolu qui nous oblige à agir malgré nous et ce libre-arbitre qui fait de chacun de nous un responsable absolu de nos actions ? Sommes-nous libres d'être ce que nous sommes ou sommes-nous ce que l'hérédité, le milieu, les circonstances nous ont fait ?

Problème angoissant que notre orgueil, notre vanité, notre égo-centrisme nous oblige, non pas à résoudre, mais à renvoyer son analyse aux calendes grecques. Certes mieux vaut vivre dans et par la mystification plutôt que de reconnaître qu'avant de penser il faut être. C'est à cause de cela que l'existentialisme est un opium du peuple et que le philosophe existentialiste, athée ou croyant, forge un nouveau complexe de trahison.

Telle est la mission de Merleau Ponty. Ce Professeur-Philosophe, accoucheur de : « Les Aventures de la dialectique » se déchaine contre le «Marxisme-sartrien» et oublie que dans son : « Humanisme et Terreur » il essaya de nous convaincre que les crimes de la sanglante Dictature Stalinienne, étaient une nécessité historique. Au vrai les « Aventures » ne sont pas la négation de la dialectique, elles sont une tentative de démolition du « Marxisme-sartrien ». Plus on se penche sur cette œuvre plus on y découvre la supercherie camouflée sous un style redondant, abstrait, elle n'apporte rien de nouveau, c'est une critique de bourgeois qui pense que : « Chez Sartre, comme chez les anarchistes, l'idée d'oppression domine toujours celle d'exploitation » alors qu'en réalité oppression et exploitation se complètent car il ne saurait y avoir exploitation sans oppression et vice-versa. Les anarchistes savent cela et notre éminent Professeur écrit sur leur compte des âneries qui démontrent qu'il manque absolument d'idées nettes sur l'anarchisme. En plus de cela dans la querelle Sartre-Ponty on peut très bien reprocher à son « Humanisme et Terreur ». Au vrai notre Philosophe ne condamne pas, il lui suffit de poser des questions en des termes que nul ne puisse y répondre, sa critique ne va pas au delà de la critique bourgeoise, elle substitue une institution vicieuse à une institution vicieuse.

Contrairement à ce que l'on a écrit, « les Aventures » ne sont pas l'expression de la pensée, spéculative, apparemment exempte d'a-priorisme », il y a là une tentative préméditée de redorer le blason de l'Etat, de la Hiérarchie et à cet effet, Ponty préconise une « gauche non communiste, un nouveau libéralisme où l'action communiste sera admise comme utile menace, comme continuel appel à l'ordre, où on posera le problème social en terme de lutte, où on acceptera l'action parlementaire car le Parlement est la seule institution qui garantisse un minimum d'opposition et de vérité ».

Donc l'Etat est indispensable parce que « la fin d'un gouvernement est une utopie ». Autrefois, le Grand Pontife que fut Aristote, a écrit : « L'abolition de l'esclavage égale mort de la civilisation » or l'esclavage n'existe plus et la civilisation n'est pas morte, quant à l'Etat ou le parlementarisme, fléchi sous le feu incessant de la critique, que sera-t-il demain ?, subsistera-t-il ?

Certes l'Etat est une vieille institution, il est aussi une très vicieuse fiction qui a la vie dure, malgré ce, l'expérience nous démontre que l'Etat est Césarien avec

DUFALOT, lampiste

8^{ème} Union Régionale

SALAIRES DE FAMINE & Retraites de Misère

Les fonctionnaires, par la menace d'une grève générale ont arraché à l'Etat la promesse d'augmentations qui consacrent une fois de plus, par le jeu de la sainte hiérarchie, l'écrasement des catégories inférieures.

A l'indice 100 on donnera 15.000 francs par an à celui qui gagne 285.000 francs, et à l'indice 800 on donnera 323.900 francs à celui qui gagne 2.194.100 francs !!!

Si le sort du petit fonctionnaire reste misérable, que dire du sort du travailleur à 119 francs de l'heure, avec promesse à 65 ans d'une retraite de l'ordre de 5.000 francs par mois !

Et que dire d'un régime social qui accorde au gendarme, au C.R.S. ou à l'adjudant un traitement, une retraite anticipée et des avantages qu'elle refuse au travailleur de l'industrie, sans parler de l'ouvrier agricole qui reste un véritable paria.

Mépris du producteur, flatteries et douceurs pour les chiens de garde, écrasement du petit au profit du gros, voilà les caractéristiques d'un régime qui ne subsiste que par la lâcheté des travailleurs.

Au lieu de chercher à remédier à la misère des salaires par la poursuite des primes et des heures supplémentaires, un syndicalisme digne de ce nom et une classe ouvrière ayant conscience de sa force devraient lutter pour une révision générale des indices hiérarchiques aboutissant à un salaire mensuel minimum de 35.000 francs.

Ceci est possible si à la démagogie de la hiérarchisation des augmentations de salaires nous opposons le mot d'ordre de l'accroissement substantiel à la base avec application dégressive jusqu'aux salaires de 50.000 francs mensuels.

Depuis des années, la C.N.T. a soutenu ce point de vue. Aux travailleurs de dire s'ils veulent continuer à se faire les complices d'un régime dont la devise semble être :

Du superflu à celui qui l'a déjà,

Rien à celui qui n'a pas le nécessaire !

L'Union Régionale des Syndicats de la Confédération Nationale du Travail 42, rue de Lalande Bordeaux

★

Ce texte a été diffusé sous forme de tract.

Il situe très exactement le problème des salaires tel que le-conçoit notre organisation.

C'est pourquoi nous avons cru devoir le soumettre à nos militants en les invitant à s'en inspirer pour mener leur action.

Rendez-vous d'Octobre

Dans le N° 131 du C.S. a été cité ce qu'un grand quotidien, disait du rendez-vous d'avril :

« Avril au Palais Bourbon !

« Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, les députés n'ont pas attendu le rendez-vous d'avril pour porter l'indemnité parlementaire à 212.000 fr. par mois ».

Et plus loin : « Après 40 années un travailleur perçoit une retraite de 6.000 à 9.000 par mois ! »

Mais voilà, depuis avril on a promis aux retraités une revalorisation de 9 % au rendez-vous d'octobre.

Effectivement j'ai reçu de la « S.S. » un décompte m'annonçant qu'à partir du 1er octobre je toucherai 70 fr. (soixante-dix francs) cela me fait 1 %, généreusement arrondi en ma faveur, ma rente étant de 6.680 fr. par mois.

A leur rendez-vous d'octobre

les « honorables élus du peuple » vont pouvoir déguster, au nouveau Salon-Bar du Palais Bourbon, au prix de gros. On ne rappellera jamais assez le S.O.S. que la Radiodiffusion française a lancé au rendez-vous d'octobre 1954 : « Toutes les trois heures et demie, en moyenne en France, un vieux se suicide, sept par jour ! » — Quelle honte !

A l'inauguration de la Foire-Exposition de Strasbourg, M. P. Pflimlin, député du Bas-Rhin et ministre des Finances de la IV^{ème} République, a vanté l'augmentation de la production française de 40 % en cinq ans et, en dégustant un verre de lait gratuit, suivant la tradition de Mendès-France, il a dit que l'indice du pouvoir d'achat s'est en effet élevé de 100 au 1er janvier 1952 à 121,6 au 1er juillet 1955. Puis, au grand banquet il a exprimé en alsacien en levant son verre de bon vin d'Alsace : « S'isch nirjends scheener wie d'haam. »

(Nulle part il ne fait si bon que chez soi).

Il est reparti avec le sourire à Paris où « la vie est belle » en promettant une augmentation des salaires de 20 % avec blocage des prix.

Il y avait dans la suite du ministre, entre autres techniciens, Monseigneur Weber, évêque de Strasbourg et technicien du ciel, qui promet aux exploités une fois de plus : « Si vous êtes malheureux sur cette terre, patientez, faites des sacrifices, d'autant plus grande sera votre récompense au ciel ! »

Quand les exploités ne croirons plus au « Père Noël », la Révolution-Sociale sera prête.

PAUL BURCKLÉ.

BREGLIANO Luc

La Voix des Cheminots

Il faut user de la grève avec discernement

La grève est-elle une arme ébréchée, ainsi que l'a prétendu certain politicien qui s'est taillé une belle place dans le panier de crabes où il gravite ? Sans aucune hésitation, nous répondons : NON !

La valeur de ce moyen d'action, auquel recourt toujours en dernier ressort le prolétariat bafoué, demeure totale, sur n'importe quel plan, qu'il soit défensif ou offensif.

Seulement, dans la technique des armes, comme dans toute technique d'ailleurs, il ne faut pas agir à l'aveuglette sous peine d'enregistrer les pires mécomptes. Car l'arme maîtresse du salarié a deux tranchants et si elle est maniée par un élément inexpérimenté peut infliger à celui-ci de profondes blessures.

Continuellement, nous mettons en garde tous ceux qui recourent à la grève sans discernement et sortent de ces multiples expériences toujours un peu plus meurtris. Rien n'y fait. Sans réfléchir, ils répondent aveuglément à chaque nouvel appel lancé par des individus moins qualifiés qu'eux pour solutionner les problèmes posés ; moins qualifiés en ce sens qu'ils obéissent à des mobiles sans aucun rapport avec l'amélioration de la condition du prolétariat.

Il résulte de l'application de ces mots d'ordre de caractère purement politique des situations pénibles, profondément préjudiciables à la bourse des « lampistes », seuls éléments intéressants en l'occurrence, et juste propre à leur enlever tout esprit de combativité.

Si nous prenons comme exemple les faits enregistrés gare du Nord, lors du dernier « débrayage » des cheminots, on constatera que nous n'exagérons en rien.

Le 20 septembre se référant à un mouvement tournant d'une heure effectué à Saint-Lazare la veille, la C.G.T., par voie de tract, invita le personnel à débrayer de 0 à 24 heures. Avec ensemble le mouvement fut suivi ; à croire que chacun eût été se jeter à l'eau si on le lui avait commandé.

Etudiant la situation, sitôt alertés, nous constatâmes avec stupéfaction que l'ordre d'arrêt du travail émanait de quelques éléments aucunement mandatés par l'ensemble des travailleurs pour prendre une telle initiative, que F.O. et la C.F.T.C. selon les us et coutumes « faisaient contre-poids », qu'il s'agissait d'un mouvement localisé, qu'il avait été déclenché par solidarité pour le syndicat autonome des agents de conduite dont les émoluments de chacun sont trois ou quatre fois supérieurs à ceux des

« lampistes », que la C.G.T. avait respecté sa louable habitude de ne lancer AUCUN ORDRE DE GREVE OFFICIEL.

Bien qu'en désaccord, notre fédération, dans le but de couvrir ses militants et pour la défense de ses propres revendications, prit seule cette initiative, chose qui ne manque pas d'importance dans la corporation.

En effet, un protocole d'accord, SIGNE PAR LA C.G.T., considère comme absence illégale tout débrayage non couvert par le fameux ordre de grève ; infraction sanctionnée par une sévère punition.

Personne ne tint compte de la mise en garde que nous fîmes à ce moment. Une totale euphorie régnait.

Aujourd'hui, nous avons malheureusement vu juste, les faits sont là !

Chaque gréviste, dont l'absence n'a pas été justifiée par l'ordre de grève, est sanctionné 1.) D'un blâme du chef de service — ce dont il se moque éperdument - 2.) D'une retenue de la valeur d'une journée de travail - 3.) D'un vingt-quatrième de prime de fin d'année - 4.) Du montant de certaines charges qui incombent habituellement à la S.N.C.F. Le total de ces retenues, pour un lampiste moyen, est de l'ordre de trois mille francs — de cela il ne se moque pas du tout.

Est-ce pour améliorer la condition de ceux qui manquent du nécessaire que la C.G.T., en toute conscience, pratique ainsi ? Drôle de méthode, que nous ne suivrons pas, et que refuseront enfin de suivre le 22 ceux qui avaient été dupés l'avant-veille. Car la C.G.T., qui ne recule devant aucun sacrifice quand c'est le porte-monnaie des autres qui fait les frais de l'affaire, avait la prétention de faire « remettre ça » dans les mêmes conditions.

Il paraît que c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Si le vieil adage est exact, il arrivera qu'un jour les éternels couillons de lampistes deviendront conscients. Ils reconnaîtront alors que, seuls, les moyens d'action que nous préconisons sont valables sur tous les plans, y compris celui de la grève dont la puissance ne se révélera irrésistible qu'autant qu'elle sera générale, illimitée dans le temps, déclenchée dans un but pour lequel il apparaîtra au prolétariat utile de se battre et non pour engraisser un peu plus — par l'octroi de privilèges nouveaux — les hiérarques qui bénéficient déjà du superflu.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe Officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

Association Internationale des Travailleurs

ESPAGNE (Intérieur)

Extrait de SOLIDARIDAD OBRERA (Clandestine) 1^{re} Quinzaine d'Août 1955

De nouveau dans la rue

« Solidarité Ouvrière » ! La « Soli », travailleurs ! Votre « Soli » ! La « Soli » elle est de nouveau dans la rue.

L'organe de la Confédération Régionale du Travail de Catalogne, le porte-parole de la Confédération Nationale du Travail, est en circulation une fois de plus dans notre ville, la grande cité héroïque par son histoire confédérale, dans les localités de notre région. Elle se répand dans les autres régions de l'Espagne. Elle parviendra également à l'étranger.

Dans son combat contre le fascisme, la C.N.T. n'a pas de répit. Sa voix ne se tait pas sous la terreur de ce camp concentrationnaire franquiste. L'action le prouve avec les faits.

Au début du mois de mai dernier l'imprimerie de « Solidarité Ouvrière » tombait entre les mains des sbires franquistes. A la suite de rafles monstres, parmi des douzaines de détenus, six personnes honorables, sans aucun antécédent de police, à l'exception d'une seule parmi elles, qui avait déjà subi la prison auparavant pour avoir mené des activités idéalistes, furent retenues « préférablement », maltraitées de façon barbare et certaines, LLATGER et MIRACLE, torturées d'horrible manière.

Quel était leur délit ? Accusées d'éditer et de diffuser « Soli » et autre presse clandestine ! Parmi ces personnes deux femmes sont toujours en prison. Toutes ont toujours eu une conduite irréprochable. Toutes vivaient d'un travail honnête.

Elles ont été torturées et sont toujours en prison, pour avoir pris la défense de la liberté de pensée et le droit de l'exprimer sans se soumettre à la censure.

Ainsi les sicares et bourreaux franquistes ont pensé porter un coup mortel à

« Soli ». Insensés !

Au bout de trois mois, à l'image du phénix, « Soli » est à nouveau dans la rue. Elle crie, plus fort que jamais : A BAS FRANCO ! VIVE LA LIBERTE DU PEUPLE ESPAGNOL.

Des centaines de détenus ne pourraient nous empêcher de poursuivre notre propagande clandestine. La tyrannie est impuissante face aux hommes qui luttent avec ferveur pour la défense d'un IDEAL. Personne ne peut rien contre la C.N.T.

Dans le combat décisif contre le fascisme : NOUS VAINCRONS !

Salut, camarades ! Salut, camarades de l'étranger, frères des autres pays qui nous avez aidés ! Salut, travailleurs, hommes libres du monde : Salut, camarades emprisonnés !

« Soli » parviendra jusqu'à vous, même et contre les Diaz Camino, les Polo, les Hierro et les Franco. Elle parviendra aussi aux centrales syndicales, aux chefs des grandes puissances. Elle sera répandue partout. Et partout on entendra la clameur de son cri viril et vibrant, plébiscite unanime du peuple :

A BAS FRANCO ! VIVE LA LIBERTE !

Vanter une fois de plus la combativité, le courage, la persévérance des militants espagnols de l'Intérieur n'ajouterait rien à leur prestige. Tout a été dit sur ce sujet et la teneur du texte publié ci-dessus est la preuve formelle que leur ténacité est inébranlable.

Soyons simplement très fiers de participer à leur travail.

Non, Franco et ses mercenaires ne les vaincront pas ; de tels hommes sont invincibles !

Puisse leur magnifique abnégation servir d'exemple à tous et si chacun s'en inspire le succès ne manquera pas de couronner nos efforts communs.

Facilité ou efficacité ?

(suite de la page 1)

anti-étatique ! D'autres éditent un journal, plutôt tribune dite libre et recherchant toutes compromissions avec les centrales réformistes ; il est inutile d'ajouter que pour eux les principes de l'A.I.T. sont périmés car « nous ne voulons pas nous adapter aux événements ». D'autres groupes encore sont noyés dans une philosophie abconse et n'en sortiront qu'à l'heure du trépas.

d) La préférence nettement marquée de certains « anars » purs, pour les centrales politisées, leur procurant la solution idéale de facilité.

Sur le plan syndical, la grève est l'arme de l'esclave contemporain. L'ouvrier l'utilise plus ou moins consciemment pour élever son niveau de vie ; c'est donc lui seul qui doit décider de ce mouvement revendicatif et non un quelconque tiers, politicien, commerçant

ou autre privilégié.

Le patronat applique constamment le sabotage de la société, le commerçant vole. C'est pourquoi seuls les déshérités se doivent de se tenir dans les syndicats révolutionnaires, et lutter contre les exploiters de toute envergure, fussent-ils prétendument anarchistes ! Se trouver dans une association d'idées (!) aux côtés de gavés est renoncer à son désir d'abattre cette croyance maudite faite de respect et de soumission qu'est l'autorité patronale.

Seul l'anarcho-syndicalisme a sa raison d'être. C'est par lui seul que le prolétariat parviendra à son émancipation, car il est l'unique moyen conduisant à l'abolition de la propriété, de l'exploitation de l'homme par l'homme y compris celle du camarade d'idéologie.

Yves PRIGENT.

EDUQUER LA MASSE ???

(suite de la page 1)

bitants. Dans ce nombre de 25, je n'ai relevé le nom d'aucun ouvrier d'usine, ni d'aucun journalier agricole.

S'agit-il d'autre part de se rendre à une réunion éducative : syndicale, philosophique ou pacifiste, où quelque chose est toujours bon à prendre ? Le retour tardif du travail s'y oppose. Le prétexte qui s'ajoute à la lassitude est tout trouvé : il est 21 heures, et l'on n'est pas encore « changé ».

Il nous faut toujours revenir sur ce chapitre à la réponse des ouvriers du Creusot à Maupassant. Comme il leur demandait, ayant constaté combien leurs travaux étaient pénibles, pourquoi ils ne se révoltaient pas, les ouvriers répondirent : « On n'a pas le temps, et puis, on est si fatigués. »

On n'a pas le temps, et puis, on est si fatigués ! Vérités premières sur lesquelles il nous faudra souvent revenir quand nous parlerons de la condition ouvrière, et de ses possibilités.

Constatastons pour l'instant qu'on ne fait pas la révolution avec des ventres vides, et encore moins la nôtre. Les ventres vides font sans doute des révoltés, des destructeurs prédisposés à tous les excès, mais jamais des révolutionnaires. Les Montesquieu, Voltaire, Rousseau, d'Alembert, Diderot, les autres qui préparèrent 89 étaient tous des gens qui mangiaient à leur faim. Il en a été de même aux diverses époques. Aujourd'hui encore, ceux qui mènent le mouvement revendicatif ne sont pas au bas de l'échelle des salaires. S'il en est — et j'en ai connu — ce sont des héros ! Le poète ne chante plus : « Dans un grenier, qu'on est bien à vingt ans » avec la faim au ventre et la ceinture serrée. Il est pénible de constater mais c'est un fait, que ceux qui manquent du nécessaire ne sont pas prêts pour une éducation rationnelle, ni surtout, ce qui peut sembler paradoxal, pour une éducation révolutionnaire.

LE MANQUE D'INSTRUCTION

Si l'argument ci-dessus : la conquête supplémentaire du pain est rarement donné par ceux qui nient les possibilités d'éducation de la masse, celui que l'on développe en une phrase en parlant des ouvriers est constant : ils ne comprennent rien à rien !

L'argument ne tient pas. Il ne peut s'agir, évidemment de faire, d'un seul coup, en bloc, et dans un temps relativement court, assimiler à la masse les détails des différentes thèses révolutionnaires.

Quel militant communiste peut se vanter d'avoir lu en entier le massif « Capital » de Karl Marx ?

Il n'en est point, à part Rappoport peut-être qui n'est plus là pour nous l'affirmer. Quel militant syndicaliste révolutionnaire a lu tout Fourier, Proudhon, Saint-Simon, pour ne parler que des thèses de plus de cent ans, et plus près de nous, tout Bakounine, Kropotkine, Niestche, Stirner, etc... dont il est cependant imprégné ?

L'acquisition d'une telle foule de connaissances ne peut intervenir qu'au second stade. Le premier degré consiste à faire toucher du doigt à chacun des salariés les rouages importants de la formidable machine qui les broie et qui s'appelle le capitalisme, et la nécessité d'opposer à ces engrenages monstrueux et destructeurs un organisme qui soulage le travailleur et le libère.

Si nous arrivions déjà au terme de cette première étape, la masse pourrait ensuite gravir seule les degrés plus élevés qui mènent à la véritable culture et à ses joies renouvelées. Car il ne faut pas se méprendre sur ce peuple !

L'instruction lui manque, dites-vous ? Certes ! Mais on oublie trop facilement que chacun des hommes et des femmes qui le composent possède son intelligence propre et une dose de bon sens — la chose au monde, paraît-il, la mieux partagée — qui, pour passer les arguments à la critique, prime parfois l'acquis de connaissances plus profondes.

Regardez ces hommes et ces femmes quand ils écoutent un conférencier de talent au sujet et au langage élevés. Vous comprendrez alors que, pour éduquer la masse, il suffit de la toucher. Mais comment ?

★

COMMENT TOUCHER LA MASSE ?

Sur le lieu du travail ? Ce serait bien. Là, tout se révélerait parfaitement clair. La démonstration, dans un état de réceptivité idéal, serait vite faite, mais cela est impossible : il faut produire et le contremaître ou l'agent de maîtrise est là qui surveille.

En allant au travail, ou en revenant ? On ne parle qu'à un seul... quand ce n'est pas d'autre chose. Au surplus, la propagande individuelle est bonne, mais ne suffit pas.

Restent les syndicats et les réunions syndicales. Or, chacun connaît la désaffection actuelle pour les idées générales et l'étude des questions spéciales. Des syndicats de 100 membres voient 10 présents aux Assemblées générales. Encore ceux-ci sont-ils syndiqués, mais les « autres » ?

Car il y a « les autres », justement et ceux-là constituent la masse, base de tout recrutement et de toute action. Or, la masse d'aujourd'hui n'est pas syndiquée. Les querelles intestines de tendances, les luttes fratricides entre F.O. et C.G.T. ont dégoûté, non seulement les indifférents de la lutte et le paiement des cotisations n'intéressent pas, mais encore les tièdes qui ont saisi l'occasion ainsi fournie pour se retirer de la bagarre.

Que reste-t-il alors comme possibilité de rassemblement des masses ouvrières ? L'occasion unique des mouvements revendicatifs, des grèves.

Là, vous tenez la masse. Vous la tenez, d'accord, mais cette masse est alors axée dans l'unique et impérative direction des revendications purement immédiates : 20 %, 30 % d'augmentation des salaires. Pensez-vous, en toute honnêteté que, si vous essayez, à ce moment, de démontrer le mécanisme de la plus-value, base du régime capitaliste et fond même de la lutte engagée, votre discours serait bien accueilli ? Vous connaissez aussi bien que moi la réponse de vos auditeurs : « Nos 40 heures, nos 40 heures », et vous pourriez souffrir de votre discours rentré.

★

LES ASSEMBLEES ELECTORALES

La masse aussi est là, mélange, magma informe. Bien sûr, vous pourrez porter la contradiction, dénoncer le régime, jeter les ferments d'un soir. Est-ce de l'éducation, cela ? Autant en emportera le vent, et les auditeurs, le lendemain, voteront comme ils l'ont fait jusqu'à présent pour leurs tourmenteurs jurés, exécuteurs des basses-œuvres d'un capitalisme qui les paie pour maintenir, par les lois qu'ils votent, dans la misère et l'ignorance, la masse ouvrière qui en a fait ses maîtres.

FAUT-IL DESESPERER ?

Honnêtement, dans les circonstances actuelles, étant donné les arguments fournis plus haut, et ceux que je pense fournir plus tard, la réponse serait : OUI !

Pourtant l'Histoire nous apprend

qu'il ne faut jamais désespérer de la masse.

Dans la dernière partie du beau livre de Barbusse : « Clarté », que peu ont lu, on assiste à l'agonie d'un officier allemand mortellement blessé (ne pas oublier qu'il s'agit de la guerre de 14). Cet homme, dans son orgueil dominateur qui ne veut pas s'incliner, ne cesse de gémir : « J'ai confiance dans le gouffre du peuple ». Phrase profonde et plus contre-révolutionnaire que ce qui a jamais été entendu ou écrit. Que signifie-t-elle ? Que le peuple qui a pu réussir à s'élever jusqu'à vaincre l'autre (le peuple élu, selon l'officier allemand), rentrera dans le gouffre de ses pensées quotidiennes, reprendra ses luttes d'homme à homme, de parti à parti, luttes qui rapetissent et dégradent et n'atteindra jamais ainsi le niveau de l'élite, des Maîtres dont l'officier allemand faisait partie, de cette élite qui poursuivra sa marche ascendante et triomphale.

Je ne crois pas plus que Barbusse n'y croyait au « gouffre du peuple ». S'il me fallait reprendre l'image de l'officier allemand, je dirais que le prétendu « gouffre » est un formidable creuset où bouillonne une masse ardente. De ce creuset, sortent chaque jour les savants, les poètes, les artistes, les penseurs, et, parmi ceux-ci, les révolutionnaires, car tout, qu'on le veuille ou non est venu et vient encore du peuple.

La cristallisation serait sans doute plus rapide, et la fonte plus belle, si nous pouvions jeter dans le gigantesque creuset le métal rare d'une éducation rationnelle et suivie.

Cela viendra, car l'humanité ne recule pas. A nous d'essayer d'en avancer l'heure.

Deux conditions sont à la base :

Délivrer le peuple de la question du pain en lui assurant pour sa journée normale de travail un pouvoir d'achat digne de la condition humaine. Ceci est le théorème. Le corollaire sera l'établissement des loisirs et leur organisation.

Mais, pour mener à bien ces deux solutions nécessaires et suffisantes, il faudra forger la clé du problème, et, cette clé, c'est l'unité ouvrière.

Voilà le grand mot, le mot-maître lâché. J'entends de loin les rires, les sarcasmes peut-être. Je vois les haussements d'épaules, et pourtant, je suis convaincu du fait que rien de beau, de bon, de grand ne sera fait tant que l'unité ouvrière totale, sur tous les plans ne sera pas réalisée.

Mais comment concevoir cette unité ? Ce sera, si vous le voulez bien, le sujet d'un prochain article.

LOUIS HOBEY.

La Grève des Ets Hutchinson

(suite de la page 1)

fois de plus, le sens autoritaire que les dirigeants syndicalistes réformistes imposent aux mouvements populaires que la classe exploitée déclenche avec abnégation contre ses acharnés et éternels exploiters.

Ces « amis des ouvriers » n'hésitent pas, dès que l'occasion se présente, à proclamer que la liberté, la démocratie existent dans leur organisation, mais en même temps ils recourent au centralisme et font preuve d'un sectarisme révoltant.

La conscience se soulève quand on voit présenter sans discussion, à l'approbation des ouvriers des résolutions d'une importance capitale, déterminante, qui ont été prises à leur insu, alors qu'elles auraient dû faire l'objet de profondes études, et ne répondent en rien à leurs légitimes aspirations.

Dans le climat de méfiance où il s'est déroulé le mouvement ne pouvait être couronné que par un échec, ceci malgré l'appoint des « gros bras » de la C.G.T. et de la C.F.T.C., à l'échelon régional et national.

Tant que sera prêché l'ordre, le calme, la lutte — pour la satisfaction des revendications — dans la dignité, les exploiters de tous poils laisseront très discrètement pourrir les grèves, certains à l'avance que, la lassitude aidant, les prolétaires ne seront pas longs à capituler.

A-t-on remarqué quel infranchissable « mur de silence » a environné la grève Hutchinson. Pourtant, dans une localité comme Montargis, 4.500 ouvriers qui débrayent pendant six semaines cela commence à faire du bruit. C.G.T. et C.F.T.C. ne manquent pas, cependant, de puissants moyens de propagande ; eussent-elles servi les intérêts du trust du caoutchouc qu'elles n'au-

raient pas agi autrement.

Certains ouvriers déçus, éccœurés, ont dans un mouvement de colère bien justifié déchiré leur carte syndicale, jurant bien qu'on ne les y reprendrait plus. C'est une grossière erreur, c'est faire le jeu du patronat exploitateur qui n'en demande pas plus.

« L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS NE PEUT ETRE QUE L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ». Le travail adage a conservé toute sa valeur et si les travailleurs le mettaient en pratique au lieu de se laisser charlataner de nouveau, avec la même naïveté, après chaque défaite essayée, nul doute que les résultats enregistrés seraient tout autres.

La grève générale illimitée dans le temps, avec recours à l'action directe, quand celle-ci s'impose, peut seule amener à plus de « compréhension » les affameurs qui ne capitulent que le couteau sur la gorge.

N'écoutez plus, travailleurs, les « mauvais bergers », les syndicalistes à l'eau de rose qui tiennent avant tout à sauvegarder leurs sinécures.

Souvenez-vous que 1936 a été payant, plus près de nous Saint-Nazaire et Nantes, aussi.

Bien qu'elle comporte des risques la méthode employée en ces circonstances, l'action révolutionnaire, que nous préconisons, s'est seule révélée rentable.

La Section C.N.T.

Le Directeur-Gérant : AKOUN Elie. Imprimerie ASTE AVIGNON



LE COMBAT

SYNDICALISTE



De chacun selon ses forcés

A chacun selon ses besoins

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

28^e ANNEE — NOUVELLE SERIE, N° 136

20 FRANCS

DECEMBRE 1955

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

IMPOSSIBLE UNITÉ

SANS l'unité nous ne pouvons rien disent les travailleurs. Il nous faudrait un seul syndicat ouvrier à la manière des patrons clamera le prolétaire moyen. D'autres soutiendront qu'une *bonne dictature* serait la bienvenue afin de mettre de l'ordre dans la maison France. Evidemment, tout en prêchant l'unité, chacun vantera les mérites de son parti ou de sa centrale syndicale.

Qu'importe le programme pourvu que nous soyons ! Nous sommes plus nombreux que les patrons (à leurs yeux il n'existe aucun autre fléau) et nous pouvons leur démontrer notre existence ! Il suffit de s'unir !...

Raisonnement enfantin si l'on tient compte de l'état d'abrutissement de la gent exploitée mais qui serait logique si à la capacité des privilégiés s'opposait le mur de la culture sociale du peuple enfin à maturité. Hélas le prolétariat rejette délibérément tout moyen de s'émanciper. Ce monstre amorphe n'ayant de dégoût que pour la vérité est capable de détruire la véritable élite et de se forger d'implacables maîtres. Les valets du capital sont plus les ouvriers que les autres, aidés en cela par les représentants du peuple souverain.

Face au capital se trouve une force qui seule détient le levier qui abattra l'édifice capitaliste : c'est la pensée anarchiste, immuable parce qu'elle veut la disparition du privilège et la libération inconditionnelle de l'élément prolétarien.

Mais où réside vraiment le plus gros écueil à surmonter par les libertaires ? Ont-ils plus à redouter du côté de nos exploités que du côté des exploités ? Nous savons que les différents parasites (capital, armée, église, magistrature, etc.) sont nos ennemis et,

en tant que tels, à combattre. Mais les traîtres eux, où sont-ils ? Chez les prolétaires ! Dans tous les partis politiques et centrales syndicales sans exception les bonzes sont factieux.

De la profession libérale au mineur de fond, le matérialisme est le nerf moteur, du cerveau impulsé au crétin de choc du parti, tout n'est que délation — du lettré « engagé » au presque-analphabète de la rue, l'imposture règne. Tout est aux antipodes de la probité, de la loyauté, de la conscience. C'est le rôle politique, c'est la corruption.

L'unité est un mythe. Le défaut de conscience et le manque de solidarité chez les travailleurs sont les grands maux dont nous souffrons.

Pouvons-nous déceintement collaborer avec les fascistes du P. C. qui sont les plus farouches défenseurs du système capitaliste et ont commis le plus grand des crimes contre le

(Suite à la page 4)

Comment vit la presse domestiquée...et l'autre !

A la suite d'une polémique entre deux députés de la Haute-Saône, « France-Soir », daté du 18-11-55, nous explique comment l'Etat, par le canal du ministère des finances, subventionne sa presse en distribuant plus d'un milliard par an à titre de publicité.

« Pour cela les services de la rue de Rivoli se contentent d'une simple déclaration écrite relative au tirage de certains journaux, déclaration qui n'est pas vérifiée pour des raisons où la politique a, de toute évidence, voix au chapitre ».

Et « France-Soir » d'ajouter :

« Quand le portefeuille des finances change de titulaire la liste des bénéficiaires est assez souvent modifiée. On épluche d'un peu plus près les chiffres annoncés par les journaux dont l'orientation n'est pas exactement dans la ligne de force du nouveau gouvernement, et il arrive alors que les

journaux en question soient exclus des largesses de l'Etat, pour un temps, tout au moins le temps nécessaire à ce qu'une crise ministérielle éclate. »

Amis lecteurs, j'arrête ici les citations de l'article de René Dussart et vous demande de méditer sur ces lignes.

Vous savez tous que le Combat syndicaliste ne bénéficie pas des libéralités gouvernementales comme les journaux « fantômes » du député incriminé, dont l'un encaissait 50.000 francs de « publicité d'Etat » par numéro pour un tirage de 120 exemplaires.

Notre organe confédéral est un des rares journaux qui

Depuis trop longtemps les travailleurs du monde entier attendent quelque Moïse pour les délivrer de la servitude.

Il n'est pas venu, il ne viendra jamais. Je voudrais que vous vous convainquiez qu'il n'y a rien que vous ne puissiez faire par vous-mêmes.

Eugène V. DEBS.

Réveil de la conscience de classe ?

Les événements qui se sont déroulés ces derniers mois laissent-ils entrevoir des perspectives encourageantes pour

les révolutionnaires ?

Sans vouloir exagérer l'ampleur de certains faits, on peut dire que l'action menée par les grévistes anglais, par ceux du port d'Anvers, par ceux de la zone occidentale d'Allemagne, par ceux de Nantes et Saint-Nazaire, nous indique que les travailleurs sont encore capables de désobéir aux ordres des pontifes syndicaux lorsque certaines circonstances les obligent à sortir des sentiers battus du syndicalisme dévalué.

Cette simple constatation nous permet de croire que la confusion créée et entretenue par les vétérans de « l'assiette au beurre » n'a pas brisé à tout jamais l'instinct — sinon la conscience — révolutionnaire des victimes de l'intoxication politique. C'est pourquoi, la poignée de camarades belges impuissants, malgré leurs efforts, d'apporter une contribution efficace à la solution du drame social n'a pas le droit de se laisser gagner par l'apathie qui pèse lourdement, il est vrai, sur le prolétariat de ce pays.

Il faut savoir dominer l'impatience et être prêt à intervenir dès le premier geste de révolte de nos frères de misère.

En attendant, continuons d'affirmer notre personnalité avec les faibles moyens dont nous disposons, ne négligeons aucune occasion de manifester notre point de vue et nous pouvons être assurés que notre idéal finira par renverser toutes les barrières dressées par la peur, la stupidité et l'orgueil.

(CORRESPONDANT DE BELGIQUE)

P.S. — Syndicats chrétien et socialiste réclament la semaine de 5 jours, mais s'efforcent de faire dévier cette revendication, car ils ne veulent pas se prononcer clairement sur les 40 heures, payées 48.

Espérons qu'un réveil des exploités les obligera à dévoiler leurs véritables intentions !

Le Mouvement Coopératif de Consommation est-il une sorte d'Economie Distributive ?

La rédaction de la revue « Contacts » constate dans le N° 55, des 15-10 15-11 1955, qu'on discute beaucoup en ce moment sur le mouvement coopératif et elle fait appel à A. Daudé-Bancel secrétaire général honoraire de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, pour exposer à ses lecteurs « ce qu'il faut connaître de la question ».

La vérité est, dans cet exposé, à notre sens, tellement malmenée qu'il nous est apparu indispensable de remettre les choses au point.

A. Daudé-Bancel dit, sous le titre : « SUR UNE SORTE D'ECONOMIE DISTRIBUTIVE »

« Les coopératives de consommation sont des sociétés très discutées en ce moment. Sur leur compte on commet beaucoup d'erreurs, volontaires ou non ; car

on les assimile souvent à des entreprises capitalistes auxquelles elles ne devraient jamais être comparées.

« Ce sont, en effet, des entreprises de distribution dans lesquelles les trop-petits de fin d'année sont attribués à leurs sociétaires au prorata de leurs achats au cours de l'exercice et non au prorata des actions, par eux souscrites. Celles-ci touchent d'ailleurs un intérêt légitime, en vertu de l'aphorisme de mon regrettable maître et ami, Charles Gide : « Si le capital est un mauvais maître, c'est un bon serviteur, et, à ce titre, il faut le récompenser ».

L'entrée en matière suffirait largement à édifier les initiés.

Il continue : « D'autres disent qu'elles sont exonérées d'impôts. Il n'en est rien ; puisque toutes les coopératives de consommation

payent les impôts du commerce. Celles à succursales multiples sont, au contraire, surimposées, et non privilégiées.

« Il y a une différence importante entre les entreprises commerciales capitalistes et les entreprises coopératives de distribution. Les premières travaillent pour le profit du capital, les secondes pour le service à rendre aux consommateurs. »

Après avoir tenté de faire, sans y parvenir une distinction entre les vraies et les fausses coopératives (?) et monté en épingle les « Equitables Pionniers » de Rochdale, il indique ensuite :

« En Grande Bretagne seulement les coopératives de consommation groupent environ 17 millions de familles ayant acheté en 1954, près de 850 milliards de marchandises dans leurs sociétés. En France, nous n'en sommes qu'à 175 milliards.

« Les 50 coopératives régionales françaises à succursales (103 milliards d'affaires en 1954) payent doubles patentes, doubles taxes de transaction, doubles taxes locales, dès le moment où elles ont plus de quatre points de vente : ce qui les assimile aux maisons capitalistes à succursales multiples.

« La coopération est donc un mouvement économique moral et social créé par les consommateurs qui veulent s'émanciper de la tutelle des trusts de l'alimentation et de l'Etat totalitaire et faire leurs affaires eux-mêmes, par l'association libre et volontaire.

« Elle poursuit sur le plan national une action pacificatrice d'union des classes puisqu'elle groupe tous les consommateurs sans distinction d'opinion politique, religieuse ou sociale.

« Le mouvement coopératif a intérêt à souhaiter l'existence à ses côtés et en concurrence avec lui, les entreprises capitalistes, qui par leur présence, l'obligent à rendre le plus possible de services aux consommateurs associés ou non.

« Ces derniers départageront par leur libre choix les puissances économiques en présence. Ils accorderont et garderont leur confiance à celles qui leur paraîtront les plus efficaces et les plus dignes de mériter leur sympathie agissante et constructive. (Suite à la page 4)

La Voix des Cheminots

Une belle fichaise : " LE TREIZIEME MOIS "

Comme chaque année à pareille époque, la C.G.T. et les annexes du syndicalisme réformiste mènent grand tapage au sujet de la prime de fin d'année, sans parvenir, toutefois, à faire suffisamment de bruit pour que réagissent les lampistes désabusés et las d'être bernés.

Supprimer cette prime de fin d'année, majorations comprises, et remplacer le tout par un « 13^e mois » ou « mois double » — F.O. préconise 14 % du traitement annuel — tels sont les slogans mis en avant à l'approche de la période délicate que constitue celle de la reprise des cartes syndicales ; pour conserver la cote il faut bien démontrer aux couillons de la base que leur cas ne cesse d'intéresser leurs défenseurs énamorables.

Par l'intermédiaire des délégués du personnel, C.G.T. et C.F.T.C. dénoncent donc l'injustice du système

actuel et après avoir mis à l'index l'arbitraire du taux des « majorables » fixé à 60 % et celui des normaux à 40 % — ce qui laisse supposer qu'à la S.N.C.F. il n'existe pas d'anormaux — ils adoptent avec ensemble la formule : « Pour un travail égal, salaire égal ».

Il paraît que le directeur de la S.N.C.F. considère logique cette revendication. Pourquoi en serait-il autrement, n'a-t-il pas la certitude d'être personnellement gagnant à tous les coups !

Une fois de plus, nous regrettons de n'être d'accord avec personne, directeur de la S.N.C.F. compris.

Quel changement provoquera l'application de la nouvelle méthode ? Aucun, ou très peu. Actuellement, prime de fin d'année et salaire mensuel, les éléments accessoires de rémunération n'interviendraient pas à coup sûr, sensiblement équivalents, tout au moins pour la

BASE qui seule nous intéresse, car, s'ils se trouvaient lésés les omnipotents « Barons du Rail » auraient tôt fait de s'attribuer, comme l'an dernier, une nouvelle majoration de salaire rétablissant largement l'équilibre rompu.

Entrent donc seules en ligne de (Suite à la page 4)

Nos Classiques

La liberté, la moralité et la dignité humaine consistent en ceci que l'homme, fait le bien non parce qu'il lui est commandé, mais parce qu'il le conçoit, qu'il le veut et qu'il l'aime.

M. BAKOUNINE.

Réflexions d'un jeune athée à un croyant

Je demandais récemment à un prêtre qui venait de faire un exposé public : « Pouvez-vous me donner une preuve de l'existence de Dieu ? » La question était plus que classique, de celles qu'un prêtre un peu bavard doit s'entendre poser à longueur de journée. Aussi, je m'attendais à une réponse habile, embrouillée de telle sorte que mon interlocuteur finisse par me dire : « Voyez-vous, j'avais raison : vous croyez ! ». On m'a fait le coup souvent !

Mais le prêtre, un vieux bonhomme par ailleurs sympathique, abstraction faite de l'antipathie instinctive que m'inspirent les robes noires posa ses mains sur mes épaules, me demanda de le regarder dans les yeux, et déclara après un instant : « Regardez mes yeux ; dites-moi quel être humain pourrait faire quelque chose d'aussi merveilleux ? » Dès cet instant, j'avais tout au moins la certitude de parler à un homme intelligent, et nous avons bavardé assez longtemps, le gars ayant en définitive, un fort penchant pour le vin blanc de Savoie.

Ainsi, le fait d'être entouré d'être et de choses dont la composition fait notre admiration, devrait nous amener à la croyance en un pouvoir divin ? Pourquoi ne pas considérer tout simplement, et à défaut d'autres preuves, que ce sont là les réalisations de la puissance Nature. « Mais la Nature, c'est Dieu ! » Pardi, c'était fatal que j'entende cela ; c'est avec de tels arguments, qu'un athée se fait bénir par un prêtre quelconque.

Pourtant, il y a une différence énorme : le croyant considère que le créateur, l'organisateur de tout cela, s'occupe en même temps de diriger, contrôler, juger ses actes, à lui pauvre petite chose, et il se croit obligé de le supplier à tous moments, de le supplier de ne pas lui faire faire de blagues, et s'il en fait quand même, de les lui pardonner. Il y aurait d'ailleurs à développer la curieuse contradiction existant entre la possibilité pour ce dieu, de faire faire tout ce qui lui plaît, et la mauvaise conduite d'un tas de gens, à commencer par les Grands Prêtres et leurs amis, généraux et patrons.

« Dieu laisse aux hommes leur liberté d'action », nous répond-on. D'où conclusion : la divinité laisse faire à nous, pauvres hommes toujours prêts à succomber, les pires actes, alors qu'il pourrait nous empêcher ; mais il préfère, malgré sa toute-puissance, nous voir malhonnêtes, faux-frères, parlementai-

res, et j'en passe... sans doute parce que c'est beaucoup plus marrant ! Pour lui, tout au moins. Ah le salaud ; je finirai bien un jour par regretter son inexistence qui m'empêche de lui dire ce que je pense d'Hiroshima, Nagasaki, ou Rouen tout simplement ; il est vrai que les pilotes des B-29 ou autres joujoux, étaient libres, totalement libres, et que ce dieu, que j'imagine-rais plus facilement un sourire satanique aux lèvres, n'aurait surtout pas voulu mettre en œuvre sa toute-puissance, pour empêcher les dits massacres.

Mais je ne suis pas théologien, et je ne sais pas goûter comme il convient la bonté du tout-puissant, qui a voulu hâter l'arrivée au Paradis d'un tas de misérables qui, en cas d'intervention divine contre les bombardiers, auraient dû pendant encore des dizaines d'années, faire l'amour, aimer leurs gosses et leur femme, s'amuser avec les copains, bref, être heureux.

Que l'on me permette seulement de faire une comparaison avec la conception si simple de l'athée que je suis.

Donc, toi copain qui crois, et à qui je ne le reproche pas si tu es sincère et pas bigot, ne penses-tu pas qu'il serait mille fois mieux de constater simplement ce qui est, et de ne tenir compte que de cela dans ta vie ? Pourquoi imposer dans la discussion, des facteurs incontrôlables. (1 et 2). N'as-tu pas de plus en plus la certitude de faire erreur lorsque, pour soutenir ta thèse, tu dois opposer à nos arguments logiques, des affirmations d'écrivains romains que tu n'as pas connus ou pire, du curé du coin qui, selon toi ne peut pas se tromper. (On dit même le pape infaillible, mais... après son élection bien entendu !).

Nous, nous voyons cette brique, nous ne cherchons pas à qui nous nous la devons et nous disons : c'est pour construire notre maison. Nous voyons ces fruits aux arbres et nous disons : c'est pour nourrir ceux qui ont faim. Nous voyons cette belle fille, et nous disons : elle est faite pour que je l'aime, si elle veut bien de moi. Nous voyons tous ces gars du même âge et nous disons : ils sont faits pour être frères et pour s'entraider.

Mais... le patron te demande de l'argent pour sa brique et il devient riche, et tu juges cela normal car les croyants (à part les disciples du Christ, communistes, qui furent parait-il condamnés... par les prêtres du moment bien entendu), obéissent à l'Eglise, qui n'a jamais

dit et ne dira jamais qu'il ne doit plus y avoir de riches et de pauvres, mais une seule classe sociale.

Puis, le gros fermier te tire dessus parce que tu lui voles ses pommes, et tu est d'accord car l'Eglise dit qu'il faut respecter la propriété et excommunie les révolutionnaires même s'ils n'ont commis que le crime de vouloir manger et de donner à manger à ceux qui en ont besoin. Et la jolie fille est montrée du doigt par la bourgeoisie catholique ou les mégères bigottes du coin, et elle perdra peut-être sa place, ce qui est mille fois normal puisqu'avant de faire l'amour, chose bien simple pourtant, il faut en avoir demandé l'autorisation à un type qui en principe n'y connaît rien, et lui avoir versé un bon pourboire.

Enfin, Walter d'Allemagne devra tuer Michel de France (ou d'ailleurs), ce qui se justifie par le fait que l'obéissance, d'après l'évangile et tout le fatras qui l'accompagne, est due aux chefs et à la pâââtrie, et que c'est une chose bien connue que les peuples déchristianisés vont fondre sur eux la guerre (voir déclarations de prêtres célèbres en 1914 et 1939 ; ne pas oublier non plus la bénédiction des bombardiers américains par l'archevêque Spellmann).

Dis donc, copain, si l'on supprimait tout ces arguments que l'on doit à la religion, tu ne crois pas que l'on vivrait un peu plus heureux. Tu ne crois pas que le bien-être, l'abondance, la joie et l'amitié régneraient enfin sur terre. Tu ne crois pas que, dépourvu de ces mauvaises raisons, bourgeois et assimilés seraient enfin contraints de rendre le produit de leurs vols ?

Va, mon vieux copain, appelle Dieu la nature si ça te chante, mais renonce à croire à toutes les affirmations gratuites qui t'empêchent, en définitive, d'être un homme libre.

Christian MELET.

(1) C'est un fait acquis, que les divers textes sacrés se contredisent, surtout depuis la découverte en Orient, de vieux manuscrits qui ont bouleversé un tas d'ex-postulats.

(2) D'autre part depuis l'opposition publique de médecins athés, à des médecins croyants qui affirmaient que des guérisons avaient été provoquées par des eaux miraculeuses provenant de lieux d'apparitions divines, le « truc » de Lourdes ne convainc plus que ceux qui cherchent une bonne raison pour visiter les Pyrénées.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64

Secrétaire Général : Yves PRIGENT.
Adresser la correspondance au siège.

Trésorier Confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3^e) C.C.P. 12793-89 Paris

Administrateur du Combat Syndicaliste : Emile AKOUM,
39, Rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e) C.C.P. 1116-68 Paris

2me UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Trésorier : Georges YVERNEL, 16 Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue du Commerce, PARIS (15^e) C.C.P. 7243-69.
rue Pernety, PARIS-14e.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS-18e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 11 décembre, à 9 h. 30 à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Métro Fabien.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Permanence au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e, tous les samedis de 16 à 18 heures

Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, rue R-Losserand, Paris-14e.

EMPLOYES

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, au siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS à 20 h. 30.

Pour la Trésorerie, adresser les fonds à J. Guichardon, 33, rue Emile-Zola à Draveil (S.-et-O.). - C.C.P. 51-660 Paris.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le 1er vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

19me UNION REGIONALE

Union Locale de Marseille

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège, salles 3 et 3 bis, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

Notre Union Locale a fondé un cours d'éducation sociale ayant pour but : 1°) Resserrer les liens de solidarité. 2°) Parfaire notre éducation sociale.

A cet effet, l'U.L. invite les Camarades à venir à ces cours qui auront lieu tous les samedis soir à 18 heures 30, au siège de la C.N.T., salle 3, Vieille Bourse du Travail. La libre discussion et le respect de la personne sont garantis.

Ce cours a débuté le 19 Novembre. Le camarade Verne y a traité : « L'Idolâtrie du Progrès ». Le 26, le camarade Couronne a développé : « Propagande Fédérale ».

Voici ce que nous proposons

pour la suite :

3 Décembre : « Origine du Syndicalisme et lutte de classe » (Casanova).

10 Décembre : « Le Mouvement spécifique anarchiste » (Bacconi).

17 Décembre : « La fonction sexuelle » (Bréglino).

24 Décembre : « Propos sur la sociologie » (Ferré).

31 Décembre : « Anarchisme et Anarcho-syndicalisme » (Persici).

7 Janvier : « Propos sur la psychanalyse » (Bréglino).

Pour l'Union Locale de Marseille :

Le Secrétaire : FERRE.

LIBRAIRIE C. N. T.

S. I. A.

Le calendrier de la SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTI-FASCISTE est paru.

Outre son caractère original il est d'une belle présentation artistique ; le texte concis, qui traite de l'art pictural, présente aussi un intérêt certain.

En achetant ce calendrier vous accomplirez un beau geste car, joignant l'utile à l'agréable, vous aurez aidé S.I.A. dans son action solidaire, profondément humanitaire.

Le prix unitaire reste fixé à 100 francs. Vous pouvez, dès maintenant, nous passer vos commandes.

LIVRES : HISTOIRE et DOCUMENTS

N. Makno. — La Révolution Russe en Ukraine 200 fr. franco 230.

S. Faure. — Mon Communisme, 260 fr. franco, 290 ; Propos Subversifs, 280 fr. franco 310 ; L'Imposture Religieuse, 300 fr. franco 330 ; La Douleur Universelle, 300, franco 340 ; La Véritable Révolution Sociale, 120, fco 150.

F. Planche. — La Vie ardente et intrépidité de Louise Michel, 260, fco 290.

F. Planche et J. Delphy. — Kropotkine 230 fr., franco 260.

J. Rennes. — Syndicalisme Français, 300 fr., franco 330.

E. Dolleaux. — Histoire du Mouvement ouvrier : Tome I, 1890-1871, 700 fr. fco 745 ; Tome II, 1871-1936, 775 fr. fco 820 ; Tome III, 1921 à nos jours, 1.100, fco 1.170 ; Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr. fco 450.

M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr., fco 540 ; Esprit du Syndicalisme, 550, fco 580.

J. Maitron. — Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Geisalle, 550, fco 580 ; J. Danos et M. Gebelin. — Juin 36,

550 fr., franco 595.

P. Besnard. — Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale, 400, fco 445 ; Le Monde Nouveau, 150 fco 180 ; L'Ethique du Syndicalisme, 100 fr. fco 130 ; La Paix, 10 fr., fco 130.

G. Leval. — L'Indispensable Révolution 250 fr., fco 280.

P. Louis. — Histoire du Mouvement Syndical en France, Tome I : 1789-1918, Tome II : 1918-1948. Chaque volume 330 fr., fco 360 ; Histoire du Socialisme en France, 600 fr., fco 645.

Georges Sorel. — Réflexions sur la violence, 450 fr., franco 495 fr.

William Vogt. — La Faim du Monde 450 fr., franco 495.

P. Lefranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr., franco 400.

Voline. — La Révolution Inconnue, 450 fr., franco 520.

Lissagaray. — Histoire de la Commune de 1871, 600 fr., franco 670.

J. Humbert. — Sébastien Faure, 200 fr. fco 230 ; Eugène Humbert, 350 fr. franco 395.

E. Malatesta. — Au Café, 150, fco 180.

P.-J. Proudhon. — La Révolution Sociale, 600 fr., franco 670.

A. Sergent et C. Harrel. — Histoire de l'Anarchie, 750 fr., fco 820.

Un Anarchiste de la belle époque, 390 fr., franco 420.

LIVRES : ROMANS.

H. Poulaille. — Les Damnés de la terre 390 fr., fco 435 ; L'Enfantement de la Paix, 250 fr., fco 280 ; Ils étaient quatre, 200 fr., fco 230 ; Le Pain quotidien, 350 fr., fco 380 ; Pain de Soldat, 450 fr., fco 495.

J. Prugnot. — Béton armé, 330, fco 360.

F. Planche. — Durole, 150 fr., fco 180.

R. Asso. — Le sixième Evangile, 360 fr., franco 390.

Passez les commandes et adressez les fonds à Hélène MUNOZ, 51, rue Berthe à Paris (18). - C.C.P. 11.861-87 Paris.

DANS QUELLE MESURE POUVONS-NOUS COMPTER SUR LES TECHNICIENS

Notre objectif est la prise en gestion de la société par les travailleurs et nous pensons que c'est le rôle des syndicats d'être l'élément révolutionnaire menant à la gestion. Les syndicats groupent à l'origine le prolétariat, les catégories de gens les plus exploités.

Les éléments composant actuellement les syndicats peuvent-ils gérer efficacement la société ? Là, un point d'interrogation est nécessaire. Il y a 50 ans nous aurions pu dire : Oui ! sans hésiter. Depuis un nouveau phénomène a surgi, venant bouleverser le problème. Le progrès croissant, la complexité sans cesse accrue de la société, le développement incessant des techniques de travail et surtout la montée d'une classe devenant indispensable — les techniciens — nous oblige à réviser nos positions.

Non, parce que le prolétariat devient inutile. Non ! il reste toujours la seule force vivante, mais aux travailleurs doivent se joindre les éléments techniciens capables de faire fonctionner les rouages de la société.

La liaison des deux catégories est indispensable pour la réussite d'un changement de régime.

La société pour fonctionner sans à coup a besoin des savants, des pédagogues, des médecins, des ingénieurs.

Une révolution privée au départ de ces gens là devrait faire face à

IDÉES EN NOIR SUR BLANC

de longues années de stérilité économique nécessaire à la formation d'éléments pris au sein du prolétariat et capables de remplacer les défilants. De plus, elle devrait s'établir sur un régime de force brutale éliminant les oppositions permanentes créées par ces éléments là.

Or, actuellement la lacune du mouvement ouvrier est justement l'absence de contacts étroits et organisés avec les techniciens.

Certes, ceux-ci privilégiés du régime ne peuvent s'apparenter au prolétariat et sont portés à le négliger car ils n'ont rien à gagner directement à une action révolutionnaire.

Néanmoins, un nombre important de ces gens là sont des hommes sensés, aptes à la réflexion et au dévouement à une cause sociale juste.

Il nous appartient de les détecter, de leur expliquer nos buts, de leur faire comprendre la nécessité logique et humaine d'un changement social.

Nul doute que si nous avons compris la nécessité absolue pour l'efficacité de notre action, de cette liaison ouvriers-techniciens nous renforcerons nos chances de succès.

Le problème reste à poser : Y a-t-il chez ces gens là des éléments valables suffisamment honnêtes et désintéressés pour se joindre à nous ?

Espérons que oui et que bientôt naîtra un syndicat révolutionnaire des techniciens.

LA GESTION DES GREVES APPARTIENT AUX OUVIERS

L'expérience des grèves passées démontre le danger d'une tactique souvent employée par les syndicats réformistes.

Pour des raisons soi-disant de logique et de contacts avec la direction le comité de grève est constitué des délégués de chaque centrale.

Il nous faut dénoncer de telles pratiques qui laissent le champ libre aux manœuvres des états-majors syndicaux en leur donnant à chaque moment la possibilité de peser sur les décisions.

La grève dans une usine dépasse le cadre des syndicats. C'est l'affaire de tous les ouvriers, c'est leur combat.

Ils doivent nommer le comité de grève parmi les éléments les plus valables d'entre-eux, et qu'ils jugent dignes de leur confiance.

Ainsi, à chaque instant l'ensemble des ouvriers contrôlera le mouvement et pourra librement prendre des décisions.

Ainsi sera fait échec aux manœuvres politiques et intéressées des bonzes syndicaux.

GEORGES le manoeuvre.

A l'occasion des fêtes, offrez un livre !

Anarchisme et Anarcho-Syndicalisme

Que sont l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme ? Chacun sait très bien qu'anarchisme signifie : suppression de l'Etat, de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il implique le respect de la pensée et de l'action ainsi que le respect de la personne en général.

L'anarcho-syndicalisme est, avant tout, anti-étatiste, anti-réformiste, anti-collaborationniste, il lutte pour la suppression des hiérarchies et de l'exploitation de l'homme par l'homme, il est une grande famille où chacun a le droit et le devoir d'intervenir directement dans l'administration et la direction de l'organisation.

Il s'ensuit qu'anarchisme et anarcho-syndicalisme ne s'excluent pas, au contraire, ces deux théories sont complémentaires, dès lors quand on affirme que : « L'économie capitaliste est et restera, pour un temps indéterminé, en dehors de toute prévision normale, ce qu'elle est, donc inutile de remonter à l'époque de Pelloutier parce qu'aujourd'hui il n'existe pas de phase favorable ni à l'éducation, ni à la propagande, ni à cette fameuse gymnastique d'agitation et de conquête syndicale, et aussi parce que la structure normale du syndicat craque sous le poids des événements, que ceci nous oblige à dire qu'il est préférable, pour nous, de ne pas avoir une organisation de masse et cela afin d'être libres d'agir sur le terrain de la qualité homogène ce qui nous évitera d'être à la merci des entraves de la mentalité hétérogène », nous avons l'impression de nous trouver en face d'un prestidigitateur qui nous déclare : « L'anarchisme est indéfinissable » et ensuite il affirme : « Je suis un anarchiste individualiste ».

En réalité si l'anarchisme est indéfinissable de quel droit nous disons nous anarchistes individualistes ? Et si en tant qu'anarchistes, il est préférable de ne pas avoir un mouvement ouvrier, alors, l'Union Anarchiste, l'Association Anarchiste, à quoi servent-elles ? D'autre part, à quoi sert de souhaiter de demeurer comme anarchistes généreusement et librement associés ? Est-ce que par hasard l'anarchiste n'est membre du mouvement ouvrier ? Est-ce que le mouvement ouvrier est considéré comme un monstre mythologique ?

Lorsqu'on s'exprime comme dans les lignes sus signalées, il est certain qu'au lieu de résoudre le problème social, nous compliquons tout, et, tout en déclarant que nous voulons sauvegarder notre indépendance et notre liberté en réalité nous aggravons le mal qui ronge le mouvement ouvrier.

Devons-nous croire que l'anarchisme sera l'œuvre d'une fée et l'association une panacée qui nous tombera du ciel ? ou qu'il faudra définir les conventions de cette association ? que la société anarchiste fonctionnera automatiquement ou qu'au contraire nous devons l'organiser et déterminer la fonction de chaque être ? Bien sûr il est très facile d'écrire : « Au cours de la lutte les anarchistes seront à leur place », cependant, si nous sommes exempts d'infantilisme nous devons reconnaître qu'avant d'être à notre place il faut savoir quelle est notre place et où elle se trouve. Le sens commun nous apprend que l'être n'est pas un anarchiste inné, qu'il le devient à la suite de circonstances favorables telles que la propagande orale et écrite, dès lors chacun voudra bien admettre que pour faire de la propagande il faut que des individus consentent des sacrifices matériels et ceci veut dire que l'anarchisme sera l'œuvre des anarchistes. Voilà pourquoi il est urgent d'éviter de nous raconter des sottises.

Le confusionnisme ne démont pas, en voulez-vous une preuve ? la voici. Lorsqu'on écrit : « Est-il sérieux de parler de l'A.I.T. aux Italiens puisqu'il n'existe même pas une organisation ouvrière affiliée à l'A.I.T. et qu'il n'y en a pas une à qui nous puissions proposer d'y adhérer ? Devons-nous agir ainsi afin que cela nous facilite la tâche de répandre nos concepts au sujet des autonomies syndicalistes ? Mais pour ce faire, le vieil anarchisme de Malatesta et de Gori suffit largement puisque ces deux camarades sont mieux connus que l'A.I.T. Certes on peut approuver ce qui précède, cependant il est certain que l'auteur de ces lignes ignore qu'anarchisme est synonyme d'internationalisme, que Malatesta et Gori, avant d'être anarchistes étudièrent Proudhon, Stirner, Bakounine lesquels n'étaient point Italiens et cependant ils écrivirent pour les humains du monde sans se préoccuper si à ce moment-là il existait un mouvement anarchiste, nous ajoutons que Bakounine fut le fondateur de l'A.I.T. D'autre part, si Malatesta et Gori étaient Italiens il est vrai aussi qu'ils furent des propagandistes, des organisateurs et Internationalistes anarchistes.

Voilà pourquoi nous disons que là où n'existe pas de Section de l'A.I.T. les anarchistes, en abandonnant l'hypothèse utopique qui dit : « Restons com-

me anarchistes librement associés » doivent se convaincre que l'organisation ainsi que l'association impliquent des conventions sociales, que l'anarcho-syndicalisme n'est pas rigide, inamovible, qu'il est un outil très utile à condition que ceux qui s'en servent soient des personnes honnêtes, sincères, capables de vivre conformément aux principes librement et consciencieusement acceptés. Bien sûr, chacun sait très bien que : « On va de l'avant par des progrès successifs », mais pour progresser il faut agir et l'action prouve que souvent celui qui agit au lieu d'avancer recule. Voilà pourquoi il faut juger l'homme d'après son comportement et non pas à la suite de ce qu'il pense ou écrit, c'est en vertu de cet axiome que le secrétaire de l'A.I.T. s'est permis de critiquer le réformisme de certains éléments de la S.A.C. Suédoise laquelle est, actuellement, dirigée par Rudiger, réformiste cent pour cent. Ainsi lorsqu'on écrit : « Par la même occasion, nous invitons les camarades à réfléchir au sujet de l'action des syndicats suédois. Les Rédacteurs du bulletin de l'A.I.T. imprimé à Paris au mois de mars, prennent rudement à parti les propos soi-disant réformistes des suédois... Mais devons-

nous accepter, comme un dogme indiscutable, cette idée qui veut qu'on ne peut rien construire sans la violence ? Après tant de cas de violence-non-constructive, de cette violence qui a créé de nouveaux clans de commandants, le moment n'est-il pas venu d'accepter de bonne humeur l'examen de nouvelles idées qui regardent vers l'avenir avec l'aide d'un constructeur et non pas en réformistes ? ». Inutile de dire que dans ces lignes il y a une méconnaissance totale de ce qui se passe au sein de la S.A.C. Certes, le dogmatisme est condamnable, inadmissible, cependant il faut reconnaître que lorsqu'on accepte librement et consciencieusement des principes, le bon sens exige qu'on les respecte.

Au vrai, si on accepte les principes anarchistes, si on est anarchiste, il s'ensuit qu'on ne peut pas être un exploiteur, un tortionnaire, un politicien, un dictateur, un policier, un espion, un prêtre, un partisan de l'armée et de la guerre, alors à notre tour nous prions les camarades d'examiner l'A.I.T., il est certain que là on ne trouvera ni « Violence-non-constructive », ni ces fameux « Nouveaux clans de Commandants », en revanche on y trouvera des

camarades prêts à examiner de nouvelles idées à condition que celles-ci ne soient pas la répétition de systèmes périmés. N'oublions pas qu'il ne suffit pas de renouveler l'architecture d'un palais vermoulu il faut changer complètement les bases de ce palais. Bien sûr, chacun sait très bien que : « Demain ne ressemblera pas au passé, que c'est en raison de cela que les conditions normales du syndicalisme font défaut », nous savons aussi que l'actualité ne ressemble pas du tout au passé historique de l'anarchisme, cependant les anarchistes ne cessent point de lutter pour l'avènement d'une société anarchiste laquelle, à coup sûr, anéantira les exigences actuelles de la propagande et de l'action anarchiste.

Le Capitalisme et l'Etat, quoique bousculés, ne sont pas encore morts, leur méthode coercitive est identique à celles du passé et chacun sait très bien que les privilégiés ne renonceraient pas à leurs privilèges, qu'ils les défendent avec acharnement. Ce sont là des faits ; dès lors, il est certain que pour détruire l'hégémonie capitaliste Etatique, Ecclésiastique, il faut se débarrasser de l'éducation et de la morale classiques, il faut faire table rase des préjugés ainsi

que de nos indéterminations, en un mot, il faut aller au delà du verbalisme.

Nous ne proposons pas la « VIOLENCE » comme méthode systématique, absolue, cependant si les ouvriers renoncent à la lutte, s'ils se contentent d'attendre — dans un état de bienheureuse ignorance — que le temps historique nous gratifie des alouettes qui tombent du ciel toutes rôties, au lieu de changer l'ordre — ou désordre — actuel, celui-ci continuera imperturbablement son chemin et l'ouvrier, lui, sera pour un temps indéterminé, à la merci de ceux qui le gouvernent et l'exploitent.

Voilà pourquoi nous sommes convaincus que l'A.I.T. est plus que jamais d'actualité et pour conclure nous dirons que l'U.S.I. (Union Syndicale Italienne) section de l'A.I.T., doit suivre les directives du Congrès de Modène sans se préoccuper des théoriciens incurables qui se complaisent dans l'art de critiquer pour le plaisir de critiquer sans jamais rien réaliser de concret. Bref, quand la gangrène menace l'existence, l'intervention chirurgicale est une nécessité impérieuse et obligatoire.

BREGLIANO Luc.
(Extrait d'« Emancipazione »
organe officiel de l'U.S.I.)

Association Internationale des Travailleurs

ESPAGNE (Intérieur)

Une magnifique démonstration de vitalité

Avec une audace réfléchie, après quatre mois de préparation intense, accomplie dans le plus grand secret, la C.N.T. a tenu quelque part en Espagne, les 24 et 25 septembre écoulés, son Pleno National de Régions.

Y ont assisté toutes les régions, sauf une qui s'est trouvée dans l'impossibilité de se déplacer pour des causes involontaires, outre Canaries et Baléares avec lesquelles la liaison est encore difficile. L'Exil était également représenté. La transcendance de ce Pleno National est reflétée par les accords intervenus et les motions adoptées, dont nous publions ci-dessous un certain nombre en raison de leur exceptionnelle importance.

Nous partageons la fierté et l'enthousiasme que ressentent tous les militants de l'Exil devant le développement de l'organisation fédérale de l'Intérieur justifié par l'activité téméraire, pleine d'audace et d'abnégation de ses militants qui consentent le plus élevé des sacrifices anonymes.

La C.N.T. est la pierre angulaire de l'Espagne nouvelle. C'est l'axe sur lequel doit forcément tourner toute tentative de transformation sociale.

Malgré les persécutions, les saignées terribles et les répressions carniçières, cette forme confédérale consciente et dynamique s'agit en montrant une combativité exemplaire et une merveilleuse vitalité qui provoquent la rage de l'ennemi impuissant à la détruire.

Puisse l'exemple que nous offrent les camarades d'Espagne, courant tous les risques, être le stimulant de notre conduite.

Nous saluons les combattants de l'Intérieur avec un cri qui, nous le savons d'avance, surgira de façon spontanée de la poitrine de nos camarades.

VIVE LA C.N.T.

★
RESOLUTIONS DU PLENO NATIONAL DE REGIONALES DE LA C. N.T. D'ESPAGNE.

DU COMITE NATIONAL.

Afin de ne pas laisser subsister d'équivoque, le Pleno déclare :

Qu'il n'y a qu'un seul Comité National et que celui-ci réside en Espagne.

Que la C.N.T. en Espagne est représentée par ce Comité National présent à ce Pleno.

Que le Secrétariat Intercontinental de la C.N.T. d'Espagne en Exil, est dépositaire de la confiance de l'organisation de l'Intérieur et la représente, uniquement, dans les fonctions expressément déléguées et à travers des organismes correspondants de coordination confédérale.

★
DES NORMES ET RELATIONS AVEC L'ORGANISATION EN EXIL.

Le Pleno de la C.N.T. d'Espagne exprime aux camarades organisés en exil la satisfaction que leur procure l'œuvre et les activités sur le terrain organique de la propagande et autres objectifs propres à notre organisation qu'ils remplissent avec une constance exem-

plaire. De même l'estime que leur mérite sa coopération dans tous les ordres et sa large contribution solidaire.

Constate à travers les accords antérieurs de l'organisation Exilée et ceux de son VIe Pleno Intercontinental, leur pleine identification de propos et d'objectifs, dans le respect des propres accords que sont ceux de l'Organisation de l'Intérieur.

Respecte les décisions de ses Congrès et Plenos tant qu'ils sont ajustés aux principes basiques et normes de l'Organisation Confédérale.

Reconnait large autonomie de développement et de fonctions à la C.N.T. d'Espagne en Exil, dans la structure de la C.N.T. en raison des circonstances spéciales créées par une situation exceptionnelle.

Invite tous les affiliés à la C.N.T. et les militants en général à continuer de maintenir vivante, active l'organisation exilée.

Accorde que le Comité National adresse un message aux camarades de l'exil.

★
SUR LES COMPAGNONS EMPRISONNES.

Le Pleno, compte tenu des souffrances et martyrs endurés par les hommes idéalistes enfermés pour défendre la cause de la liberté, dénonce devant l'Espagne et devant le monde les criminels procédés du franquisme basés sur les principes les plus raffinés de cruauté et de vengeance politique.

Adresse un salut à tous les prisonniers antifascistes en général et avec l'effusion la plus profonde à tous les compagnons enfermés dans des prisons et pénitenciers.

ACCORDE :

Apporter toujours toute aide morale et matérielle aux camarades captifs
Continuer la campagne internationale en faveur des prisonniers antifascistes espagnols.

★
POSITION INTERNATIONALE :

La C.N.T. condamne avec une égale énergie l'attitude des puissances démocratiques et de tous ceux qui temporisent avec le franquisme.

Aucune réhabilitation internationale de celui-ci ne sera sanctionnée par la C.N.T., par les travailleurs ou par le peuple espagnol.

Le Régime instauré en Espagne avec l'appui perfide des armées d'Hitler et de Mussolini, consomme un attentat permanent du despotisme contre la souveraineté populaire et son libre exercice.

La C.N.T. n'hésite pas à déclarer que les gouvernements des U.S.A., des démocraties bourgeoises ou « populaires » et les Nations Unies et Organismes Internationaux qui accordent belligérance morale au régime franquiste, font trahison au peuple espagnol et ouvrent le chemin à de nouvelles agressions et violences du despotisme sur les régimes légitimes que les peuples se donnent en faisant usage de leurs droits imprescriptibles.

La C.N.T. maintient une attitude in-

Les « démocraties » préparent une nouvelle ignominie

Le 1er novembre dernier, le secrétaire d'Etat des U.S.A. Foster Dulles, responsable des Affaires étrangères de la grande « démocratie » américaine, au cours d'un voyage éclair de Genève à Madrid, a eu avec Franco et ses principaux collaborateurs des entretiens qui ont duré plusieurs heures, puis, à l'issue des traditionnelles agapes qui clôturent toujours les démonstrations des « grands » de ce monde, le représentant des « protecteurs des nations libres » a renouvelé au caudillo l'assurance du chaleureux appui que trouvera l'Espagne auprès du gouvernement des Etats-Unis lorsque se posera concrètement le problème de l'entrée de ce pays à l'O.N.U.

Un tel engagement nous mène assez loin de celui pris en 1939, conjointement avec la Grande-Bretagne et la France, par la grande « démocratie », à savoir qu'elle n'aurait point de cesse tant que la planète ne serait pas débarrassée des régimes autoritaires et de ses animateurs, avec qui toute coexistence était impossible.

Franco, et les argousins à sa solde, ont pourtant continué d'accomplir leurs méfaits, sans que se produise une réaction justifiée, narguant même, ceux qui osaient élever une quelconque protestation.

Aujourd'hui les jeux sont faits, seule intervient maintenant une question de temps. L'immonde bourreau du peuple espagnol sera blanchi, son acquittement, pour tous les forfaits commis, entériné par l'admission de l'Espagne fasciste à l'O.N.U. (1).

dépendante en face de n'importe quel bloc de nations coalisées pour des fins guerrières et impérialistes et se déclare fermement partisane de la paix entre les peuples et de la solidarité internationale des travailleurs par dessus les différences de races, de croyances et de systèmes politiques ou sociaux.

★
SUR L'A.I.T.

Le Pleno accorde : Faire part au Secrétariat de l'A.I.T. de sa satisfaction pour le message qu'il a transmis à notre organisation à l'occasion du VIe Pleno Intercontinental de l'organisation confédérale en exil.

Adresser, par son intermédiaire, un salut à toutes les sections de notre cen-

trale internationale.

trale internationale. Ainsi dans la « cour des miracles », que constitue cette organisation internationale, la truandaille sera réunie au grand complet. Peut-être en sera-t-il mieux ainsi. Personne n'a plus rien à perdre à l'O.N.U. La morale n'y a pas sa place. Il est impossible, en effet, de se référer à cette science quand on a sur la conscience les ignobles forfaits perpétrés à Hiroshima, à Nagasaki, en Corée, à Madagascar, en Indochine, en Afrique du Nord, en Russie concentrationnaire. Sous le couvert de la « raison d'Etat » on nage dans le sang à « Nations Unies », repaire des plus grands criminels qu'a enregistrés l'histoire. Qu'il s'y trouve une fripouille de plus ou de moins n'a qu'une importance relative.

Oui, il doit en être mieux ainsi. Cette nouvelle trahison de la cause du peuple espagnol asservi, écrasé sous la botte du tyran, ne manquera pas de dessiller les yeux de bon nombre d'individus qui, prenant enfin conscience de leur devoir d'hommes, viendront peut-être grossir nos rangs pour préparer le grand nettoyage qui s'impose et sera effectué au moment opportun ; opération préliminaire de l'instauration d'une société harmonieuse, débarrassée de tous ses dictateurs, une société libertaire où s'épanouiront la justice et la solidarité.

A.I.T.

(1) Un seul pays, le Mexique, à qui il faut rendre justice, a eu jusqu'ici le courage, tout esprit de lucre éliminé, de s'élever contre cette proposition.

Espagne, 25 Septembre 1955.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

Organe Officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section Française de l'Association — Internationale des Travailleurs —
REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr, 48 numéros 850 fr.
39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9^e Changement d'adresse : 20 francs.

IMPOSSIBLE UNITÉ

(Suite de la page 1)

proletariat ? Une synthèse entre l'étatisme soviétique et l'anarcho-sindicalisme par exemple est impensable ! Que font les « libertaires » chez les capitalistes ? Pourquoi ne pas entrer chez les enjuponnés romains pour faire l'église devenir anti-déiste ? Et dans les cadres de l'armée pour préconiser l'anti-militarisme ? Autant de leurres.

La C.G.T. est un ramassis de technocrates, de voyoucrates et d'abrutis par l'alcool et d'éternelles contradictions qu'ils ne décèlent pas. Il s'y trouve quelques individus non encore corrompus. Mais que font ceux-ci. Qu'attendent-ils en se taisant ? D'avoir gagné une sinécure pour devenir adversaires des principes les animant aujourd'hui ?

L'engagement peut être lourd de conséquences. N'oublions pas ce qui est arrivé à l'idole d'une fédération qui se voulait proche de nous et qui, après avoir donné du bec à l'appât s'est proprement enfermé et est dans les filets au côté des assassins du peuple. Qu'on y prenne garde. S'écarter ainsi ne mène pas à des concessions mais à des trahisons et nos pires ennemis sont ceux-là même qui étaient des nôtres.

C'est pourquoi, si le travail le propagande est ardu, il faut persévérer dans le cadre de la permanence révolutionnaire anti-étatique et non pas se bercer d'illusions en abandonnant la meilleure arme d'activité, la complète indépendance de toute obéissance.

YVES PRIGENT.

Le Mouvement Coopératif de Consommation est-il une sorte d'Economie Distributive ? (Suite de la page 1)

Nous avons passé sous silence faute de place, et nous le regrettons, de longs passages de l'article, dont un où il est question de « syndicats d'anti-syndiqués » et de l'existence future de « coopératives d'anti-coopérateurs ».

C'est un beau réquisitoire contre le mouvement coopératif et non une plaidoirie en sa faveur, qu'a tracé le secrétaire général honoraire et nous sommes heureux qu'il vienne d'une voix aussi autorisée. Il confirme totalement l'opinion que nous défendons depuis toujours sur la valeur intrinsèque de ce mouvement en tant qu'élément émancipateur des masses sur le plan économique. Tel quel, elle est nulle.

L'incorporation dans l'appareil étatique va comme un gant au mouvement coopératif — l'allusion faite à l'Etat autoritaire concerne l'U.R.S.S., ses satellites et la Chine communiste. Le régime est considéré valable et critiqué seulement parce qu'il fait payer aux coopés les impôts du commerce, ce qui est d'ailleurs faux. Un dirigeant du mouvement, à l'échelon national, nous l'a confirmé récemment. Si quelqu'un travestit la vérité ce n'est donc pas nous. Les coopératives sont assimilées exactement aux mêmes charges que les autres entreprises commerciales à succursales multiples mais, car il y a un mais, elles sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices qui s'élève à 33 %.

En se basant sur les chiffres d'affaires fournis et le taux des ristournes généralement payées on peut situer les bénéfices réalisés en 1954 à 3 milliards, soit une exonération d'environ un milliard, somme assez coquette, même si l'on tient compte de l'importance de l'affaire.

Autre inexactitude. Les coopératives anglaises groupent paraît-il 17 millions de familles. La Grande-Bretagne comptant 47 millions d'habitants, et chaque famille se composant d'au moins 3 personnes, faut-il en déduire que tous les Anglais sont coopérateurs ? Pour combler la différence fait-on aussi consumer les morts ?

Quelle différence existe entre les entreprises capitalistes et les coopératives ? Nous n'en voyons guère, bien que les premières travaillent paraît-il, pour le profit capitaliste, les secondes pour le service à rendre aux consommateurs.

Nous en appelons à tous les gens de bonne foi et les invitons à faire une comparaison impartiale entre les prix pratiqués dans les coopés et dans les autres maisons à succursales multiples — le petit commerce ne pouvant en aucun cas intervenir dans le débat — Partout, compte tenu des ristournes consenties, les prix des coopés, à qualité égale, sont au minimum supérieurs de 2 ou 3 %, souvent beaucoup plus.

Pour tant « Uniprix », entreprise capitaliste type, partage des dividendes à ses actionnaires. Faut-il imputer à l'impérialisme dans la gestion cette infériorité nettement marquée des coopés ? C'est d'ailleurs ce que nous reprochons à celles-ci ; ne pas remplir la seule fonction valable qu'on ne peut leur contester et qui justifie en partie leur existence actuelle : « Etre le régulateur des prix ».

La coopération n'est pas un mouvement économique moral, social, émancipateur propre à provoquer l'union des classes.

Interrogez donc, monsieur le secrétaire général honoraire, l'économiquement faible qui se présente dans une de vos succursales où il voit vendre à un coopérateur une bouteille de champagne alors que lui, qui n'a pas les moyens d'être coopérateur, devra se contenter, pour subsister, d'un vulgaire kilogramme de pommes de terre. Sollicitez son avis sur l'union des classes ; nous doutons fort que sa réponse vous donne satisfaction.

D'autre part, quel sens moral valable pouvez-vous attribuer à l'égoïsme ?

Pourtant, n'est-ce pas un sentiment égoïste, plus ou moins camouflé, l'esprit de lucre aussi, qui anime les coopérateurs considérant, à tort d'ailleurs, les faits le prouvent, que cette appartenance leur permet de réaliser des bénéfices substantiels.

Quant à assimiler la coopération à « une sorte d'économie distributive » la ficelle est un peu grosse, c'est un filin.

L'économie distributive ou, pour mieux dire, la « distribution des produits de consommation » est vieille comme les rues, elle était pratiquée dans l'antiquité, au temps où les gens possédaient un peu de bon sens, cela ne date donc pas d'hier. Elle l'est encore, actuellement, par quelques rares peuplades, réputées « sauvages ».

Chez les « civilisés », le système fut remis en honneur dans le courant du siècle dernier par les penseurs anarchistes qui animèrent la fraction anti-autoritaire de la Ire Internationale. Ils l'estimaient seul susceptible de réaliser l'« Egalité des Conditions », base de départ d'une société harmonieuse anarchiste.

Plus près de nous, il fut repris à son compte par J. Duboin qui, constatant, avec juste raison, l'impuissance du régime capitaliste à écouler sa production, toujours croissante, que des multitudes, faute de pouvoir d'achat, manquent du strict nécessaire, face à des stocks imposants de produits de consommation, estima que ceux-ci n'étant pas vendables il fallait les distribuer.

L'économie distributive suppose un revenu national, non thésaurisable, identique pour tous, sans exception. Elle ne peut se concevoir en régime capitaliste puisqu'elle élimine le profit, raison d'être de ce dernier.

Il n'y a donc aucun rapport entre l'économie distributive et le mouvement coopératif qui est incapable d'améliorer, dans la plus infime proportion, la condition économique des déshérités de ce monde.

Entre ces systèmes, il y a une différence identique à celle qui existe entre le jour et la nuit.

Raymond FAUCHOIS.

Ce n'était pas la peine assurément !...

(air connu)

« ...Ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux... »
(Strophe méconnue)

Un communiqué de l'Agence Reuter nous apprend que : « les 101 premiers soldats de la nouvelle armée allemande ont officiellement pris leur service le 12 novembre, dix ans et demi après l'effondrement de la puissance militaire nazie.

« M. Theodor Blanck, ministre de la Défense, a remis aux 2 lieutenants-généraux, aux 18 lieutenants-colonels, 30 commandants, 40 capitaines, 5 lieutenants et 6 sous-officiers, les documents officiels de leur incorporation dans les nouvelles forces armées... »

D'autre part, on nous dit que les chefs de cet embryon de la future Wehrmacht sont deux anciens officiers des armées hitlériennes, déclarés aujourd'hui anti-nazis pour les besoins d'une nouvelle croisade européenne où le fanion national-socialiste a cédé la place à la bannière démocratique bénie par le visionnaire de Rome. Cette répugnante comédie ne peut nous surprendre et ce n'est pas nous qui nous plaindrons comme certains naïfs d'être choqués dans nos sentiments patriotiques. Mais nous relevons le fait pour prouver précisément aux prolétaires que le patriotisme est une notion absurde dont font bon marché tous les meneurs du jeu qui n'ont jamais cru à leurs propres déclarations.

Aujourd'hui, reconstitution de la Wehrmacht demain, admission de Franco à l'O.N.U., choses normales dans un monde où la logique et la raison sont proscrites.

Les pleurnicheries stalinienne ne changeront rien au problème et si de nouvelles alliances se nouent contre les bolcheviks, c'est à ces derniers que revient le triste privilège d'avoir lâchement trahi la révolution russe d'abord, les révolutions allemande, hongroise, chinoise ensuite, sans entrer dans le détail du rôle criminel qu'ils ont tenu en Espagne et en maints autres lieux où ils se sont révélés les plus dangereux contre-révolutionnaires que le prolétariat ait jamais signalés dans les pages douloureuses de son histoire. Nous nous souvenons d'un passé pas tellement lointain où ces messieurs étaient les champions de l'hystérie guerrière, les apôtres insurpassables d'un odieux chauvinisme anti-allemand qui rendaient furieusement jaloux les tenants du capitalisme occidental.

Qu'on relise ces lignes d'Ilya Ehrenbourg — pisse-copie à gages du pouvoir stalinien — tirées du « Soviet War News », du 7-12-44 :
« Nous n'aurons pas de pitié pour les Allemands quels qu'ils soient. Quant à leurs femmes, elles ne nous inspirent qu'un sentiment : le dégoût. Nous n'avons que faire de ces hyènes aux cheveux filasse ».

Aujourd'hui, le langage a changé. Sont reconnus comme bons les Al-

lemands de zone d'occupation soviétique, leur police populaire et leurs officiers rééduqués en Russie. Par contre, les revencheurs nazis à la solde des fauteurs de guerre occidentaux se trouvent dans l'autre zone.

C'est toujours la vieille histoire de l'en-deci et de l'en-delà écrite jadis par Pascal.

Cette digression dans le domaine de la politique nous a paru nécessaire, car la mémoire fait souvent défaut à la plupart de nos semblables.

La reconstitution de la Wehrmacht, nous l'avons maintes fois dit et écrit, fait partie d'un plan général de préparation à la prochaine guerre. Chaque bloc recherche les alliances convenant le mieux à sa stratégie, c'est une question aussi vieille que l'Histoire, tout le reste n'étant que propagande destinée à cacher les véritables mobiles des uns et des autres.

Du point de vue révolutionnaire, le problème allemand ne peut être traité que dans l'ensemble de tous les problèmes qui nous préoccupent. Il s'agit de déterminer les facteurs

psychologiques favorables à une opposition populaire de la part des Allemands contre la remilitarisation de leur pays, sans oublier qu'avec ou sans l'armée allemande, les possibilités d'un conflit n'ont guère varié.

Evidemment, si la jeunesse allemande manifeste son hostilité au service militaire comme ce fut le cas de ces jeunes gens à Hambourg nous avons pour devoir d'en informer l'opinion publique et d'inciter les travailleurs à se solidariser par une action parallèle et si possible concertée dans leurs pays respectifs.

Cependant, nous ne devons jamais perdre de vue que toute lutte efficace contre les menaces de guerre passe inévitablement par le chemin de la lutte révolutionnaire.

Chaque coup porté par la classe ouvrière contre ses maîtres est un coup porté contre la guerre qui ne disparaîtra à tout jamais qu'avec la fin du système d'exploitation de l'homme par l'homme qui ensanglante le monde depuis des siècles.

Guy BADOT,

La Voix des Cheminots (Suite de la page 1)

Une belle fichaise: "Le treizième mois"

compte les majorations et nous croyons que nos « réformistes » qui se moquent éperdument de la justice — ils en administrent la preuve tous les jours — ont fait de nouveau fausse route.

A qui sont attribuées, en effet, la plupart des majorations ? Aux « Pistonnés » ! Aux pistonnés par l'Archevêque, par la C.G.T. et la totalité des autres boutiques qui se prétendent « libres ». Chacun sait que tous excellent dans l'art de tirer les cordons de sonnette et qu'ils ont élevé le maquignonnage au niveau d'une institution. Que ceux qui en doutent jettent un regard objectif autour d'eux.

Nous craignons donc, avec raison, que la suppression des majorations provoque quelques rageurs grincements de dents.

« A travail égal, salaire égal », dites-vous. Partant de là ce n'est pas une réforme qu'il convient d'accomplir mais une véritable révolution.

Qui produit réellement le seul travail valable selon l'agent d'exécution, de la BASE. Le « Cadre », lui, présomptueux, prétentieux, est le plus souvent juste bon, mimant bêtement la mouche du coche, à « faire suer le burnous ».

Vous exagérez, prétendent certains. Que faites-vous de la hiérar-

chie des valeurs ?
Nous la considérons comme une prétention déplacée.

Pour nous, voyez-vous, un individu imbécile, abruti, parti de la base, qui a atteint l'échelle 10, soit parce qu'il a un frère curé, un oncle député, ou pour toute autre raison plus ou moins avouable, demeure toujours, malgré ses galons, un imbécile, un abruti, dénué en outre, de sens moral. Quant à celui à qui ne peut être contestée une certaine valeur qu'il n'oublie pas qu'il l'a puisée dans la somme des connaissances acquises par ceux qui l'ont précédé dans l'existence, qu'il n'est en réalité qu'un insignifiant rouage de la gigantesque machine que constitue la société moderne qui l'absorbe au point de le rendre incapable de réaliser quoi que ce soit seul, que solidaire de cet appareil qui l'accapare, il ne peut, au nom de la plus élémentaire justice, y être incorporé que sur un plan égalitaire, au même titre que tous les autres, et bien que, malgré les apparences, l'élément majeur demeure plus que jamais l'individu qui possède son idée dans le creux de sa main ».

La tâche négative, le plus souvent inutile, accomplie par les « Cadres » dont l'existence ne se justifie pas et qu'une société normalement

Pour détourner les enfants des jeux guerriers, des livres, des films, etc., qui favorisent les sentiments belliqueux et guider, si possible, les parents dans leur choix, souvent inconsideré des amusements qu'ils offrent à leurs petits.

Il ne faut plus jamais

Il ne faut plus jamais que les enfants qui jouent — Cheveux clairs ou foncés sur la fraîcheur des joues, Ebauches de plus tard, esquisses de demain — Aient de petits soldats dans leurs petites mains ! Mères, craignez ces jeux en qui la mort commence ! Il ne faut plus jamais autoriser l'enfant A d'avance imiter, dans un plaisir moqueur, Ce qui sera demain la guerre et son horreur. Plus de ces régiments, plus de ces panoplies ! Mères, souvenez-vous des millions d'agonies ! De tous ces fils français et ces fils allemands ! Il ne faut plus jamais — ô travestissements ! — Nous permettre de voir sur des routes surprises, Ces petits généraux dont chaque boucle frise Qui s'amuse avec un petit sabre en bois ! Mères, souvenez-vous de ces jeux d'autrefois, De ces déguisements lugubres de nague, Car le sabre grandit, le jeu devient la guerre ! D'une boîte où dormaient des régiments de plomb Il peut sortir parfois, — déjà nous en tremblons — Tout un champ de bataille où de vrais hommes meurent ! Mères, si vous craignez d'être celles qui pleurent, Si vous craignez un jour de voir recommencer Ce qui, parmi leurs jeux, couvait, rapetissé, Ne leur permettez plus la sombre singerie ! Faites-leur détester d'avance la tuerie, Apprenez-leur des jeux intelligents et doux, Ou prenez garde ! Car, complices malgré nous Du crime universel que les hommes préparent, Leur permettre si tôt ces coutumes barbares, C'est suggérer au sort ce que tout lui défend, Et lui permettre un jour de tuer vos enfants !

Maurice ROSTAND.

constituée ne manquera pas d'éliminer, devrait les inciter à plus de modestie et sans aller jusqu'à proposer, dans la conjoncture présente, la suppression pure et simple de tout subsistance à ces éléments parasitaires, en nous basant surtout sur le droit de chaque individu à disposer des moyens d'existence identiques à ceux attribués à tous ses semblables, nous préconisons la seule formule de prime valable, dans le cadre étriqué du corporatisme égoïste où chacun se vautre, une prime de fin d'année égale pour tous correspondant à un mois de salaire à peu près décent, soit 40.000 francs. Quarante mille francs pour le chaîneur, pas un sou de plus pour Armand, l'aristocrate N° 1 de la S.N.C.F., en attendant son élimination définitive ainsi que celle de

ses semblables. Une telle mesure marquerait le début d'un rudiment de justice, celle-ci ne pouvant être atteinte, sur le plan économique, que par l'instauration d'un revenu social, non thésaurisable, identique pour tous, sans aucun surplus, en un mot l'égalité totale des conditions, en partant de l'économiquement faible.

Tout le reste, y compris ce que préconisent C.G.T. et C.F.T.C., de même que les accusations de forfaiture lancées par F.O. contre les précédentes, n'est qu'attractif-nigauds.

DUFALOT, lampiste.



Le Directeur-Gérant : AKOUN Elie. Imprimerie ASTE AVIGNON